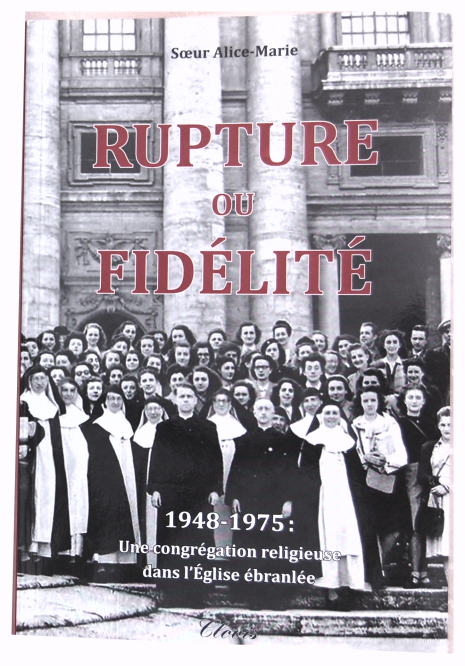




Sœur Alice-Marie

RUPTURE OU FIDÉLITÉ

1948-1975:

Une congrégation religieuse
dans l'Église ébranlée

Uchronia

Sœur Alice-Marie

RUPTURE ou FIDÉLITÉ

1948-1975:

*Une congrégation religieuse
dans l'Église ébranlée*

Illustration de couverture :

Pose devant la basilique Saint-Pierre,
pendant le pèlerinage à Rome
de la congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse,
en 1950 (*collection privée de la congrégation*).

Crédits des photographies en cahiers intérieurs :

I-XVI, XVIII bas, XIX-XXI, XXII bas, XXIII haut, XXIV-XXXII :
collection privée de la congrégation

XXII haut :

Archives de la province dominicaine de Toulouse

XVII, XVIII haut, XXIII milieu et bas :

Wikimedia commons

© *Clovis*, août 2016

B.P. 118 – 92 153 Suresnes Cedex

Tél. 01 45 06 98 88 – Fax 01 45 06 05 44

www.clovis-diffusion.com

ISBN 978-2-35005-132-1

Préface

SŒUR Alice-Marie, dominicaine enseignante, auteur du présent ouvrage, a déjà fait ses preuves en donnant au public en 2006 une histoire de son institut, intitulé *Histoire de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse* (1800-1953). Ce livre en est la suite ; il va de 1948 à 1974. Il est écrit dans une langue parfaite, claire et élégante. L'auteur m'a demandé de le préfacer. J'en suis très honoré car il s'agit d'une contribution majeure à l'histoire contemporaine de l'Église.

À Toulouse, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, trois congrégations religieuses tiennent des pensionnats pour l'instruction des jeunes filles. Ce sont les Dames de Saint-Maur arrivées à Toulouse au xvii^e siècle, le Sacré-Cœur et les religieuses du Saint-Nom-de-Jésus, institut né juste au lendemain de la Révolution. Le Saint-Nom-de-Jésus, qui est à l'origine de nos dominicaines enseignantes de Fanjeaux, comptait en 1950 deux cents Sœurs et quatorze écoles de Bordeaux à Grasse. C'est de cette troisième Congrégation que sœur Alice-Marie raconte ici l'histoire et les tribulations, dans la période dramatique de la crise conciliaire. Elle est un auteur incomparable. Cette préface n'ajoute rien à son livre. Je puis seulement souligner la valeur de cet ouvrage et, je l'espère, en augmenter ainsi la portée.

1948-1974, vingt-six années, l'histoire est courte, mais elle est souvent douloureuse. Pendant cette période, le Saint-Nom a été persécuté. La hiérarchie de l'Église a persécuté les Sœurs. Celles qui ont vécu cette épreuve ne sauraient l'oublier.

L'auteur divise la période en trois temps qui sont ses trois parties.

La première est intitulée « Les nouvelles constitutions ». La Congrégation opère sa réforme. Les anciennes constitutions avaient été approuvées en 1873. À cette date, la moitié des Français faisaient encore leurs Pâques. En 1950, un quart seulement. La Congrégation se réforme en 1953 en vue d'un apostolat plus vigoureux et d'un enseignement plus chrétien. La supérieure générale, mère Hélène Jamet, dirige les opérations. Le père Calmel, dominicain, est son conseiller approuvé par le Saint-Siège. L'auteur dresse un portrait vivant de ces deux fortes et attachantes personnalités. Le père Calmel est thomiste et enseigne, au noviciat de la Congrégation (à Montréal), la philosophie du docteur angélique. Son *Rosaire de Notre-Dame* est entre les mains de toutes les Sœurs. L'objectif commun de la mère Hélène et de son conseiller est, selon notre auteur, « de réaliser l'unité de vie entre la fin générale de la Congrégation (union à Dieu) et sa fin spécifique (enseignement chrétien des jeunes filles) » (p. 13). Les nouvelles constitutions sont adoptées en 1953. Elles ont infusé au Saint-Nom une énergie et une force de détachement qui ont marqué la Congrégation et la marquent encore aujourd'hui, car elles sont toujours en usage. Cependant les difficultés commencent : quinze Sœurs font opposition et, le Saint-Nom étant de droit pontifical, recourent à Rome. La Sacrée Congrégation des religieux ajourne le chapitre général prévu en juin 1954 et ajoute à la formule des vœux la promesse d'observer la règle de saint Augustin. Rien de grave, mais ce n'est pas tout : il est mis fin au ministère du père Calmel auprès de la Congrégation. Aucun reproche ne lui est adressé, mais on estime son départ nécessaire pour la « paix » intérieure. En fait, ce départ au moment où commence la crise conciliaire est une cause d'affaiblissement.

La deuxième partie du livre est intitulée « La Congrégation de 1954 à 1971 : dans la tourmente conciliaire ». L'ère des tri-

bulations a commencé. Le décret de Paul VI, *Perfectæ Caritatis* (1965), et l'obligation faite à l'Église entière d'un *aggiornamento* engendrent des perturbations incalculables. Le décret *Perfectæ Caritatis* impose à tous les instituts religieux de revoir leurs constitutions afin de rénover leur vie religieuse. Le Saint-Nom, bien que réformé dix ans plus tôt, est astreint à la règle commune. L'*aggiornamento* est entrepris par la mère Marie-Rose Tassy, élue supérieure générale en 1961 grâce au soutien de Mgr Garrone, archevêque de Toulouse. Cet évêque est un fervent des nouveautés. Il a demandé aux religieuses de son diocèse « une sorte d'exaltation de virtualité apostolique ». La mère Tassy autorise les offices en français, autorise la télévision et se plie aux exigences ministérielles de la carte scolaire. Pour la révision des constitutions, un questionnaire est envoyé à chaque Sœur. « Que pensez-vous, leur est-il demandé, qu'il faille modifier ou supprimer dans les constitutions et nos usages ? » L'élection au généralat de mère Anne-Marie Simoulin (1967) met fin à cette remise en question. La nouvelle supérieure est une disciple et amie de mère Hélène. La grande majorité des Sœurs voit dans son élection « un miracle de la Providence » (p. 176). Elle engage tout de suite la défense. Elle se bat pour les constitutions de 1953. Elle se bat pour garder la messe de saint Pie V. Elle se bat contre le fonds obligatoire (le nouveau catéchisme). Elle se bat en vain contre la coalition des évêques français et des autorités romaines les plus engagées dans la rénovation avec le soutien du Pape. Un exemple suffira. En 1970, elle obtient du cardinal Gut, préfet de la Congrégation pour le culte divin, un indult permettant de continuer à célébrer la messe de rite tridentin. En 1974, Mgr Bugnini, l'auteur du nouvel *Ordo Missæ*, écrit à Mgr Collini, l'archevêque de Toulouse, pour dénier toute valeur à ce prétendu indult à cause de son caractère privé, et l'archevêque s'empresse de confirmer le déni. Mère Anne-Marie est le courage même ; elle va voir les évêques chez eux. Ils la prennent

de haut, mais ses répliques les foudroient. L'un d'eux a le tort de lui dire (il s'agit du fonds obligatoire) :

— Une petite mère générale d'une petite Congrégation veut en remonter à tous les évêques de France... Connaissez-vous le péché d'orgueil ?

— Mais, Monseigneur, l'avez-vous lu ?

— Non !

— Il y a aussi le péché de paresse.

Cependant le combat est trop inégal, et la tension est telle qu'elle aboutit à la rupture. C'est le titre de la troisième partie : « Des tensions à la rupture » (1971-1974).

C'est le temps des ultimes et malheureusement vaines démarches. La mère Anne-Marie demande une visite apostolique. Rome désigne un prémontré qui se moque de sa mission de visiteur et dit n'importe quoi. Alors la mère Simoulin s'adresse à la Signature Apostolique. C'est le tribunal suprême. Elle en attend justice. Elle demandait la messe et le catéchisme. Non seulement elle n'obtient rien, mais encore elle est condamnée. Elle est déposée (27 mai 1974) et remplacée par une administratrice. Elle n'a plus qu'à s'en aller, ce qu'elle fait en juillet 1975 avec une vingtaine de Sœurs. Le 7 juin 1976, nouveau décret : les Sœurs dissidentes sont relevées de leurs vœux. Elles s'installent à la Clarté-Dieu, à Fanjeaux. Mgr Puech, évêque de Carcassonne, déclare à la presse : ce ne sont pas des religieuses. Le mal est consommé.

Tels sont les faits résumés. Le lecteur verra le détail. Il lui faudra un cœur solide.

Tout a été vérifié. Il n'y a dans ce livre rien qui ne soit prouvé. L'auteur a rassemblé une documentation considérable. Elle ne s'est pas contentée des archives de sa Congrégation. Elle a aussi consulté celles des évêchés. Cependant, sa source principale est le fonds Simoulin. La mère Anne-Marie avait archivé tout son courrier, recopié elle-même ses propres lettres. Retirée à la maison de Romagne, elle voyait tous les jours la sœur Alice-Marie

et travaillait avec elle à la reconstitution de cette histoire. Aux documents écrits, elle ajoutait ses souvenirs personnels. Comme le dit l'auteur dans une émouvante préface, « ce livre lui doit beaucoup ».

Nous avons là une étude sans précédent. L'histoire de la crise de l'Église pendant les années conciliaires n'avait encore produit rien de semblable, rien d'aussi détaillé, sur une longue période, soit le récit jour après jour de l'histoire d'une congrégation religieuse affrontée à cette crise, luttant pour demeurer fidèle à sa vocation et à ses constitutions, persécutée sans cesse, persécutée à mort, on peut le dire, et finalement contrainte d'entrer en dissidence. Depuis le début de la tourmente conciliaire jusqu'à nos jours, les revues et bulletins de tendance traditionnelle ont mentionné souvent des noms de curés démis de leurs fonctions, de religieuses exclaustrees, de laïcs défunts ayant exprimé en vain dans leurs dernières volontés leur souhait que la messe de rite tridentin soit célébrée à leurs obsèques. Mais il s'agissait presque toujours de cas isolés. Nous avons ici pour la première fois le récit continu et détaillé d'un quart de siècle de persécutions infligées à un institut religieux. Dans l'historiographie de la crise, l'ouvrage fera date.

Il fera date par les très nombreux faits qu'il rapporte, mais aussi par les textes produits, textes officiels des autorités et lettres ouvertes ou privées. Pour la plupart de ces documents, l'auteur a jugé nécessaire, sauf exception, de les insérer entièrement dans son texte. Les autres sont donnés en annexe. Tous sont à lire de la première à la dernière ligne. L'ensemble forme un recueil sans égal, illustrant le courage des Sœurs et la cruauté ou l'hypocrisie des persécuteurs. Certaines lettres des évêques français sont accablantes pour leurs auteurs. On lira en particulier celle de Mgr Garrone, archevêque de Toulouse, puis cardinal, maître dans le genre hypocrite. La sœur Alice-Marie fait peu de commentaires. Le document suffit.

L'admirable est que l'institut de la mère Anne-Marie ait survécu à tant d'épreuves. Le 5 août 2015, il a célébré les 40 ans de son installation à Fanjeaux. C'est le nouveau Saint-Nom. Il s'appelle Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux. Ses constitutions sont toujours celles de 1953. Il a prospéré. Tout de suite les vocations et les élèves ont afflué. Aujourd'hui, avec ses deux cents Sœurs et ses nombreuses écoles en France et aux États-Unis, il compte parmi les congrégations féminines enseignantes les plus importantes et les plus renommées.

Dites cela et on vous objectera aussitôt : elles ne sont pas dans l'Église ; elles ne sont pas des religieuses, ayant été relevées de leurs vœux. La sœur Alice-Marie répond. Dans son chapitre de la troisième partie, intitulé « Réflexions sur la portée canonique des interventions romaines », elle prouve que les vœux des Sœurs demeurent valides. L'indult les en relevant ne peut avoir d'effet, ne peut les séculariser. Car les Sœurs ne l'ont pas demandé, et il ne peut y avoir d'effet sans demande des intéressées. L'indult n'a pas d'effet canonique. Tous les canonistes consultés en sont d'accord. C'est donc une injustice et, de la part de la Sacrée Congrégation des religieux, une faute gravissime. Les Sœurs avaient demandé ce qu'elles avaient le droit de demander. Pour toute réponse, on les a expulsées. Cela me paraît sans précédent. La sainte Église romaine persécutant ses meilleurs fidèles et les proscrivant, avait-on jamais vu cela ? Les jansénistes ont été persécutés, et il y avait parmi eux de saintes gens, mais sur la grâce et sur les effets du péché originel, les doctrines de Jansénius et de Saint-Cyran étaient suspectes, et ils n'ont jamais voulu en convenir. Le seul précédent pourrait être alors l'ensemble des sanctions infligées en 1926 par Pie XI et par les évêques français aux lecteurs de l'Action Française refusant de se désabonner. Sanction cruelle. La plupart de ces abonnés étaient des catholiques d'une piété exemplaire. Or ils étaient interdits de communion et, en confession, l'absolution leur était refusée.

L'Église était sans doute en droit de reprocher à Maurras certains de ses écrits imprégnés de paganisme, et même de juger son nationalisme excessif, mais faire payer si cher ses fautes à ses lecteurs était extrêmement injuste. Cette persécution n'est pas si lointaine ; il n'est pas inutile de la rappeler. Déjà le mal s'était insinué au cœur de l'Église. Aujourd'hui la crise de l'Église continue. Mais les Sœurs de Fanjeaux sont prévenues et préparées. Le père Calmel leur a enseigné cette prière à la Vierge : « Vierge Marie, veuillez nous obtenir de croire fermement à la victoire de votre Fils, de sorte que la nécessité quotidienne de nous battre, de résister et de nous mortifier, ne parvienne pas à nous enlever le courage. Obtenez-nous au contraire de mener le combat d'un cœur alerte et intrépide. » C'est la prière des temps qui viennent.

Jean de Viguerie

Dédicace

† À la mémoire de mère Anne-Marie Simoulin,
à qui ce livre doit beaucoup.

« [...] de mère Anne-Marie *bâtisseuse* : arrivée en juillet [à Fanjeaux], il fallait rentrer en septembre, et cela se reproduisit ensuite dans chacune des fondations ;

« de mère Anne-Marie *enseignante*, comme elle le [fut] jusqu'à son dernier souffle, éveilleuse des esprits des enfants (et des Sœurs), désolée lorsqu'elle ne rencontrait pas d'échos mais véhémence à transmettre son amour de la vérité. C'est sans doute cette *véhémence* qui la caractéris[ait], cette véhémence dans la fidélité à la vie religieuse dans sa totalité, à la foi authentique et intégrale. À l'écouter, rien n'était impossible : pas plus de déménager une maison en un jour qu'en installer une nouvelle en quelques semaines, pas plus de résister aux évêques que d'accepter les enfants en difficultés, pas plus de vivre sans argent que de se lancer dans des projets les plus onéreux. Véhémence parfois ébouriffante pour celles qui vivaient avec elle ou qui, la connaissant peu, se trouvaient secouées sans préparation¹. »

...de mère Anne-Marie à qui nous adressons ces mots tirés de l'hommage qui lui fut rendu le 5 août 2015, à l'occasion des

1 - Intervention de mère Marie-Geneviève Rivière, prieure générale de la Congrégation, en août 2015.

40 ans de l'installation à Fanjeaux de la Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux :

« Chère Mère, comment envisager que vous puissiez connaître le repos dans votre éternité ? En vous assurant de cette prière pleine de gratitude que nous continuons à faire monter pour vous vers le Ciel, nous sommes confiantes que vous ne cessiez d'importuner pour vos Sœurs, si seules à la suite de votre absence, tous ceux qui autour de vous sont susceptibles de nous garder dans la fidélité à tout ce pour quoi vous vous êtes tant battue². »

2 - *Ibidem*.

Introduction

EN août 2015, un rameau détaché du tronc principal de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse célèbre ses quarante ans d'existence. Au cœur d'une crise majeure qui secoue l'Église depuis des décennies, il présente une courbe de croissance opposée à celle de la majorité des congrégations féminines françaises : régulières, les vocations qu'il reçoit ne sont pas issues du Tiers-Monde, mais des pays européens et essentiellement de France, ainsi que des États-Unis. Son charisme propre – enseignement et éducation catholiques – se déploie dans le contexte de laïcisation de la France et dans le processus d'assimilation des écoles privées par l'Éducation nationale. Les modalités de la vie religieuse qu'il pratique ne sont pas celles de la plupart des Congrégations actuelles de femmes : la liturgie à laquelle il est exclusivement attaché revêt la forme traditionnelle qui remonte aux codifications du concile de Trente. Son ascèse religieuse passe par le port d'un habit qui n'a pas varié depuis 1950, par l'usage limité des moyens modernes de communication, et, de façon plus profonde, par le choix volontaire du silence, de l'étude et de la pénitence.

C'est l'histoire de cet anachronisme que ces pages voudraient retracer, en tâchant de mettre en lumière les jalons d'une évolution surprenante : de l'institut des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, fondé en 1800 comme l'une des quatre cents nouvelles congrégations religieuses de femmes nées de la Révolution française, jusqu'à ce rameau dominicain de la Congrégation du

Saint-Nom-de-Jésus en terre fanjuvénne, quel fil conducteur peut-on suivre? Si le cadre de la présente étude s'étend de 1948 à 1975, il présuppose la connaissance de l'histoire des cent cinquante années qui précédèrent.

Rupture ou fidélité?

Pour répondre à cette question, nous avons voulu écrire les pages qui suivent, non à la façon d'un simple récit historique, mais comme une réflexion sur les causes des événements, sur leur enchaînement et sur leur lien avec le passé de la Congrégation.

En feuilletant les documents, il nous est clairement apparu que, de 1948 à 1974, trois étapes principales pouvaient illustrer l'histoire de la Congrégation: la réforme des constitutions menée par mère Hélène Jamet et le père Calmel, le brusque changement d'orientation de la Congrégation liée à l'élection de mère Anne-Marie Simoulin à la charge de supérieure générale, et la séparation de deux groupes successifs de Sœurs quittant la Congrégation tout en affirmant qu'elles y appartenaient toujours de cœur.

Ces trois événements, étalés sur plusieurs années et préparés par d'autres faits de moindre importance, ont représenté, chacun à un degré varié, une rupture. Mais chaque fois aussi, dans les partis qui se sont constitués, les opposantes se sont réclamées de la continuité. Il y a donc là une réflexion à mener: à quel passé de la Congrégation veut-on faire référence? Existe-t-il une rupture extérieure qui relèverait d'un attachement au passé plus profond que ne le laissent entrevoir les faits matériels?

La réflexion menée dans ces pages a voulu s'appuyer sur les données historiques que pouvait offrir une étude préalable de l'histoire de la Congrégation depuis ses origines. De 1800 à 1950, quels éléments constitutifs de la Congrégation était-il possible de relever, qui, au-delà des circonstances extérieures, lui avaient donné son âme, son esprit?

Pour offrir plus de clarté à la suite de notre étude, nous présentons donc très brièvement ici les jalons principaux de cette histoire, de 1800 à 1954.

Les débuts de la Congrégation

L'histoire de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus a commencé dans un village de Haute-Garonne, à la naissance d'un jeune garçon, François Vincens, en 1756. Ses parents étaient fort pauvres. Comme bien des enfants de cette époque, il connut l'épreuve : la mort de ses parents, la misère. Mais comme tous les catholiques fervents de son époque, il pensa toucher du doigt dans ces circonstances l'extrême proximité de Dieu qui se penche toujours, croyait-il, sur ses enfants à l'instant même de leurs plus grandes difficultés. Instruit par le curé de son village, il réalisa le 16 mars 1782 le rêve de sa jeunesse : être prêtre.

Cependant à Paris, et bientôt dans toute la France, la révolution se répandait : l'Assemblée constituante réorganisait la structure religieuse du pays. Le 12 juillet 1790, la constitution civile du clergé était votée, le clergé transformé en un corps de fonctionnaires salariés. Le diocèse de Toulouse ne fut pas épargné par ce tumulte révolutionnaire. Son clergé se divisa : une minorité accepta la réforme tandis que le reste attendit la décision pontificale. Lorsque celle-ci arriva, le 13 avril 1791 – vigoureuse condamnation de la constitution civile du clergé par le pape Pie VI –, la majorité des prêtres du diocèse avait déjà pris sa décision. À Toulouse, comme ailleurs en France, l'ère de la résistance des prêtres réfractaires avait commencé. Un grand nombre d'entre eux s'expatrièrent en Espagne, terre catholique, afin de conserver la foi.

Parmi eux, l'abbé Vincens. Jusqu'en juillet 1800, il protégea ce qu'il considérait comme un trésor, sa foi et son ministère sacerdotal, au prix de cet exil, dans les circonstances pénibles de l'expatriation.

L'heure du retour sonna pour lui en décembre 1799 : un arrêté de la préfecture, peu connu, entrouvrit la porte du diocèse aux prêtres qui avaient refusé de prêter serment. Avant même les cloches du concordat, l'abbé Vincens était de nouveau dans la ville de Toulouse, terriblement ému par la pauvreté, la misère et la liberté des mœurs que la Révolution avait répandues dans toute la France. Il semble que la vue du travail à accomplir ait décuplé ses forces, car les archives de Haute-Garonne conservent la trace de son intense activité caritative dans une multitude de lieux. Il écrira plus tard aux Sœurs de la Congrégation qu'il allait fonder, c'est-à-dire aux Sœurs de la Congrégation dont nous voulons parler :

Prenez garde de faire tout de bonne grâce et même avec joie.
Ne faites pas acheter au bon Dieu ce que vous faites. Vous êtes
trop heureuses que vos services puissent lui être agréables...
Tâchez donc de ne pas même respirer si ce n'est pour lui plaire.

La foi de Monsieur Vincens, défendue par le sacrifice de l'exil au cœur de la terre espagnole, fut donc prolongée par la vigueur avec laquelle il se livra aux œuvres de bienfaisance, dès son retour. Dans la ville de Toulouse, il rencontra une jeune fille, ancienne religieuse de la Congrégation de Saint-Maur que la Révolution avait chassée de son couvent. Dépouillée de son habit religieux, pourchassée par les révolutionnaires, elle s'était cachée de maison en maison durant les années de la Terreur, cherchant au milieu de l'épreuve à protéger sa vocation enseignante en apportant ici ou là aux jeunes enfants qu'elle rencontrait quelques éléments d'instruction religieuse. Animée d'une foi et d'une générosité semblables à celles de l'abbé Vincens, elle ne tarda pas à l'apprécier, à se confier à lui, à lui demander son aide. Elle s'appelait Rose de Séverat. Quelques mois plus tard, trois autres jeunes filles la rejoignaient. Sous la direction de l'abbé Vincens, elles fondèrent l'institut des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie dont le but était de « graver au cœur de l'enfant le nom de Jésus ».

Le premier biographe des fondateurs de la Congrégation écrira plus tard :

C'est de la connaissance et de l'intelligence de cet amour de prédilection du Christ pour les tout-petits que naquirent toutes les œuvres appliquées à la formation religieuse des enfants. L'œuvre du Saint-Nom-de-Jésus n'eut pas d'autres origines¹.

Cependant la France, un peu remise des agitations révolutionnaires, retrouvait sous l'autorité des rois Louis XVIII et Charles X un semblant de paix intérieure. Profitant de cette relative accalmie, les congrégations religieuses de femmes, sortant des catacombes où les avaient placées les lois de la Révolution, demandèrent au gouvernement une reconnaissance officielle. Ainsi, le 17 janvier 1827, une ordonnance royale de Charles X annonçait-elle que

les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus établies à Toulouse, département de Haute-Garonne, gouvernées par des supérieures générales, [étaient] définitivement autorisées, à charge de se conformer à leurs statuts ci-annexés.

La Congrégation était établie pour durer.

De cette première étape de l'histoire de la Congrégation, il est possible de relever les motifs qui conduisirent l'abbé Vincens et Rose de Séverat à fonder un institut : chacun de son côté avait voulu défendre la foi de son enfance. Chacun de son côté avait voulu la transmettre aux enfants de Toulouse d'abord, à ceux des environs ensuite. Cette priorité, liée sans doute aux circonstances politiques difficiles, relégua dans l'ombre, pour commencer, le souci d'une forme canonique de vie religieuse, et les observances imposées aux premières Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie furent réduites au minimum.

1 - Père Cathala, *L'institut des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie*, Bruxelles, 1933, avant-propos.

L'affiliation à l'Ordre et la survie aux lois de 1901

Un autre aspect de la Congrégation se révèle lorsque l'historien se projette quelques années plus tard et étudie les événements marqués par la personnalité de mère Hélène Daguzan, c'est-à-dire, dans le dernier quart du XIX^e siècle.

La Congrégation avait grandi, elle s'était développée, elle avait fondé des établissements dans tout le sud de la France. Mais les vocations commençaient à tarir, et la supérieure générale de l'époque, mère Hélène Daguzan, s'inquiétait de son avenir. Elle rencontra alors deux pères dominicains avec lesquels elle conçut le projet d'affilier l'institut des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie à l'Ordre des prêcheurs. L'initiateur de cette fusion fut le père Coconnier dont la prédication très simple avait plu d'emblée à mère Hélène. Il lui recommandait la lecture de trois livres :

la Bible, saint Thomas, le Dante. La Bible, livre de Dieu, – saint Thomas, dont les œuvres sont le meilleur commentaire de la Bible, – le Dante, qui a formulé en merveilleuse poésie la théologie de saint Thomas. Avec cela, une cellule, un lit simple, une table de bois et une cruche d'eau : cela suffit – avec l'essentiel qui est le saint sacrifice de la messe pour une vie sainte et heureuse.

Secondant les démarches de mère Hélène, il obtint du père provincial de l'époque, le père Cormier, l'affiliation des Sœurs à l'Ordre dominicain, et se chargea de former les Sœurs à l'esprit de l'Ordre qu'il définissait comme

un délicieux mélange de simplicité et de distinction, de foi ardente et de zèle apostolique, faisant aimer tout ce qui est vérité et lumière, détester tout ce qui est erreur et fausseté.

On retrouve dans cette exhortation les éléments qui avaient déterminé l'abbé Vincens et Rose de Séverat à fonder l'institut : l'attachement à la foi catholique et le souci de la transmettre. Mais l'affiliation comprenait en plus la mise en place de constitutions très précises. Le père Cormier avait fait dépendre son ac-

cord de la stricte observance de toutes les coutumes religieuses dominicaines.

La cérémonie d'affiliation fut fixée au 8 décembre 1885. En 1894, un décret du pape Léon XIII portait l'approbation et la confirmation de la pieuse société des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus du Tiers-Ordre de saint Dominique. De ces événements, la Congrégation tira donc deux caractéristiques nouvelles : le souci d'une pratique exemplaire des constitutions et un attachement particulier au Saint-Siège, puisqu'elle était désormais reconnue comme une Congrégation de droit pontifical à l'instar de tout l'Ordre dominicain.

Commença alors, avec l'étonnante expansion de la congrégation désormais dominicaine, l'histoire du lien très fort qui devait unir les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus à Rome, aux papes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Ce lien fut d'abord général : il fit adopter scrupuleusement par mère Hélène les directives pontificales. Cela pourrait paraître normal. Mais il y eut là une grande force pour la Congrégation : les autres instituts religieux dépendaient de l'Ordinaire du lieu.

Ce lien fut aussi personnel puisqu'il comporta un échange de correspondance entre le pape saint Pie X et les Sœurs de la Congrégation.

À partir de 1880, la Troisième République s'engageait dans ce que les historiens ont appelé la *Guerre scolaire*. Qu'en fut-il de la Congrégation ? Depuis 1885, elle était affiliée à l'Ordre dominicain. Dans les années qui suivirent, le nombre des postulantes passa d'une, voire deux, à dix et même dix-neuf lors d'une année d'affluence.

1901 : la Congrégation était donc en plein essor. Mais la Troisième République commença à prononcer les lois de dissolution puis d'expulsion des congrégations religieuses. Au fil des mois, l'attitude des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus face à l'État va refléter de manière précise les directives pontificales.

Le 1^{er} juillet 1901, la loi dite des associations est promulguée. Au début de l'année 1903, un commissaire de la République se présente pour fermer l'école du Saint-Nom-de-Jésus de Vic-en-Bigorre, puis celle de Cazère.

En France, le long exil des Congrégations a commencé. La question de leur survie se pose.

Au début du mois de février 1905, dans un bureau de Toulouse, le préfet de Haute-Garonne signe le décret d'expulsion de la maison-mère des Sœurs. Sollicité par la Congrégation sur la conduite à tenir: exil ou sécularisation, le pape Pie X transmet la réponse qui leur donna l'orientation des années à venir:

L'âme des petits enfants de France vaut bien les sacrifices héroïques consentis en leur faveur².

Ce dernier mot reprend de façon claire les préoccupations majeures de la Congrégation: la foi des enfants et le souci des observances religieuses, en même temps qu'elle rappelle l'attachement des Sœurs aux directives du souverain pontife.

La sécularisation des Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, vécue par toutes comme un sacrifice offert aux enfants de France, ouvrit paradoxalement à la Congrégation une ère de cinquante années de croissance et d'expansion, intimement liées à la vie de l'Église. Après les quelques années de discrète activité sous leurs vêtements noirs séculiers, qui ne trompaient personne d'ailleurs, les Sœurs reprirent peu à peu une activité officielle. Ce fut alors comme un apogée de la Congrégation.

Les heures de gloire

Le contexte historique de l'époque était celui du concordat signé avec l'Espagne en 1851, concordat dont les termes se retrouvent dans le traité de 1929 avec l'Italie. Pour tous, l'Église possédait le caractère de « société parfaite », même si le terme

2 - *Ibid.*, p. 64.

lui-même ne se retrouve que dans le concordat avec l'Espagne. De cette idée très précise de l'Église, liée à l'affirmation de la royauté temporelle et spirituelle du Christ, découlent des conséquences pratiques : le seul culte catholique recueille les suffrages de l'Église, les papes revendiquent dans la société civile le droit d'imposer les lois de l'Église et tout particulièrement la conformité de l'enseignement avec la doctrine catholique et le droit des évêques d'exercer à ce sujet un rôle de vigilance.

Il est facile de retrouver, dans le texte même des constitutions de l'institut du Saint-Nom-de-Jésus, la marque de ces années que l'on pourrait appeler doctrinales, où l'enseignement officiel des pontifes, diffusé à travers l'Église universelle, était une exhortation constante à l'adhésion certaine de l'esprit aux vérités révélées et à la tradition multiséculaire du magistère. À l'occasion de la canonisation du pape saint Pie X, mère Hélène Jamet soulignera elle-même l'attachement de la Congrégation aux directives des papes et les répercussions évidentes de ces directives dans les nouvelles constitutions :

Je vois arriver avec grande joie, écrivait-elle, la canonisation du bienheureux pape Pie X. En plus de la gratitude que lui doit toute l'Église, nous avons avec lui, socialement et en tant que Congrégation, des liens de reconnaissance et d'affection nombreux et solides³.

Dans la lumière des pontificats de saint Pie X, de Benoît XV, de Pie XI et surtout de Pie XII, la Congrégation atteint dans les années 1950 un apogée qu'il ne faut pas oublier si l'on veut évoquer sans se tromper l'histoire qui fut la sienne de 1954 à 1975.

En 1950, la Congrégation s'est étendue dans tout le sud de la France, de Bordeaux jusqu'à Grasse. Elle compte près de deux cents religieuses. Elle a fondé plus de quatorze écoles. Elle abrite ses novices dans un noviciat splendide, auréolé du souvenir de

3 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux : *Lettres circulaires* de mère Hélène Jamet, 5 mai 1954.

saintes religieuses. Elle vient de recevoir du pape Pie XII l'approbation de ses nouvelles constitutions, rédigées conjointement par le père Calmel et par mère Hélène Jamet, et dont le pape a salué la beauté et la profondeur. La Congrégation se presse avec ses élèves à Rome pour voir passer la silhouette du pape Pie XII lors du pèlerinage qu'elle entreprend pour le jubilé de l'année sainte, en 1950...

Un si extraordinaire apogée devait pourtant être de courte durée. L'ouverture du deuxième concile du Vatican, le 11 octobre 1962, donna à cette période sa note dominante. Jusqu'à sa clôture le 8 décembre 1965, le concile projeta sur la vie des catholiques du monde entier le reflet de ses discussions. Or ce concile, comme l'ont montré avec précision tant d'historiens, voulut engager l'Église dans une voie nouvelle – celle d'un dialogue avec le monde moderne.

Les congrégations religieuses furent confrontées à des choix sans précédent. Une société nouvelle à laquelle l'Église voulait donner des réponses nouvelles bouleversa en profondeur les conceptions traditionnelles de la vie religieuse, de l'enseignement catholique, des rapports avec le monde. Le Saint-Nom-de-Jésus ne put pas rester à l'écart des réflexions que ces bouleversements suscitaient. Ses membres écrivirent alors l'histoire de la Congrégation dans ce qu'il est convenu d'appeler désormais la « crise de l'Église ».

C'est ici que se placent les événements que nous entreprenons de relater.

Rupture ou fidélité? Il faut leur laisser la parole.

1^{re} PARTIE
1948-1954 :
LES NOUVELLES CONSTITUTIONS

Introduction

«**Q**U'ELLES sont étonnantes, Monsieur, ces choses! Qu'elles paraîtront incroyables à notre bon Français!», écrivait le père Faitot, dernier prieur du dernier couvent dominicain de Paris, à l'aube de la Révolution Française et au lendemain de la prise de la Bastille, le 21 juillet 1789. Il continuait:

La Révolution, annoncée depuis longtemps par les politiques, désirée par 22 millions d'hommes sur les 24 ou 25 qui peuplent la France, vient de s'opérer en quatre jours et demi tout au plus. Je la crois vraiment consolidée, cette Révolution qui, sans changer la face essentielle du gouvernement, va cependant y retrancher et y ajouter tant de choses que nous ne serons presque plus les Français des siècles passés et surtout de celui-ci¹.

Un étonnement semblable pourrait bien saisir l'historien de l'Église qui se penche sur les quelques années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. Qu'elles sont étonnantes, en effet, les choses que les témoignages des catholiques de cette époque offrent à son étude!

Une promenade curieuse dans les noviciats et les séminaires de l'immédiat après-guerre ouvre, par exemple, de vastes perspectives de réflexion.

En 1941, le jeune Louis Bouyer, au seuil de sa vocation religieuse, découvre l'Oratoire de Juilly. Il y entre pour commencer

1 - R.P. Marie-Dominique Chapotin, o.p., *Le dernier prieur du dernier couvent. 1736-1806*, Paris, Picard, 1893, p. 242.

son noviciat et analyse la situation de son Ordre. Dans des mémoires écrits postérieurement, il se souvient de ses impressions :

Plus je me familiariserais avec ce nouveau milieu et plus je serais frappé de ce que les meilleurs éléments de la génération antérieure à la mienne, comme le père Brillet, parussent ne s'être jamais remis de la répression sauvage du modernisme. À l'abri d'un conformisme à moitié de surface et à moitié sincère, comme une sorte de loyalisme familial, ils s'étaient fait dans le catholicisme une petite religion à eux, combinant avec une espèce de stoïcisme moral un évangélisme où l'amour fervent du Christ ne surmontait un certain vague dans la croyance qu'à grand renfort d'émotionnalisme².

Plus loin, il écrit :

De mon noviciat, je parlerai le moins possible, car, bien qu'il ne fût pas positivement pénible, ce fut à bien des égards l'année assurément la plus absurde de toute mon existence³...

Un autre écho nous parvient cette fois des collines romaines où le futur abbé Giacomo Martina entreprend ses études de prêtre :

La vie religieuse, dans l'après-guerre immédiat, consistait essentiellement à sauvegarder et à transmettre intactes des valeurs fondamentales, comme une totale consécration au Seigneur, une austérité remarquable, une vie de prière intense et personnelle, une fidélité sincère et authentique à l'Église, un esprit de service éloigné de tout carriérisme, un zèle pastoral ardent, une culture robuste, avant tout, bien que non exclusivement, philosophico-théologique, mais tout à la fois ouverte à d'autres aspects. Nous nous souvenons avec sympathie et reconnaissance de différents supérieurs et professeurs de ces années de notre jeunesse sacerdotale, qui, malgré toutes leurs limites, ont contribué à édifier en nous tous la demeure évangélique fondée sur le roc, capable de résister aux vents et aux tempêtes...

Mais quelques lignes plus loin, l'auteur nuance son propos :

2 - Louis Bouyer, *Mémoires*, Cerf, 2014, p. 116.

3 - *Ibid.*, p. 121.

On ne peut pourtant nier que ces valeurs n'aient été présentées que rarement avec le revêtement historique. On ne distinguait jamais entre valeur et revêtement historique, et toute critique, si minime fût-elle, faite au revêtement, était considérée comme une attaque contre la valeur, et donc immédiatement repoussée d'autorité sans discussion sereine⁴.

Propos bien étonnants qui semblent souligner, chacun à sa manière, des divergences de vue sur la formation des novices ou des futurs prêtres, des oppositions – ouvertes ou cachées – entre leurs aspirations et les habitudes des séminaires ou des noviciats. L'historien ne retrouve pas sous les mots de ces aspirants au sacerdoce ou à la vie religieuse la ferveur que connurent les disciples de dom Chautard, les jeunes lecteurs de *L'âme de tout apostolat* ou ceux que les canonisations du curé d'Ars et de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus enthousiasmèrent à l'aube du xx^e siècle⁵. Il cherche en vain sous leur plume l'amour de la vie religieuse enseignée dès l'entrée du noviciat que certains moines laissent paraître dans leurs écrits :

Vraiment, écrivait par exemple le père Jérôme, cistercien, mon âme était faite pour coller à cette conception de la vie humaine, orientée vers des buts infiniment véridiques et valables : Dieu, maître absolu de toute créature ; Dieu qui appelle l'homme sur le chemin du salut ; Dieu qui donne à son serviteur, déjà durant le parcours, sa divine amitié et sa foi en lui ; Dieu qui sera récompense immense et éternelle. Et cette vaste démarche vers Dieu se trouve stimulée par ce très original vœu de conversion des mœurs par lequel saint Benoît nous fait prendre l'engagement de ne jamais admettre la paresse spirituelle⁶...

Ou encore l'éblouissement du noviciat :

4 - Giacomo Martina, « Le contexte historique dans lequel a surgi l'idée d'un nouveau concile œcuménique », in René Latourelle (sous la direction de), *Vatican II, bilan et perspectives*, Cerf-Bellarmin, 1988, p. 81.

5 - Cf. Paul Vigneron, *Histoire des crises du clergé français contemporain*, t. I et II, Tèqui, Paris, 1976.

6 - Anne Bernet, in *Père Jérôme*, Paris, Cerf, 2015, p. 207.

Un monde différent et qui s'affirme différent par des observances, même si, au début, celles-ci sont pénibles. Plus un jeune homme est fortement attiré par Dieu, plus il attend et désire cette rupture, quel qu'en soit le prix. Il est donc favorablement surpris de voir par quels moyens tout simples nos Anciens savaient marquer cette rupture et créer un monde différent. En effet, où peut-on voir ailleurs que dans un monastère d'honnête observance, quatre-vingts hommes conscients et graves incliner respectueusement le chef dès que touchent leur oreille les noms de leur Dieu et de la sainte Mère de leur Dieu ? Comment donc marquer la rupture d'une façon moins agressive et plus élégante ? Les grands effets obtenus par de petits moyens, n'est-ce pas l'art suprême⁷ ?

L'historien ne retrouve pas non plus le respect et l'admiration pour les maîtres que les aspirants du début du siècle avaient manifestés :

Quel encouragement, en effet, de voir les amis de Dieu si nombreux au cours des derniers siècles, et si proches de nous, par tant de leurs épreuves, de leurs sentiments et de leurs espoirs ; amis de Dieu disséminés un peu partout dans les cloîtres et dans le monde, comme des maquisards passés maîtres dans l'art de ne pas attirer l'attention, et néanmoins formant tous ensemble pour le règne de notre grand Dieu une force ordonnée et efficace. Oui, certes, tous ces bons conseillers suscitaient en nos cœurs une grande confiance en la grâce de Dieu⁸.

Deux exemples ne peuvent certes suffire à établir une thèse. Mais nombreux sont les auteurs qui ont travaillé, à l'aide de chiffres et de données précises, sur ces années durant lesquelles l'Église fut, selon les mots d'Émile Poulat, « une Église ébranlée dans un monde ébranlé ». Leur travail a recensé les nombreux documents privés ou publics sur lesquels il est possible de s'appuyer pour constater la formidable transformation qui s'est effectuée au sein du catholicisme depuis Léon XIII jusqu'au deu-

7 - *Ibid.*, p. 210.

8 - *Ibid.*, p. 331.

xième concile du Vatican. Il ne s'agit pas ici de reprendre cette démonstration, de retracer le contexte historique et politique qui fit passer l'Église, en quelques décennies, d'un statut d'intransigeance face au monde moderne stigmatisé par le *Syllabus*, à une phase de « coexistence et de dialogue » avec la société contemporaine. Ce travail a déjà été accompli.

Il s'agit plutôt, à travers l'étude d'une Congrégation précise, celle du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, d'entreprendre une réflexion sur la nature des changements proposés aux catholiques, et particulièrement aux institutions religieuses, sur leurs causes et leurs modalités. Il est plus facile d'affirmer ce changement que d'en déterminer la portée... Cette étude est difficile. L'histoire de l'Église, en effet, appuyée sur la tradition d'une doctrine immuable dans ses dogmes, manifeste également ce que les théologiens appellent le développement homogène du dogme. Aussi l'étude des bouleversements qui la traversèrent au xx^e siècle doit-elle tenir compte de deux éléments : l'immutabilité et le développement. Émile Poulat a déploré l'absence d'un traité du changement religieux qui,

articulé sur les invariants dont s'est toujours réclamée la Tradition catholique, expliquer[ait], soit comment on continue de les respecter dans le vaste remuement en cours, soit comment on peut rester dans cette Tradition en renonçant à eux⁹.

Cette question fut particulièrement cruciale pour les instituts religieux que le congrès des supérieures majeures du 15 septembre 1952, à Rome, avait lancés dans l'aventure d'une réforme. Il semble bon de relire ici, avant de pénétrer plus avant dans l'histoire de l'un de ces instituts, les mots que le pape Pie XII adressait alors aux supérieures :

Oui, très chères Filles, les échos du Congrès qui vient de se terminer ont proclamé avec quel sérieux vous envisagez le

9 - Émile Poulat, *Une Église ébranlée*, Religion et Société, Paris, Casterman, 1980, p. 11.

service de Dieu et combien vous voulez vous dépenser pour vos familles religieuses et pour l'Église. À cette fin, vous souhaitez entendre de Nous un mot de consolation, d'encouragement, et quelques directives.

Il y a juste un an, Nous avons traité en détail une série de questions qui concernent le bon état des Ordres et congrégations de religieuses éducatrices et leur adaptation convenable à la situation actuelle. Un certain nombre, sinon la plupart des indications que Nous donnions alors, valent aussi pour toutes les autres congrégations de religieuses. Les expériences de l'année qui vient de s'écouler Nous invitent à attirer votre attention sur les directives que Nous formulons à cette époque. Nous vous demandons de vous y conformer courageusement lorsque vos Sœurs et votre propre expérience vous disent que le moment est venu de tenir compte intelligemment des formes de vie actuelles.

Nous avons pour vous parler ainsi un motif bien spécial. Vous savez que les Ordres de femmes traversent une crise assez grave: Nous voulons dire la baisse du nombre des vocations. Cette crise n'a certes pas encore atteint tous les pays. Même là où elle sévit, son intensité n'est pas égale partout. Mais déjà maintenant, dans une série de pays européens, elle est inquiétante. Dans une région où, il y a vingt ans, la vie religieuse féminine était en pleine efflorescence, le nombre des vocations a baissé de moitié. Et cependant, autrefois, de sérieuses difficultés entravaient la vocation des jeunes filles, tandis qu'à notre époque les conditions extérieures semblent y pousser et l'on croirait devoir se mettre en garde contre des vocations fictives.

Nous ne voulons pas traiter en détail de cette crise qui Nous cause de lourds soucis. Une autre circonstance Nous en fournira l'occasion. Aujourd'hui, Nous voulons uniquement Nous adresser à ceux qui, prêtres ou laïcs, prédicateurs, orateurs ou écrivains, n'ont plus un mot d'approbation ou de louange pour la virginité vouée au Christ; qui depuis des années, malgré les avertissements de l'Église et à l'encontre de sa pensée, accordent au mariage une préférence de principe sur la virginité; qui vont même jusqu'à le présenter comme le seul moyen capable d'assurer à la personnalité humaine son développement et sa perfection naturelle. Ceux qui parlent et écrivent

ainsi, qu'ils prennent conscience de leur responsabilité devant Dieu et devant l'Église. Il faut les mettre au nombre des principaux coupables d'un fait dont Nous ne pouvons vous parler qu'avec tristesse : alors que, dans le monde chrétien et même partout ailleurs, retentissent aujourd'hui plus que jamais les appels aux Sœurs catholiques, on se voit bien à regret forcé d'y donner coup sur coup une réponse négative ; on est même parfois contraint d'abandonner des œuvres anciennes, des hôpitaux et des établissements d'éducation – tout cela parce que les vocations ne suffisent pas aux besoins.

Pour vous-mêmes, voici Nos recommandations : dans cette crise des vocations, veillez à ce que les coutumes, le genre de vie ou l'ascèse de vos familles religieuses ne soient pas une barrière ou une cause d'échecs. Nous parlons de certains usages qui, s'ils avaient jadis un sens dans un autre contexte culturel, ne l'ont plus aujourd'hui, et dans lesquels une jeune fille vraiment bonne et courageuse ne trouverait qu'entraves pour sa vocation. Dans Notre exposé de l'an passé, Nous en avons donné différents exemples. Pour revenir en un mot sur la question du vêtement : l'habit religieux doit toujours exprimer la consécration au Christ ; c'est cela que tous attendent et désirent. Pour le reste, que l'habit soit convenable et réponde aux exigences de l'hygiène. Nous ne pouvions qu'exprimer Notre satisfaction, lorsque, dans le courant de l'année, Nous vîmes que l'une ou l'autre Congrégation avait déjà tiré quelques conséquences pratiques à cet égard. En résumé, dans ces choses qui ne sont pas essentielles, adaptez-vous autant que vous le conseillent la raison et la charité bien ordonnée¹⁰.

Il est certain que l'Église catholique au milieu du xx^e siècle appelait de ses vœux une réforme. Mais quelle réforme et selon quelles modalités ? Toute l'histoire de la crise douloureuse qu'elle traversa alors pourrait peut-être se résumer dans ces deux questions. Elles furent au cœur de l'histoire des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus entre 1948 et 1975.

10 - *Documents pontificaux de sa sainteté Pie XII*, année 1952, éd. Saint-Augustin, 1955, p. 471.

Le discours du pape Pie XII fut, en effet, dans la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse le point de départ d'une première réforme dont nous voulons parler à présent.

Les événements qui s'y déroulèrent, de 1948 à 1954, revêtent une importance considérable : ils contiennent en germe l'histoire de cette Congrégation jusqu'aux années les plus récentes.

Ramenés à leurs principales étapes, ces événements peuvent être présentés de la manière suivante :

En 1947, mère Henri-Dominique Destenay mourait. Elle avait porté la charge de supérieure générale pendant vingt-huit ans, succédant à mère Hélène Daguzan, prieure générale à laquelle la Congrégation devait son affiliation à l'Ordre dominicain.

Le chapitre général qui suivit son décès plaça à la tête de la Congrégation mère Hélène Jamet. En 1948, cette dernière, en accord avec les supérieurs de la province dominicaine et l'archevêque de Toulouse, choisit pour conseiller religieux de la Congrégation le père Roger-Thomas Calmel.

De 1948 à 1953, un travail de collaboration étroite réunit ces deux personnalités dans l'élaboration de nouvelles constitutions qui allaient être approuvées, le 22 août 1953, par la Sacrée Congrégation des religieux.

La réalisation, la présentation et la mise en œuvre de ces nouvelles constitutions furent proposées à la Congrégation au fil des années 1948-1952, et conduisirent à des modifications profondes du mode de vie et d'apostolat des religieuses.

En août 1951, un texte était établi par la mère générale et le père Calmel, intitulé : « Recherches en vue de nos nouvelles constitutions ». Ce texte fut livré à toute la Congrégation qui fut invitée à le méditer, à l'expérimenter et à essayer d'en vivre.

Cependant, à la suite de l'inquiétude manifestée par quelques Sœurs, le cardinal Saliège fit, le 25 mai 1952, des observations à

la mère générale qui écrivit le soir même une circulaire à toute la Congrégation. Cette circulaire, lue en chapitre le 29 mai, disait qu'« une faction s'était plainte au cardinal. Elle demandait un référendum ». Mère Hélène Jamet posa donc aux Sœurs la question suivante : « Faites-vous confiance à la mère générale et au chapitre général en vue d'examiner un nouveau texte des constitutions ? » Toutes : postulantes, novices, converses et professes furent convoquées et durent répondre. Sur une Congrégation qui comptait plus de 180 Sœurs, 15 répondirent non.

Admise par la grande majorité des Sœurs, la réforme suscita donc l'opposition de ce groupe de quinze religieuses qui portèrent leurs griefs devant le Saint-Siège. Le 8 décembre 1952, sœur Saint-Yves Fourcade, avec quelques directives du chanoine Didier, doyen de la faculté de Lille, écrivait à la Sacrée Congrégation des religieux. La personnalité du père Calmel fut mise en accusation. Et Rome décréta l'ouverture d'une visite apostolique¹¹ qui fut confiée au père Philippe.

Quoique très élogieuse à l'égard de la supérieure générale en charge et de l'œuvre réalisée par le père Calmel, la visite canonique s'acheva par une sanction : les rapports entre le père Calmel et les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus étaient suspendus, toute correspondance et toute visite interdites.

Exilé en Espagne, le père Calmel accepta la sanction, et mère Hélène, parvenue à la fin de son généralat, convoqua le chapitre général d'élection en demandant à ne pas être réélue¹², alors même que l'ensemble des Sœurs de la Congrégation semblaient le désirer. Mère Marie-Angélique Lescouzère lui succé-

11 - La visite apostolique est une visite canonique « extraordinaire », non prévue régulièrement par les constitutions mais relevant de l'autorité romaine qui veille sur le bon fonctionnement des instituts religieux puisque le pape est, en raison du pouvoir dominatif (c'est-à-dire découlant du vœu de religion), le supérieur de tous les religieux. Dans la suite de cet ouvrage, les visites canoniques mentionnées sont toujours des visites apostoliques.

12 - Circulaire aux Sœurs, 4 novembre 1954.

da, assumant une charge que la Congrégation, dans sa quasi-totalité, aurait souhaité confier à nouveau à mère Hélène Jamet.

Tel fut le paradoxe de ces années: une réforme, conduite par une supérieure unanimement aimée et admirée, fut menée de 1948 à 1953. Approuvée par Rome, elle recueillait les éloges les plus variés: les autorités romaines saluaient en elle le renouveau des instituts religieux désiré par le pape Pie XII. Curieusement cependant, la Sacrée Congrégation des religieux signait, à quelques mois de distance à peine, deux décrets: l'un qui approuvait les nouvelles constitutions en termes laudatifs, l'autre qui sanctionnait les initiateurs de cette œuvre, introduisant dans l'histoire de la Congrégation un malaise et une désunion que les années furent impuissantes à effacer.

Comment expliquer cela? Était-ce le fond de la réforme, l'aspect canonique de cette œuvre de refonte, ou la manière dont elle fut proposée qui entraîna ces difficultés?

Répondre à cette question supposait de prime abord la consultation des documents officiels qui furent échangés entre Rome et les supérieures de la Congrégation. Ce qui fut fait. Outre les lettres de la supérieure générale de l'époque, mère Hélène Jamet, et des pères dominicains qui furent chargés de l'affaire, il a été ensuite possible de consulter, aux archives de l'évêché de Toulouse, le dossier composé par les Sœurs qui déposèrent leurs plaintes à Rome¹³. Ce dossier offre l'avantage de présenter les arguments du parti opposé à la réforme et permet de retracer étape par étape l'organisation de l'opposition. Pour évoquer l'autre parti, notre étude s'est appuyée sur les textes du père Calmel, sur les causeries aux Sœurs dans lesquelles il expliquait ses intentions, sur les lettres privées qui lui fournissaient l'occasion

13 - Ce dossier, qui était en libre consultation au cours de l'année 2000 durant laquelle il nous a été permis de le photocopier, a disparu lors de la remise à jour des archives. En 2012, il a été impossible de le retrouver malgré l'aide de l'archiviste local. Il nous en reste heureusement une photocopie.

de parler de son œuvre auprès des dominicaines enseignantes ou sur les livres édités pour la Congrégation¹⁴ et qui exposent de façon plus générale sa conception de la vie religieuse enseignante. Un dernier témoignage, de première main, nous a été fourni par celle qui fut, à l'époque de la réforme, sa secrétaire, malgré son jeune âge et son peu d'années de vie religieuse : mère Anne-Marie Simoulin. Le Père avait prêché pour elle seule la retraite qui la préparait à ses vœux, et des causeries qu'il lui offrit alors fut tiré l'ouvrage *École et Sainteté* qui reprend toute sa pensée. Effectuée en 1952, cette retraite était le fruit des réflexions du Père tandis qu'il rédigeait les nouvelles constitutions. Les papiers personnels de la Mère contiennent un grand nombre de messages rédigés de la main même du Père, messages adressés à celle qu'il appelait familièrement sa « très chère fille », et dans lesquels il a bien souvent exprimé ses réflexions sur le travail en cours. Les années qui précédèrent le rappel à Dieu de la Mère, survenu en juin 2014, furent en partie consacrées à recueillir ses souvenirs et à lui faire commenter les nouvelles constitutions que le Père composa avec mère Hélène. La présentation de l'esprit qui présida à la réforme doit beaucoup à ces commentaires.

Tâchons donc de pénétrer un peu dans l'esprit de cette réforme qui fit l'objet de tant de difficultés.

14 - Ces livres sont recensés dans la bibliographie, à la fin de l'ouvrage.

1

LE FOND DE LA RÉFORME

Les vœux

Le principe d'une réforme des constitutions dans un institut religieux trouve dans l'Église des racines lointaines et solides. L'Église a souvent ressenti, après des périodes d'affaiblissement spirituel, la nécessité de réformer les Ordres religieux qui représentent en quelque sorte l'élite de la société des catholiques. Mais ces améliorations, entreprises à des périodes différentes et sous le coup de circonstances très variées, ont toujours présenté des points communs à la lumière desquels il faut éclairer l'étude de la réforme des constitutions des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus commencée en 1948. S'il y eut une rupture avec la tradition de l'Église et, partant, avec la tradition de l'institut, elle se manifesterait principalement dans l'opposition à l'un ou l'autre des principes selon lesquels l'Église a toujours entrepris ces réformes.

De façon étonnante peut-être, le souci d'une certaine adaptation de la vie religieuse n'a jamais été absent des préoccupations de l'Église. Les renouveaux successifs des Ordres religieux ont souvent été des adaptations

vers l'extérieur en vue d'atteindre plus efficacement la sanctification qui est la finalité générale de l'Église et la fin spéciale de la vie religieuse,

comme le remarque Romano Amerio¹⁵. Tous les fondateurs d'Ordres religieux ou de congrégations religieuses se sont penchés sur les difficultés et les aspirations de leur époque pour tenter d'entraîner à leur suite un plus grand nombre d'âmes jusqu'au salut. À la grande hérésie cathare a répondu la création de l'Ordre de saint Dominique pour prêcher la vérité par la parole et par l'exemple d'une vie austère et pauvre. La pensée des chrétiens tombés aux mains des mahométans et réduits en esclavage a conduit un saint Jean de Matha à créer l'Ordre de la Merci. Des congrégations hospitalières sont nées dans les époques d'épidémie. Et nous pourrions multiplier les exemples. Le désir donc de se pencher sur les misères du monde contemporain s'inscrit parfaitement dans la tradition d'une Église maternelle, soucieuse du salut des âmes. Car, et c'est ici que se situe le principe intangible qui inscrit ou non la réforme dans la lignée de la Tradition : la sanctification personnelle est toujours et avant tout le but que l'Église se fixe dans toutes ses entreprises. Elle a toujours refusé d'édulcorer, au nom d'une adaptation au monde, les moyens de sanctification – prière, sacrements, vœux religieux – fixés par les fondateurs d'Ordres et de Congrégations, et précisés par l'enseignement du magistère.

Un second principe se retrouve tout au long de l'histoire des réformes des Ordres religieux. La loi générale indique que les modifications se sont toujours faites du plus facile au plus difficile, d'un certain amollissement de la discipline vers un mode de vie plus austère, et que tous les réformateurs ont eu pour souci premier la conversion des cœurs, à l'intime des consciences, au-delà de la restitution des pratiques extérieures, nécessaires mais secondaires. Les exemples fameux abondent :

De Cluny, par exemple, sont venus les cisterciens, et des cisterciens, les trappistes. Des frères mineurs sont sortis successive-

15 - Romano Amerio, *Iota unum*, NEL, 1987, p. 273.

ment, par aspiration à plus de sévérité (pour ne rien dire des fraticelles) les observantins, et ensuite encore les récollets, les capucins, toujours par un mouvement ascendant et « démon-danisant », jamais par une tendance descendante et « mondanisante »¹⁶.

Enfin, un dernier principe pourrait s'appeler le principe de la stabilité. Dans le domaine qui fait sa caractéristique propre, c'est-à-dire dans le domaine des préceptes évangéliques et donc des vœux de religion, la vie religieuse a toujours offert à ceux qui s'y pliaient un cadre persistant et fixe au sein duquel ils ont assujetti leur existence par nature toujours en mouvement, et leur volonté d'homme perpétuellement en marche. Le critère de la stabilité a toujours été reconnu par l'Église comme l'indice de la présence du Saint-Esprit, du fait même que cette stabilité s'oppose nettement aux tendances habituelles de la nature humaine. Une altération de fond de ce qui constitue l'essence même de la vie religieuse – à savoir l'union à Dieu par l'intermédiaire des vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance – s'opposerait de façon manifeste à la Tradition de l'Église.

C'est donc à la lumière de ces trois critères que nous pouvons commencer l'étude de la réforme des constitutions des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus, entreprise en 1948 par le père Calmel et mère Hélène.

Cette réforme fut menée selon deux axes que la supérieure générale définit elle-même dans une lettre du 9 février 1953, adressée au père Dumeste. Évoquant la Congrégation elle-même qui se réform[ait] dans la légitimité, elle ajoutait :

Le père Calmel [y] apporte l'aide de toute son intelligence qu'il met réellement à notre service, puisqu'il acquiert, avec un dévouement que rien ne lasse, l'intelligence de ce que nous faisons, de ce qu'est (ou devrait être) une école chrétienne, et de la consécration à Dieu dans une congrégation enseignante.

16 - *Ibid.*, p. 274.

Deux aspects principaux firent donc l'objet des réflexions et des transformations dans la Congrégation : le mode d'union à Dieu et de consécration d'une dominicaine enseignante d'une part, et les exigences pratiques d'un enseignement véritablement chrétien.

Ce projet n'était d'ailleurs pas entièrement nouveau. Beaucoup avaient senti la nécessité d'une réforme que le père Cathala avait déjà réclamée du vivant de mère Henri-Dominique Destenay, sous peine de « schisme » dans la Congrégation. C'était en 1931. Il écrivait alors :

Révérende et bonne Mère,

L'avant-dernier petit mot reçu de vous me confiait une commission. Je n'ai pas pu m'en occuper, étant très souffrant à ce moment-là. Et j'en ai été ravi : cela me dispensait d'apporter un refus à votre demande, tout en m'empêchant d'y donner suite. Et je tiens à mettre bien au net ma pensée sur ce point.

Incontestablement, en soi, je préfère le grand office au petit office de la Vierge ; de même, j'aime beaucoup la liturgie et je tiens à ce qu'on lui fasse sa place. Mais il ne faut pas perdre de vue : il ne s'agit là que de moyens, lesquels doivent être proportionnés à la fin. Vous êtes institut du Tiers-Ordre – ce qui n'est pas un déshonneur – et non pas du Grand Ordre ; j'estime que vous devez rester vous-mêmes (ayant grâces pour cela) et non point chercher à réaliser je ne sais quelle transformation qui vous rapprocherait du Grand Ordre. Dans toute la mesure où je puis avoir voix au chapitre, je désapprouve entièrement toutes les démarches ou tentatives qui sont faites pour l'adoption, même partielle, du grand office à Montréal. Je désapprouve totalement tout ce qui est de nature à faire épanouir ou à entretenir un tel esprit parmi les novices ou jeunes mères, et, si ça me regardait, je supprimerais absolument tous les bréviaires avec lesquels certaines se pavanent on se demande pourquoi.

La vie de Montréal est une vie très calme et très réglée ; il n'en est pas de même dans les maisons ; et, bien que vous répugnâtes à l'idée des déplacements, je maintiens qu'il est domageable à la formation que vous donnez aux jeunes Sœurs que vous ne vous rendiez pas compte davantage de la vie des

maisons – à laquelle vie, en somme, il s'agit de préparer les sujets. Or, à leur débarqué, toutes les jeunes passent par une crise parce qu'elles sont ahuries. Et toutes disent : « Nous n'étions pas préparées à cela. » Je parle pour Toulouse, mais je sais qu'ailleurs c'est pareil.

Il faut que vos novices acceptent d'appartenir en fait à un Ordre actif. Elles sont trop nombreuses maintenant celles qui, reculant devant tout dévouement et toute suppléance, se contentent de soupirer après le grand office, alors qu'elles ne sont même pas capables de faire l'effort voulu pour réciter au chœur l'office *De Beata*. Or, parmi ces jeunes, il y a des têtes dont on ne viendra pas à bout facilement. Mon impression est que vous avez là les germes d'un schisme : certaines voudront aller jusqu'au bout de leurs revendications.

Quoi que vous en ayez dit, je regrette infiniment qu'on ait maintenu M. Ch. à Montréjeau, au lieu de la mettre en pleine mêlée. Voyez un peu une maison comme Toulouse, des enfants partout et continuellement, deux, trois maîtresses arrêtées pour raison de santé – et qu'il faut suppléer quand tout le monde est surchargé. C'est le moment pour certaines d'aller soupirer après le grand office ou la messe quotidiennement chantée.

Je vous en supplie, réfléchissez attentivement à ce que je vous dis. Il y a danger d'égarement pour la Congrégation tout entière. Qu'à Montréjeau on fasse de la liturgie et de beaux offices, rien de mieux, pourvu que ce soit modérément et sans risquer de susciter des goûts et des aspirations que dans les maisons on ne pourra pas – et on ne doit pas pouvoir – satisfaire.

Il y a longtemps que je voulais vous écrire tout cela. Je le fais quand je peux. C'est peut-être la dernière fois que je m'occupe du noviciat. Je le fais avec conscience de faire une chose grave, et dans l'intérêt de la Congrégation.

À Dieu. Impossible d'écrire aux enfants. Je suis trop fatigué. Je vous bénis,

F. M.-R. Cathala¹⁷

17 - Lettre adressée à la révérende mère Henri-Dominique Destenay le 11 février 1931. Ce fut la dernière lettre qu'il lui adressa avant de mourir. Malgré les recommandations du Père, la récitation du grand office fut prescrite aux Sœurs par les constitutions de 1935.

Une circulaire adressée en novembre 1951 par mère Hélène à toute la Congrégation rappela donc aux Sœurs que cette réforme s'inscrivait dans la continuité des aspirations que la Congrégation avait pu connaître dans les années précédentes :

Nous avons souffert, en effet, d'une grande indétermination qui nous faisait tourner, sans défense, à tous vents. Fuite vers le cloître pour les meilleures, snobisme d'un dehors monacal pour les autres, effort désaxant, un peu plus tard, vers une réglementation de la vie en mouvements d'ensemble, assez séduisants, mais assez vains pour nous, pendant qu'un autre courant, se réclamant du dévouement aux enfants, nous entraînait vers un activisme sans fondement suffisamment chrétien et religieux.

Le père Calmel et mère Hélène voulurent réformer la Congrégation en lui donnant une plus grande unité de vie entre sa fin générale – l'union à Dieu par la perfection de la charité –, et sa fin spécifique – l'éducation et l'enseignement chrétiens des jeunes filles. Il s'agissait donc d'un approfondissement de l'idéal religieux par une meilleure adaptation des moyens à la fin désirée.

En juin 1956, en tête de l'ouvrage *École et Sainteté*, le père Calmel résumait d'un mot l'idée directrice de la réforme entreprise :

Fonction enseignante et union à Dieu : non pas juxtaposer, mais intégrer¹⁸. [Il expliquait que] les Sœurs sont enseignantes : elles s'adressent à des enfants qui vivent dans le monde ; elles ne sont pas des moniales et ne peuvent donc prétendre vivre comme des moniales. Les changements introduits dans la vie des Sœurs par les nouvelles constitutions sont la répercussion de cette idée-là¹⁹.

À états de vie différents, pratiques religieuses différentes. La question se pose alors : le Père modifia-t-il foncièrement la na-

18 - R.P. Calmel, *École et Sainteté*, éd. de l'École, 1958, introduction.

19 - Témoignage oral de mère Anne-Marie Simoulin, Romagne, 2010.

ture même de la vie religieuse des dominicaines enseignantes ? Plus précisément, altéra-t-il l'essence des vœux de religion qui forment le substrat de la vie religieuse ? L'étude comparée des constitutions de 1935 et de celles de 1953 permet de saisir ce que les inspirations des deux réformateurs avaient de novateur, en même temps qu'elle permet de réfléchir sur la réalité ou non d'une rupture entre les deux époques.

Vœu de pauvreté

Le premier vœu évoqué est celui de pauvreté. Le texte des constitutions de 1935 était ainsi conçu :

Par le vœu simple de pauvreté, les Sœurs renoncent au droit de disposer de tous les biens extérieurs appréciables à prix d'argent, et à la liberté d'en user licitement sans la permission de leurs supérieures légitimes. Elles ne peuvent donc en vertu de leur vœu de pauvreté, donner, recevoir, vendre, prêter, acheter, emprunter, échanger, employer, cacher un bien temporel quelconque, sans permission (articles 128 et 129).

En 1948, le père Calmel lui substitue la formulation suivante :

Par le vœu simple de pauvreté, les Sœurs renoncent au droit de disposer des biens matériels, d'en user sans la permission des supérieures légitimes, et s'engagent à garder en tout la vie commune : nourriture, logement, vêtement... C'est en effet dans un usage pauvre et dépendant des biens matériels que consiste la pauvreté religieuse (article 96).

On peut d'emblée remarquer l'insistance du texte du père Calmel sur « l'usage pauvre et dépendant des biens matériels », élément dans lequel il fait consister l'essentiel de la pauvreté religieuse. Cette idée de dépendance se trouvait dans les constitutions de 1903 à l'article 99 :

Par le vœu simple de pauvreté, même temporaire, une Sœur renonce à l'usage des choses estimables à prix d'argent libre et indépendant de la volonté de ses supérieures.

En revanche, il supprime l'énumération des verbes qui précisent l'usage que l'on peut faire des biens temporels, énumé-

ration qui se trouvait aussi dans les constitutions de 1903, à l'article suivant, dans des termes rigoureusement identiques. Au total, onze articles des nouvelles constitutions précisent les exigences du vœu de pauvreté. Mais, alors que les constitutions de 1935, comme celles de 1903 d'ailleurs, parlent surtout des dispositions canoniques de la cession de ses biens, les nouvelles constitutions introduisent des éléments de réflexion sur la vertu de pauvreté qui doit accompagner la pratique stricte du vœu. Dans le prolongement de l'article 95 qui rappelle que

pour que les vœux soient de vrais instruments de la sainteté personnelle des religieuses et de celle de la Congrégation, il faudra veiller à les observer non seulement selon la lettre mais selon l'esprit,

les articles 100, 101, 102 et 103 évoquent différentes nuances de l'esprit du vœu de pauvreté. Le Père recommande aux Sœurs « l'esprit de détachement et de confiance aveugle en la providence de notre Père du Ciel » (article 100) ; il leur donne la raison profonde du véritable amour de la pauvreté :

La pauvreté évangélique doit être aimée parce que Jésus l'a aimée et comme il l'a aimée (article 101).

Cette raison fixe les exigences réelles de la pauvreté bien au-dessus de la simple économie, et permettra aux Sœurs d'être pour les autres d'autant plus libérales qu'elles sont plus abandonnées à la Providence. De plus, une ligne de l'article 104 attire l'attention des Sœurs sur le « témoignage de pauvreté » qu'elles doivent donner à l'extérieur – nuance que l'on ne trouve pas dans les précédentes constitutions.

Dans *Si ton œil est simple*, le Père écrivit quelques lignes qui précisaient sa conception de la pauvreté :

Si l'éternité est une réalité, si l'on est fait pour l'Amour éternel, cela veut dire, du point de vue de l'action, que l'on sera pauvre, que l'on aura renoncé à ses projets, à sa volonté. (...) Non pas que l'on soit sans projets, mais on les a remis dans les mains de Dieu et l'on vit à l'instant présent. Cette mystique du

moment présent (...) garde cependant toute sa portée dans l'action : elle y signifie pauvreté²⁰.

Le reste de la vie devait s'accorder à cette confiance en Dieu que n'ébranlent pas les attaches aux biens de ce monde. Il y avait dans cette conception de la pauvreté une perspective d'éternité qui était sa justification, et la mesure de son exigence.

Quoique légèrement différente dans la formulation, la définition du vœu de pauvreté n'était donc pas substantiellement modifiée. Elle avait cependant reçu, du père Calmel et de mère Hélène, des prolongements et des applications nouvelles : certaines Sœurs écrivirent dans leur correspondance le mot de « souffle nouveau ». En revanche, les applications pratiques du vœu, comme nous l'avons dit, furent réduites dans le texte de 1953. Mais une étude plus précise révèle en réalité la suppression d'une seule d'entre elles que l'on trouvait indifféremment dans les constitutions de 1903 et dans celles de 1935 : l'obligation faite aux Sœurs, au moins une fois l'an, de

présenter par écrit la liste complète des objets qui sont à leur usage, à la supérieure de leurs maisons respectives, afin que celle-ci puisse, soit les leur ôter, soit leur permettre à nouveau de s'en servir, selon qu'elle jugera bon devant Dieu²¹.

Aucune prescription de ce genre ne se retrouve dans les nouvelles constitutions. Mais paradoxalement, le Père, qui refusait l'élaboration d'un directoire ou d'un coutumier pour les Sœurs afin de laisser la place aux inspirations du Saint-Esprit dans la vie des religieuses, le Père, qui ne s'embarrassait pas des personnes, travailla énergiquement à la simplification de leur cadre de vie : les glaces superflues, les meubles trop riches furent supprimés et donnés, les croix d'argent sur les habits furent fondues pour confectionner des calices. L'exigence du Père dans ce domaine créa chez quelques Sœurs des ten-

20 - *Si ton œil est simple*, Impr. du Viguié, Toulouse, 5 janvier 1955, p. 21.

21 - Articles 109 des constitutions de 1903 et 140 des constitutions de 1935.

sions : mal comprise, elle fut interprétée et jugée sévèrement par plusieurs.

Selon le Père, il ne faudrait garder que les boulangeries et les librairies²²,

écrivait une Sœur à la Sacrée Congrégation des religieux, dans son dossier d'accusation. Trop libéral pour les unes, le Père paraissait ici trop rigoureux pour d'autres, voire très dur.

La lecture des écrits du Père permet de mieux comprendre cette apparente contradiction. Aux novices de Montréal, il rappela dans un premier entretien les exigences contenues dans les nouvelles constitutions :

Vous vous êtes mises sous une règle de perfection – une règle qui n'est pas en vue d'une moyenne, serait-ce d'une bonne moyenne de vertu et de zèle, mais en vue de la perfection de l'amour et du zèle²³.

Dans un entretien intitulé *Pauvreté intérieure*, il prolongeait sa pensée :

Avoir une âme de pauvre, c'est n'avoir pas d'avarice pour les choses matérielles, c'est aussi ne pas en avoir pour les biens de l'intelligence, de la vertu, de la prière ou de l'apostolat. (...) Bien sûr, la charité importe par-dessus tout. Mais c'est la pauvreté qui est la voie d'accès à la charité. La charité n'entre point dans une âme avare, attachée à elle-même, riche de ses biens²⁴.

Et il citait un vers de saint Jean de la Croix qu'il aimait particulièrement :

Appuyé sans aucun appui, je vais me consumant d'amour...

Répondant à l'inquiétude de celles qui voyaient, dans ses propos, une diminution de l'ascèse réclamée dans les précéden-

22 - Archives de l'évêché de Toulouse. Dossier envoyé à la Sacrée Congrégation des religieux en 1954 par sœur Yves-Marie Fourcade.

23 - R.P. Calmel, *Premier entretien spirituel aux novices*, octobre 1953, § 2.

24 - R.P. Calmel, *Onzième entretien spirituel aux novices*, 23 juillet 1953 et 7 juin 1954.

tes constitutions, il rappelait dans le neuvième entretien aux novices :

Vous devez vous souvenir de l'enseignement que Jésus ne cesse pas de donner à l'intime de votre âme et qui personnalise l'enseignement qui retentit au-dehors. C'est dire que vous devez être fidèles à mesure que vous voyez mieux les exigences de la pauvreté évangélique d'après ce que marquent vos constitutions. (...) La pauvreté n'exclut pas mais appelle au contraire la beauté du décor de la vie ; la beauté de ce décor, c'est la pauvreté qui chante à Jésus-Christ, c'est le souvenir vivant de la gloire de ses mystères d'humilité (...) Notez d'ailleurs que l'esprit de pauvreté, qui est requis de tous, serait un vain mot s'il n'aboutissait pas à un appauvrissement effectif²⁵.

Les détails avaient donc à ses yeux de l'importance. Mais il voulait les inclure dans de plus larges perspectives. Dans son livre intitulé *Selon l'Évangile*, il donnait un commentaire de la béatitude des pauvres que de nombreuses Sœurs trouvèrent magnifique :

L'amour vient habiter dans celui qui est pauvre et qui aime sa pauvreté, qui la chérit, pour la présenter, la donner au Christ pauvre, crucifié et glorifié. La présence de Dieu, et la plénitude, et le bonheur qui en rayonnent n'éclatent que dans le vide et dans le dénuement de soi²⁶.

Mais ces explications ne désarmèrent pas toujours l'opposition des Sœurs qui réagissaient contre ce qu'elles appelaient les excès du Père. Elles permettent en revanche de remarquer que les réformes proposées par le Père n'allaient pas dans le sens d'un relâchement, mais au contraire dans celui d'une exigence accrue. C'est bien ainsi que, admises ou refusées par ailleurs, elles furent perçues par toutes.

Il semble que, sur ce point, mère Hélène ait réussi à établir un certain équilibre entre les exigences du Père qu'elle partageait

25 - R.P. Calmel, *Neuvième entretien spirituel aux novices*, mai 1953 et juin 1954.

26 - R.P. Calmel, *Selon l'Évangile*, Paris, Lethielleux, 1952, p. 14.

entièrement et vivait, et une plus grande douceur dans leur présentation et leur mise en pratique. L'exemple de son détachement frappait les Sœurs :

Mère Hélène, écrit l'une de celles qui la connurent dans ces années-là, dans ce domaine comme dans toute sa vie, avait atteint un degré de confiance en Dieu vraiment remarquable. C'était la certitude que Dieu ne peut pas manquer à quelqu'un qui ne cherche que sa volonté. Sa certitude se muait en une paix inaltérable qui lui donnait d'ailleurs ce léger aspect d'indifférence qui pouvait surprendre et déconterancer parfois ceux qui ne la connaissaient pas bien ²⁷.

Les Sœurs voyaient mieux à travers elle la réalisation concrète des exigences du Père.

Dans le chapitre consacré au vœu de pauvreté, un lecteur attentif discernera encore un changement par rapport aux constitutions de 1935. Il s'agit cette fois d'un ajout.

Les nouvelles constitutions introduisirent en effet dans les articles sur le vœu de pauvreté les préoccupations du père Calmel et de mère Hélène sur l'apostolat des masses populaires, la pénétration dans les milieux les plus défavorisés. Ces points, si ancrés dans l'époque à laquelle ils appartenaient et dont l'évocation renvoie immédiatement au livre de l'abbé Godin : *France, pays de mission*, n'apparaissent que peu dans les constitutions de 1935. Celles de 1953 en revanche leur font une large part, par exemple à l'article 106 :

La pratique de la pauvreté disposera les Sœurs à mieux comprendre pour elles-mêmes et à mieux enseigner chaque fois qu'il le faudra la doctrine de l'Église sur les questions économiques et sociales. Elle les disposera à aimer les petits et les pauvres et les aidera à avoir l'intelligence des milieux différents et un dévouement effectif à l'égard de ceux qui se trouvent dans des conditions de vie difficiles ou inhumaines.

27 - Témoignage oral de mère Anne-Marie Simoulin, Romagne, 2010.

Les questions sociales étaient très présentes dans l'esprit du Père. Sans doute était-ce dû à l'époque marquée par l'Action catholique, la découverte du monde ouvrier et de ses besoins... Doit-on voir là une transformation radicale des modalités d'apostolat de la Congrégation, une sorte de changement de ce qu'on appellerait bientôt le « charisme propre » de l'institut ? Depuis sa fondation, la Congrégation avait eu le souci des plus pauvres au point de ne pas vouloir ouvrir d'écoles pour les jeunes filles « payantes » si l'on ne pouvait en même temps en ouvrir une pour les plus pauvres. Néanmoins, les constitutions de 1935 précisaient, dans l'article 301, que

c'est aux jeunes demoiselles et aux jeunes personnes au-dessus de la condition ouvrière que s'adressent l'enseignement et l'éducation de la Congrégation.

L'article suivant ouvrait pourtant des horizons plus vastes :

Toutefois, parce que les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus ne doivent pas être privées de la consolation et de l'honneur de se dévouer aux enfants pauvres, si chers au divin maître, la Congrégation pourra fonder, outre les pensionnats et externats de demoiselles, des écoles et des ouvroirs gratuits.

L'article 303 ajoutait :

Bien plus, la Congrégation pourra établir des écoles gratuites en tous lieux sans tenir pension de demoiselles ; mais elle ne pourra tenir pension ou externat, nulle part, sans école ou ouvroir gratuit.

Les constitutions de 1953 inversaient les priorités :

Dans son œuvre, la Congrégation s'adresse aux jeunes filles de tous les milieux sociaux avec une préférence pour les plus pauvres et les plus délaissées (article 71).

Il est vrai que le début du siècle était encore marqué par de réelles pauvretés matérielles. Le Père, issu d'un milieu très simple, avait certainement souffert non seulement de conditions de vie difficiles, mais plus encore des distinctions établies par les professeurs entre les catégories sociales. L'époque mar-

quait alors les différences de milieux. Le Père en était affecté et sans doute était-ce pour cela qu'il disait parfois, par manière de boutade, qu'il avait « le cœur à gauche ».

Ces oppositions de milieux n'étaient peut-être pas aussi marquées dans la Congrégation que le Père semblait le croire. Mais il voulait en signaler l'écueil. Découvrant le charisme de la Congrégation qui avait toujours été de ne se laisser rebuter par aucune misère matérielle, intellectuelle ou morale, le Père avait le désir d'y rester fidèle dans la rédaction des nouvelles constitutions. Le souci d'instruire et d'éduquer les enfants avait conduit la Congrégation à ouvrir des écoles primaires pour toucher plus facilement ceux que leurs parents ne destinaient pas à de grandes études. Mais le but commun à toutes les écoles, primaires et secondaires, restait le même, fixé par le Père :

être attentives à l'imploration que vous adresse Jésus-Christ dans l'âme de vos enfants²⁸.

Plus tard, les Congrégations qui entreprendront une réforme de leurs constitutions au cours des années postconciliaires s'intéresseront aussi à cette pénétration des milieux pauvres. Mais elles tenteront de répondre à la difficulté que cette réforme soulevait par une assimilation des Sœurs avec le monde, par la disparition progressive de tout signe distinctif désignant les religieuses comme des êtres séparés du monde. Pour cela, elles tenteront de trouver dans le travail manuel au cœur même des milieux ouvriers ou pauvres une voie d'accès aux masses déchristianisées. Cette tentation, qui conduira inexorablement les instituts à la disparition de ce qui faisait leur essence même – à savoir la vie religieuse –, ne toucha pas le Père.

Dans ces articles sur la pauvreté, on s'attendrait peut-être à ce qu'il parlât davantage du travail manuel dont le souci reviendra souvent dans les directives conciliaires. Certes, plus ou moins

28 - R.P. Calmel, *École et Sainteté*, op. cit., p. 56.

explicitement, le Père était choqué par le fait que les Sœurs soient servies. Il appréciait l'emploi de personnel laïc quand celui-ci travaillait à l'œuvre, mais non pas lorsque celui-ci servait les Sœurs dans les tâches matérielles. C'est pourquoi il insista souvent pour que les Sœurs participent aux tâches ménagères, comme dans l'article 47 où il demandait qu'elles soient

empressées à apporter leur concours pour les menus travaux matériels.

D'une façon plus générale, il envisageait toujours le travail des Sœurs, quel qu'il fût, en fonction de leur qualité d'enseignantes. Et cette exigence, qui était à ses yeux une forme de pauvreté touchant le temps et même les moyens dont on dispose pour se sanctifier, s'intégrait dans l'édifice d'une vie religieuse complète. Il ne s'agissait pas de renoncer à une pauvreté matérielle effective mais de l'envisager dans le cadre plus vaste d'une vie de dominicaine enseignante.

Vœu de chasteté

Une analyse semblable peut être conduite au sujet du vœu de chasteté. Les constitutions de 1935 comportaient quatre articles qui se présentent d'ailleurs comme la reprise presque intégrale des constitutions de 1905. Elles offraient un exposé classique des engagements liés au vœu de chasteté :

Par le vœu de chasteté, les religieuses s'obligent à garder le célibat et s'engagent à s'abstenir de tout ce qui est opposé à la chasteté, en sorte qu'après leur profession, elles sont tenues à double titre et par conséquent toute faute volontaire contre ce vœu constitue un double péché : péché contre la pureté et péché de sacrilège (article 124).

Il faut donc que tout soit chaste et pur en elles : pensées, affections, actions (article 125).

La vertu de chasteté, dont l'action est plus intime et plus étendue, a surtout pour objet de préserver l'âme de tout ce qui pourrait la souiller. Les Sœurs seront désireuses de pratiquer

le plus parfaitement possible cette vertu si agréable à Dieu (article 126).

Se souvenant qu'elles portent le précieux trésor de leur innocence dans des vases bien fragiles, elles observeront une grande retenue et une parfaite modestie dans leur attitude, leurs paroles, leurs regards, leurs lectures; elles pratiqueront la mortification et l'humilité, et souvent prieront la sainte Vierge de conserver, dans leur corps et dans leur âme, cette pureté sans tache dont la blancheur de leur scapulaire est le symbole (article 127).

Les constitutions de 1953 sont tout autres. Alors que les articles sur le vœu de pauvreté reprenaient des expressions de ceux de 1935, ici la formulation est rigoureusement différente :

Par le vœu de chasteté et la vertu de religion, les Sœurs s'engagent à pratiquer la chasteté parfaite dans toute son étendue, c'est-à-dire que, renonçant au mariage, elles donnent d'une manière exclusive à Jésus-Christ leur corps et leur affection (article 107).

L'article suivant précise que

les Sœurs veilleront sur leur conversation intérieure, sur leurs relations, sur leurs amitiés, sur leur tenue pour que tout en elles au-dedans et au-dehors soit digne d'une épouse du Christ.

Mais cette « religieuse réserve » ne doit pas paralyser leur zèle, parce que

Celui qui les a appelées n'abandonne jamais le premier et que, pour une âme qui a la foi, rien n'est une raison de manquer de confiance (article 109).

Cette chasteté est intimement liée à la « maternité spirituelle de l'Église » (article 110) et doit permettre aux Sœurs « d'aimer les enfants avec un cœur maternel, purement pour Jésus-Christ » (article 111). Il est aisé de le voir, la nouveauté de ce chapitre des constitutions réside dans la façon positive et non pas négative de présenter le vœu de chasteté. L'idée que le Père exposa maintes fois dans ses causeries était simple : celui qui est appelé à la vocation aime Jésus-Christ, et donc renonce au mariage. Pour lui,

l'essence du vœu de chasteté résidait dans ce don de soi exclusif : se vouer à la chasteté consistait à se donner à un amour unique.

Les voies avaient certainement été préparées dans la Congrégation, car cette présentation ne provoqua pas de heurt. La Congrégation avait étudié les exigences du vœu de chasteté depuis longtemps et bien des documents montrent la profondeur de la formation reçue au noviciat à ce sujet. Le vœu demeurerait identique, mais l'accent était mis sur son aspect positif.

Mais, pourra-t-on objecter, une comparaison précise des articles des constitutions de 1935 et de 1953 permet de constater un changement de vocabulaire, reflet nécessaire d'un certain changement de pensée. Le Père, en effet, n'utilise quasiment jamais le mot de « mortifications », si présent dans les constitutions, directoires et coutumiers des instituts du *xix^e* siècle et du début du *xx^e* siècle. Il s'en expliqua dans les entretiens privés, les cours, les retraites qu'il dispensait. Partout dans les nouvelles constitutions, la mortification est implicitement recommandée, sous des termes divers mais de façon claire : « ascèse, pénitence... », ou à travers des réalités de la vie religieuse qui en sont la plus vivante manifestation, comme le « silence »... Les mortifications sont surtout intérieures : silence, préparation des classes. Le mot est compris dans l'esprit des constitutions, sous-tendu par un désir de perfection réel. Mais la formulation des constitutions reste positive.

Le Père ne voulut jamais, par exemple, prescrire les pénitences à faire, à l'exception de celle du Vendredi saint. Il refusait de rédiger coutumier ou directoire, parce que, tout de suite, « ces ouvrages auraient restreint la place du Saint-Esprit dans la vie », disait-il.

Par ailleurs, les termes de « mortifications » ou encore de « garde des sens » pouvaient, selon lui, susciter la présomption : « Qui nous garde, sinon le Christ ? » Ou, au contraire, une certaine économie de ses forces : « Je me garde, je ne prends pas de risques inutiles. » Telle était son idée.

L'expression des nouvelles constitutions est celle de « religieuse réserve » (article 109). Elle semble moins précise et moins exigeante que celles de « garde des sens » ou de « mortifications », utilisées auparavant. À cause de cela, les constitutions de 1953 parurent révolutionnaires à quelques Sœurs. Ces articles leur semblaient dangereux parce que trop larges : ils paraissaient proposer une vie religieuse moins préservée des dangers extérieurs, plus immergée dans le monde. La question se posa donc : quelles limites le Père assignait-il à cette immersion ? Comment en parler-il ? Quelle prudence mettait-il en œuvre malgré tout ?

Quelles limites ? Quelle prudence ? Aucune, dans le détail, semble-t-il.

Le père Calmel, comme mère Hélène, avait une très grande confiance en Dieu, et s'appuyait avec fermeté sur le travail de la grâce dans les âmes. D'où une direction très large, très peu tatillonne... se souvient une Sœur qui vécut cette période de grands changements²⁹.

Le Père ne fixa que très peu de normes extérieures ; il voulait que les barrières fussent intérieures. D'où l'importance qu'il accordait à la formation intellectuelle et spirituelle des Sœurs, non seulement personnelle, mais encore communautaire.

Il y a plus de courage à être ce que l'on est, même en commettant des erreurs, qu'à paraître ce que l'on n'est pas³⁰... expliquait-il.

Cette absence de cadres extérieurs pouvait laisser craindre un amoindrissement de la vie religieuse, une immersion dangereuse dans le monde. Pourtant, le Père s'en défendait :

Je ne vous décharge pas de la séparation du siècle. Je voudrais seulement vous faire comprendre que vous êtes chargée d'une solitude qui vous est propre³¹.

29 - Témoignage oral de mère Anne-Marie Simoulin, Fanjeaux, 8 août 2007.

30 - *Ibid.*

31 - R.P. Calmel, note inédite, archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux.

Là encore, de nombreux extraits de ses écrits et de ses lettres offraient les explications nécessaires à qui voulait mieux comprendre sa pensée. Aux novices, il rappelait le bel idéal de leur virginité consacrée :

L'Église est mère spirituellement, puisqu'elle enfante des enfants à la vie éternelle par sa charité « pérégrinante et crucifiée » (...). Mais vous, du fait de votre vœu de chasteté, vous avez une participation privilégiée à cette fécondité. En effet, ce qui est la mission réservée de l'Église : sauver des âmes en les aimant dans son union à Jésus-Christ, vous le rendez plus manifeste puisque vous vous dévouez uniquement à cela, puisque vous renoncez à la maternité de la chair ; et non seulement vous manifestez mieux la mission maternelle de l'Église, mais vous permettez à cette mission d'être en vous plus efficace, puisque pour être mieux aux choses du Seigneur, vous voulez être uniquement à ces choses³².

Mais le Père ne se contentait pas de présenter un bel idéal, il en précisait les exigences :

C'est dire que vous devez aimer les êtres d'un amour apostolique, très pur et très fort. (...) Pratiquement, cette maternité spirituelle demande :

- Beaucoup de prière et une conversation habituelle avec Jésus.
- La conviction que le don de vous-même, qui de ce fait doit être d'autant plus pur et d'autant plus généreux, est certainement possible (...) en ne procédant que de la grâce et de la prière.
- Une attention ferme et clémente sur vos facultés de don afin qu'elles se décantent peu à peu³³.

Pour les novices, il avait rédigé cette prière :

Daignez, Seigneur, m'accorder un champ d'action approprié, un champ d'apostolat à cause de vous et à cause de ces enfants qui sont à vous ; non pas seulement ni d'abord à cause de ma nature qui a besoin d'un chantier, qui se désorganise et se ruine lorsque ses puissances de don demeurent inemployées

32 - R.P. Calmel, *Deuxième entretien spirituel aux novices*.

33 - *Ibid.*

et comme tendues dans le vide ; non pas pour cela d'abord, mon Dieu, mais à cause de ce que vous m'avez donné pour le transmettre aux âmes. Dans la mesure même où il me sera donné d'agir, je ferai tout pour ne jamais perdre de vue que c'est vous qui m'envoyez, que je dois être une envoyée selon vous. Ce n'est point la nature qui m'envoie et me projette dans cette affection des enfants et dans cette action auprès d'elles.

Loin donc du Père toute idée d'amenuiser la délicatesse recommandée dans la pratique de la chasteté, d'abandonner des précautions que prenaient les saints pour se préserver des défections. Plus tard, sa correspondance se fera même véhémement contre les abus de prêtres et de religieux qui négligeront le port de l'habit religieux, consacreront du temps aux loisirs et aux moyens audiovisuels.

Si cette sévérité n'est pas présente dans les nouvelles constitutions, c'est qu'à la date de 1948 aucun indice n'annonce la dégradation pourtant si prochaine des mœurs au sein même des instituts religieux. L'inquiétude du Père porte plutôt sur la vie de prière et l'union à Dieu qui sont à la fois l'indice et le garant de la chasteté consacrée. L'exigence des nouvelles constitutions sur ce sujet est tout entière contenue dans le souci d'une véritable union à Dieu en lien avec une maternité spirituelle.

Vœu d'obéissance

Il reste à étudier le vœu d'obéissance. Ici, les différences apparaissent de façon nette. Il faut noter d'abord l'ordre choisi pour la présentation des trois vœux qui place l'obéissance en premier lieu dans les constitutions de 1935 et en dernier lieu dans celles de 1953. Le Père s'en expliqua en partie. Le second entretien aux novices parle du lien entre obéissance et chasteté :

Sans doute, écrit-il, à considérer abstraitement les choses, l'obéissance, c'est-à-dire le renoncement à faire votre vie – j'entends à la faire même dans l'ordre – l'obéissance, dans la hiérarchie des vœux, occupe la première place. Mais, d'un point de vue pratique et concret, il faut bien voir que la chaste-

té considérée dans sa totalité concrète inclut le renoncement à la volonté propre. (...) Seulement cette démission totale de soi à cause de Dieu seul (c'est l'obéissance) est déjà dans la chasteté vouée à Dieu : donner à Dieu son cœur et son corps c'est renoncer à faire sa vie.

Il faut ici encore comparer les textes. Voici celui de 1935 :

Par le vœu d'obéissance, la religieuse sacrifiant à Dieu ce qu'elle a de plus cher, sa liberté, s'engage à obéir aux préceptes de ses supérieures légitimes, en tout ce qui regarde directement ou indirectement l'observance des vœux et des constitutions (article 118).

Afin de pratiquer une obéissance aussi parfaite que possible et de mieux entrer dans l'esprit de leur vœu, les religieuses considéreront la supérieure, quelle qu'elle soit, comme tenant à leur égard la place de Notre-Seigneur, et auront pour elle un véritable respect et un amour sincère (article 119).

Dans tout ce qui leur sera légitimement prescrit, les Sœurs s'appliqueront à obéir d'une obéissance surnaturelle, prompte, joyeuse, intégrale, sans excuses ni objections, sans mauvaise grâce et sans murmure. Elles tâcheront de joindre à l'obéissance extérieure, l'obéissance intérieure ou de jugement, par laquelle, en exécutant la chose commandée, on ne se permet en aucune façon d'examiner la conduite ni les intentions de ceux qui la commandent (article 120).

Il est néanmoins permis aux religieuses d'exposer leurs difficultés, pourvu qu'elles soient dans la disposition de se soumettre à la décision des supérieures (article 121).

Les constitutions de 1953, tout en reprenant les idées essentielles, présentaient le vœu d'une façon autre :

Par le vœu d'obéissance, les Sœurs contractent l'obligation d'obéir selon la Règle aux préceptes formels par lesquels les supérieures appliquent la Règle et les constitutions et dirigent la Congrégation (article 112).

Pour que l'obéissance religieuse porte son fruit, il faut, selon les lois générales de la vertu d'obéissance :

- que les Sœurs aient un souci personnel du bien commun au nom duquel on les commande et qui est non seulement la

prière, la discipline régulière mais encore l'activité apostolique de la Congrégation ;

- qu'elles assument activement avec tout leur cœur et tous leurs talents les obédiences que les supérieures leur assignent avec les responsabilités qu'elles comportent ;
- qu'elles ne craignent pas de faire connaître simplement et respectueusement à leur supérieure leurs idées sur leur obéissance et les affaires dont elles ont la charge ; et que les supérieures facilitent cette ouverture, tout en se réservant le dernier mot.

Mais pour que l'obéissance ait toute sa valeur religieuse et son fruit surnaturel, il faut en outre qu'elle soit soutenue par un esprit de renoncement foncier et universel à la volonté propre et par le désir ardent de ne faire en toutes choses que la Volonté de Dieu. Le principe de l'obéissance religieuse est donc la foi en Celui qui donne autorité aux supérieures et non l'affection, l'admiration, la confiance naturelle en la personne de celles-ci, même si ces sentiments accompagnent la foi. L'obéissance religieuse est toujours accompagnée de révérence, de piété filiale, et ne saurait coexister avec une attitude d'opposition (article 114).

La grande différence entre les deux textes, semble-t-il, touche à l'obéissance du jugement. Car les constitutions de 1935 parlent de

joindre l'obéissance extérieure et l'obéissance intérieure ou de jugement, par laquelle, en exécutant la chose commandée, on ne se permet en aucune façon d'examiner la conduite ni les intentions de ceux qui la commandent

alors qu'il n'en est pas fait mention en 1953.

La forme d'obéissance présentée ici, dans les constitutions de 1935, est traditionnelle. Elle est, à cette époque, pratiquée ainsi par la majorité des congrégations religieuses, notamment par celles, très nombreuses, qui ont pris naissance au XIX^e siècle. Romano Amerio la résume bien lorsqu'il présente l'enseignement de Rosmini sur l'obéissance religieuse. Son analyse n'est pas réservée à l'institut de la Charité fondé en 1839 par le père

Rosmini. Elle est une expression de la doctrine traditionnelle de l'Église à ce sujet :

L'obéissance, écrit Romano Amerio, consiste à renoncer librement une fois pour toutes à sa volonté propre au profit de la volonté du supérieur, et donc à renoncer à l'examen du commandement. Sans doute, l'obéissance est un acte souverainement rationnel, car il est fondé sur une conviction raisonnée, non pas la conviction que l'œuvre particulière commandée est bonne (...) mais la conviction que le supérieur a l'autorité légitime pour commander. La philosophie des mots apporte son soutien à l'ascétique. Le verbe grec (*peithomai*) qui veut dire « j'obéis » a pour sens premier « je suis persuadé » : je le suis, non de la bonté essentielle de l'acte, que je pourrais donc poser en toute autonomie pour l'avoir choisi moi-même, mais du droit de commander que possède ici celui qui commande³⁴.

Telle était la conception traditionnelle de l'obéissance.

Or, les nouvelles constitutions de 1953 mettent en garde contre une obéissance passive qui refuserait de prendre des responsabilités, de réfléchir aux ordres donnés. L'article 115 est très explicite :

La fin de l'obéissance n'est pas de faire des Sœurs des exécutantes passives, ni de cultiver un besoin excessif de protection, mais de leur faire mieux aimer le Seigneur et de le faire mieux servir dans ses membres, en quittant leur volonté propre pour être sûres de faire celle de Dieu.

Et parmi les écueils que le père Calmel signale aux novices en 1953, on peut lire ceux-ci :

Au lieu de se prendre soi-même en mains, avec courage, mais dans la dépendance,

- chercher auprès des supérieures à se faire porter, dorloter, et au fond dispenser d'être soi-même et de grandir ; (...)
- du moment que l'on a à obéir, se trouver paralysé, ne pas y mettre tout soi-même, ne pas arriver à mobiliser toutes ses forces vives ; (...)

34 - Romano Amerio, *op. cit.*, p. 283.

- ne pas être assez simple pour exposer à l'autorité ce qui vous paraîtrait meilleur dans ce dont vous avez la charge ; (...)
- ne pas courir le risque d'avancer une proposition jugée raisonnable pour votre secteur sous prétexte que vous pourriez être éconduite³⁵...

Tous les textes du Père sont un appel à une obéissance active et efficace.

Y a-t-il ici une ouverture si large qu'elle remette en question la réalité de l'obéissance par rapport aux constitutions de 1935 qui disent :

Par le vœu d'obéissance, la religieuse (...) s'engage à obéir aux supérieures légitimes en tout ce qui regarde directement ou indirectement l'observance des vœux ou des constitutions ?

Le changement est-il important ? Cherche-t-il à réserver une plus grande liberté aux Sœurs ? On se souvient qu'à la fin du XIX^e siècle, des prêtres français, influencés par les écrits de l'abbé Hecker – écrits que l'auteur rétracta d'ailleurs avant sa mort –, avaient engagé le clergé français dans l'aventure de l'américanisme. Au nom d'une plus grande efficacité dans l'apostolat, ils avaient suggéré une remise en cause des bases traditionnelles de la spiritualité. Aux vertus dites passives qui formaient jusqu'alors le socle de la formation des jeunes prêtres et religieux, vertus chrétiennes d'humilité, d'obéissance, de renoncement, ils souhaitaient substituer la générosité, le dévouement, la prise de responsabilités. Un éminent représentant du clergé américain, Mgr John Ireland, archevêque de Saint-Paul (Minnesota) n'hésitait pas à écrire dans la préface d'une biographie de l'abbé Hecker :

Nous nous appuyons souvent sur Dieu bien plus que Dieu ne le désire, et il y a des cas où une neuvaine est un bon refuge pour la mollesse et le défaut de courage... Le catholique du XIX^e siècle est, dans le monde entier, bien trop tranquille, bien

35 - R.P. Calmel, *Huitième entretien spirituel aux novices*, 1^{er} mars 1953 et 19 mai 1954, § 6.

trop résigné à ce qu'il appelle la volonté de Dieu : ce qu'il sait le mieux faire, c'est attribuer à Dieu même les effets de sa propre indolence et de sa propre timidité³⁶...

Faut-il voir dans les réformes du père Calmel un écho de ce courant-là, condamné par le pape Léon XIII dans sa lettre au cardinal Gibbons³⁷ ?

Le père Calmel ne remet pas en cause la conception traditionnelle de l'obéissance, il rappela souvent qu'elle était « enracinée dans la foi » et non pas d'abord dans l'amitié ou l'admiration. Loin des conceptions de l'américanisme, il accordait bien à cette vertu une valeur purificatrice par « l'esprit de renoncement foncier et universel à la volonté propre³⁸ » qu'elle impliquait. À lire ses écrits, il semble néanmoins qu'il ait senti la nécessité de préciser sa pensée sur le sujet en dénonçant les écueils qu'une interprétation trop matérielle de l'article aurait pu susciter. Souvent, il revient sur la réalité de l'obéissance qui s'incarne dans des œuvres auxquelles sont véritablement vouées toutes les forces vives de la personne :

Il est très bien de vouloir que, par l'obéissance, votre vie et vos œuvres soient données. Mais encore faut-il qu'elles existent, votre vie et vos œuvres³⁹ !

« Obéissez dans la lumière » disait le père Calmel. Il voulait que les constitutions donnent non pas une plus grande *liberté*, mais une plus grande *responsabilité*. Il s'agissait d'avoir un souci personnel du bien commun et de mettre ses talents au service de l'œuvre. L'idée d'obéissance passive lui répugnait. Mais la multitude de ses écrits – impossibles à citer ici – rappelle sans arrêt

36 - Walter Elliot, 1819-1888, *Le père Hecker, fondateur des Paulistes américains*, Paris, 1894, préface, cité par Paul Vigneron, *Histoire des crises du clergé français contemporain*, Tèqui, 1976, p. 38.

37 - Léon XIII, Lettre au cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, 22 janvier 1899, citée par Paul Vigneron, *ibid.*, p. 40.

38 - Constitutions des dominicaines enseignantes de Toulouse, 1953, art. 114.

39 - R.P. Calmel, *Huitième entretien spirituel aux novices*, op. cit., § 4.

son attachement aux vertus d'ascèse traditionnelles, à l'humilité, à la douceur, à l'obéissance exigeante qui refuse

- de désobéir aux ordres particuliers sous prétexte d'obéir aux directives générales ;
- de tricher avec soi-même en se faisant permettre par les supérieures ce que la conscience ne permettrait pas ;
- de ne pas avoir un désir réel d'obéissance, mais de mettre une telle habileté dans une exécution purement matérielle extérieure que l'on ne sera pas « coincé »... ;
- d'essayer de mettre l'autorité au service de sa volonté propre⁴⁰...

Ce n'est donc manifestement pas le désir d'alléger les coutumes ascétiques de la vie religieuse qui présida aux changements proposés.

Pour le père Calmel et pour mère Hélène, ces réformes avaient pour but de permettre aux Sœurs de mieux remplir leur tâche auprès des enfants. Ils s'en expliquèrent bien des fois.

La fin générale de la Congrégation (la gloire de Dieu, la charité parfaite) et sa fin spéciale (l'œuvre d'enseignement et d'éducation) ne sauraient en aucun cas être disjointes, précisèrent-ils dans les constitutions⁴¹.

En soi, dans sa fin générale, la vie religieuse n'est pas autre chose que la vie chrétienne établie dans des conditions privilégiées.

Ce qui est religieux, disait le père Calmel, c'est ce qui est évangélique, selon la voie des conseils⁴².

Ce qui est évangélique peut être défini concrètement par la phrase de saint Jean : « Demeurer dans le Fils, être parfait comme le Père... » ; ou bien plus abstraitement par celle de saint Paul : « Être conforme au Christ, justifié par la foi... » ; ou encore théo-

40 - *Ibid.*, § 6.

41 - Constitutions des dominicaines enseignantes de Toulouse, 1953, art. 1.

42 - Témoignage oral de mère Anne-Marie Simoulin, Romagne, 2010, à partir des notes d'une retraite à Tarbes, sur l'originalité de la Congrégation, septembre 1950. Les notes ont été relues par le Père.

logiquement, par les mots de saint Thomas d'Aquin : « Obligé de tendre à la charité parfaite... »

La voie des conseils comporte les conditions d'un don total à Dieu, accompagné du renoncement le plus grand possible aux biens de cette terre. Mais cette voie des conseils s'incarne dans une vie active ou contemplative.

Dans la vie contemplative, le service dominant est l'oraison et la louange de Dieu. La charité se tourne vers Dieu sans se retourner *visiblement* vers le prochain.

Dans la vie active – le terme apostolique conviendrait mieux – le service dominant est le service de Dieu à travers le prochain. La charité se tourne vers le prochain sans cesser d'être tournée vers Dieu.

D'où logiquement, « une règle » et un « mode de vie » différents. La vie contemplative est centrée sur le service de Dieu ; elle est rituelle, parce que tout en elle est orienté d'abord et seulement vers la louange de Dieu. L'importance de la lettre même des constitutions est grande, car elle témoigne du tout de Dieu. Là réside le vrai sacrifice d'une vie monacale.

Il en va différemment dans une vie active : le service du prochain est inclus dans la vie religieuse. « Le tiers, c'est-à-dire le prochain, est inclus dans notre prière même », disait le Père⁴³. Ce service du prochain, cet amour du prochain, est la règle. Il ne peut donc y avoir un catalogue de lois particulières pour ce service... La règle est d'agir pour Dieu, en cherchant le bien du prochain. Exiger des Sœurs la stricte observance des pratiques monacales, au détriment d'une réflexion sur « l'incarnation » de l'amour du prochain à chaque moment de la vie religieuse introduirait dans cette vie une dichotomie qui la fausserait et la détournerait de sa vocation propre.

43 - *Ibid.*

Et puisque le service de charité propre à la Congrégation, la manifestation de sa consécration, c'est l'enseignement, le Père présentait l'amour du prochain comme la norme de cet enseignement.

Car, et ce fut le deuxième aspect de la réforme, mère Hélène et le père Calmel cherchèrent parallèlement à préciser les exigences d'une « école chrétienne renouvelée ».

L'éducation et l'enseignement chrétiens

Une idée domine toute la réflexion menée par le père Calmel, l'interpénétration de l'enseignement dans la vie religieuse et de la vie religieuse dans l'œuvre de l'enseignement. Tous les moyens de sanctification : silence, prière, ascèse..., furent envisagés sous cet aspect : le souci de Dieu servi dans le prochain. « S'il n'y avait pas l'enseignement, votre vie religieuse n'existerait pas », écrivait le père Calmel. Mère Hélène développait cette idée dans une lettre à la Congrégation, le 13 novembre 1952 :

Cette fin (l'éducation chrétienne des enfants) est purifiante par elle-même. La maintenir sans cesse devant les yeux de toutes exige déjà une remise en question perpétuelle de nos attitudes intérieures et extérieures, une remise à leur place des points de vue égoïstes, étroits ou trop humains dans lesquels nous nous embarrassons souvent, filets inextricables qui nous empêchent de lever les yeux de notre ouvrage et de mettre les valeurs à leur place.

Si nous voyons vraiment que notre communauté et notre maison n'ont pas d'autre raison d'être que le service du Christ dans l'âme de nos enfants (et dans la nôtre par ce chemin), voyez-vous quelle rectification de notre optique s'ensuivra ? Notre étude personnelle, la préparation de nos classes, la discipline des enfants, la dose de travail à leur donner, leurs loisirs, nos relations avec les parents, les examens, la disposition de nos budgets, tout se mettra ou se maintiendra sur le plan d'un effort de christianisation et échappera au danger, sans cesse à écarter, de la tentation d'une réussite humaine.

C'est dans cette lumière que les détails de la réforme peuvent être exposés. Avant même de les énumérer, une question s'impose à l'esprit : cette réforme fut-elle originale, voire révolutionnaire ? Peut-on l'inscrire dans le courant du renouveau pédagogique propre au début du ^{xx}e siècle ?

Car il y a bien eu en France un renouveau pédagogique au début du ^{xx}e siècle. Quelle connaissance en eurent le père Calmel et mère Hélène ?

Le Père écrivait beaucoup et sa correspondance s'étendait aux pères jésuites avec qui il avait eu des contacts lorsqu'il travaillait pour la *France catholique*. Autour de ses articles, des débats se nouaient, et le Père avait alors des contacts personnels avec ces Pères. Mais il semble difficile de citer aucun nom précis. S'il n'ignorait pas les travaux engagés par d'autres sur le sujet de l'enseignement catholique, le Père semble s'être plutôt appuyé sur son expérience personnelle pour proposer aux Sœurs une réforme.

La première « expérience » du Père fut celle de son séminaire. Il regrettait la formation qu'il y avait reçue, rejetant cette « morale bourgeoise et extérieure » trop souvent prônée. Son désir était de renouveler les petits séminaires. Par la suite, son expérience s'était étendue : ce furent d'abord ses contacts avec les parents, les familles, les enfants, au fil de son ministère de prêtre, qui lui donnèrent un aperçu de l'enseignement catholique en France à l'époque. Il y eut également les retraites qu'il prêcha aux Sœurs de tous genres, par exemple aux Sœurs de Pontcallec, à celles de Sainte-Colombe dans l'Aveyron, ou encore aux carmélites. Au total, son apostolat touchait sept ou huit diocèses : sa connaissance était donc locale, mais réelle.

Il en avait tiré un constat douloureux sur la situation de l'enseignement catholique en France. Ce constat fut, en partie, exposé dans un article de *France catholique* du 16 décembre 1949, intitulé « Une détresse cachée : l'école libre ».

La date de 1949 coïncide avec ses premiers travaux dans la Congrégation pour lui offrir une réforme de ses constitutions et de sa conception de l'enseignement.

L'article signalait bien des écueils que les nouvelles constitutions cherchèrent à éviter.

J'aurais dû vous dire tout d'abord que je parle seulement en fonction des sept ou huit diocèses avoisinants, les seuls dans lesquels j'aie quelque expérience de la question. Il se peut que les choses soient bien mieux ailleurs. C'est donc dans des limites ainsi précisées que je propose mes « doléances » :

- 1° Nécessité d'une coordination entre les établissements, à la fois diocésaine et interdiocésaine, pour une même région.
- 2° Limite d'âge fixée sans trop d'élasticité. Je connais tels collèges libres avec des supérieurs ou des supérieures de 80 ans.
- 3° Nécessité de fermer les établissements lorsqu'ils ne servent plus qu'à être des nids de scandale parce que, faute de personnel ou d'argent, on a dû se contenter de tristes personnages pour la classe ou la surveillance. Je constate que l'on s'acharne à faire vivre des maisons qui depuis des années trahissent ouvertement leur finalité.
- 4° Religion non contrainte. Jusques à quand devra-t-on s'insurger contre la coutume trop répandue, dans la région dont je parle, d'imposer quotidiennement la messe et la visite au Saint-Sacrement? Ainsi conçue, la pratique dégoûte de la religion.
- 5° Sens du secret des âmes. Je connais des établissements où la correspondance des enfants, même avec leurs parents, est ouverte et surveillée : c'est odieux et contre le droit naturel et c'est fait *sub signo Crucis*!
- 6° Veiller au recrutement des prêtres à qui l'on confie une tâche enseignante. Dans tel diocèse que je sais, tout se passe à ce propos comme si avoir une vocation de prêtre et d'apôtre équivalait rigoureusement à avoir une vocation d'enseignant et d'éducateur. Fort bien : ce sont les enfants qui supportent les conséquences.

- 7° Nécessité pour les congrégations enseignantes féminines de mener franchement leur vie enseignante, je veux dire d'avoir une vie enseignante « religieuse » plutôt qu'une vie religieuse à laquelle se raccorde du dehors une tâche enseignante, une vie religieuse qui n'admet pas ou ne concède que de très mauvais gré le minimum de participation à la vie du monde impliquée pour une tâche réaliste.
- 8° Et surtout nécessité d'une doctrine. J'appelle chrétienne une école où l'on sait de quoi on parle quand on prononce les termes métaphysiques de personne, de vérité, d'amour et les autres ; une école qui est délivrée par la vérité de la doctrine, une vérité vivante. Est chrétienne, non pas précisément l'école où « l'instruction religieuse » figure au programme d'une façon simplement officielle et est matière d'examen pêle-mêle avec le latin et la géométrie, mais une école qui donne à l'enfant, en même temps que la connaissance, le sens vivant de la religion du Christ en vue du milieu réel dans lequel se trouve placé l'enfant.

Les articles des constitutions qui évoquent l'œuvre propre des Sœurs se présentent comme une reprise développée de ces réflexions.

Après avoir rappelé dans l'article 226 que

la forme de service du Christ et d'apostolat qui revient aux Sœurs, c'est d'apporter aux enfants la miséricorde de la vérité, c'est l'enseignement et l'éducation,

les constitutions précisaient dans l'article suivant que

leur qualité de religieuses leur fera remplir d'autant mieux leur rôle d'enseignantes et d'éducatrices. Bien plus, elles n'oublieront jamais que cette œuvre donne à leur vie religieuse sa physionomie dans l'ensemble et dans les détails.

Ainsi furent adoptées des modifications très précises du mode de vie des Sœurs pour l'accorder à leur rôle d'enseignantes et d'éducatrices.

Principalement, ces changements ont d'abord touché la vie de prière : tout l'office fut désormais psalmodié *recto tono*, excepté les vêpres du dimanche. Avant la réforme, les Sœurs psal-

modiaient les trois nocturnes des matines et toutes les petites heures, d'où le lever à cinq heures et demie. Le Père pensait que les santés d'après-guerre n'y survivraient pas. Son principe était simple : quand il faut toujours dispenser, c'est qu'il faut réformer, ou bien les cœurs, si c'est nécessaire – ou bien la règle.

L'oraison ne fut plus imposée à toutes à la même heure. Cette liberté, laissée pour faciliter la prière, « liberté de temps et non de durée »⁴⁴, disent les constitutions, surprit. La Congrégation se détachait des pratiques courantes de l'époque, avec la préparation commune de l'oraison, la veille, au cours des lectures de table, par exemple, puis avec la présence de toutes les Sœurs à la chapelle à la même heure.

D'autres réformes touchèrent des points plus extérieurs : l'habit fut notablement simplifié, des pratiques monacales comme les grandes *venia*⁴⁵ furent supprimées. L'explication donnée relevait toujours du souci des élèves et d'un service mieux adapté à elles. D'où les simplifications de l'habit qui rendaient plus aisées les surveillances, par exemple, et la vie quotidienne au milieu des enfants. Un instant, et dans un souci de pauvreté évangélique, mère Hélène et le père Calmel songèrent même à renoncer aux couleurs blanches et noires de l'habit dominicain pour adopter la toile bleue des ouvrières. L'opposition fut trop grande et leur rappela combien l'habit dominicain était chargé de symboles. Ils n'allèrent donc pas au bout de ce projet.

Des nouveautés furent-elles introduites dans la nature même de l'enseignement ? Dans l'introduction de son livre, *École chrétienne renouvelée*, le Père présente effectivement les réformes apportées aux modalités de l'enseignement dans la

44 - Constitutions des dominicaines enseignantes de Toulouse, 1953, art. 126.

45 - *Venia* : Acte par lequel un religieux se prosterne pour obtenir le pardon d'une faute commise contre la Règle de son institut.

Congrégation comme une modification profonde des habitudes alors en vigueur dans les établissements scolaires catholiques de l'époque :

Nous avons essayé de faire comprendre ce que serait une école chrétienne de filles parfaitement digne de ce titre. Les vaines catégories du bachotage basement utilitaire ou du dilettantisme creux seraient enfin dépassées. L'enseignement donné préparerait réellement la jeune fille à sa mission de femme aussi bien pour l'Église et le royaume de Dieu que pour la vie domestique et l'ordre temporel de nos patries charnelles⁴⁶.

Et plus loin, après avoir rappelé qu'il n'ignore pas les recherches faites sur la psychologie de l'enfant depuis un demi-siècle ni l'intérêt qu'elles présentent, il souligne l'originalité propre de la réforme envisagée :

L'auteur (...) a cru devoir s'attacher à un objet plus fondamental, à des vérités traditionnelles qui paraissent frappées de discrédit (...). On semble oublier en effet le primat de l'objet, l'inégale dignité des objets du savoir, la hiérarchie qui doit régner entre eux et leur intercommunication harmonieuse, la nécessité de donner aux enfants une véritable culture, quel que soit leur milieu, enfin la place que doit tenir le docteur commun saint Thomas d'Aquin⁴⁷.

Quels moyens le Père proposait-il pour mettre en œuvre sa réforme ?

On ne sait pas assez, répondait-il, que, malgré l'importance des méthodes et l'importance beaucoup plus grande de la saine doctrine, c'est la vie qui suscite la vie, c'est un esprit vivant qui éveille les autres esprits, une vertu vivante qui donne le goût de la vertu. On ne saurait trop insister chez les maîtres et les maîtresses sur la nécessité capitale de la vie intérieure, à la fois au sens intellectuel et spirituel⁴⁸.

46 - R.P. Calmel, *École chrétienne renouvelée*, Tèqui, 1958, Introduction, p. v.

47 - *Ibid.*, p. vi.

48 - *Ibid.*, p. v.

À la lumière des écrits du Père, il est possible de dégager de ces principes généraux quelques grands axes de la réforme.

L'enseignement est envisagé comme une éducation : c'est l'être tout entier qui doit connaître Dieu, pas seulement l'une ou l'autre des facultés – intelligence ou volonté ou sensibilité – mais toutes les facultés.

Le but est d'élever l'enfant vers Dieu. Cette préoccupation doit donc créer l'unité du climat scolaire chrétien : toutes les matières profanes doivent être pénétrées d'un regard de foi. Cela sous-entend une philosophie et une théologie thomistes qui donnent un jugement réaliste sur les matières, quelles qu'elles soient.

Par ailleurs, cet enseignement devait être l'actualisation de la prière : la prière passe naturellement dans la vie.

Il faut que l'amour de Jésus-Christ nous fasse voir et vouloir les lois naturelles de l'activité que nous avons à faire pour servir le prochain,

écrivait le père Calmel, dans une causerie intitulée *Spiritualité d'une Sœur chargée d'enfants qu'il faut enseigner et éduquer*.

Il précisait sa pensée en donnant des détails pratiques :

Lire, réfléchir, s'organiser pour avoir du temps, causer, demander conseil, ne pas s'irriter des échecs, tâtonnements, déviations involontaires, accepter cinquante fois de n'avoir pas bien saisi et s'y remettre de nouveau, ne pas garder rancune, oublier toutes les bêtises qu'on dit sur vous, rester chantantes⁴⁹.

Au-delà de ces détails pratiques, ce fut donc surtout la conception de l'enseignement qui fut repensée.

Dans l'une de ses circulaires, le 23 juin 1951, mère Hélène demandait aux Sœurs d'aborder l'année avec un « projet », « une étape chrétienne bien précise à parcourir avec ses filles », pour leur classe, à exposer aux parents dès la rentrée.

49 - R.P. Calmel, note inédite.

Il faudrait, disait-elle, que, dès octobre, chaque maîtresse de classe soit prête à exposer aux parents de ses élèves les grandes lignes de cette étape...

Mère Hélène pensait ici à une exposition claire des programmes scolaires, à la fois intellectuels et spirituels. Les titulaires devaient pouvoir dire aux parents, pour chacune des matières enseignées dans leur classe, le but recherché, par le biais de telle matière, dans la formation de la personnalité de l'enfant.

Il n'est presque jamais parlé de niveau scolaire. Le terme de culture prévaut dans tous les textes. Et mère Hélène et le père Calmel définissaient la culture proposée aux élèves dans une école chrétienne comme

l'adaptation vitale et profonde de l'esprit aux valeurs désintéressées de beauté, de bonté et de moralité⁵⁰.

Les constitutions de 1953 évoquent successivement toutes les matières enseignées et redéfinissent ainsi pas à pas l'enseignement chrétien. Les caractéristiques générales données par les articles des constitutions étaient ensuite explicitées par les réunions de communauté que tenait régulièrement mère Hélène.

Par exemple, l'article 260 exposait les qualités du cours de doctrine chrétienne de la façon suivante :

L'enseignement de la doctrine chrétienne sera premier, d'un primat non décoratif, mais effectif, avec une attention particulière à l'Écriture sainte, surtout au Nouveau Testament ; le temps prévu pour cet enseignement sera toujours respecté. Cet enseignement de la doctrine chrétienne devra être intimement lié à celui des matières profanes que la lumière de la foi pénétrera du dedans.

Mère Hélène avait proposé aux communautés une réflexion préalable sur un cours de doctrine chrétienne en classe de qua-

50 - Constitutions des dominicaines enseignantes de Toulouse, 1953, art. 263.

trième. Elle suggérerait de le faire précéder d'un questionnaire rédigé de la manière suivante :

- 1° « La mort du vieil homme » – « Se revêtir du Christ » – « Passer des ténèbres à la lumière ». Ce sont les images de saint Paul pour parler de la grâce reçue au baptême.
Quelle est l'action de la grâce dans l'âme du baptisé ? Demande-t-elle à la nature de disparaître ? Est-ce qu'elle doit seulement grandir ? Ne doit-elle pas être redressée et purifiée ? Pourquoi ?
- 2° « Le royaume des Cieux appartient à ceux qui luttent, ce sont les violents qui s'en emparent. » – « Sans moi, vous ne pouvez rien faire. » Comment expliquez-vous ces deux paroles de Jésus en apparence contradictoires ?
- 3° Relire dans votre missel les prières du baptême. Que nous apprennent-elles sur la grâce ?
- 4° « Attendre plus de huit jours pour baptiser les enfants est un mépris de la grâce de Dieu et une grave imprudence » lisez-vous dans votre missel. N'est-ce pas la réponse aux objections courantes : « Il vaut mieux attendre que le parrain puisse venir... qu'il fasse plus chaud... qu'il soit en âge de choisir lui-même. » Expliquez.
- 5° « La grâce n'élimine pas la souffrance, elle l'illumine » écrit Mgr Journet. Expliquez-le par la vie d'un saint que vous connaissez bien⁵¹.

Toutes les matières scolaires sont successivement évoquées dans les constitutions et indiquent des directives pratiques que l'ouvrage du Père, *École chrétienne renouvelée*, précisa encore, en donnant des exemples.

Ces transformations furent-elles spectaculaires dans la Congrégation ? L'enseignement dispensé auparavant était-il négligent ? Il est difficile de répondre à cette question. Les témoignages d'anciennes élèves remontant à cette époque sont rares. Ils disent néanmoins le sérieux de l'instruction offerte. Mais le seul exemple des cours de philosophie montre que l'ensei-

51 - Note inédite, archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeux.

gnement n'était pas nécessairement thomiste : ce simple constat laisse entendre que la réforme fut profonde. Serait-ce suffisant pour justifier les remous qu'elle suscita ? Il ne semble pas car, en réalité, la réforme s'inscrivait sans effort dans le sens des aspirations de la Congrégation. D'ailleurs, les documents ne portent pas de trace de revendication à ce sujet. Faut-il alors chercher les causes des difficultés liées aux nouvelles constitutions dans une mise en place peu conforme à la législation canonique en vigueur ? Car il y eut bien contestation à ce sujet.

LA SITUATION ET LE DROIT DE 1948 À 1953

TANDIS que la mère générale et le père Calmel œuvraient à la restauration des constitutions, comme nous l'avons dit, une opposition se dressa dans la Congrégation. Les opposantes, au nombre de quinze si l'on en juge par les documents officiels retrouvés et par les réponses données à la circulaire de la mère générale, commencèrent par exposer leurs troubles aux pères dominicains voisins, réclamant d'eux un secours, voire une intervention directe. Un dossier complet, conservé aux archives de l'évêché de Toulouse et réalisé par le père Dumeste, permet de suivre pas à pas l'évolution de cette crise qui déchira la Congrégation.

À la fin de l'année 1952, M^{me} Fourcade, en religion sœur Saint-Yves, avait écrit à ce dominicain pour lui exposer ses inquiétudes, ses troubles même, son opposition devant l'action concertée du père Calmel et de mère Hélène. Au début de janvier 1953, le père Dumeste attira l'attention de Mgr Garrone sur la gravité de la situation au Saint-Nom-de-Jésus, telle que la Sœur la lui avait présentée. Il lui fit part de son désir d'aller en entretenir le cardinal Saliège lui-même.

Le 17 janvier 1953, Mgr Garrone lui avait répondu les lignes suivantes :

Je porte depuis longtemps dans l'angoisse et la prière [la question de cette Congrégation]. Mais je ne suis guère que témoin...

Vous touchez tout de même des points canoniques vraiment trop graves pour ne pas devoir en parler ouvertement avec Son Excellence. Voilà ce que je puis dire de plus clair sur cette question. Quant à ma prière, elle est fidèle, et je me persuade que le bon Dieu fera sortir, si chacun fait tout son devoir à sa place, la solution de là où on ne l'attendait pas⁵².

Parallèlement à cette première démarche entreprise, le père Dumeste écrivit à M^{me} Fourcade et à M^{me} Giscard son intention d'aller voir la supérieure générale, mère Hélène Jamet. Le 20 janvier 1953, il recevait de M^{me} Fourcade une réponse lui avouant, en demandant le secret absolu, qu'elle avait envoyé, le 8 décembre précédent, un mémoire à la Sacrée Congrégation des religieux. Elle lui communiquait copie d'un rapport qu'elle avait commencé de préparer en octobre pour le maître général de l'Ordre, et qu'elle se disposait à envoyer à la Sacrée Congrégation des religieux.

Le rapport exposait les causes du trouble que la Sœur, porte-parole des opposantes, distinguait dans la Congrégation. Ces raisons étaient au nombre de trois. La Sœur les présentait ainsi :

- Premièrement, le rôle que joue présentement chez nous le père Calmel, homme intelligent, au jugement des Pères qui le connaissent bien, mais un névrosé aux vues fanatiques et utopiques.
- Deuxièmement, une campagne de dénigrement entreprise contre tout le passé du Saint-Nom-de-Jésus, contre la maison-mère, contre différentes supérieures, contre toutes celles qui n'ont pas approuvé et suivi aveuglément les réformes entreprises sans réflexion suffisante et sans pondération.
- Troisièmement, la suppression des constitutions, qui s'est soldée par le plus grand individualisme et beaucoup d'indépendance.

Pourtant, et selon les indications de la règle encore en vigueur, un chapitre général extraordinaire avait été convoqué pour exa-

52 - Ce document, ainsi que les documents cités ci-après (sauf indication contraire) sont tirés du dossier complet, conservé aux archives de l'évêché de Toulouse, réalisé par le père Dumeste et mentionné à la note 13, p. 36.

miner la refonte des constitutions. Ce chapitre fut réuni et tenu régulièrement. Mais les opposantes contestaient sa composition.

Le chapitre général, écrivait M^{me} Fourcade, est formé de toutes les supérieures que mère Hélène a mises en place, c'est-à-dire les emballées, les opportunistes ou les agneaux.

Quant aux déléguées, elles avaient été élues, estimait-elle, après une « propagande électorale bien menée ». La lettre au père Dumeste était clôturée par un violent réquisitoire contre la supérieure générale. Impressionné par les propos qui dénonçaient « la raideur irréductible de M^{me} Jamet » et son attitude à l'égard des opposantes « dispersées et moralement abandonnées », le père Dumeste se concerta avec le père Lavaud et Mgr Garrone, avant d'en référer au cardinal Saliège. Les deux dominicains imaginèrent la solution de regrouper les Sœurs troublées, soit dans une maison de leur Congrégation sous la direction de M^{me} Bruzaud qui avait leur confiance, soit au-dehors de la Congrégation en une pieuse union, sous la juridiction d'un évêque qui voudrait bien les accepter et leur confier un pensionnat.

M^{me} Bruzaud refusa, et la lettre qu'elle écrivit éclaire la situation d'une lumière que sa position intermédiaire entre les opposantes et le gouvernement de la Congrégation rend particulièrement intéressante. Directrice du cours Fénelon à Tarbes, assistante générale, mère Marie-Paule Bruzaud rappelait avoir

accueilli, approuvé, loyalement et avec joie, tout ce qui paraissait être le bien de la Congrégation et des âmes ; désapprouvé, après mûre réflexion, avec respect et souffrance, ce qui paraissait être contre.

Elle rappelait également que toutes les Sœurs « étaient d'accord sur l'opportunité d'une adaptation des constitutions ». S'étendant ensuite sur la souffrance des Sœurs opposantes, elle expliquait le rôle qu'elle avait pensé devoir tenir :

Il m'a paru de mon devoir de les aider à traverser l'épreuve. J'ai essayé de comprendre leur souffrance afin de les apaiser, afin d'éviter une décision grave quant à leur vie religieuse. J'ai

accepté d'être tampon (excusez l'expression) entre elles et la très révérende mère, de me compromettre devant ceux et celles qui n'étaient pas au courant de mon désir profond. Et pour elles, j'allais chercher une solution dont le projet avait été envisagé, accepté avec bienveillance par la très révérende mère : une fondation de la Congrégation où, avec le temps et la grâce de Dieu, elles auraient pu retrouver un équilibre religieux dans le Saint-Nom-de-Jésus qu'elles aiment profondément. Les événements ont été autres.

Après avoir ainsi exposé sa position, mère Marie-Paule renouvelait l'expression de sa fidélité au gouvernement de la Congrégation :

Quelle que soit la décision prise, écrivait-elle, je n'accepterai aucune responsabilité que déléguée par la très révérende mère et par le Saint-Nom-de-Jésus, pour l'amour duquel je suis prête à tous les dévouements, prête aussi, s'il le faut, à accepter toutes les disgrâces.

La sérénité douloureuse de cette lettre – évoquant un sacrifice qui fut une grâce – donne une valeur réelle aux explications proposées par la mère Marie-Paule à la situation difficile que connaissait la Congrégation :

Il me semble avoir dit ou écrit à la révérende mère toute ma pensée dès que j'ai vu un peu clair dans l'événement, écrivait-elle. Je n'ai pas à juger le père Calmel, mais il a compliqué, par sa manière d'être et d'agir, une situation, simple par elle-même. (...) Il aurait dû se borner au rôle de théologien. Des jugements hâtifs lancés sans discrétion et sans charité ont troublé l'harmonie de la Congrégation et les rapports de quelques-unes avec la très révérende mère. Certaines âmes ont été profondément blessées, découragées, et l'entente de la Mère et du père Calmel a fait que les mises au point qui auraient été nécessaires à ce moment-là ont été difficiles.

Ce témoignage fut confirmé par la suite des événements : les troubles suscités dans la Congrégation par la réforme des constitutions n'eurent pas une cause canonique, mais plutôt personnelle. La confrontation des accusations avec des témoignages recueillis auprès des autres Sœurs de la Congrégation, à travers des

lettres privées, révèle la complexité de la situation. En réalité, le différend qui surgissait mettait surtout en cause le père Calmel et mère Hélène Jamet. Quels renseignements les archives nous offrent-elles sur ces deux personnalités ? Il semble nécessaire de tenter ici l'élaboration d'un portrait.

LES PERSONNALITÉS EN CAUSE

Mère Hélène Jamet

DISCRÈTE au milieu des Sœurs, mère Hélène Jamet n'a laissé que peu de détails sur sa vie personnelle. Les documents accessibles sont fort peu nombreux et ne permettent pas la rédaction d'une notice biographique bien épaisse. Nous savons que mère Hélène est née le 5 avril 1902. Son attachement à sa famille fut réel. Tout au long de sa vie, elle garda le souci des siens. Deux événements marquèrent profondément son enfance : sa première communion, en janvier 1911, et le décès prématuré de son père, le 8 novembre 1914⁵³. L'un de ses frères, Henri Jamet, fut l'ami de Brasillach et le fondateur des éditions Balzac auquel il adjoignit la création d'un *Prix Balzac* : ces deux détails révèlent les orientations familiales. Mère Hélène Jamet appartenait à un milieu cultivé, façonné par des idées politiques et religieuses conservatrices et admirateur des grands auteurs littéraires. Elle-même obtint une licence d'histoire.

Entrée dans la Congrégation en septembre 1924, elle y fit sa première profession le 23 avril 1927 et ses vœux perpétuels en 1932. Prieure à Toulon, elle fut élue en 1948 à la charge de supérieure générale de la Congrégation.

53 - Cf. père Jean-Dominique Fabre, *Le Père Roger-Thomas Calmel*, Clovis, 2012, p. 145 et suiv.

À partir de ce moment, différentes circulaires destinées aux Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, auxquelles s'ajoutent quelques lettres privées, permettent de tracer les traits de cette personnalité.

Aux dires de l'ensemble des Sœurs qui connurent mère Hélène Jamet, la caractéristique dominante de sa personnalité semble avoir été une intelligence exceptionnelle. À la tête d'une communauté, elle animait les conversations avec aisance. Les sujets les plus variés lui étaient familiers et elle les abordait successivement, « sachant mettre en avant les compétences de chacune »⁵⁴, telles qu'elle les percevait, tout en donnant une lumière supérieure sur les questions débattues. Le souci de la vérité transparaît dans nombre des lettres que la Mère écrivit à tel ou tel correspondant, et il se dévoile régulièrement dans des expressions qui lui sont propres :

J'ai confiance dans le roc qu'est la Vérité, écrit-elle par exemple en novembre 1969, et le sable mouvant qui est l'erreur⁵⁵.

Quelques mois auparavant, elle avait précisé sa ligne de conduite dans des termes non équivoques :

C'est bien cela, je pense, que veut de nous le Seigneur : comme l'aveugle-né de l'Évangile, que nous refusions jusqu'au bout de dire que le blanc est noir, que le mensonge est la vérité ; mais dans une paix grandissante au milieu des combats⁵⁶.

En plus de « cette volonté de vérité et de simplicité absolue »⁵⁷, mère Hélène semble avoir disposé d'un « regard lucide, étonnamment réaliste »⁵⁸ sur les événements. Sa correspondance est émaillée de remarques lapidaires et incisives, comme l'étaient

54 - Archives de la Congrégation de Toulouse, *Nos racines du Ciel*, éd. privée, p. 83. Témoignage de sœur Marie-Luc Sidos.

55 - Lettres de mère Hélène Jamet à mère Anne-Marie Simoulin, lettre de novembre 1969.

56 - *Ibid.*, lettre du 20 septembre 1969.

57 - Témoignage oral de mère Anne-Marie Simoulin, Romagne, 2010.

58 - *Ibid.*

certaines de ses réactions. Ainsi lorsqu'elle promet de mener à bien une tâche, dans les plus rapides délais. Elle écrit à sa mère générale :

Je vais tâcher d'arriver vite au bout puisque c'est le genre qui vous plaît⁵⁹ !

À l'issue d'une retraite prêchée par un père dominicain, elle note simplement : « Solide et priant. » Évoquant les travaux d'architecte de M. Vernette à l'école de l'Annonciation, la Mère résume sa pensée en quelques mots :

C'est admirable et vraiment signé de son auteur. L'esprit reste le maître – et de haut ! – il assume les nécessités scolaires et autres. C'est très beau⁶⁰.

Et ces jugements vifs et précis s'accompagnent toujours d'une grande bonté quand bien même ils soulignent des failles :

La bonne volonté de sœur X... est quand même admirable, écrit-elle, volonté de souplesse (dans sa raideur native) au service du bon Dieu !

Au travers de certaines de ses réflexions, la Mère dévoile une part de son tempérament :

Je vois ce que la petite Sœur peut avoir d'agaçant. Mais agaçant, pas plus... N'étant pas agaçable, j'attends d'y voir un peu plus clair pour en dire plus⁶¹.

Quelques remarques prouvent le peu de cas que la Mère faisait d'elle-même, et l'humilité qui couronnait les dons qu'elle avait reçus : en 1967, elle avouait :

[sa] panique devant un papier blanc sur lequel il faudrait transmettre cette poussière de petites choses qui font la vie quotidienne, ou bien les assises solides sur lesquelles reposent notre âme et notre cœur⁶².

59 - Lettres de mère Hélène Jamet à mère Anne-Marie, lettre d'octobre 1967.

60 - *Ibid.*, lettre du 17 février 1968.

61 - *Ibid.*, lettre du 17 janvier 1971.

62 - *Ibid.*, lettre en la fête de la Transfiguration, 1967.

Pouvait l'approcher qui voulait. La Mère usait parfois de termes très affectueux, mais toujours surnaturels, qui disaient son souci d'aimer avec fidélité et grandeur. Certaines formules reviennent souvent :

Je prie pour vous tant que je sais, et vous embrasse de tout cœur.

D'autres plus variées expriment le désir d'aider à grandir ou de mieux servir :

Je voudrais savoir être plus efficace. J'espère seulement que l'efficacité n'importe guère au Seigneur pourvu que le désir y soit de tout cœur et sans échappatoire hypocrite⁶³.

Apprenant du docteur au sujet d'une Sœur malade que c'était grave, très grave, sans doute trop tard, elle ajoute :

Il semblait navré. Vous pensez si nous (la mère prieure et elle) l'avons été toutes deux.

Mais le regard reste surnaturel :

Je sais bien que la sainteté reste au-delà de toutes les secouades du corps et de l'âme et que mourir, loin d'être le mal suprême, est au contraire le bien suprême de la rencontre avec le Seigneur⁶⁴.

Avec la même simplicité, elle écrivait à sa mère générale :

Je crois que je vais me mettre à vous écrire, comme cela, sans utilité précise⁶⁵...

Et plus tard, se plaignant doucement du peu de temps passé avec elle :

C'est le lot de cette vie passagère et mouvante de ne faire que s'apercevoir ; l'essentiel est de rester ensemble pour le service du Seigneur qui nous a jointes dans cette Congrégation⁶⁶...

Les lettres de mère Hélène traduisent sa fidélité à la prière. Elles révèlent une vie marquée par la présence de Dieu, et le

63 - *Ibid.*, lettre du 14 mars 1970.

64 - *Ibid.*, lettre du 10 décembre 1970.

65 - *Ibid.*, lettre du 21 janvier 1971.

66 - *Ibid.*, lettre du 3 avril 1971.

souci de tout faire *in conspectu Dei*. « Je prie tant que je sais... » répète-t-elle. Et cette prière fréquente, à laquelle la Mère renvoie régulièrement comme au seul recours dans les difficultés de la vie quotidienne, est détachée du résultat.

Peu importe d'ailleurs, écrit-elle par exemple, l'issue qu'il plaira au Seigneur de donner à cette affaire. Il importe par contre que nous fassions ce qu'il veut⁶⁷.

Au milieu des adversités et des contradictions qu'elle a connues, la paix domine. À l'une de ses Sœurs éprouvées, elle écrit :

La réalité de votre cœur est dans la joie du Seigneur⁶⁸.

Ceux qui approchaient mère Hélène s'étonnaient parfois de sa paix, de cette espèce de certitude intérieure qui émanait d'elle, et qu'elle communiquait :

Que les Sœurs tendent de toutes leurs forces à aimer le Seigneur et à le faire aimer, qu'elles implorent sans cesse de leur Sauveur la grâce de parvenir à la perfection de l'amour qui est une perfection d'oubli de soi et de paix⁶⁹.

Ma vue « simpliste », disait-elle, est pleine d'espérance en la miséricorde de Dieu, en l'assistance de la sainte Vierge, et en la force de la vérité de vie et d'enseignement⁷⁰.

On retrouve cette même idée dans les conseils qu'elle donnait aux Sœurs dans la formation spirituelle des élèves.

Cet ensemble de qualités n'échappait pas aux Sœurs. Elles les énumérèrent parfois :

Une profonde humanité, un sens aigu des personnes, une volonté de vérité et de simplicité absolue, un regard lucide étonnamment réaliste même sur son temps, tout cela faisait d'elle une éducatrice de grande envergure, consciente des vrais besoins des jeunes⁷¹.

67 - *Ibid.*, lettre du 4^e dimanche de l'Avent 1969.

68 - *Ibid.*, lettre du Vendredi saint 1971.

69 - Circulaire aux Sœurs, 30 juin 1954.

70 - Lettres de mère Hélène à mère Anne-Marie, lettre du 29 novembre 1969.

71 - *Nos racines du Ciel*, op. cit., p. 81. Témoignage de sœur Claude-Marie de Roton.

Au mois d'août 1948, mère Hélène Jamet fut élue à la tête de la Congrégation. Ses conseillères étaient mère Marie-Angélique Lescouzère, mère Marie-Paule Bruzaud, mère Marie-Agnès Vergès, et mère Marie-Aymard de Beaumont, secrétaire. Elle se mit aussitôt au travail de la refonte des constitutions. Elle visita les communautés, exposant la vision qu'elle avait d'une véritable vie de religieuse dominicaine enseignante, et sollicita un acquiescement personnel de la part de toutes les Sœurs. C'est dans ce travail de présentation qu'elle a révélé ses qualités humaines et la hauteur de son intelligence.

Consciente des responsabilités de sa charge, elle avait une conception exigeante des devoirs qui lui revenaient. Plus tard, elle donnera à une jeune supérieure générale ces conseils qui furent sûrement les grands traits de sa ligne de conduite personnelle :

Mettre les Sœurs en prière...

Être directeur d'âme pour toutes les Sœurs sans craindre l'indiscrétion : les Sœurs attendent. Les âmes attendent.

Zèle pur et sans compromission. On fait des écoles. Que chacune accepte ses limites.

Que les filles reçoivent une éducation qui les mette en opposition avec le monde.

Renforcer le bon sens chrétien qui sait qu'être prêtre ou religieuse, c'est autre chose que d'être laïc.

Être sévère pour

- la presse
- spectacles
- sorties culturelles
- habit dominicain⁷².

Elle était lucide sur les difficultés de la charge. Elle les voyait non seulement « par rapport à la sainteté de la Congrégation » qu'il s'agissait de diriger, mais encore « par rapport à la sainteté

72 - Lettres de mère Hélène à mère Anne-Marie, lettre du 4 juillet 1967.

personnelle » de la supérieure. Les dangers naissent au cœur de « la vie batailleuse, fatigante et solitaire » d'une supérieure générale, écrivait-elle. La solution réside « dans un dépouillement de [soi-même], cet appui sur Dieu, cette indifférence au succès sur quoi compte le Seigneur... » Dans les heures plus difficiles, ses remèdes étaient toujours les mêmes :

un peu de retrait et beaucoup de prière⁷³.

Se sachant responsable de la sanctification des Sœurs de la Congrégation, elle ne négligeait pas les détails d'un gouvernement souvent complexe, mais refusait de se laisser accaparer par

cette poussière de petites choses qui font la vie quotidienne⁷⁴. »

Dans une phrase lapidaire, s'appuyant sur l'exemple de :

M. l'abbé C. [qui] vit avec le seul souci de mener les âmes à Dieu ; et tout le reste se met à sa place, infime, contingente, c'est le "surcroît",

elle définit cet idéal :

Soyons ainsi avec la grâce de Dieu. Qu'elle nous donne de prendre nos distances avec notre sensibilité⁷⁵...

Pour elle, mettre les choses à leur place ne signifiait pas les négliger :

Pour nous, il n'est que d'avoir le courage de regarder en face cette tâche dans sa réalité et dans ses exigences chrétiennes et de nous appuyer dans une confiance sans défaillance sur la prière pour mettre en œuvre ce que nous découvrons dans la lumière du Christ⁷⁶.

Souvent, la Mère précise sa pensée jusque dans les détails :

73 - Ces expressions sont extraites de différentes lettres de mère Hélène à mère Anne-Marie.

74 - *Ibid.*

75 - Lettres de mère Hélène à mère Anne-Marie, lettre en la vigile de saint Pie X, année inconnue.

76 - Circulaire aux Sœurs, Toulon, le 2 mai 1951.

Quelques lignes seulement pour vous redire, à la veille des vacances, comment il serait bon de les orienter pour qu'elles prennent tout leur sens⁷⁷...

C'est tout particulièrement dans ses directives sur l'enseignement que la Mère manifesta la forme de son autorité. Elle avait de l'enseignement une conception précise que les constitutions de 1953 dévoilent clairement et que chacune de ses circulaires révèle aussi. Cette vue particulièrement nette des exigences d'une école chrétienne suscitait l'admiration du père Calmel qui saluait « l'intelligence royale » de la Mère.

Mère Hélène aborda les points qui lui semblaient les plus importants à mettre en œuvre dans une école chrétienne. En juin 1951, elle demandait aux Sœurs d'engager avec les parents un vrai dialogue qui permit à chaque élève de franchir au fil de l'année « une étape chrétienne bien déterminée. » En corollaire, elle réclamait des Sœurs un travail sérieux, minutieux, en vue de « l'unité bienfaisante de vie qu'il établit entre l'apostolat, la prière et l'étude⁷⁸ ». La formation qu'elle proposait de dispenser aux jeunes filles reposait sur une liberté intérieure, non ignorante du péché, mais capable de « marcher dans une ardente fidélité » sans « s'étonner de se découvrir pécheurs⁷⁹ ». Son but était précis : former de grands caractères, de vraies personnalités féminines qui soient plus tard dans la société « un ferment évangélique dans leur milieu⁸⁰ », des « flammes animatrices⁸¹ », en développant le sens de l'attention et du don. Pour y parvenir, la Mère insistait sur la collaboration entre les Sœurs, qui leur permettrait d'échapper « au danger, sans cesse à écarter, de la tentation d'une réussite humaine⁸² ».

77 - Circulaire aux Sœurs, 23 juin 1951.

78 - *Ibid.*

79 - Circulaire aux Sœurs, 22 août 1951.

80 - Lettre de mère Hélène aux filles de l'Annonciation, juin 1954.

81 - Notes sur un entretien au sujet de la vocation féminine, 21 août 1951.

82 - Circulaire aux Sœurs, 13 novembre 1952.

Dans le domaine plus précis de la matière à enseigner, mère Hélène s'insurgeait contre « la course insensée à travers les programmes ».

Nous desservons l'intelligence de nos élèves et sa croissance, expliquait-elle, chaque fois que nous la laissons se disperser dans les détails et s'en encombrer sans voir leur point d'attache, les grands axes autour desquels ils tournent. (...) Tout se met en place, si du moins nous appelons par leur vrai nom l'essentiel et l'accessoire⁸³.

Dans une lettre privée, mère Hélène prolongea sa pensée, en la confrontant à la réalité des élèves qui lui étaient confiées :

De mes élèves, je pense ce que j'ai toujours pensé d'elles : que c'est beaucoup plus difficile de susciter vie personnelle et libres initiatives que d'être obéie par un docile troupeau heureux, au fond, de ne penser à rien⁸⁴.

À cause de tant de qualités humaines et surnaturelles, il semble que mère Hélène ait été très appréciée par l'ensemble des Sœurs de la Congrégation.

C'est pourtant cette personnalité apparemment si peu controversée qui fut d'abord mise en cause dans le dossier d'accusation rédigé par M^{me} Giscard et envoyé à Rome, comme il a été dit plus haut. Il est facile de distinguer, dans ce dossier, certains aspects de la personnalité de la Mère. Ses positions intellectuelles peuvent se retrouver dans ce que les opposantes appelèrent, de façon un peu difficile à expliciter réellement, un « absolu maurrassien ». La souplesse dans la mise en place des détails pratiques fut évoquée sous le nom de « libéralisme pratique joint à une grande utopie ». Il est plus difficile d'accorder les accusations de manque de sollicitude de la supérieure générale avec les témoignages rendus à mère Hélène par l'immense majorité des Sœurs. Ces dernières, dont mère Marie-

83 - Circulaire aux Sœurs, mai 1953.

84 - Lettres de mère Hélène à mère Anne-Marie, lettre du 14 mars 1970.

Paule Bruzaud elle-même, notaient la grande simplicité de la Mère, sa disponibilité et sa bonté. Les accusations extrêmement véhémentes du dossier présentent une tout autre figure : distante, autoritaire et hautaine, la supérieure générale paraît inaccessible aux souffrances de ses Sœurs. Mais il semble difficile d'accorder un crédit entier à ces accusations passionnées et en contradiction manifeste avec les témoignages des autres membres de la Congrégation, soit de plus de cent soixante-dix Sœurs.

Le père Calmel

La figure du père Calmel a davantage cristallisé les oppositions.

À sa mort, un numéro spécial de la revue *Itinéraires*, à laquelle il avait collaboré pendant dix-sept années, de 1958 à 1975, offrait au lecteur quelques témoignages sur sa personnalité. Jean Madiran s'exprimait en ces mots :

L'essentiel de ce que nous laisse le père Calmel est son œuvre publiée ; rien d'autre. Sa personne, il l'a voulu ainsi, s'efface, sauf pour un temps dans quelques souvenirs qui n'appartiennent pas au domaine public. N'appartient pas non plus, ou pas encore, au domaine public, l'histoire des dominicaines enseignantes de Toulouse, congrégation religieuse de vie active à vœux simples qui lui doit beaucoup⁸⁵.

Quelques mots, dans des entretiens privés ou des lettres intimes, ont dit néanmoins le grand attachement de ce fils du Rouergue à sa terre natale, à sa région, à ses origines paysannes, pauvres et simples. À l'occasion de la mort de sa mère, le 12 novembre 1957, le Père fit confidence de ce patrimoine familial, qu'il évoquait si peu et qui est pourtant manifeste dans ses écrits et dans l'expression de sa personnalité.

85 - Jean Madiran : « Dix-sept années », *Itinéraires*, septembre-octobre 1976, n° 206, p. 9.

Ceux qui le connurent évoquent sans hésitation la simplicité de sa mise, la pauvreté effective de sa vie.

Une santé fragile s'accompagnait chez lui d'une indifférence profonde – naturelle ou acquise – pour tout ce qui touche au confort du corps. Il pratiquait pour cela une ascèse sévère, de sorte que, par exemple, il ne savait jamais ce qu'il mangeait : bon ou mauvais, il avalait le tout avec un lance-pierre ; et lorsqu'on lui en faisait la remarque, il aimait à citer cet anachorète qui mettait de la cendre dans sa nourriture... Sa mise n'était pas des plus soignées, mais son habit et ses vêtements étaient hautement fonctionnels ! Il avait fait ajouter au manteau noir qu'il portait quatre étages de poches qu'il bourrait de livres variés. C'était une bibliothèque ambulante. Il portait sous l'habit un éternel pantalon couleur pain brûlé, de ceux qui se portaient vers 1930, et qu'il a dû garder soixante ans.

À cette pauvreté et à cette pénitence vécues de façon parfois déconcertante pour les gens qui ne le connaissaient pas ou le connaissaient peu, il ajoutait un rien de provocation qui accompagnait son horreur de la mondanité. Quand il était contraint d'assister à un dîner – ce qu'il n'aimait pas –, il sortait sous les yeux de la maîtresse de maison à argenterie rutilante un couteau de paysan, du fond de sa poche... Mme Vernette le lui disait :

— Mon Père, ne le faites pas exprès !

Fils de paysan, le Père était extrêmement rude, pour lui d'abord, et pour les autres ensuite⁸⁶...

Jusqu'à sa mort, il demeura pauvre. Il aimait redire les paroles de Pascal : « J'aime la pauvreté parce que Jésus-Christ l'a aimée. »

Né le 11 mai 1914 à Sauveterre-la-Lémance, il était entré au petit séminaire de Bon-Encontre, dans le diocèse d'Agen. Rares sont les évocations que le Père fit lui-même de cette période. Nous savons par une lettre que la *Douce France* de René Bazin a charmé ses 9 ou 10 ans⁸⁷. Une autre lettre lui permit plus tard d'expliquer sa pensée sur l'enseignement de la littérature aux enfants. Il

86 - Témoignage de Monsieur Vernette, recueilli le 10 septembre 2000.

87 - Lettres à mère Anne-Marie Simoulin, lettre du 30 juin 1971.

déplorait la formation reçue dans ces années-là. Les œuvres littéraires étaient, disait-il, étudiées mais non jugées. En janvier 1950, un article de *France catholique* livre, sous sa plume, des réflexions qui prolongent cette idée :

Prenons l'exemple de la formation littéraire. Il ne suffit pas pour qu'elle soit digne de l'école libre qu'elle soit donnée par des maîtres compétents et prépare convenablement à l'obtention de la peau d'âne. Il importe encore plus (et sans supprimer les deux premières choses, bien entendu) que le maître forme les élèves au point de vue littéraire et artistique, en se référant à une échelle de valeurs, mais d'abord qu'il en détienne une par-devers lui. Cela ne le transformera pas en prédicant ni en professeur de philosophie alors qu'il est professeur de lettres ; mais justement, il restera professeur chrétien⁸⁸.

Les carences de l'enseignement libre de l'époque avaient paradoxalement soulevé chez l'élève de Bon-Encontre un appétit de savoir qui surprit ses condisciples. Ceux-ci le côtoyaient sans toujours le comprendre :

Roger Calmel est arrivé au petit séminaire en octobre 1926, écrit l'un d'eux. Nous avons poursuivi nos études de la sixième à la philo, en juillet 1933. J'ai donc vécu sept années avec lui. Les premières années, il était un bon élève, ne se distinguant en rien sur le reste de la classe. Je me souviens seulement qu'en cinquième, il avait composé une longue épopée retraçant – disait-il – les exploits d'un de ses aïeux qui avait été au service de Napoléon. Épopée en patois (nous dirions aujourd'hui en occitan) et qu'il déclamaît avec fougue, lors des promenades du jeudi. Puis, peu à peu, à partir de la troisième, il a fourni un travail inimaginable pour un jeune de cet âge. Il ne perdait jamais une minute, prenant des notes et lisant sans arrêt. Lorsque nous nous rendions en rang et en silence de la salle d'étude au réfectoire ou à la chapelle, il emportait toujours un livre... Ainsi, au cours d'une année, – simplement pour développer sa

88 - Père Calmel, « Il faut une ardente spiritualité », dossier « Dernières lettres sur le drame de l'école libre », *France catholique*, 15 janvier 1950.

mémoire – il avait appris par cœur deux pièces de Racine (dont *Athalie*) (...)

Dès lors, et jusqu'en philo, il fut le meilleur élève de la classe ; et en fin d'année il raflait tous les prix, et cependant la compétition était sévère entre les élèves !

Assez secret, un peu tendu, il observait scrupuleusement le règlement... Il était un bon camarade, droit, loyal. Mais parce qu'il était toujours très tendu, trop « parfait », je ne crois pas qu'il ait eu des amis. Ces quelques détails vous paraîtront un peu minces, mais que dire de plus d'un camarade qui, par son travail, sa piété, son obéissance, fut toujours un modèle et parfois un reproche pour nos gamineries ?

De ces années date la consécration que Roger Calmel fit de lui-même à la Vierge Marie, ce « contrat d'amour » réclamant un cœur marital « pour aimer Jésus », passé entre « un petit page » et sa *Domina*, en pensant « au dernier soir où [son] cœur immaculé [le] présentera[it] au cœur de Jésus ».

À seize ans, Roger Calmel revêtit la soutane et entra au séminaire universitaire de l'Institut catholique de Toulouse, le séminaire Pie XI, pour y continuer sa formation en vue du sacerdoce. Il y étudia trois ans de 1933 à 1936. À la rentrée scolaire de 1936, s'étant orienté vers les frères prêcheurs, il commença son noviciat à Saint-Maximin. Il prit l'habit et le nom de frère Roger-Thomas en décembre, dans l'Ordre de saint Dominique, cette « très grande maison » où « le marteau de la porte est à hauteur de cavalier », comme disait le père Lagrange⁸⁹.

La province dominicaine de Toulouse offrait alors une physiologie particulière qui ne put que marquer le jeune novice. Elle vivait encore de ce

passage des études fondamentales aux études conquérantes, dont le père Gardeil s'entretenait déjà à Corbara avec le père Schwalm, cet essai de liaison du thomisme avec la pensée philosophique contemporaine qui avait en 1893 réuni la

89 - R.L. Bruckberger, o.p., *Tu finiras sur l'échafaud*, Flammarion, 1978, p. 135.

collaboration des pères Coconnier et Montagne de Toulouse, du père Mandonnet de Fribourg, du père Gardeil et du père Sertillanges dans la fondation de *La Revue thomiste*, cette réflexion méthodique du père Gardeil non seulement sur la structure du savoir théologique, mais encore sur l'organisation concrète d'un régime d'études destiné à former d'authentiques frères prêcheurs⁹⁰...

La formation reçue par le père Calmel durant ses années de noviciat fut exclusivement thomiste. Est-ce de cette époque que datent ses premiers contacts avec Jacques Maritain ? Nous savons avec certitude que le philosophe thomiste vint tenir des conférences aux novices de Saint-Maximin dans les années quarante⁹¹. Y arriva-t-il dès 1933 ?

Il est sûr que le père Calmel lut et apprécia très jeune les ouvrages de Jacques Maritain. À l'un de ses dirigés, âgé d'une vingtaine d'années, il conseilla un jour la lecture des *Degrés du savoir* :

Tu feras comme moi. Je l'ai lu à ton âge ; j'ai fait comme si je comprenais, même si je n'ai pas tout compris !

Dans le numéro de *La Revue thomiste* dédié à Maritain, le père Calmel rédigea l'article sur les conceptions artistiques du Maître. L'amour de saint Thomas d'Aquin, la formation thomiste sont une caractéristique du Père.

Le nom de ses professeurs nous est connu par la lecture des bulletins de la province dominicaine de Toulouse qui annoncent les nominations. Même si le Père parlait assez peu d'eux, quelques-unes de ses lettres évoquent ceux qu'il considéra comme ses « maîtres » :

C'est dom Diepen qui m'a ouvert les yeux sur ce mystère, m'a fait comprendre les errements de Nestorius (et d'Eutychès), la portée de Chalcédoine, la doctrine de saint Thomas : dom Diepen a été pour moi, dans la théologie de l'Incarnation,

90 - Père André Duval, o.p., « Un siècle de vie dominicaine », *France dominicaine*, 3^e année, n° 12, décembre 1950, p. 343-344.

91 - *France dominicaine*, 1^{re} année, n° 1, août 1948, p. 24.

comme Garrigou dans la théologie de l'ordre surnaturel en général, comme Maritain dans l'ordre de la réflexion sur la vie de l'esprit et les niveaux d'abstraction, comme Cochin et Madiran dans l'ordre de la philosophie de la Révolution⁹²...

Il est certain que le Père s'intéressa au travail sur l'art sacré des pères Régamey et Couturier, dont il appréciait, tout en les jugeant, les conceptions novatrices. Cet intérêt pour des questions d'actualité apporte sur la personnalité du Père un éclairage : tout l'intéressait ; peu de sujets échappaient à ses réflexions.

Le 1^{er} novembre 1937, le père Calmel prononça ses premiers vœux, suivis, trois ans plus tard, de ses vœux solennels. Le 29 mars 1941, il fut ordonné prêtre dans la chapelle de Saint-Maur de Toulon, par Mgr Brulé des Varannes.

La rencontre avec la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus date des années qui suivirent son ordination. Mère Hélène Jamet en fut l'artisan lorsqu'elle fut nommée prieure générale en 1948.

Elle sollicita alors et obtint des pères dominicains, avec l'approbation du cardinal Saliège, la nomination du père Calmel comme conseiller auprès de la Congrégation. Le père Nicolas donna lui-même un précieux témoignage sur l'aide qu'il lui apporta, lorsqu'en 1954 il rappela de la part de la Sacrée Congrégation des religieux à Rome

les grands services qu'il [le père Calmel] a[vait] rendus par son enseignement théologique et spirituel, ainsi que la ferveur apostolique qu'il a[vait] entretenue dans les âmes⁹³.

Son rôle fut donc celui d'un conseiller et d'un professeur, à une époque où le rôle d'assistant religieux des Congrégations de femmes n'était pas encore défini⁹⁴.

92 - Lettres à mère Anne-Marie, lettre du 22 mars 1971.

93 - Archives de la Congrégation : lettre du père Nicolas aux Sœurs de la Congrégation, 5 novembre 1954, après la visite canonique de 1954.

94 - Cette fonction fut créée par la Sacrée Congrégation des religieux au début des années cinquante, destinée à se généraliser par la suite dans les Congrégations femi-

Le père Calmel assumait ce rôle au Saint-Nom-de-Jésus jusqu'en 1954. Son influence s'exerça au cours de ces quelques années, principalement par ses conseils spirituels.

Pour la Congrégation, il composa de nombreuses prières qui devaient jalonner la vie des Sœurs : la prière d'oblation dès les premiers vœux, celle « pour demander la grâce de bien vivre sa vocation », la consécration au Cœur immaculé de Marie :

Vierge Marie, mère de Jésus et la nôtre, regardez vos filles dominicaines enseignantes qui veulent demeurer fidèles envers et contre tout (...). Obtenez à chacune d'elles de vivre en parfait accord avec sa dignité si noble d'épouse de Jésus-Christ. Obtenez-lui de chanter toujours dans son cœur le *Magnificat* de l'humilité, de la charité, de la victoire par la sainte Croix. Obtenez-lui de confesser par ses paroles et par toute sa vie le mystère du saint sacrifice de la messe tel que l'enseigne et le garde l'Église de toujours.

Sa dévotion se portait vers le cœur de la Vierge, vers saint Dominique :

Ô Père des prêcheurs, vous souvenant de votre sainte prédication, obtenez-nous de nous perdre et de disparaître dans la vérité divine gardée par la seule Église catholique. Obtenez-nous de ne parler que de Dieu et avec Dieu. En ces temps d'Apocalypse, nous ne cherchons que l'immuable vérité du salut... Nous avons confiance que le reste – et d'abord le miracle de tenir au jour le jour – nous sera donné par surcroît.

L'œuvre du Père dans la Congrégation, menée en accord avec mère Hélène Jamet, fut d'abord un travail de formation auprès des Sœurs et tout particulièrement des novices. Il le réalisait par les cours qu'il dispensait au noviciat, avec le souci de former des intelligences vivantes nourries de vie intérieure. Ses cours ne présentaient pas vraiment de fil conducteur. Ils étaient oraux et le Père s'était fixé comme but de faire juger selon la vérité. Aussi aborda-t-il tous les sujets : religieux, lit-

téraires, artistiques, moraux, et même ceux qui touchaient à l'actualité.

Les Sœurs qui reçurent son enseignement évoquent les phrases que, chaque semaine, il livrait de mémoire, à [leur] méditation ou à [leur] réflexion, avant de commencer son cours.

Elles disent ne pas résister

au plaisir d'en livrer certaines pour qui veut bien les lire, car elles sont très révélatrices d'un aspect du Père : « Vivre dangereusement, c'est un pléonasme, on n'est hors de danger que dans la mort. » (Maritain) « Un des signes de la contemplation dominicaine, c'est la pauvreté dans l'action. » « Nulle âme n'est trop pauvre pour le baiser rédempteur. » (Thibon) « Nulle chose au monde n'est aussi suspecte que l'amour. » (Sainte Angèle de Foligno)

Elles se souviennent du Père entrant

au cours Saint-Thomas-d'Aquin, un jour de 1952 ou 1953, dans la salle de réunion du noviciat, la chape sur le dos, le capuce sur la tête, une grosse valise à moitié ouverte sous le bras dont il sortit successivement sur la table une paire de galoches, la *Somme* de saint Thomas et je ne sais plus quel livre de Maritain ou du cardinal Journet...

Leurs souvenirs parlent encore du déroulement original des cours :

Chaque semaine, le cours commençait ou s'achevait par une phrase lapidaire qu'il nous communiquait, puisée dans ses dernières lectures, et dont il donnait toujours la référence :

« Es-tu capable de souffrir sans révolte ? Jouis sans remords. » (Thibon, *L'Échelle de Jacob*)

« Tout se dévoile à celui qui attend à la condition de ne pas refuser dans les ténèbres ce qu'il a une fois entrevu dans la lumière. » (C. Patmore)

« Le spirituel est lié au temporel et a une force militaire. » (Péguy, *L'Argent*)⁹⁵

95 - Témoignage de mère Anne-Marie Simoulin, avril 1995.

La formation intellectuelle que le Père voulait donner aux jeunes Sœurs allait de pair dans son esprit avec une formation exigeante de la conscience : il insistait sur la nécessité de ne pas paraître ce que l'on n'est pas, sur la fidélité à ses origines. Deux documents destinés aux supérieures chargées des novices manifestent ce souci :

Que faire pendant la préparation à cette vie [de dominicaines enseignantes] ? Apprendre à prier ; demander cette grâce et s'appliquer à la prière ; apprendre la charité fraternelle : voir ses Sœurs à ce niveau d'une équipe de consacrées en vue d'une œuvre. Connaître les Mystères (c'est ici qu'apparaît un des caractères majeurs de votre rattachement à l'*Ordo doctorum*). Connaître les « spirituels ». Savoir la signification des moyens qui sont ceux du cloître : régularité, cloche, silence, solitude ; comprendre leur signification profonde de façon que vous les transposiez dès que vous serez dans la mêlée. Se connaître avec humilité pour se traiter avec clémence et douceur⁹⁶ (famille, ancêtres, éducation, milieu) de façon que dans l'action, il vous devienne plus facile de ne pas vous guider par des réflexes de classe ou de race, jamais sérieusement révisés. Bref, une préparation authentique⁹⁷.

Après des Sœurs de la Congrégation, le Père poursuivait son œuvre dans le même sens. Son action était moins directe cependant ; elle passait par l'entremise de la mère générale et de son gouvernement. Selon le mot d'un de ses dirigés, le Père avait une « âme de conquérant ». Exigeant pour lui, il l'était pour les autres, et sa nature tout d'une pièce refusait les compromissions. Ce naturel fougueux n'allait pas sans maladresses, interprétées parfois un peu lourdement alors que le souci du Père était celui de la sanctification de ceux auxquels il s'adressait. D'où, de

96 - Le Père citait souvent la phrase de Bernanos extraite du *Journal d'un curé de campagne* : « Il est plus facile que l'on croit de se haïr. La grâce est de s'oublier. Mais si tout orgueil était mort en nous, la grâce des grâces serait de s'aimer humblement soi-même comme n'importe lequel des membres souffrants de Jésus-Christ. » Librairie Plon, 1974, p. 311.

97 - Petit mémoire pour les novices simples, 13 juillet 1950.

sa part, des jugements souvent péremptoires et sans appel, du moins dans l'absolu, car les cas concrets émouvaient son cœur de prêtre.

Il faut lire la lettre que lui écrivit Jacques Vier, à la suite d'un de ses articles sur l'écrivain catholique, pour se rendre compte de la vigueur de ses propos, même sur un sujet de cet ordre. Jacques Vier salue « la clarté parfaite » avec laquelle le Père a posé « le problème tant de fois ressassé de l'écrivain chrétien ». Puis il se réjouit d'avoir lu sous sa plume « une solution » qui soit « vraiment une solution et non pas une échappatoire ».

Car enfin, s'exclame-t-il, mon Révérend Père, le problème est résolu, dès les premières lignes de votre article, et par votre impatience même : « Il est tout de même grotesque, dites-vous, de prétendre que c'est avec de bonnes intentions que l'on fait de la mauvaise littérature (...) ; je ne vois pas, n'en déplaise à l'auteur sinistre de *Corydon*, pourquoi les mauvaises intentions seraient un gage assuré de bonne littérature ! Avec de bonnes intentions, vous ferez de la bonne littérature si vous êtes doué et si l'intention a pénétré au cœur même de votre don d'écrivain. Il en va de même dans la peinture, et Fra Angelico en demeure la preuve irréfutable... »

Sur les personnes elles-mêmes, les avis du Père étaient clairs, sans précautions oratoires. S'il pourfendait les ennemis de l'Église avec vigueur – « Les misérables, les imposteurs, ils ne croient ni à la grâce, ni à la loi⁹⁸ ! » – le Père savait être aussi exigeant avec ses « fidèles » :

Il y aurait pour vos Sœurs à prier mieux en disant les psaumes, et par ce moyen⁹⁹.

Sanctificetur nomen tuum, c'est-à-dire ne pas passer, même de l'épaisseur d'un cheveu, à côté de ce que la grâce demande¹⁰⁰...

98 - Lettres à mère Anne-Marie, lettre du 14 novembre 1968, à propos d'une note pastorale de Lourdes affirmant que, lorsque la pratique de la loi est trop difficile, il n'y a point péché à l'enfreindre, ni donc de confession nécessaire.

99 - Lettres à mère Anne-Marie, lettre du 28 octobre 1969.

100 - *Ibid.*, lettre du 21 décembre 1970.

Le Père ne pouvait comprendre la médiocrité.

Son apostolat auprès des élèves fut restreint. Il ne fut jamais leur confesseur, mais ses sermons ou ses lettres éclairèrent un certain nombre d'entre elles. Indirectement, il œuvrait pour elles, en conseillant les Sœurs et en les formant à leur rôle de dominicaines enseignantes. Il évoquait tantôt l'enseignement et la pédagogie :

Vous savez mon insistance sur le peu de devoirs à donner - l'exigence de devoirs composés, non « jetés » - l'exclusion du *franglais* (néologisme et syntaxe), l'importance de la récitation, le primat de l'explication (et d'abord de la lecture par les élèves) de quelques grands textes. L'urgence de maintenir Trente et Vatican I et leurs anathèmes¹⁰¹.

Tantôt, le Père descendait jusqu'à des considérations très concrètes :

Vous ne redirez jamais assez aux meilleures de vos grandes élèves que la pitié qui est si noble et si naturelle, et si ouverte sur la grâce, doit rester sans mélange ; par pitié on peut se faire missionnaire, Sœur de la charité, Sœur enseignante, que sais-je ? Mais jamais on ne doit se marier par pitié : cette pitié mêlée d'autre chose tourne vite au poison¹⁰².

Les Sœurs lui confièrent parfois la rédaction d'une lettre aux élèves à la veille des grandes vacances. Ainsi en juin 1954, il s'adressait à elles en ces termes :

Je vous poserai simplement deux questions :

Premièrement, et sachant qu'évidemment même en vacances, vous êtes responsables d'être des jeunes filles chrétiennes - *Tu es christiana in æternum* ! - je vous poserai la question suivante : Jeune fille chrétienne, qu'est-ce à dire ? Est-ce qu'il suffit de prier pour être une jeune fille chrétienne ?

Ensuite, puisque la vie chrétienne suppose l'obéissance aux lois de Dieu, est-il triste d'être fidèles à Jésus-Christ ? Ou, en

101 - *Ibid.*, lettre du 14 février 1968.

102 - *Ibid.*, lettre du 25 juillet 1970.

d'autres termes, le mal présente-t-il un intérêt ? Peut-il venir un jour où il n'en présente plus ?

Et sa lettre répondait aux questions par des exemples précis. Mais en somme, peu de documents nous sont parvenus sur les liens qui ont pu exister entre le Père et les élèves, et les anciennes, interrogées sur cette période, ne se souviennent que peu ou pas du dominicain.

Les aspérités de cette personnalité extrêmement variée et peu commune furent relevées par les opposantes à la réforme des constitutions. Elles constituent le fond des doléances portées au jugement du Saint-Siège. Alors que mère Marie-Paule Bruzaud se contentait de relever « des jugements hâtifs et sans charité » pour lesquels les mises au point qui eussent été nécessaires furent rendues difficiles par l'entente entre le père Calmel et mère Hélène, et alors qu'elle soulignait l'unanimité de toute la Congrégation autour de la nécessité des réformes et de leur bien-fondé, les quinze « opposantes » qui réclamèrent une visite canonique condamnaient « un dénigrement perpétuel et systématique, un mépris habituel », un jugement de courte vue et réduit à des considérations de détails : « pour pratiquer la pauvreté, selon lui, il faudrait que toutes nos maisons soient peintes à la chaux », disaient-elles par exemple.

Un passage néanmoins peut retenir l'attention de l'historien qui consulte ce dossier : c'est un extrait de lettre de sœur Saint-Yves Fourcade.

Nos difficultés vraies ne sont pas d'ordre juridique - nous ne sommes pas des canonistes ! D'ailleurs, ces difficultés-là n'ont jamais existé pour nous qu'en raison de l'esprit dont elles témoignaient, et actuellement tout ceci est remis au point. Elles ne viennent pas non plus du contenu des nouvelles constitutions. Dans l'ensemble, elles codifient ce que nous faisons depuis longtemps. Nos difficultés viennent de ces trois ans de dénigrement perpétuel et systématique. Par lui, s'est créé au sein de la Congrégation un climat de méfiance et de désunion.

Tel fut donc le fond de la querelle qui aboutit à une visite apostolique en 1954¹⁰³.

103 - La consultation de sources privées, non accessibles au public, a permis au père Jean-Dominique Fabre d'arriver à une conclusion identique quoiqu'il y ajoute le désir qu'auraient eu les pères dominicains de la province de Toulouse d'écarter le père Calmel dont les idées trop conservatrices et traditionnelles déplaisaient. Il note en effet : « Il est probable que les difficultés étaient augmentées par la simplicité du père Calmel, toujours très ingénu dans ses relations avec ses frères. Il disait ce qu'il pensait avec ouverture et confiance, croyant un peu trop facilement à la réciprocité de ses sentiments, et il laissait parfois s'échapper des brusqueries qui pouvaient froisser les personnes délicates. » *Le Père Roger-Thomas Calmel, op. cit.*, p. 186-187.

LES RÉSULTATS DE LA VISITE APOSTOLIQUE

LE mandat de mère Hélène Jamet expirait le 17 juillet 1954. Elle avait donc commencé à organiser les préparatifs du futur chapitre général qui devait procéder à l'élection d'une nouvelle supérieure. Or le dossier d'accusation était parvenu à Rome dans le secret le plus complet. À l'étonnement de la mère générale, une lettre de la Sacrée Congrégation des religieux lui annonça, à la veille des vacances scolaires de l'année 1954, que le chapitre général était ajourné et qu'une visite apostolique allait être organisée dans la Congrégation. La surprise fut totale, non seulement pour mère Hélène mais aussi pour les assistantes et pour la plupart des Sœurs de la Congrégation. Dans une lettre postérieure adressée à mère Anne-Marie Simoulin, mère Hélène évoquera de façon très sobre d'autres événements en les qualifiant de « presque aussi douloureux que ceux de Pentecôte 1954 », date de l'annonce de la visite apostolique qui rendait publique la réalisation antérieure d'un dossier d'accusation.

Le père Paul Philippe, auquel fut confiée la charge de visiteur apostolique, s'attendait à la surprise douloureuse que la décision romaine allait provoquer :

La nouvelle de la suspension du chapitre général, à quelques jours de son ouverture, a dû vous remplir d'étonnement et d'inquiétude, car elle n'était accompagnée d'aucun motif...

écrivait-il le 21 mai 1954, depuis l'Angelicum, à Rome. Avant de donner les modalités de la visite apostolique, il tentait dans cette même lettre de rassurer les Sœurs :

Je sais, par une expérience déjà assez longue de cette charge, combien l'annonce de l'arrivée d'un visiteur apostolique est appréhendée et suscite d'émotion dans une Congrégation. Je voudrais que cette lettre dissipe, en partie du moins, cette crainte bien compréhensible. Soyez sûres, en effet, mes révérendes Mères et chères Sœurs, que j'accomplirai ma mission en esprit fraternel : nous appartenons tous à la même famille, celle de notre très doux père saint Dominique.

Le but de la visite apostolique était très précis et très délimité :

Le décret de ma nomination ne m'assigne qu'une mission : informer le Saint-Siège de la situation que j'aurai observée. Je n'ai donc à prendre aucune décision concernant votre chère Congrégation : mon devoir est tout simplement d'être un observateur aussi objectif que possible. Je suis sûr que vous m'y aiderez en me faisant connaître votre Congrégation telle qu'elle est et telle qu'elle doit être, sa mission dans l'Église, ses réalisations, ses difficultés internes.

Et plus loin le père Philippe précisait :

Je voudrais que le Saint-Nom-de-Jésus retire [de cette visite] de grands fruits, ceux-là mêmes que le Saint-Siège souhaite pour votre famille religieuse. Il ne faut pas regarder une visite apostolique comme l'intromission des organismes du Saint-Siège dans les affaires d'une Congrégation, mais bien comme une marque de la sollicitude maternelle de l'Église : c'est une aide positive qui vous est envoyée pour vous permettre de réaliser avec plus d'efficacité votre idéal religieux et enseignant dans la paix et l'union.

La visite apostolique se déroula au long des mois de juin et de juillet 1954. Les premières conclusions tirées par le visiteur, avant même la fin de la visite, lui permirent de prolonger le mandat de la supérieure générale et de ses assistantes qui aurait dû expirer canoniquement le 17 juillet 1954. Le 22 juillet 1954, une circulaire de mère Marie-Angélique Lescouzère en tenait la Congrégation informée ; elle annonçait la prolongation de ce

mandat « jusqu'à ce que soit possible le chapitre général de la Congrégation. » Cette lettre prenait soin de relever le caractère canonique d'une telle décision :

Le père Paul Philippe, usant des pouvoirs à lui accordés, a – à l'issue de sa visite canonique – maintenu en charge notre mère générale et les assistantes générales.

Il est possible de voir dans cette précision une réponse, même partielle, à l'un des griefs du dossier d'accusation qui reprochait au gouvernement de la Congrégation d'avoir agi dans les années précédentes de façon non canonique.

Quelles furent les conclusions de la visite apostolique ? Deux lettres les communiquèrent à la Congrégation : la première, datée du 7 octobre 1954, du visiteur apostolique, la seconde, le 5 novembre de la même année, du nouvel assistant de la Congrégation : le père Marie-Joseph Nicolas, o. p.

La lettre du père Paul Philippe énumérait et développait cinq décisions prises par la Sacrée Congrégation des religieux au sujet du Saint-Nom-de-Jésus :

- Un assistant religieux était nommé pour la Congrégation en la personne du père Marie-Joseph Nicolas.
- Cet assistant était chargé de l'exécution des autres décisions prises par la Sacrée Congrégation des religieux.

- Il était précisé que

les observances et les rubriques qui sont considérées comme une condition essentielle de l'affiliation à l'Ordre des congrégations dominicaines du Tiers-Ordre régulier et qui avaient été supprimées ou modifiées au cours de ces dernières années devraient être remises en vigueur dans la mesure et dans les délais fixés par l'assistant religieux.

- Une clause particulière, dont le but était « la paix et l'union de la Congrégation », stipulait que

aucun Père ne s'occuperait de la formation et de l'instruction des Sœurs que dans les limites fixées et contrôlées par l'assistant religieux.

- Enfin, la Sacrée Congrégation des religieux maintenait en charge le gouvernement général actuel de la Congrégation jusqu'à ce que l'assistant religieux juge opportun de faire tenir le chapitre général.

Les conclusions de la visite apostolique répondaient manifestement aux différents griefs mis en avant par le dossier d'accusation. On se souvient que les Sœurs signataires avaient relevé :

- le manque de cadre canonique lié à la réforme des constitutions ;
- la rupture avec les observances et coutumes traditionnelles, non seulement dans la Congrégation mais encore dans l'Ordre dominicain tout entier ;
- l'intrusion excessive du père Calmel dans le gouvernement de la Congrégation ;
- la personnalité de la supérieure générale et les lacunes de son mode de gouvernement ;
- la désunion suscitée par les nouvelles constitutions dans l'institut.

Par le simple fait de la prolongation du mandat de la supérieure générale et de ses assistantes, le visiteur apostolique considérait comme nulles les accusations portées contre mère Hélène. Une lettre, postérieure de quelques jours aux décisions de la Sacrée Congrégation des religieux, écrite par le tout nouvel assistant religieux de la Congrégation, rendait plus explicite encore, s'il était nécessaire, cette conclusion du visiteur apostolique :

Vous avez toutes compris que Rome a voulu marquer par cette prolongation des pouvoirs de la mère générale toute la confiance que lui gardait l'autorité la plus haute de l'Église au terme de cette visite apostolique.

Les décisions romaines ne revenaient pas non plus sur l'approbation des constitutions de 1953, rejetant également de ce fait la suspicion d'illégalité. Si les conclusions de la visite apos-

tolique envisageaient de réintroduire certaines observances supprimées par les nouvelles constitutions, elle gardait à ces dernières leur force de loi : le père Nicolas précisait que les obligations impérées par la visite apostolique n'avaient pas « une autorité moindre que celle des constitutions elles-mêmes puisqu'elles [venaient] du Saint-Siège, auquel le vœu d'obéissance [liait les Sœurs] ». Elles étaient simplement « revêtues d'une autre forme ». Et plus loin il ajoutait :

Il serait regrettable que cela rejaillît sur la manière d'interpréter les constitutions. Tout ce que celles-ci prévoient doit continuer à être pratiqué aussi fidèlement et généralement que possible.

De telles expressions présentent un double intérêt : sous la plume de l'assistant religieux, elles rappellent que Rome n'est pas revenue sur sa décision au sujet des constitutions de 1953. Par ailleurs, il n'est certainement pas outré d'y lire l'anxiété du Père, craignant de la part de la majorité des Sœurs, non pas le désaveu de leurs nouvelles constitutions, mais bien plutôt des réticences à l'égard de la remise en vigueur d'observances que ces constitutions venaient de supprimer. Le père Nicolas parle même à ce sujet du

sacrifice, petit en lui-même mais sensible, que va représenter pour vous la reprise d'observances qui, à la grande majorité d'entre vous, ne paraissent pas nécessaires à une vie de dominicaine enseignante.

Cette remarque est intéressante : elle rappelle que l'unanimité autour de la réforme des constitutions avait été presque totale.

Quelles étaient ces observances, supprimées par les constitutions de 1953 et réintroduites par la Sacrée Congrégation des religieux ?

Elles sont au nombre de neuf :

1) La mention de la règle de saint Augustin devait être rétablie dans la formule de la profession, selon une coutume par-

tout pratiquée dans l'Ordre, et qui remontait au temps même de saint Dominique.

La lettre du père Paul Philippe, d'octobre 1954, donne à ce sujet une précision. Il raconte qu'avant de faire son rapport à la Sacrée Congrégation des religieux, il avait voulu s'assurer de la pensée du révérendissime père général de l'Ordre. C'était le 25 juin, cinq jours avant la mort du père Suarez. Aussi le visiteur considérait-il la réponse qu'il avait obtenue comme une sorte de testament spirituel du maître général, l'exposé de ses dernières volontés. Le père Philippe lui avait présenté les différentes modifications apportées aux observances et avait fait ressortir, selon ses propres mots,

la ferveur de la vie religieuse et l'authentique esprit dominicain qui anim[ait les Sœurs].

Le maître général avait alors répondu très lentement, et avec une douceur dont le père Philippe assurait qu'il ne l'oublierait jamais :

Oui, Père, je n'en doute pas ; mais si elles veulent être dominicaines, elles doivent se conformer aux observances des rubriques pratiquées par nos cinquante mille Sœurs. Je serais obligé de retirer l'affiliation à l'Ordre à une Congrégation qui refuserait, par exemple, de professer la règle de saint Augustin.

2) On se souvient que les nouvelles constitutions avaient allégé la récitation de l'office divin en la limitant au chant des grandes heures. La Sacrée Congrégation des religieux demandait que les petites heures soient de nouveau récitées, sauf pendant l'année scolaire. Elle insistait pour que

les rubriques soient parfaitement observées selon le rit dominicain (alternance d'assis et debout pour les deux côtés du chœur, *Pater* et *Credo* au début et à la fin des offices, port de la chape au chœur entre la Toussaint et Pâques, sauf indication contraire de la prieure locale pour raison de commodité matérielle, solennisations, par le chant, des complies et de

la messe, à l'occasion des fêtes, des dimanches, des circonstances convenables).

3) La visite apostolique rétablissait les prières prévues par les rubriques dominicaines pour les repas, à la réserve de la substitution du *Laudate* au *Miserere*.

4) Il était également demandé d'ajouter aux suffrages prévus par les constitutions une partie des coutumes anciennes à savoir: l'office des morts, mais réduit à un nocturne (ou aux laudes) à l'occasion des quatre anniversaires des défunts, ou si une religieuse de la maison (ou la mère générale de la Congrégation) venait à mourir. Pour toute religieuse de la Congrégation qui viendrait à mourir, il était précisé que les Sœurs devaient réciter individuellement une fois soit le rosaire, soit les psaumes de la pénitence.

5) La Sacrée Congrégation des religieux rétablissait la coutume de la *venia*¹⁰⁴,

là où il n'y aura pas de risque habituel d'être vues par enfants ou laïcs, c'est-à-dire pratiquement à l'intérieur du noviciat et au chapitre.

6) Le cérémonial de la prise d'habit et des professions redevenait conforme au texte de 1931,

moyennant la suppression des parties facultatives, selon l'esprit de simplification qui l'a inspiré, et en ajoutant les quelques mots qui marquent le but spécial de la Congrégation.

7) Le texte des constitutions sur le silence et sur la clôture était explicitement évoqué. Il était rappelé qu'il fallait l'entendre et le pratiquer selon la lettre qui était suffisamment claire dans l'article 147. Au sujet du silence en cellule, exposé dans l'article 150, la Sacrée Congrégation des religieux précisait qu'il fallait entendre les mots « normalement » et « s'entretenir »

dans le sens le plus strict, conformément à l'article 155.

¹⁰⁴ - *Venia*: cf. note 45 p. 70.

8) Une précision gardait aux supérieures l'autorisation de décaucher les lettres et la faculté de demander qu'elles soient remises ouvertes.

9) Enfin, la visite apostolique demandait à toutes les religieuses de mettre en pratique le texte des nouvelles constitutions sur l'habit religieux à porter en toute occasion, sans autre exception que celle prévue à l'article 12 : c'est-à-dire une raison grave dont la mère générale est juge.

En définitive, les conclusions de la visite apostolique rétablissaient une observance canonique : celle de la profession selon la règle de saint Augustin ; deux observances liturgiques et spirituelles (le chant choral des petites heures en période de vacances, et les prières en faveur des défunts) ; deux observances ascétiques (la pratique de la *venia*, modulée en fonction de la présence de personnes extérieures à la communauté, et l'autorité des supérieures sur le courrier).

C'était bien peu au regard des modifications plus profondes mises en œuvre par la totalité des nouvelles constitutions. L'évocation de l'ascèse du silence apportait des précisions pour bien entendre le texte des constitutions. Quant aux prescriptions sur l'habit religieux, elles n'étaient pas en opposition avec ce dernier. Au contraire, dans leur prolongement, elles mettaient un terme aux mesures conciliantes qui avaient laissé la liberté de reprendre ou non l'habit religieux, après les décrets de 1941 qui autorisaient à nouveau son port en France malgré les lois de 1905.

Malgré cela, de telles décisions, si peu de temps après la promulgation des constitutions de 1953, pouvaient être interprétées comme un désaveu du décret laudatif dont elles venaient d'être l'objet. Le père Paul Philippe avait tenté de donner une explication satisfaisante :

Il reste un point très délicat sur lequel je crois de mon devoir de m'exprimer avec la plus entière franchise, avait-il écrit. Je

craindrais, en le passant sous silence, que la conscience de plusieurs d'entre vous n'en soit profondément troublée dans sa confiance à l'égard du Saint-Siège. Plusieurs des modifications ou suppressions dans vos observances ont été introduites dans vos nouvelles constitutions et ont reçu la sanction de Rome avec l'approbation de celles-ci. Or, le rétablissement de certains de ces points, par exemple la profession de la règle de saint Augustin et la récitation chorale des petites heures, ont été considérées par le révérendissime père général comme une condition *sine qua non* de votre affiliation à l'Ordre. Aussi la Sacrée Congrégation des religieux a-t-elle pris en considération cette requête du révérendissime père Suarez et a-t-elle approuvé ma proposition de rétablir ces points jugés essentiels, sans attendre une rectification du texte des constitutions, qui viendra plus tard, après expérience. Je crois donc qu'au lieu de se troubler devant un changement aussi récent, il faut savoir apprécier la sagesse de l'Église qui ne craint pas de rectifier un texte qu'elle venait d'approuver, quand elle voit maintenant un plus grand bien à ce retour à une tradition établie.

Cette explication rattache donc le retour des observances évoquées, non à la suppression d'une faute canonique, encore moins à un manquement aux exigences de la vie religieuse, mais à une décision expresse du maître général des dominicains.

Le point le plus litigieux restait celui des rapports du père Calmel avec la Congrégation. À lire tous les documents officiels qui retracent cette période, il est impossible de ne pas voir à quel point le débat était à la fois brûlant, complexe, et difficile à trancher. La conclusion de la visite apostolique restait évasive à ce sujet, laissant à l'assistant religieux la charge d'appliquer dans le détail ce qu'elle énonçait de façon très générale :

Pour la paix et l'union de la Congrégation, aucun Père ne s'occupera de la formation et de l'instruction des Sœurs que dans les limites fixées et contrôlées par l'assistant religieux.

La suite du texte rédigé par le père Paul Philippe ne permettait pas de douter des personnes concernées :

Dans mon rapport à la Sacrée Congrégation des religieux, précisait-il, j'ai tenu à rendre hommage à la sûreté de l'enseignement

théologique et philosophique qui a été donné, depuis quelques années, dans la Congrégation. Mais j'ai jugé nécessaire de demander que le choix des Pères et la distribution des matières soient désormais placés sous la haute direction de l'assistant religieux. La Sacrée Congrégation des religieux a ratifié cette proposition.

L'hommage manifeste au travail du père Calmel était voilé d'une réserve, réelle mais non explicite.

Le 5 novembre 1954, alors qu'il avait achevé de préciser les modalités d'application des conclusions de la visite apostolique, le père Marie-Joseph Nicolas abordait ce sujet délicat, sans cacher son embarras :

Je voudrais terminer par là cette communication. Mais je suis obligé de donner un complément à la lettre du père Philippe où vous étaient exposées les conclusions de la visite. Vous avez pu y voir que j'avais la responsabilité de désigner et de contrôler les Pères qui s'occuperaient de vous. Je ne vous cacherais pas que mon intention était de continuer à faire confiance au père Calmel pour ses cours de formation religieuse et spirituelle qui avaient été expressément approuvés par le père visiteur. Mais la Sacrée Congrégation en a jugé autrement : elle trouve plus sage d'interrompre maintenant son ministère auprès de vous. Je ne vois pas d'autres moyens de vous expliquer cette mesure qui me fait personnellement beaucoup de peine et qui sera vivement ressentie par le plus grand nombre d'entre vous qu'en vous citant intégralement, selon la permission que j'en ai obtenue, la lettre que j'ai reçue du père Larraona, secrétaire général de la Congrégation des religieux :

« Mon Très Révérend Père,

Cette Sacrée Congrégation a apprécié le dévouement avec lequel vous avez accepté de devenir l'assistant religieux des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus et elle compte sur vous pour aider cet institut à mener sa vie religieuse et apostolique dans la ferveur et la paix. Vous avez demandé à ce saint dicastère si le révérend père Calmel o. p. pourrait garder, sous votre contrôle, quelque ministère dans cette Congrégation. Sans méconnaître les grands services qu'il a rendus par son enseignement théologique et spirituel ainsi que par

la ferveur apostolique et religieuse qu'il a entretenue dans les âmes, à la suite de la visite apostolique de juin dernier, il semble préférable pour la paix de la Congrégation que son rôle pas assez limité prenne fin. Par cette mesure, la Sacrée Congrégation n'entend pas approuver toutes les plaintes qui avaient provoqué la visite canonique et dont la plupart se sont révélées non fondées. Veuillez agréer, mon Révérend Père, l'expression de mes sentiments dévoués.

P. Larraona.»

Quand Rome parle, continuait le père Nicolas, c'est le silence et l'obéissance, dans la foi et dans la paix, qui conviennent. Le père Calmel vous en donnera l'exemple, comme plusieurs de ses frères l'ont fait il y a peu de temps, dans de bien graves et bien douloureuses circonstances. Ne majorons pas non plus les intentions de Rome, ne voyons pas le blâme là où elle a voulu expressément louer. Ne voyons surtout pas un changement dans l'orientation donnée à la Congrégation par la mère générale, avec l'aide doctrinale du père Calmel. Les seuls changements demandés sont ceux qui ont été explicitement mentionnés. Quant au reste, j'estime que vous êtes dans la ligne de l'Église, et cela doit puissamment vous encourager. Je sens d'avance une tristesse menacer la Congrégation. Chassez-la, faites confiance à Dieu. Il sera avec vous si vous savez vaincre toute espèce de ressentiment.

De fait, cette décision fut ressentie très douloureusement par un grand nombre de Sœurs de la Congrégation, et très particulièrement par mère Hélène Jamet.

Néanmoins, sitôt reçues les explications du père Nicolas, le père Calmel s'éloigna de la Congrégation, après avoir écrit, sur le tableau, à l'issue du dernier cours qu'il donna aux novices de Montréjeau et qu'il intitula « cours d'au-revoir », ces mots tirés des psaumes :

Donec transeat iniquitas... En attendant que l'injustice prenne fin... (Ps.)

Frustra jacitur rete ante pedes pennatorum... C'est en vain que l'on tend des filets devant les pieds de ceux qui ont des ailes... (Prov.)

La souffrance du Père et de mère Hélène dans cette situation fut enchâssée immédiatement dans une grandeur d'âme douloureuse mais sereine. Le père Calmel enjoignit aux Sœurs de ne pas chercher à venger l'injustice, mais de tendre à la sainteté dans la fidélité à l'article 291 des constitutions : « fermes dans la foi et l'amour des enfants ».

Malgré la sanction disciplinaire, en effet, les constitutions demeuraient la norme de sainteté des Sœurs, et en cela résidait la victoire du père Calmel et de mère Hélène. La sévérité de l'Église n'atteignait que des comportements de personne, sans d'ailleurs jamais préciser avec exactitude la nature des reproches mais en faisant prévaloir « le bien de la paix » dans la Congrégation et l'union des membres. Son jugement élogieux à l'égard des nouvelles constitutions gardait en revanche toute sa netteté, réduisant à rien les accusations de fond et même de forme canonique dont celles qui les avaient formulées s'étaient d'ailleurs déjà dédités.

Appuyées sur la certitude d'être dans la ligne exacte de la tradition de leur institut et encouragées par le verdict de l'Église, les Sœurs auraient dû, malgré la cicatrice laissée par les événements récents, commencer à écrire une page sereine de leur histoire. Il en fut autrement pourtant...

2^e PARTIE

1954-1971:

LA CONGRÉGATION

DANS LA TOURMENTE CONCILIAIRE

Introduction

ÉCRIRE l'histoire de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de 1954 à 1971 revient à suivre, durant cette époque, les évolutions, les changements qui ont marqué l'Église et la société, et leurs retentissements dans la vie religieuse apostolique.

Les documents historiques, conservés tant dans les archives privées de la Congrégation que dans les archives officielles de l'Église, évoquent l'effervescence d'une période soulevée par un immense enthousiasme chez les uns, une inquiétude peu à peu transformée en stupeur chez les autres.

L'histoire des congrégations religieuses de femmes, au cours de cette vingtaine d'années, fut en effet marquée par quelques événements qui modifièrent la conception traditionnelle de la vie religieuse : le 28 octobre 1965, le décret *Perfectæ Caritatis* du concile Vatican II était publié dans le but de promouvoir une « rénovation et une adaptation de la vie religieuse ». Après avoir défini les principes généraux de cette tâche immense, le décret tirait la conclusion suivante :

Il faut donc réviser convenablement les constitutions, les directoires, les coutumiers et autres recueils du même genre, supprimant ce qui est désuet et se conformant aux documents du concile.

Le 6 août 1966, le motu proprio *Ecclesie Sanctæ* de Paul VI donnait des directives plus détaillées :

- Le rôle principal dans la rénovation et l'adaptation de la vie religieuse appartient aux instituts eux-mêmes, agissant principalement par les chapitres généraux.
- Pour entreprendre dans chaque institut cette rénovation adaptée, un chapitre général spécial, ordinaire ou extraordinaire, se réunira dans les deux ou, au plus, trois années à venir.
- Ce chapitre général a le pouvoir de modifier, à titre d'expérience, certaines prescriptions des constitutions, pourvu que soient respectés la fin, la nature et le caractère de l'institut.

Le pape ajoutait en conclusion de son motu proprio le souhait particulier que cette œuvre de rénovation commence sans tarder dans tous les instituts. Néanmoins, conscient de la difficulté de la tâche, il avait ajouté des recommandations de prudence, conseillant aux religieuses de procéder par expériences. Par la suite, l'habitude fut prise d'appeler ce temps : période d'expérimentation. Le terme se retrouve même dans les documents du Siège Apostolique. « Le terme était probablement mal choisi, pouvant prêter à équivoque », écrit à ce sujet le père jésuite Dortel-Claudot qui fut chargé d'aider les congrégations religieuses féminines dans ce travail de rénovation.

De fait, des instituts crurent, sans doute de bonne foi, que leur était accordée, avec la bénédiction de l'Église, une sorte de « Mardi gras » de plusieurs années où l'on pouvait tout se permettre¹.

Ce fut l'*aggiornamento*.

La Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus était-elle concernée par ces directives ? En 1954, la Congrégation venait d'achever la réforme de ses propres constitutions, selon le vœu qu'avait formulé le pape Pie XII. D'une certaine manière, elle avait déjà opéré son *aggiornamento*. La date relativement tardive du décret par rapport à la refonte de ses constitutions achevée en 1953 pourrait laisser croire qu'elle n'avait plus à s'en préoccu-

1 - Michel Dortel-Claudot, s.j., *La vie religieuse apostolique depuis Vatican II, un témoignage*, Médiasèvres, Cahiers de vie religieuse, n° 131, 2005, p. 12.

per. Mais en réalité, le décret fut l'aboutissement et comme la mise en forme légale d'une volonté de changement qui soulevait l'Église depuis bien des années déjà et qui prenait, dans les dernières années du pontificat du pape Pie XII, une orientation nouvelle. Aussi, à cause même de cette nouvelle orientation, la question dut-elle être posée sous un angle particulier.

De 1954 à 1967, les deux supérieures générales qui dirigèrent la Congrégation furent confrontées à une question originale : la réforme à peine achevée avait-elle besoin d'être réformée ?

Il semble que le Saint-Nom-de-Jésus ait été l'une des rares Congrégations à devoir se poser cette question : peu d'instituts – aucun à notre connaissance – répondirent aussi rapidement qu'elle à l'invitation du pape Pie XII, lors du congrès des religieux à Rome en 1950. Ce premier congrès des états de perfection avait attiré l'attention des instituts religieux sur la nécessité d'une adaptation des coutumes aux conditions de vie nouvelles liées aux transformations de la société. Le travail accompli par mère Hélène et le père Calmel était-il suffisant ? Les volontés de l'Église, manifestées par les documents pontificaux, avaient-elles été comprises et appliquées ?

C'est donc d'abord à la lumière du décret *Perfectæ Caritatis* déjà cité, reflet des directives pontificales, que doivent être étudiés les deux généralats de mère Marie-Angélique Lescouzère (1954-1961) et de mère Marie-Rose Tassy (1961-1967). Pour le mandat de mère Marie-Angélique, il faudra se demander si l'application de la réforme de 1953 qu'elle tâcha de promouvoir était bien une anticipation du décret ; pour celui de mère Marie-Rose, si la Congrégation refléta bien alors l'évolution générale des instituts religieux féminins réformés par ce décret.

LE DÉCRET *PERFECTÆ CARITATIS*

Le décret *Perfectæ Caritatis* avait été rédigé dans le but de promouvoir une « rénovation et une adaptation de la vie religieuse ». L'ensemble du texte offre d'abord une présentation générale de celle-ci. Il en rappelle le but premier dans son préambule :

La recherche de la charité parfaite apparaît comme un signe éclatant du royaume des cieux.

Cette idée était tirée de la constitution *Lumen Gentium*, extraite du concile Vatican II, sur l'Église, au chapitre 6.

Le texte du décret présente ensuite des éléments de réflexion sur les critères de rénovation et ses modalités. En de nombreux passages, il exprime une doctrine très traditionnelle :

- La séparation du religieux d'avec le monde est précisée :

Les membres de tout institut se rappelleront principalement que par la profession des conseils évangéliques, ils ont répondu à une vocation divine de sorte que, non seulement morts au péché mais encore renonçant au monde, ils ne vivent que pour Dieu seul. Ils ont en effet dédié entièrement leur vie à son service ; et ceci constitue précisément une consécration particulière qui s'enracine intimement dans la consécration du baptême et l'exprime avec plus de plénitude.

- La nécessaire union du religieux avec le Christ par les sacrements et par l'oraison est ensuite rappelée :

Qu'en toutes circonstances, ils s'appliquent à se tenir dans la vie cachée en Dieu avec le Christ... En conséquence, ils cultive-

ront avec un soin constant l'esprit d'oraison et l'oraison elle-même. (...) Ils célébreront la sainte liturgie (...) et ils alimenteront leur vie spirituelle à cette source inépuisable [de la sainte Eucharistie], restaurés ainsi à la table de la loi divine et du saint autel (...).

- De cette union au Christ découlera un apostolat fécond :
Il faut que leur activité apostolique dérive de leur union intime avec lui.

Le décret évoque ensuite la nécessité des réformes dans les instituts religieux. Il était évident que beaucoup d'instituts religieux avaient besoin de réformes et de rénovation². L'histoire du christianisme montre combien l'Église est vivante et a toujours cherché à protéger les Ordres religieux de la sclérose. En vie religieuse, le plus grand péril semble venir de l'habitude routinière qui tue les traditions les plus pieuses.

Cette pensée développée dans le décret ne rappelle-t-elle pas les intuitions du père Calmel, et certains textes du dominicain ne se présentent-ils pas comme des prémonitions de la pensée du pape ?

Au nombre des modifications suggérées par le décret, il faut noter l'appel à une meilleure formation doctrinale et spirituelle des membres. Ce désir est exprimé au paragraphe 11 :

Que les supérieurs veillent donc sérieusement à ce qu'une formation, surtout spirituelle, leur soit donnée et se poursuive ultérieurement.

Le père Calmel avait, lui aussi, formulé cette exigence. Elle se retrouve dans un grand nombre d'articles des constitutions de 1953. Elle est clairement exprimée, par exemple, à l'article 285 :

Même après les années de formation et jusqu'à leur mort, les Sœurs continueront de se livrer à une étude désintéressée, ce qui ne veut pas dire dilettante ou fantaisiste, mais qui

2 - Nous renvoyons ici au discours du pape Pie XII adressé aux supérieures majeures le 15 septembre 1952 et cité p. 31.

approfondisse leur connaissance religieuse et leur culture humaine sans la recherche d'une utilité immédiate, bien que ne perdant pas de vue leur mission auprès des jeunes filles. Les Sœurs ne manqueront pas de s'aider entre elles pour cette étude. Le travail personnel des Sœurs aidé par les réunions de la communauté doit devenir pour elles un facteur d'équilibre et d'unité de vie.

Le décret *Perfectæ Caritatis* réclame une plus grande unité entre vie religieuse et vie apostolique, afin de ne pas séparer ce qui, en soi, forme un tout. Le paragraphe 8 affirme :

C'est pourquoi toute vie religieuse doit être pénétrée d'esprit apostolique et toute l'action apostolique doit être animée par l'esprit religieux.

Cette interpénétration doit se faire dans l'oraison. De nombreux textes déjà cités ont montré à quel point ce fut aussi la réforme voulue par le Père et par mère Hélène : que les horaires, les activités religieuses, soient compatibles avec la vie enseignante – mieux, la soutiennent, la charpentent. Un autre extrait du décret, disant que

les instituts doivent donc adapter judicieusement leurs observances et usages aux nécessités de l'apostolat qui leur incombe (§ 8)

rappelle les réformes mises en œuvre dans la Congrégation : liberté d'heure pour l'oraison, office commun pour quelques heures liturgiques seulement et non pas pour toutes, conception apostolique du silence, suppression des « rituels » de chapitre des coupes comme les proclamations, et d'une façon générale, suppression de l'apparat monastique, incompatible avec une vie apostolique.

Enfin, le décret réclame la révision des coutumiers, des us un peu vieillissés : habits et pratiques trop peu en accord avec les modes de vie récents doivent être revus, ainsi que le réclame le paragraphe 3. Cet aspect des choses avait aussi été pressenti par le père Calmel qui avait recherché une plus grande simplicité dans l'organisation de la vie quotidienne.

Cependant, le texte du décret présente aussi d'autres modifications, éloignées quant à elles d'une conception traditionnelle de la vie religieuse, manifestant une rupture que la réforme du père Calmel et de mère Hélène n'avait pas envisagée.

Les deux principales nouveautés sont les suivantes :

1) L'idée qu'une rénovation efficace ne pourra passer que par la participation de tous les membres à cette réforme :

Une rénovation efficace et une juste adaptation ne peuvent s'obtenir qu'avec le concours de tous les membres

affirme le paragraphe 4. Le texte parle là d'une nouvelle conception de l'autorité qui n'a de force que dans l'unanimité des membres. Il prône des assemblées, des réunions, des fédérations, tout un ensemble d'organismes qui rappellent beaucoup la collégialité du concile, la démocratisation de l'Église. Dans une conception traditionnelle de la vie religieuse, l'avis de tous les membres n'a pas le même poids : l'autorité a un pouvoir distinct de celui des membres.

Cette nouveauté eut des conséquences. Au point de vue matériel, elle aboutit à l'élaboration de questionnaires nombreux et de fiches, à la multiplication des « assemblées de partage ». Le motu proprio *Ecclesia Sancta* avait recommandé, dans la ligne du décret *Perfecta Caritatis*, « une ample consultation des religieux » à la suite de laquelle

le conseil général dressera les résultats afin que le travail du chapitre en soit facilité et orienté. Cela pourra se faire, par exemple, par la consultation des chapitres locaux et provinciaux, la nomination de commissions, l'envoi de questionnaires, etc.

Avec le recul du temps, le père Dortel-Claudot précisait en 2005 :

Pour la première fois dans l'histoire de la vie religieuse, était organisée une libre consultation à une si vaste échelle et embrassant des questions d'une telle ampleur ! Il y eut donc bien

des maladresses dans la manière de procéder et surtout d'évaluer les résultats des consultations : c'était un peu inévitable³.

D'un point de vue plus profond, cette nouveauté eut pour conséquence de proposer à la réflexion de Sœurs qui n'en avaient jamais été troublées des débats qui pouvaient être épineux. Les avis les plus divers furent communiqués aux supérieures, parfois affrontées, selon les mots du père Dortel-Claudot,

à une base remuante et pressée de faire aboutir ses revendications⁴.

Une telle conception de l'autorité, et surtout de la participation collégiale à l'exercice de l'autorité, ne se trouve dans aucun des textes écrits par le père Calmel, ni dans les constitutions de 1953. Il est intéressant de noter que ces dernières avaient été rédigées puis proposées à titre d'expérience à la Congrégation. Les mémoires du père Dortel-Claudot évoquent une procédure bien différente où l'expérimentation devait précéder la rédaction des constitutions.

2) L'autre idée très nouvelle, en rupture avec la tradition de l'Église, fut la précipitation, l'urgence avec laquelle ces réformes furent prônées, et surtout leur caractère péremptoire. Le décret laisse entendre l'urgente nécessité de tout changer : « directoires, coutumiers, livres de prières, de cérémonies et autres recueils du même genre... » (§ 3) Aucune hiérarchie des valeurs n'est réellement évoquée, pas plus que n'apparaît la possibilité de conserver ce que le passé a transmis de bon. Par ailleurs, la rénovation proposée doit se faire « en se conformant aux documents du concile », ainsi que l'indique le décret au paragraphe 3. Or l'Église avait autrefois l'habitude d'inscrire ses réformes dans la continuité des travaux magistérielles précédents. Elle ne se limitait pas à l'expression du dernier concile. La précipitation, greffée sur une interférence d'autorité et sur un parti-pris de nouveauté en-

3 - Michel Dortel-Claudot, *op. cit.*, p. 13.

4 - *Ibid.*

tière, rendit l'application de ces directives bien difficile dans certaines Congrégations.

Enfin, il est possible de noter un grand nombre d'ambiguïtés dans ce décret. Certains passages trop peu précis laissent la porte ouverte à beaucoup de changements :

- Dès l'introduction, la vie religieuse est présentée comme « un signe éclatant du royaume de Dieu ». Vraie en tant que conséquence secondaire de la vie religieuse, cette idée ne peut présenter ni le but de la vie religieuse qui est « la gloire de Dieu, la charité parfaite par la pratique des vœux d'obéissance, de chasteté, de pauvreté », ni une définition précise.

- Une véritable rénovation des formes même extérieures de la vie religieuse ne peut être que le prolongement d'une réforme intérieure. Elle est bien évoquée par le texte, mais elle n'est nulle part définie clairement. Il eût sans doute été utile de présenter cette nécessité avec précision.

- Dans l'exposé, par ailleurs très classique, des trois vœux, se glissent souvent une ou deux exigences qui laissent deviner une revendication individualiste :

- Dans le domaine de la chasteté, le décret précise qu'« on les formera [il s'agit des religieux] de manière qu'ils assument le célibat consacré à Dieu en l'intégrant au développement de leur personnalité » (§ 12).
- La même remarque s'impose pour le vœu de pauvreté : « Que chacun d'eux, explique le texte, dans sa tâche, se sente astreint à la loi commune du travail... se procurant ainsi le nécessaire... » (§ 13) Une conception plus classique du vœu de pauvreté aurait évoqué l'abandon à la Providence.
- L'obéissance enfin semble ordonnée à l'épanouissement de la personne humaine : « Ainsi l'obéissance, loin de diminuer la dignité de la personne humaine, la conduit à maturité... » (§ 14)

Il est certain qu'un tel propos n'est pas entièrement faux ; il est même juste s'il est à sa place dans la hiérarchie des valeurs. Ainsi la vie religieuse – et principalement la pratique des vœux qui en

forme l'essence – est d'abord ordonnée à la gloire de Dieu, puis à la sanctification du religieux, enfin au témoignage extérieur. Mais il y a dans le renouveau proposé par le décret une certaine variation de fond qui oublie ce que Romano Amerio appelle « la verticalité » de la vie religieuse :

Cette variation de fond fait partie de l'évolution anthropotro-
pique qui caractérise le moment présent de l'Église,

écrit l'historien en s'appuyant sur les discours du congrès de l'Union des supérieurs généraux, tenu à Grottaferrata en mai 1981⁵. Les conclusions ultimes de cette pensée que l'historien dénonce ne sont pas présentes dans le document pontifical que nous étudions, mais la nouveauté de certaines réflexions ouvre assurément la voie à ce qui s'est d'ailleurs produit par la suite. La conception de l'autorité est modifiée. À propos des chapitres et des conseils, il est précisé que

ces organes, chacun à sa manière, expriment la participation et
l'intérêt de tous les membres au bien de toute la communau-
té (§ 14).

Enfin, une remarque d'ordre plus général peut être formulée : le désir de rénovation est présenté d'une façon peu traditionnelle. Il semble résulter d'une volonté d'adapter l'institut, sa fin et ses moyens, aux mentalités qui évoluent. Une conception plus traditionnelle aurait proposé d'adapter les mentalités modernes à l'essentiel immuable. Dans les textes de son magistère, l'Église rappelle souvent que c'est l'explication que l'on donne qu'il faut adapter pour que les observances ne soient pas imposées de l'extérieur. Quand l'essentiel est suffisamment vivant, l'accessoire peut être modifié sans crainte pour être un meilleur moyen au service de l'essentiel.

Les deux supérieures générales de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus eurent donc à confronter la réforme, déjà mise en

5 - Romano Amerio, *op. cit.*, p. 276.

place dans l'institut et confirmée par le décret laudatif du Saint-Siège, avec les exigences d'une « pastorale nationale⁶ » en faveur de l'*aggiornamento* des congrégations religieuses à la lumière du concile Vatican II.

Avant d'étudier ces deux généralats, une remarque s'impose: le décret qui vient d'être présenté ne fut promulgué qu'en 1965, soit vers la fin du second de ces deux mandats. Néanmoins, il n'est pas téméraire d'évoquer son contenu, car cette fameuse « pastorale nationale » qui s'exprima définitivement dans le texte officiel publié à cette date, avait commencé à s'exercer bien avant et avait tenté de promouvoir ces réformes dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme le montre l'étude du professeur Jean de Viguierie sur les années cinquante⁷.

Il faut donc revenir à la fin du généralat de mère Hélène Jamet pour suivre l'évolution de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus dans le contexte de cette pastorale.

6 - Par le terme « pastorale nationale » qui annonce celui de « pastorale d'ensemble » qu'adopteront les évêques des différents pays, nous entendons l'ensemble des directives proposées aux catholiques par la hiérarchie de l'Église pendant ou à l'issue du concile Vatican II. Le terme « pastorale » fut en effet beaucoup utilisé à partir de ce moment pour désigner le ministère des évêques ou des prêtres auprès des fidèles sans référence à une norme dogmatique ou théologique. C'est à ce titre que le concile Vatican II fut défini comme pastoral et non dogmatique.

7 - Jean de Viguierie, « La crise de l'Église en France dans les années 1950 et 1951 », *Bulletin de la société française d'histoire des idées et d'histoire religieuse*, n° 13, 2003.

LE GÉNÉRALAT DE MÈRE MARIE-ANGÉLIQUE

LE 4 novembre 1954, on s'en souvient, mère Hélène adressait aux Sœurs de la Congrégation une circulaire dans laquelle elle annonçait la convocation du chapitre général d'élection⁸. Elle y faisait également part de sa décision de ne pas accepter une éventuelle réélection.

Croyez bien, écrivait-elle, que ce n'est pas là refus de servir, mais au contraire conviction que, dans les circonstances actuelles, je ne peux pas, à cette place, vous servir autant que je peux encore le faire sous l'obéissance. Nous avons, au moins la plupart, l'habitude de nous expliquer entre nous dans la lumière, croyez bien que je n'y manquerai pas avec vous.

Elle évoquait, à l'appui de sa décision, la lettre du révérend père Nicolas et la nouvelle communication de Rome que cette lettre transmettait, justifiant ainsi sa démarche. Un paragraphe de cette lettre remerciait les Sœurs de la confiance qu'elles avaient accordée à leur mère générale pour marcher avec elle,

notamment dans un moment presque aussi difficile que celui-ci : le référendum de Pentecôte 1952.

La récente réforme des constitutions, approuvée par Rome, et menée de concert par le père Calmel et mère Hélène Jamet, avait

8 - Cf. p. 35.

créé dans la Congrégation un climat marqué à la fois par un grand élan en vue d'un approfondissement de la vie religieuse enseignante, et par des germes de discorde autour des modalités pratiques de cette réforme. Une plainte s'était élevée contre le père Calmel. Elle avait suscité la visite apostolique que l'on sait, dont la conclusion avait été l'éloignement du Père, tenu à l'écart du champ d'apostolat de la Congrégation. Un tel désaveu, quoiqu'il fût contrebalancé par les éloges les plus chaleureux en faveur du travail accompli, fut douloureusement ressenti par mère Hélène qui avait accordé toute sa confiance au Père et lui avait donné mandat d'œuvrer dans la Congrégation.

Quelques extraits de la relation sur les personnes, rédigée par mère Hélène à l'occasion de la session préliminaire du chapitre général de novembre 1954, rendent sensible cette souffrance: évoquant l'approbation romaine qui donne une grande sécurité aux travaux entrepris pour la réforme des constitutions, la Mère soulignait que cette approbation «(était) arrivée sans aucun appui humain et alors que (nous le voyons plus clairement maintenant) beaucoup de forces ennemies militaient en sens contraire». Le dernier paragraphe de cette recension exprimait la reconnaissance de la supérieure générale à l'égard de ses Sœurs, avec une certaine réserve néanmoins:

Voilà, disait-elle, exposée, encore une fois dans ses grandes lignes, la réforme à laquelle nous avons travaillé de tout notre cœur. Je vous dis un merci très conscient pour votre docilité active, *du moins dans l'ensemble*, à marcher dans une direction qui me semblait s'imposer, comme je vous le disais ces jours-ci, en toute rigueur apostolique, mais qui n'est pas de tout repos. Si je vous demande instamment de ne pas me réélire, croyez bien que ce n'est pas pour trouver ce repos, mais pour servir plus efficacement sous l'obéissance l'œuvre entreprise.

C'est donc dans une atmosphère tendue que s'ouvrit le chapitre général de 1954, au cours duquel fut légitimement élue mère Marie-Angélique Lescouzère. Son généralat s'inscrivit donc dans le prolongement de ces années difficiles.

La consultation des lettres circulaires que la supérieure adressa, dès le début de son mandat, aux Sœurs de la Congrégation permet d'affirmer qu'à aucun moment ne fut remise en cause la réforme des constitutions réalisée par mère Hélène et le père Calmel. Le 1^{er} avril 1955, posant aux pricures la question suivante: «Qu'avons-nous fait de nos nouvelles constitutions?», mère Marie-Angélique orientait résolument son gouvernement dans la ligne du généralat précédent. Le 23 juin 1960, le père Marie-Joseph Nicolas confirmait la Congrégation dans l'observance de ces nouvelles constitutions. Il écrivait aux Sœurs:

Depuis que j'ai été nommé assistant religieux de votre Congrégation, je ne me suis occupé de vous qu'à travers la mère générale et son conseil...; je dois maintenant veiller à ce que les constitutions soient mises en pratique selon les directives et l'esprit de la visite canonique de 1954...

L'ensemble des documents consultés au sujet des années 1954-1960 permet de ramener à deux axes principaux les travaux de la mère générale en faveur de sa Congrégation: elle semble avoir voulu

- rassurer d'abord Sœurs, élèves ou amis de la Congrégation qui s'inquiétaient des orientations nouvelles, craignant une rupture avec le passé et les traditions de l'institut, et en même temps promouvoir l'application des nouvelles constitutions;
- montrer ensuite que ces réformes devaient être un principe d'unité pour la Congrégation et une occasion de ranimer le zèle au service de l'Église, parce qu'elles s'inscrivaient dans l'élan général qui l'animait.

Un premier document nous est précieux pour mieux connaître la Congrégation au début du généralat de mère Marie-Angélique: ce sont les actes du chapitre général de novembre 1954. Selon les directives canoniques, les chapitres généraux commencent tous par une session préliminaire au cours de laquelle la supérieure générale qui achève son mandat présente une relation sur les personnes et sur la pratique de la règle. Une com-

mission de Sœurs élues est ensuite chargée de l'examen de cette relation : elle doit donner ou non son accord sur le bilan des six dernières années. Dans son exposé, mère Hélène avait évoqué « tout l'effort de [ses] six ans de généralat en vue de rendre la règle telle qu'elle serve vraiment l'état religieux de Sœurs enseignantes ». Elle avait développé les six grands thèmes autour desquels les nouvelles constitutions avaient essayé d'organiser la réforme :

- la forme de l'état religieux délibérément actif par l'enseignement et l'éducation ;
- la nature nettement apostolique de l'œuvre par un respect des lois propres d'une œuvre d'enseignement en régime chrétien ;
- la définition nette de l'attachement à l'Ordre ;
- l'organisation juridique qui rend la prieure responsable de sa maison dans tous les domaines : vie de prière, œuvre enseignante, choses matérielles ;
- la recherche et l'effort pour fonder la vie de communauté sur les liens réels d'un apostolat commun et non sur les liens mensongers d'une gentillesse dans le vide ;
- le sens des responsabilités d'une religieuse active ayant charge d'âmes, capable de prendre en main personnellement sa prière, sa correspondance, son don à Dieu.

Le rapport de la commission chargée de l'examen de cette relation rappela une fois encore l'unanimité presque totale de la Congrégation autour de mère Hélène :

Quant au rapport de fin de généralat, il est ce que nous attendions : nous l'avons vécu jour par jour pendant ces dernières années dans la conscience joyeuse d'un renouvellement de fond et dans l'enthousiasme que donne la vérité. Mais aussi, nous avons vu dans une lumière crue, les exigences de cette vérité.

Notre adhésion, qui était totale, aurait pu certes être plus généreuse, mais l'élan est donné. Pour beaucoup, notre vie

d'enseignante nous est apparue dans une telle lumière et une telle grandeur qu'elle a été une découverte. Il y a là pour nous une grâce à laquelle nous voulons, d'une volonté ferme, être fidèles, avec une loyauté digne de celle dont, ma Révérende Mère, vous nous avez donné un exemple si parfait. De si beaux résultats devaient se payer par de grandes souffrances. Croyez, ma Mère, que nous souffrons avec vous ; que notre fidélité, dans la voie tracée par vous, soit votre récompense.

Les signataires étaient mère Marie-Rose Tassy, mère Marie-de-Jésus Tarride et mère Marie-Suzanne Bonneton. L'aspect très personnel, très chaleureux, de ce rapport est sans précédent dans l'histoire de la Congrégation.

De façon manifeste, mère Marie-Angélique se proposa de prolonger l'œuvre de mère Hélène afin d'ancrer la Congrégation dans la pratique des nouvelles constitutions.

Au fil de la lecture de ses circulaires, il est possible de relever chez la supérieure générale tout d'abord un désir de fidélité, qui apparaît très humble, à l'élan donné. Le 1^{er} avril 1955, elle s'adressait aux prieures de la Congrégation :

Qu'avons-nous fait de nos nouvelles constitutions ? C'est ce que, responsables devant Dieu de la Congrégation, nous avons le devoir de nous demander en prenant bien conscience que, n'ayant pas été formées à la vie religieuse avec ces constitutions, il faut, si nous voulons qu'elles informent notre œuvre, nous attaquer à faire toutes ensemble – mères et filles – un nouveau noviciat.

Plusieurs circulaires invitent les Sœurs à réfléchir sur tel ou tel aspect des constitutions. Ainsi, le 5 juillet 1955, la supérieure évoquait, à la lumière des articles 376, 383, 385 et 409, le rôle des conseils de maison, et celui du conseil généralice. Elle souhaitait que ces conseils

fassent mieux comprendre à la Congrégation, par les décisions prises, ce qu'est une réforme qui s'incarne, comment le renouvellement qu'elle apporte passe dans la vie.

À titre d'exemple encore, la lettre du 7 mars 1957 fut une invitation à la méditation des articles des constitutions sur le silence. Elle rappelait, à l'aide du texte même des constitutions, non seulement la nature de ce silence « fait de recueillement et de conversation avec Dieu », mais encore la « sage réglementation » qui fixe un silence extérieur indispensable mais adapté.

Tout en mettant en valeur les exigences nouvelles de la réforme, mère Marie-Angélique s'attacha aussi à montrer qu'elles n'étaient que l'épanouissement des traditions antérieures, qu'il n'y avait donc pas lieu de s'inquiéter de modifications qui n'étaient en aucun cas des ruptures avec le passé. Elle rassurait ainsi, par exemple, les anciennes élèves :

Anciennes élèves, qui restez si fidèlement attachées à l'esprit dans lequel vous avez été élevées, nous pensons que vous serez heureuses de savoir quelle est actuellement la ligne de la maison qui reste toujours la vôtre. L'exposé ci-joint va essayer de vous le dire. Il n'a pas été fait en pensant spécialement à vous, comme son titre vous l'indique ; mais il vous précisera comment s'oriente de plus en plus notre effort éducatif et comment nous comprenons l'enseignement chrétien...

De façon symbolique, à la fin de son généralat, mère Marie-Angélique présida à la cérémonie de bénédiction du nouveau noviciat, alors même d'ailleurs que les vocations n'étaient pas très abondantes : sous la première pierre que Mgr Théas bénissait, les Sœurs déposèrent un pavé de la cour des Régans, première maison de la Congrégation ; un sac de terre prise à Toulouse dans la cour de la maison de saint Dominique, sur les tombes des révérendes mères Justine Robert, Hélène Daguzan, Henri-Dominique Destenay, sur celle de mère Marie-Xavier Durant et au jardin de Montréjeau⁹ ; enfin, un morceau de bois détaché de la poutre de la salle où, à Castelnau, s'était tenu le

9 - Voir, du même auteur, *Histoire de la Congrégation du Saint-Nom de Jésus de Toulouse, 1800-1953*, Toulouse, Privat, 2005.

chapitre général qui avait approuvé les nouvelles constitutions. « Ainsi », concluait mère Marie-Irène dans la lettre qui racontait cette cérémonie,

se trouvent réunis symboliquement le passé et le présent dans les fondations du noviciat qui porte l'avenir de la Congrégation.

Le message était clair.

En même temps qu'elle cherchait à réaffirmer la continuité des nouvelles constitutions avec les traditions de la Congrégation, mère Marie-Angélique travaillait également à montrer l'insertion manifeste de cette réforme dans le courant de renouveau qui soulevait l'Église depuis plusieurs années déjà.

Si le décret *Perfectæ Caritatis* ne devait être rédigé que dix ans après le début de ce généralat, bien des événements, des textes, le préparaient dès les années 1950. Le premier congrès des états de perfection, réuni par le pape Pie XII en 1950, avait lui-même été précédé en France d'un grand nombre d'initiatives dont le but était de réfléchir aux modalités de la vie religieuse.

En 1930, les religieuses dévouées aux œuvres hospitalières et sociales avaient organisé une première réunion, sous la direction de Mgr Brot, évêque auxiliaire du cardinal Verdier, archevêque de Paris. Cette union des religieuses d'action hospitalière et sociale s'était formée lorsque celles-ci avaient pris conscience du fait que leurs œuvres charitables étaient soumises à des lois, et que des diplômes officiels devenaient nécessaires pour les exercer. Cette union voulait permettre à chacune des Congrégations de trouver une place officielle dans le monde moderne en continuant à répondre à ses besoins.

Neuf ans plus tard, en 1939, les religieuses enseignantes s'efforçaient, elles aussi, d'établir, entre toutes les Congrégations dévouées à cet apostolat, un esprit de collaboration pour répondre aux difficultés de l'enseignement face aux mentalités modernes. L'Union des religieuses enseignantes – URE – était née. Dès sa

fondation, elle regroupait deux cent cinquante Congrégations au nombre desquelles le Saint-Nom-de-Jésus.

Quelques années après, une nouvelle organisation s'adressait cette fois à toutes les religieuses et à tous les membres des instituts séculiers qui collaboraient avec le clergé paroissial. En 1947, l'Union des religieuses éducatrices paroissiales – UREP – élargissait donc encore le champ de la réflexion commune.

En 1955, enfin, les supérieures des congrégations féminines de France décidaient de former à leur tour une union des supérieures majeures – USMF – pour coordonner cette immense organisation. Deux ans à peine après sa fondation, cette union comptait des représentantes de plus de trois cent quatre-vingts instituts.

Quoique relativement petite, au milieu du nombre incalculable de congrégations religieuses féminines françaises au début du ^{xx} siècle, la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus était notablement connue et appréciée, du moins dans tout le sud de la France. Une recension, effectuée par l'historien Claude Langlois, la classe en quatorzième position dans la liste des Congrégations les plus importantes de France à la fin du ^{xix} siècle¹⁰. Ce calcul un peu abstrait s'appuie sur les ressources des instituts, reflet de l'intérêt que lui porte la population et gage de son succès. Il placerait le Saint-Nom-de-Jésus sur un pied de quasi-égalité avec des Congrégations bien mieux connues en France : l'Assomption, le Sacré-Cœur, Picpus, les Petites Sœurs des pauvres.

Il n'est donc pas étonnant de retrouver son nom dans les archives de ces unions, dès leur formation. Mère Hélène Jamet avait participé aux congrès des supérieures majeures. Il semble bien qu'elle ait été présente à Rome, en 1950, à celui que le pape Pie XII organisa pour traiter des états de perfection. Le message

10 - Claude Langlois, *Le Catholicisme au féminin. Les Congrégations françaises à supérieures générales au ^{xix} siècle*, Paris, Cerf, 1984, p. 384.

du pape avait été entendu, et mis en pratique par la supérieure générale : c'est l'origine de la réforme entreprise.

Entre 1954 et 1967, il semble que l'union des supérieures majeures des instituts religieux féminins se soit surtout penchée sur la question scolaire, et notamment sur le point précis des contrats avec l'État.

Les archives de cette union des supérieures majeures évoquent en effet la réflexion menée dans ces années sur la place que les congrégations religieuses enseignantes pouvaient tenir dans le paysage scolaire français du milieu du *xx^e* siècle. Avant d'être un débat intellectuel, cette réflexion répondait à une question d'ordre purement matériel : celui du financement des écoles privées.

La Troisième République avait instauré la gratuité, la laïcité et l'obligation de l'enseignement scolaire, créant ainsi en France deux modèles de scolarisation : l'un, laïque et subventionné par l'État ; l'autre, religieux et donc privé, ne disposant pas du soutien matériel de l'État. En 1941, le régime de Vichy avait favorisé nettement l'enseignement catholique : la loi du 2 novembre 1941, par exemple, autorisait les départements à accorder des subventions aux établissements privés ; les dispositions de la loi de 1901 concernant les Congrégations étaient assouplies et celles de la loi Combes de 1904, interdisant l'enseignement aux congréganistes, étaient abrogées. Mais ces dispositions furent à leur tour abrogées rapidement. Dès 1946, la Quatrième République ravivait la querelle scolaire en inscrivant dans le préambule de sa constitution l'obligation faite à l'État d'assurer un enseignement laïque sur tout le territoire. Malgré cette décision, il ne fut pas précisé que l'école dût être unique pour tous. Il demeurerait donc deux écoles – publique et privée. Au milieu du *xx^e* siècle, en nombre d'élèves, les deux étaient presque équivalentes. Mais depuis 1945, l'école privée ne touchait plus aucune subvention. Une telle situation suscita la mobilisation de

quelques hommes politiques de l'époque. Ainsi, en 1948, les décrets Poinso-Chapuis offrirent des aides pour la scolarisation des enfants des familles nécessiteuses, même dans l'enseignement privé. En 1951, les lois Marie et Barangé étendaient aux élèves des écoles privées le système des bourses d'État et fixaient le principe d'une allocation mensuelle par élève dans le public comme dans le privé.

Conscients de la situation fragile de l'enseignement privé en France, l'épiscopat et le Vatican cherchèrent à partir de 1952 à fixer durablement et clairement sa place dans le contexte scolaire de l'époque. Des négociations discrètes eurent lieu avec des partis au pouvoir, notamment avec le MRP démocrate-chrétien et la SFIO socialiste. Sans aboutir directement, ces négociations ouvrirent la voie à la loi Debré, promulguée le 31 décembre 1959. Le premier ministre du général De Gaulle pensa régler le conflit entre école publique et école privée: il créait par sa loi les «contrats». Les établissements privés signant un contrat avec l'État devaient alors adopter les programmes de l'enseignement public et les enseigner dans des conditions identiques à celles de l'enseignement laïque. Ils devaient respecter la liberté de conscience, tout en gardant leur caractère propre. En échange, ils pourraient recevoir un financement de l'État couvrant l'essentiel des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement.

Il n'appartint pas à mère Marie-Angélique d'engager la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus dans la voie des contrats. La loi était encore trop récente. Mais la fin de son généralat est marquée par cette question régulièrement soulevée dans les assemblées des URE ou dans les réunions internes à la Congrégation.

De façon plus profonde, la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus, sous le généralat de mère Marie-Angélique, reflète assez bien la «face glorieuse» du pontificat du pape Pie XII.

La réforme de 1953 s'inscrit dans la ligne de ce zèle apostolique, missionnaire, d'une Église rayonnante. Certes, la situation en France et dans bien des pays européens est alors difficile, mais les catholiques sont nombreux, entreprenants, fiers de leur foi. La voix de l'Église est écoutée de tous, et les événements du monde catholique éveillent des échos dans le monde entier. Cet apogée de l'Église, décrit par tant de contemporains¹¹, couronne l'effort conjugué de tous les papes de la première moitié du ^{xx}e siècle en faveur de l'anti-modernisme, de ce que les historiens de l'histoire de l'Église appelleront bientôt l'intégrisme en l'opposant au modernisme comme on opposerait une hérésie à une autre. Pourtant, cet « intégrisme » n'a rien d'une hérésie. Il est, pour reprendre les mots prononcés en 1949 par Mgr Fenton,

l'enseignement ou le comportement de ceux qui ont travaillé pour la présentation d'un catholicisme intégral, c'est-à-dire du dogme catholique établi de manière précise et exhaustive. Le nom « d'intégrisme » a été plus fréquemment employé pour la doctrine et le point de vue de ces écrivains qui sont entrés en polémique contre les modernistes dans la première décennie du siècle actuel. Pris dans ce sens, l'intégrisme n'a été rien d'autre que la contradiction du modernisme hérétique. Il n'a été en substance que l'exposition de la vérité catholique. (...) Si, comme c'est l'usage dans notre pays, le mot « intégrisme » est appliqué à l'enseignement spécifique anti-moderniste, alors l'intégrisme n'est rien d'autre que l'expression de la vérité catholique, qui comporte la négation d'erreurs qui sont incompatibles avec le message divin de l'Église catholique¹².

L'attachement à la doctrine catholique à travers l'exposition précise des dogmes, le souci de la splendeur de la liturgie, vé-

11 - Jean de Viguier, « La crise de l'Église en France dans les années 1950 et 1951 d'après un document inédit », in *Bulletin de la Société française d'histoire des idées et d'histoire religieuse*, n° 13, p. 7.

12 - J. C. Fenton, « Two Currents in Contemporary Catholic Thought », in *The American Ecclesiastical Review*, vol. 119 (1948), p. 297-298.

ritable écrin de ces dogmes, le zèle missionnaire appuyé sur la certitude à la fois de l'infaillibilité de l'Église, de sa pérennité dans le temps et de son universalité, sont comme les leitmotiv de tous ceux qui dirigèrent l'Église depuis Léon XIII jusqu'à Pie XII. Leurs certitudes s'affirmèrent dans des encycliques nombreuses : rappels insistants des papes en faveur de la doctrine de saint Thomas d'Aquin, encouragements nombreux à la pratique régulière des sacrements dans la vie liturgique de l'Église, appels pressants en faveur des vocations missionnaires, foudres jetées sur les erreurs contemporaines, tous ces éléments de l'enseignement des papes jalonnent les documents pontificaux.

Un historien récent du concile Vatican II décrit cette atmosphère en quelques lignes :

À cette doctrine, diffusée dans le monde entier depuis la chaire de Pierre, les cérémonies pleines de magnificence donnaient un éclat jamais connu dans l'histoire. Lorsque les nefs de Saint-Pierre résonnaient des chants de la liturgie selon le rite romain ancien, et que le pape, bénissant, avançait dans la basilique entre les *flabella*, assis sur la *sedia gestatoria*, escorté par la garde noble portant l'uniforme rouge, l'imagination était, à ce spectacle, frappé par la beauté de la vérité¹³.

Il est facile de retrouver, dans le texte même des constitutions de l'institut du Saint-Nom-de-Jésus, la marque de ces années que l'on pourrait appeler doctrinales, où l'enseignement officiel des pontifes, diffusé à travers l'Église universelle, était une exhortation constante à l'adhésion certaine de l'esprit aux vérités révélées et à la tradition multiséculaire du magistère. À l'occasion de la canonisation du pape Pie X, mère Hélène Jamet avait d'ailleurs souligné elle-même dans une circulaire aux Sœurs l'attachement de la Congrégation aux directives des

13 - Roberto de Mattei, *Vatican II, une histoire à écrire*, Muller Éditions, mai 2013, p. 58.

papes et les répercussions évidentes de ces directives dans les nouvelles constitutions :

Je vois arriver avec grande joie, écrivait-elle, la canonisation du bienheureux pape Pie X. En plus de la gratitude que lui doit toute l'Église, nous avons avec lui, personnellement et en tant que Congrégation, des liens de reconnaissance et d'affection nombreux et solides. Je veux vous en rappeler quelques-uns pour que nous ayons plus de raisons de nous réjouir et de prier ensemble.

C'est à lui d'abord que beaucoup d'entre nous, comme moi-même, doivent d'avoir reçu très jeunes le corps du Christ, et notre immense allégresse d'enfant comblée est encore toute neuve. Nous la lui chanterons en ce 29 mai avec toutes nos petites filles qui, depuis les décrets de 1905 et 1910¹⁴, ont eu chaque année le même bonheur.

C'est lui aussi qui, à une heure très grave pour les congrégations religieuses, orienta la nôtre dans une voie nettement apostolique. La réponse qu'il donna au révérend père Cormier est consignée dans la brochure du père Cathala et nous ne l'avons jamais lue sans un sentiment de sécurité et d'élan apostolique : « L'âme des petits enfants de France vaut bien les sacrifices héroïques consentis en leur faveur¹⁵. »

Enfin, le 25 juin 1952, nous arrivions à Rome avec nos nouvelles constitutions, cherchant quel serait, près des congrégations romaines, notre guide et notre aide; nous avons trouvé au tombeau de Pie X l'assurance que sa protection nous était acquise et qu'il serait ce ferme appui et ce puissant secours.

Aussi est-ce avec une joie filiale et un cœur plein d'action de grâces que nous nous réjouissons de cette canonisation. Avec

14 - Cf., de Pie X, décret sur la communion quotidienne, 20 décembre 1905; décret *Quam singulari* sur l'âge de la première communion, 8 août 1910; extrait de la première encyclique *E supremi apostolatus* : « De nos jours, il n'est que trop vrai, les nations ont frémi et les peuples ont médité des projets insensés contre leur créateur; et presque commun est devenu ce cri de ses ennemis : retirez-vous de nous! De là, en la plupart, un rejet total de tout respect de Dieu. De là des habitudes de vie, tant privées que publiques, où nul compte n'est tenu de sa souveraineté. Bien plus, il n'est effort ni artifice que l'on ne mette en œuvre pour abolir entièrement son souvenir et jusqu'à sa notion. »

15 - Père Cathala, *op. cit.*, p. 64.

une confiance totale, nous demanderons au bienheureux Pie X les grâces dont nous avons particulièrement besoin : une ferveur apostolique toujours grandissante, des vocations assez nombreuses pour nous permettre d'équilibrer dans la ferveur notre vie de religieuses enseignantes et de servir vraiment les âmes « dans tous les milieux à commencer par les plus pauvres » (constitutions, articles 230, 106, 261) ; le zèle pour l'acquisition et l'enseignement de la doctrine chrétienne ; un sens contagieux de l'orthodoxie et de ses conséquences dans notre vie ; un sens vivant de la liturgie, tout cela rendu plus urgent par la menace de laïcisation encore plus intégrale qui pèse sur l'enseignement dans notre pays¹⁶.

Le même écho se retrouve dans les circulaires de mère Marie-Angélique Lescouzère, incitant régulièrement les Sœurs à l'étude de la doctrine de saint Thomas, à la diffusion d'un enseignement nettement catholique, marqué par les exigences de la foi, auprès des jeunes filles confiées à leur apostolat, à la pratique d'une vie liturgique vivifiée. Sur cette base très traditionnelle, s'élevait l'édifice de la réforme des constitutions, voulue par mère Hélène et mise en place par mère Marie-Angélique, dans une pleine conformité aux directives de l'Église et aux impulsions données par le pape Pie XII.

Pourtant, une remarque s'impose.

Lorsqu'expire le mandat de la supérieure générale, la situation des instituts religieux de femmes dans l'Église n'est plus la même qu'en 1954. Alors que les années 1954-1960 sont dominées par un désir de rénovation dans le sens de la tradition religieuse – et enseignante pour les Congrégations dont c'est la fin particulière –, la décennie suivante ne craint pas de rompre avec des coutumes très anciennes. Le souci de « mise à jour » des instituts religieux dépasse le cadre d'une réforme interne. L'ouverture du deuxième concile du Vatican, le 11 octobre 1962, donne à cette

16 - Circulaire aux Sœurs, mai 1954. La Mère les renvoie à la lecture d'un passage de la *Documentation Catholique* du 2 mai 1954.

période sa note dominante. Jusqu'à sa clôture le 8 décembre 1965, le concile projette sur la vie des catholiques du monde entier le reflet de ses discussions. Or ce concile, comme l'ont montré avec précision tant d'historiens, voulut engager l'Église dans une voie nouvelle – celle d'un dialogue avec le monde moderne. Le discours inaugural du pape Jean XXIII évoque à plusieurs reprises cette décision d'adopter une nouvelle façon d'agir :

L'Église n'a jamais cessé de s'opposer [aux] erreurs. Elle les a même souvent condamnées, et très sévèrement. Mais aujourd'hui, l'Épouse du Christ préfère recourir au remède de la miséricorde, plutôt que de brandir les armes de la sévérité.

Le pape imprima dès le début au concile qui s'ouvrait une caractéristique pastorale et non doctrinale, dans le but de mieux atteindre les peuples éloignés de la vérité¹⁷. Comme l'évoquent bien des historiens, une des ruptures majeures de ce concile avec les précédents, peut-être même la principale rupture, se trouve dans cette volonté d'affirmer le primat de la pastorale sur la doctrine. Un tel changement, si contraire aux habitudes et à la pensée de l'Église, remettait inexorablement aux mains de « l'après-concile » les décisions prises dans *l'aula* conciliaire, quelque précises qu'elles auraient pu être par ailleurs¹⁸.

Si l'on se souvient que le pape Pie XII meurt dans la nuit du 8 au 9 octobre 1958, et si l'on considère que le nouveau pape annonça le 25 janvier 1959 sa décision de réunir un concile selon

17 - Dans une conférence spirituelle adressée aux séminaristes d'Écône, le 12 juin 1975, Mgr Lefebvre évoqua cette question. Il rappela alors qu'il avait lui-même proposé aux pères conciliaires que soit rédigée pour chaque sujet discuté une note dogmatique pour les prêtres, les professeurs de séminaires et tous ceux qui auraient besoin de la précision doctrinale pour leurs travaux apostoliques, et de la faire suivre ensuite d'un texte plus pastoral pour les fidèles. Cette proposition fut refusée : le concile se voulait uniquement pastoral. Il rapporte aussi la réponse de Mgr Felici à qui fut demandé, à la fin des sessions, de préciser la note générale du concile : doctrinale ou pastorale. « Cela dépend des textes, dit-il. Il n'est pas possible de le dire avec précision. »

18 - Ces idées sont empruntées à Roberto de Mattei, *La crise religieuse de notre temps*, conférence donnée à Fanjeaux, le 22 juillet 2014. Notes prises au cours de sa conférence.

le critère qui vient d'être évoqué, il faut se poser une question : comment un changement aussi radical a-t-il pu s'opérer si rapidement ? Les dernières années du pontificat de Pie XII ont-elles présenté une double face ? Ces réflexions ne peuvent être séparées de l'étude du généralat de mère Marie-Rose Tassy qui succéda à mère Marie-Angélique Lescouzère en 1961. L'orientation nouvelle que la supérieure générale donna à la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus et qui suscita tant de remous et une fracture si nette entre les Sœurs ne peut en effet s'expliquer en dehors de ce contexte ecclésial très particulier.

LE GÉNÉRALAT DE MÈRE MARIE-ROSE

Une élection étonnante

Il faut placer ici, avant d'étudier en détail ce nouveau généralat, un épisode étrange que peu d'archives de la Congrégation évoquent, alors que de multiples témoignages oraux le racontent.

Selon les constitutions, le mandat de mère Marie-Angélique arrivait à expiration. Pour autant qu'il était possible de se prononcer à l'avance sur les votes futurs qui devaient avoir lieu durant le chapitre général d'élection, la majorité des Sœurs de la Congrégation supposait qu'elle serait réélue. Quoique très discrète et réservée, et bien que les documents écrits qu'elle a laissés ne fussent pas très abondants, la mère générale avait gagné la confiance des Sœurs et leur estime, notamment grâce à sa pratique très fidèle des constitutions et à l'exigence personnelle de sa vie religieuse.

Toutes ses Sœurs, écrit l'une de celles qui la connurent à cette époque, se souviennent de son inaltérable égalité d'humeur, de sa bonté foncière mais aussi de son exigence. Car elle était très exigeante – trop, pensaient certaines. Souriante et ferme, elle demandait beaucoup à sa communauté, relevant inexorablement tout relâchement dans cette vie religieuse qu'elle-même, la première, vivait pleinement, malgré sa santé très fragile¹⁹.

19 - *Nos racines du Ciel*, op. cit., p. 54. Témoignage de sœur Colette Beuffeul.

Avait également marqué les Sœurs le dévouement que, « totalement oublieuse d'elle-même », selon les témoignages, elle avait apporté « au service de la Congrégation et de l'Église ». Il semblait bien aux Sœurs, dès lors, que les votes du chapitre général de 1961 allaient la réélire, malgré une santé chancelante : un cancer allait en effet bientôt l'emporter, le 25 février 1963.

Pourtant, toujours au témoignage des Sœurs qui furent contemporaines de ces années, et alors que « le chapitre s'appêtait à l'élire pour de bon²⁰, c'est Rome qui est intervenue, imposant mère Marie-Rose Tassy²¹ ». Le laconisme du témoignage ne permet pas néanmoins de douter de la réalité de l'événement. De fait, les archives de la Congrégation conservent la relation de l'élection. On y peut lire le récit suivant :

Le 30 juin 1961, Mgr Garrone, archevêque de Toulouse, en présence du révérend père Nicolas, assistant religieux de la Congrégation, livre aux capitulantes réunies dans la salle du chapitre le décret numéro 01.355/54 de la Sacrée Congrégation des religieux qui détermine, autrement que dans les constitutions, l'ordre à suivre pour les élections. Les bulletins de vote sont immédiatement envoyés à Rome et le chapitre est suspendu.

Le 11 juillet, à 16 heures, Mgr l'archevêque lit aux capitulantes, puis notifie à la communauté les décisions de la Sacrée Congrégation qui constituent le gouvernement :

- Révérende mère générale, mère Marie-Rose Tassy
- Première assistante, mère Marie-Angélique Lescouzère
- Deuxième assistante, mère Marie-Germaine Colliou
- Troisième assistante, mère Jeanne-Thérèse Messal
- Quatrième assistante, mère Saint-François Assemat²².

Que s'était-il donc passé durant ce chapitre ? Alors que les Sœurs venaient de voter selon les coutumes, le délégué du Saint-Siège,

20 - Cette expression rappelle que, lors du précédent chapitre d'élection, les votes s'étaient portés sur elle à la suite du refus de mère Hélène Jamet d'être réélue.

21 - *Nos racines du Ciel*, op. cit., p. 55.

22 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Magdeleine-de-Jésus Juës, classeur n° 1.

Mgr Garrone, présent à la séance, annonça qu'il allait recueillir les bulletins de vote avant même qu'on en ait pris connaissance afin de les envoyer à Rome et de soumettre l'élection au Saint-Siège. Un tel procédé était manifestement opposé aux habitudes de la Congrégation. Tous les autres chapitres avaient procédé de la même façon. Selon les articles 327 et 328 et 333 des constitutions en effet,

chaque électrice dépose dans l'urne son bulletin plié. Lorsque tous les bulletins sont déposés dans l'urne, les scrutatrices l'ouvrent, la renversent, comptent les billets et les comparent au nombre des électrices. Si le nombre des bulletins dépassait celui des électrices présentes, elles les brûleraient immédiatement sans les déplier; les scrutatrices les déplient, les montrent au président, lisent à haute voix le nom écrit sur chaque bulletin et les secrétaires inscrivent le nombre de voix de chaque Sœur. Après l'élection, une secrétaire rédige immédiatement et sur place le procès-verbal de l'élection qui sera signé par le président, les scrutatrices et les secrétaires.

Contrairement donc aux habitudes et aux lois de la Congrégation, les bulletins non dépouillés furent envoyés à Rome. Peu de jours après, et à la surprise de toutes, était notifiée à la Congrégation l'élection de mère Marie-Rose Tassy comme supérieure générale.

Qui était-elle? Née en 1902, elle était entrée jeune dans la Congrégation. Une première affectation l'avait envoyée à Marseille et, peu de temps après, elle avait été nommée directrice du « petit Saint-Thomas » à la Corniche. En 1940, elle était prieure à Tarbes. Les Sœurs de la Congrégation la présentaient comme une Sœur « menue, toute souriante », dotée d'un

sens profond de l'écoute et du don d'apaiser avec délicatesse et humour les situations les plus conflictuelles²³.

23 - *Nos meines du Ciel*, op. cit., p. 114. Témoignage de sœur Angèle Bouchet.

Appréciée, donc, pour ses nombreuses qualités, elle n'ignorait pas qu'elle était aussi parfois jugée sévèrement :

Je crois l'avoir rencontrée pour la première fois lorsqu'elle est devenue prieure générale en 1961, écrit une Sœur, et j'ai vérifié tout ce qui m'avait été dit d'elle. Gentillesse et accueil, oui, mais surtout humilité, car elle savait que bien des Sœurs la dépassaient en intelligence et en culture, que certaines même ne la trouvaient pas tout à fait à la hauteur d'une prieure générale du Saint-Nom-de-Jésus²⁴ !

Pourquoi fut-elle choisie par Rome ? À cette date précise ? Il est difficile de le dire. Aucun document n'est assez clair pour permettre de tirer des conclusions. La seule approche historique possible, pour cette période et cet événement, repose sur l'analyse des lettres que les évêques des diocèses de France, dans lesquels était implantée la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus, échangèrent durant les années 1960. La plupart d'entre eux s'étonnaient de ne pas voir la Congrégation entrer plus résolument dans la « pastorale d'ensemble » voulue par le concile, tant au sujet des questions d'enseignement catholique qu'à propos de la vie religieuse. Par ailleurs, il est notoire que mère Marie-Rose était très proche du cardinal Garrone, archevêque de Toulouse, particulièrement engagé dans l'*aggiornamento* postconciliaire²⁵. Est-ce suffisant pour établir un lien de cause à effet ? Sans doute l'indice est-il assez ténu, mais les décisions générales du supérieurat de la révérende mère épousèrent bien nettement les nouvelles orientations pastorales.

24 - *Nos racines du Ciel*, op. cit., p. 115. Témoignage de sœur Marie-Luc Sidos.

25 - On se souviendra que Mgr Garrone avait été un élément actif dans les réunions tenues à la *Mater Dei*, dans la *via delle Mura Angeliche*, durant le deuxième concile du Vatican. Ces réunions auxquelles participaient entre autres les théologiens Congar, Chenu, Daniélou, de Lubac, Küng, Rahner, Ratzinger, Schillebeeckx et d'autres, s'étaient fixé comme objectif de « discuter et arrêter une tactique relativement aux schémas théologiques » préparatoires du concile afin de les remplacer par de nouveaux schémas, conformes à la nouvelle théologie. Cf. Roberto de Mattei, op. cit., pp. 127-130 et p. 140.

Car il y eut bien changement d'orientation dans les directives de la hiérarchie de l'Église au lendemain du concile Vatican II. Dans l'histoire de la Congrégation, ce changement reste lié à la figure de mère Marie-Rose Tassy.

Les nouvelles orientations de l'Église

En 2005, à l'occasion de son cinquantenaire, la commission des supérieures majeures de France exposa le travail effectué durant cette période de l'histoire de l'Église de la façon suivante :

1950-1970 : 20 ans séparent les intuitions de Pie XII et ce tournant que seront les premières approches socio-économiques de la vie religieuse française. La relecture de cette période permet de mesurer l'extraordinaire rapidité de l'évolution de la vie religieuse, évolution qui a touché ses structures de vie, son rapport au monde, la mentalité religieuse qui l'habite²⁶.

Quels furent les jalons de ces transformations ?

La liste des travaux de la commission permanente et des assemblées générales de l'Union des supérieures majeures offre déjà un panorama nouveau. Firent en effet l'objet des réflexions et des débats :

- en 1957 : le problème de l'affectivité et l'infantilisme chez les religieuses ;
- en 1958 : les problèmes de la santé – fiche médicale – bibliographie médicale ; l'attitude des religieuses dans les relations extérieures ;
- en 1959 : les décentes ; l'information, moyen de gouvernement ; l'alimentation équilibrée ;
- en 1960 : l'information que la supérieure générale doit donner à sa Congrégation, le sens du travail chez les religieuses, le

26 - CSM, *Cinquante ans au service de la vie religieuse apostolique, 1955-2005*, Paris, publication de la CSM (Conférence des supérieures majeures), 2005, p. 57.

travail professionnel dans la vie religieuse, vers une organisation plus rationnelle du travail ;

- en 1961 : la parole et le silence, l'action hospitalière et sociale, les sujets difficiles, le climat d'accueil dans nos communautés²⁷.

Ces thèmes rompent nettement avec une approche traditionnelle de la vie religieuse, non seulement dans la terminologie employée mais, plus profondément bien sûr, dans l'objet même des sujets étudiés.

Plus explicite encore, le discours de conclusion à l'assemblée générale de l'Union des supérieures majeures de France de 1964, prononcé par Mgr Garrone, qui présentait ainsi les nouvelles orientations pastorales en matière de vie religieuse :

Si les religieuses veulent être dans le mouvement du concile, il leur faut se dire que la grâce qui pousse l'Église appelle de leur part une sorte d'exaltation des virtualités apostoliques dont elles sont dépositaires, elles doivent s'interroger pour savoir si ces virtualités sont bien à l'œuvre.

L'évêque saluait d'abord la nouvelle Pentecôte qui soulevait l'Église après le concile :

Il n'y a pas de doute, disait-il, qu'il y a des valeurs dormantes, et cela n'est plus permis. Le problème posé à l'Église est si grave, la prise de contact avec le monde s'impose avec tant d'évidence, l'action de Dieu se fait si intense qu'on ne peut admettre que quelque chose reste inutilisé. Dieu remue l'Église. Il remue l'épiscopat. Il le tire des quatre points du monde. L'Esprit-Saint ne se borne pas à mobiliser les évêques, il travaille l'Église entière. Nul n'a le droit de s'accommoder de points morts.

Pourquoi la situation était-elle soudainement si grave ?

Parce que, expliquait-il, le pape Jean XXIII nous a rappelés à l'ordre en nous demandant de nous avouer que l'Église aujourd'hui prêche dans le désert et que le dialogue avec le monde est à peine ébauché.

27 - *Ibid.*, p. 34

Mgr Garrone ne pouvait ignorer pourtant que le pape Pie XII avait déjà souligné la nécessité d'une réforme de l'Église, et notamment des instituts religieux, afin de mieux répondre aux attentes d'un *xx^e* siècle bouleversé. La Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus avait tenté, quelque dix ans plus tôt, de répondre à cet appel par la réforme de ses constitutions. Archevêque de la ville de Toulouse, où était située, rue Perchepinte, la maison-mère de la Congrégation, si proche de sa propre résidence, Mgr Garrone ne pouvait ignorer cette réforme. Peut-être y pensait-il en prononçant la suite de son discours ? Sa conclusion est étonnante :

Cette interrogation commune a sa traduction au niveau des religieuses. Elles se sont déjà sérieusement interrogées. Elles ont pensé aux costumes ! À mes yeux, cela est bien secondaire. Il y a une intégration de la religieuse dans la réalité d'aujourd'hui qui appelle des remises en question plus profondes.

Entrant dans le vif du sujet, l'archevêque précisait sa pensée :

La femme n'a plus dans le monde aujourd'hui la même place qu'hier, et par conséquent, si la religieuse gardait dans l'Église, aujourd'hui, absolument la même place qu'autrefois, on serait sorti du réel. Comment se traduira cette mutation sociologique dans l'état religieux ? Je ne le sais pas, mais je suis sûr que cela doit être.

Le vœu d'obéissance était, à ses yeux, particulièrement touché par la nécessité d'une réforme :

De même que la religieuse commence à mettre son bulletin de vote dans l'urne, il faut qu'à l'intérieur même des communautés, non certes pour en altérer la nature mais pour en retrouver la valeur, l'obéissance fasse l'objet d'un renouveau : à la promotion de la femme dans le monde doit correspondre une promotion de la religieuse dans l'Église. C'est là une ligne qui me semble ne pouvoir être méconnue.

Certes, le futur cardinal n'oubliait pas que la religieuse est d'abord destinée à la gloire de Dieu. Mais en l'évoquant, il lais-

sait entendre que cette fin était elle-même subordonnée à la joie et à l'équilibre intérieurs :

Nous avons parlé de leur mission, du droit souverain de Dieu qui s'affirme à travers elle, de la liberté souveraine de ses choix. À travers l'existence religieuse, l'affirmation est donnée que Dieu peut suffire pour faire vivre et même pour donner à quelqu'un la joie et l'équilibre intérieurs.

Reprenant les mots mêmes du discours introductif du pape au concile, l'évêque appelait les religieuses à nouer un dialogue avec le monde :

C'est ainsi qu'en réfléchissant à ce qui est l'âme du concile, en pensant à ce contact à renouer avec le monde, à ce dialogue où la parole de Dieu pourra être entendue et trouver sa réponse, la religieuse peut redécouvrir sa propre mission²⁸.

Ainsi, l'année 1966 fut consacrée à la réception des grandes orientations conciliaires, comme en témoigne le programme de l'assemblée générale, ainsi conçu :

- la doctrine dans la vie religieuse ;
- la révision des constitutions ;
- les chapitres d'*aggiornamento* ;
- le renouveau de la liturgie ;
- les moyens de communication sociale.

Tous ces sujets furent au programme des conférences²⁹.

Comment ne pas entendre, en comparant ces textes à ceux que les évêques et les prêtres avaient élaborés lors du premier congrès national des prêtres chargés de religieuses, en 1953, un écho différent ? L'étonnement grandit lorsque la signature de Mgr Garrone lui-même apparaît à l'issue de la leçon inaugurale de ce premier congrès. En une dizaine d'années à peine, le ton, les préoccupations, les orientations générales : tout a changé. La lecture de quelques textes à peine antérieurs à ceux qui furent

28 - Archives USMF, 1964, 7^e A.G., Conférence de Mgr Garrone, conclusions.

29 - CSM, *op. cit.*, p. 37.

prononcés pendant ou après le concile Vatican II suffit à s'en convaincre. Nous en choisissons deux : un extrait de ce congrès national des prêtres chargés de religieuses réuni en 1953, et un discours du pape Pie XII.

En 1953, donc, la question du dialogue avec le monde – qui sera considérée quelques années plus tard, comme nous venons de le voir, comme l'âme du concile –, était alors ainsi évoquée :

Quant au monde, les Sœurs actives y sont plongées, tout en l'ayant quitté, et il vient battre les grilles des contemplatives. La religieuse en est à la fois séparée par la profession religieuse, occupée par le souci charitable. Être de ce monde sans être du monde est un des paradoxes du christianisme. Les religieuses ne doivent pas être curieuses et désireuses de tout savoir, mais il est bon de suivre l'évolution du monde, de ses besoins, de ses progrès, de ses réalisations, afin de ne pas se laisser dépasser dans l'adaptation et la juste modernité, de ne pas constituer dans l'Église un anachronisme peu apologétique. *Omnia probate*, écrit saint-Paul, *quod bonum est tenete*. Du monde, on recevra peu et à bon escient. Mais on lui donnera beaucoup³⁰.

Ce propos était bien cohérent avec la pensée du pape Pie XII qui, dans sa lettre liminaire du premier congrès des états de perfection, réuni à Rome du 26 novembre au 8 décembre 1950, avait précisé le but et l'esprit des travaux à accomplir. Trois points devaient retenir l'attention des congressistes³¹ :

- 1) un essai de rénovation des familles religieuses, effet qui ne devait pas modifier la forme juridique propre des instituts mais devait rentrer dans les grandes lignes de la législation présente ;
- 2) la nécessité d'un choix des candidats et de leur formation solide et complète – en lien avec les demandes des papes Léon XIII, Pie X et Pie XI ;

30 - Abbé Baechler, « Les Confesseurs ordinaires et extraordinaires », in *Directoire des prêtres chargés de religieuses*, Le Cerf, 1954, p. 183.

31 - Charles Lefebvre, « Orientations du Saint-Siège », in *Directoire des prêtres chargés de religieuses*, Le Cerf, 1954, p. 291.

3) une adaptation plus parfaite à l'activité apostolique par une culture plus appropriée aux missions à remplir.

Dans son discours de clôture, le Saint-Père était revenu sur la place capitale occupée par les religieux dans l'Église hiérarchique, sur la valeur de l'obéissance, et enfin sur l'union de la vie intérieure et de l'apostolat, assurant une parfaite adaptation aux nécessités des temps présents³².

Mais les directives du nouveau concile engageaient les congrégations religieuses dans une voie bien différente. Mère Marie-Rose tenta de les mettre en pratique.

Vers un deuxième *aggiornamento* ?

C'est encore grâce à la relation d'un chapitre général, celui de 1967, que nous pouvons connaître un peu la situation de la Congrégation durant ce généralat et les modifications apportées à son mode de vie.

Dans sa relation sur les personnes et la pratique de la règle, mère Marie-Rose laisse entrevoir certaines de ces modifications:

La vie de prière, explique-t-elle, reste conforme à ce que nous demandent les constitutions : office, oraison – cependant, dans les petites communautés, un essai a été fait pour la récitation de certaines parties de l'office en français : lecture des leçons de matines, complies.

La Mère ajoute immédiatement que de telles modifications ont été adoptées à titre d'essai, le chapitre seul ayant voix pour décider d'un changement sur cette matière. Dans un même esprit, la majorité des communautés adopta la messe en langue vernaculaire, tout en laissant à celles qui le désiraient la possibilité d'assister à une messe célébrée selon le rite traditionnel de saint Pie V. La date de 1965 semble être celle qu'il faut retenir pour l'introduction de la messe en langue vernaculaire, ou en

32 - RCR, tome xxiv, 1952, p. 122 et suiv.

tout cas de la messe modifiée, dans la Congrégation. Ce qui correspondrait à l'inauguration des changements par le pape: en effet, le premier dimanche de carême 1965, on se souvient sans doute que le pape Paul VI avait voulu marquer de façon mémorable l'entrée en vigueur des premières normes liturgiques d'application du concile Vatican II, qui n'était pas encore terminé, en choisissant de célébrer non pas dans une basilique patriarcale de Rome mais dans une simple paroisse, une messe selon de nouvelles rubriques³³. La description de cette première messe du pape donne une idée de ce que furent, dans les couvents et dans les paroisses du monde chrétien, ces nouvelles célébrations:

La Documentation Catholique se contente d'un cliché de cette messe papale en couverture de son n° 1445 (4 avril 1965) (...). Cette photographie (...) montre une estrade de bois à trois degrés, sur laquelle est posé un grand autel-table également en bois, recouvert d'une seule nappe. Sur cet autel sont disposés de façon symétrique un petit crucifix et des chandeliers bas et, entre l'autel et la foule, deux lutrins. Autour de l'estrade, des clercs mais aussi des laïcs, hommes et femmes. (...) Pour véritablement comprendre la disposition générale des lieux, il faut consulter l'album de la paroisse, ce qui est possible lors d'un voyage à Rome. Sur ces clichés paroissiaux, on voit que l'autel majeur et son tabernacle avaient été masqués par une grande draperie, qui servait de toile de fond au nouvel agencement. Sur cette draperie, un crucifix monumental. L'autel-table sur son estrade de bois avait été installé devant le banc de communion en pierre, c'est-à-dire à l'extérieur du sanctuaire. Comme aucun banc de communion mobile n'avait été installé devant ce nouvel autel, il n'y avait plus aucune clôture entre ce dernier et la nef³⁴.

Il ne s'agissait pas encore du nouveau rite, mais des premières modifications du missel romain, dont les initiateurs ne cachaient pas leur intention d'en faire les jalons précurseurs d'un nouveau

33 - Abbé Benoît Wailliez, « Liturgie: quelle est la bonne interprétation du concile? » in *Pour qu'il règne*, n° 117, p. 7.

34 - *Ibid.*, p. 7.

rite. Le grand artisan de cette réforme que fut, par exemple, Mgr Pierre Jounel, présente ainsi les modifications de 1965 :

Lorsqu'en 1962 la Congrégation des rites publia une nouvelle édition typique du missel romain, afin de l'adapter au code des rubriques de 1960, on se félicita des multiples corrections apportées aux rites de la messe, mais personne n'eut l'impression d'une nouveauté. Le *Ritus servandus in celebratione Missæ* était mis à jour, simplifié sur quelques points, clarifié ici ou là dans sa rédaction ; il ne différait pas essentiellement de celui qu'avait promulgué le pape saint Pie V en 1570. Quant à l'*Ordo Missæ*, il n'avait subi aucune modification.

Au contraire, le 7 mars 1965, prêtres et fidèles ont découvert une *liturgie nouvelle*, en célébrant pour la première fois la messe conformément au *Ritus servandus* et à l'*Ordo Missæ* promulgués le 27 janvier de la même année sous l'autorité conjointe du Conseil pour l'application de la Constitution liturgique et de la Congrégation des rites. Sans doute, l'usage nouveau de la langue du pays était-il pour beaucoup dans cette découverte, mais les rites eux-mêmes se présentaient sous un jour inconnu jusqu'alors. (...) Le *Ritus Servandus* de 1965 appartient, d'un certain point de vue, à la lignée du *Ritus* de 1570. Il en conserve le plan et en reproduit fréquemment les termes. (...) Mais il est d'un autre esprit. Le *Ritus* de 1965 a voulu restaurer sans plus tarder la liturgie de la parole : celle-ci est célébrée au siège du célébrant et à l'ambon (...); la prière universelle vient enfin couronner l'ensemble du rite. Le futur *Ordo Missæ* n'aura rien à ajouter à une telle ordonnance. (...) Héritier de la liturgie d'hier, instaurant aujourd'hui des éléments essentiels de la liturgie de demain, le *Ritus Servandus* de 1965 est un *rituel de transition*³⁵.

Dans la plupart des établissements de la Congrégation, la messe des enfants fut à cette époque marquée par ces premières modifications liturgiques. En revanche, les messes de communauté dépendaient du choix de la prière locale qui, dans plusieurs cas, avait décidé de conserver la forme traditionnelle de

35 - Pierre Jounel, *Les rites de la messe en 1965*, cité par l'abbé Benoît Wailliez, in *Pour qu'il règne*, n° 117, éditorial.

la messe tridentine, sans changement. L'acquiescement partiel mais réel de la Congrégation aux nouveautés introduites dans le rituel de la messe rejoignait d'ailleurs l'attitude générale de la plupart des catholiques de cette époque. Pour ne citer que le cas emblématique de Mgr Lefebvre, il est intéressant de noter que les séminaristes d'Écône, en 1969, déploraient

non sans raison, écrit le biographe du prélat, l'absence du psaume *Judica me* et du dernier évangile à la messe d'Écône, mais aussi que les lectures de l'épître et de l'évangile fussent faites au pupitre face au peuple³⁶.

Des contemporains avaient relevé que

le prélat célébrait bien sûr la messe de saint Pie V, mais selon la réforme de 1967, c'est-à-dire dans sa forme la plus simplifiée, avec suppression de multiples signes de croix et génuflexions, avec l'élévation de l'hostie et du calice sans la génuflexion préalable, la récitation unique du *Domine, non sum dignus*, avant la communion, célébrant et fidèles ensemble³⁷...

Ce n'est qu'en 1974 que Mgr Lefebvre décidera de revenir strictement aux rubriques de Jean XXIII et de les imposer comme normes à toutes les maisons de la Fraternité Saint-Pie X³⁸. L'attitude de la Congrégation rejoignait donc celle de la majorité des catholiques.

Dans un autre domaine, d'importantes innovations avaient pénétré dans la vie communautaire et modifié les pratiques ascétiques des Sœurs. Le chapitre de 1967 réglemente par exemple l'utilisation des téléviseurs, ce qui suppose leur introduction dans les communautés.

Certes, précise-t-il, il n'est pas question de nier que la télévision peut être un moyen d'enrichissement en élargissant nos

36 - Bernard Tissier de Mallerais, *Marcel Lefebvre*, Clovis, 2002, p. 474.

37 - Mgr Jacques Masson, in *Pourquoi et comment je suis allé à Écône*, cité par l'abbé Benoît Wailliez, in *Pour qu'il règne*, n° 117, p. 6.

38 - Abbé Benoît Wailliez, « Monseigneur Lefebvre et la réforme liturgique », in *Pour qu'il règne*, n° 117, p. 6.

horizons. Toutefois, le chapitre rappelle qu'il en est de la télévision comme du cinéma, des concerts, du théâtre et autres occasions de culture et de détente : les Sœurs ne peuvent en user que dans la dépendance et, chaque fois, avec l'autorisation formelle de la mère prieure. Le chapitre est très réticent sur l'usage scolaire de la télévision qui agit par une imprégnation lente des esprits, laquelle échappe à l'influence du professeur et parfois contredit son enseignement.

Le même chapitre donne des instructions précises sur le port de l'habit religieux :

Même si l'habit religieux n'est pas essentiel à la vie de consécration, cependant l'habit fixé par les constitutions répond au caractère de l'institut. On peut donc le changer... Mais on ne peut le supprimer parce qu'il est un des éléments qui servent à distinguer la vie religieuse comme signe de sainteté dans l'Église... En outre, les laïcs qui vénèrent et respectent les personnes consacrées attendent d'elles cette modestie, cette réserve, cette note édifiante d'austérité et cette marque de pauvreté, même extérieures, qui rendent plus beau leur service. En commentaire de l'article 12, le chapitre rappelle que la tenue des Sœurs doit toujours être digne et pauvre. En somme, dignité et pauvreté de la vie convenables à notre état de pauvreté et à notre mission de religieuses enseignantes.

De telles précisions supposent que des dispositions avaient été prises, au moins à titre personnel, pour l'allègement ou la suppression de l'habit.

Une autre modification importante avait touché cette fois l'apostolat même des Sœurs : suivant les directives de la « pastorale nationale », et contrainte par la nécessité, la Congrégation avait accepté de signer avec l'État des contrats simples qui assuraient aux Sœurs un salaire et une retraite, tout en laissant à la Congrégation une relative autonomie dans le domaine de l'enseignement. Cet accord, qui apportait aux congrégations religieuses une aide matérielle non négligeable, comportait néanmoins un certain nombre de contraintes, parmi lesquelles la nécessité de se plier à quelques exigences de l'Éducation nationale.



1885 : mère Hélène Daguzan, prieure générale de la congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, fondée par l'abbé François Vincens (en médaillon) au début du dix-neuvième siècle, décide d'affilier la congrégation au Tiers-Ordre de saint Dominique. Elle en fait la demande au supérieur général de l'Ordre, le père Hyacinthe Cormier (p. 20).

En 1920, mère Henri-Dominique Destenay succède à mère Hélène Daguzan. Elle sera supérieure générale jusqu'en 1947 et exprimera la nécessité, qu'elle ressent, d'une réforme de la Congrégation (p. 42).

8 septembre 1885 : l'autorisation du père Cormier (ci-dessous) est obtenue. Signe de la nouvelle affiliation, les Sœurs seront vêtues de blanc, comme des dominicaines.





Dans les années
cinquante,
« la Congrégation
s'est étendue
dans tout le sud
de la France,
de Bordeaux
jusqu'à
Grasse »
(p. 23)

(graphismes
réalisés par
des Sœurs
de l'institut).

Dominicaines Enseignantes du Saint Nom de Jésus 1800 - 1953





À la même époque, la Congrégation compte deux cents religieuses. Elle a fondé plus de quatorze écoles (p. 23), telles que l'institution Fénelon, à Tarbes, ici en trois images.





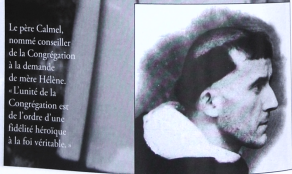
Ci-dessus,
mère Marie-Xavier,
maîtresse des novices,
rappelée à Dieu en 1934
après cinquante années
de profession et vingt-cinq
années d'exercice
de sa charge (p. 136).

Le noviciat de la
Congrégation est situé
à Montréal (p. 42).
Il est réputé pour
la beauté de son
ensemble et de sa
chapelle (vues ci-dessous).
Il est également « auréolé
du souvenir de saintes
religieuses » (p. 24).



1948 : mère Hélène Jamet
est élue supérieure générale.
Elle succède à mère
Henri-Dominique.
« La perfection de l'amour
est une perfection d'oubli
de soi et de paix » (p. 87).
Elle entreprend la réforme
des constitutions.

Le père Calmel,
nommé conseiller
de la Congrégation
à la demande
de mère Hélène.
« L'unité de la
Congrégation est
de l'ordre d'une
fidélité héroïque
à la foi véritable. »





Année sainte 1950 : pèlerinage de la Congrégation et de ses élèves à Rome (ci-dessus). On se presse pour voir passer Pie XII (ci-dessous), voir p. 24.



1950: congrès des
supérieures majeures
à Rome (p. 138).

Au premier rang,
tout à droite,
mère Hélène.



1953: Mère Hélène,
aidée du père Calmel,
a mené une réforme
des constitutions à laquelle

Rome apporte son
approbation officielle.

SACRÉE CONGRÉGATION DES RELIGIEUX N 1263-27 T. 13

DÉCRET

La Sacrée Congrégation des Dominicaines Enseignantes, dont la maison principale est dans l'arrondissement de Toulouse, d'accord avec son Conseil et au nom de toutes les Sœurs, a exposé à cette Sacrée Congrégation des Religieuses les Constitutions de son Institut, déjà mises en harmonie avec le Code, il y a dix-neuf ans, avaient encore besoin d'être révisées. Il était bon notamment de les compléter sur le chapitre des prescriptions canoniques et de la jurisprudence de la Sacrée Congrégation, de les présenter dans une meilleure forme littéraire et enfin de les reprendre pour plusieurs motifs : légèreté modification dans le titre, suppression des Sœurs converses, détermination plus nette de l'œuvre apostolique et de la préparation des Sœurs à la remplir.

La Prieure Générale, ayant obtenu le consentement des Sœurs de toute la Congrégation, a soumis très humblement à la révision et à l'approbation du Saint-Siège les Constitutions préparées par des prêtres compétents en droit canonique.

Après avoir considéré toutes ces choses, mais surtout l'avis favorable de l'éminentissime Cardinal Jules Saliège, archevêque de Toulouse, et de la commission des révérendissimes Pères consultants, la Sacrée Congrégation des Religieuses approuve et confirme les modifications et additions telles qu'elles figurent dans le présent exemplaire des Constitutions rédigé en langue française.

Nonobstant toutes choses contraires.

Donné à Rome, à la Secrétairerie de la Sacrée Congrégation des Religieuses, le 5 septembre 1953.
PM. LERRADNA
Secrétaire

VALERIO CARDINAL VALERI
Préfet

*Lettre de Mgr SPOSETTI reçue le 27-8-53 à Castelnaud
lères Vêpres de S. Augustin*

Secretaria Sacrae Congregationis
de Religiosis

ROME, le 22 Août 1953

Très Rév. Mère Prieure Gén. des Sœurs Dominicaines Enseignantes,

Aussitôt après mon retour de vacances, j'ai achevé le travail sur vos Constitutions ; je les ai sou-

mises à la signature de mes Supérieurs majeurs.

Le Décret porte la date du 14 août courant.

Que la Sainte Vierge nous bénisse tous.

Votre dévoué,
SPOSETTI
S.C.R.

CONSTITUTIONS
DE L'ORDRE DES
SŒURS DE L'ÉCOLE
DE TULOUSE



Dès 1953, au sein de la vie
religieuse des Sœurs comme
dans leurs tâches d'éducation,
les Constitutions réformées
commencent d'être
mises en pratique.



— Sœurs portant l'habit selon les constitutions de 1935. On notera le port du sous-voile, du crucifix et l'ampleur des vêtements. Mère Hélène est la deuxième à partir de la droite.



L'habit des dominicaines revu selon les constitutions de 1953 : il a été allégé pour les besoins de la vie des Sœurs. La jeune religieuse est sœur Anne-Marie Simoulin.

les Bréques. Dites les idées principales désirées, l'ordre dans lequel vous aimeriez les voir exposées. Proposez éventuellement la rédaction en entier de tel paragraphe qui vous tient à cœur...

Dans les années cinquante, le père Calmel choisit précisément la jeune sœur Anne-Marie comme bibliothécaire.

Il y a une chose à dire au sujet de la sœur Anne-Marie. Pour la sœur Anne-Marie, il y a une chose à dire au sujet de la sœur Anne-Marie. Il y a une chose à dire au sujet de la sœur Anne-Marie. Il y a une chose à dire au sujet de la sœur Anne-Marie.

Pour aider la sœur chargée des sœurs étudiantes.

Quel est son principal rôle? Avec. Comment le sœur Anne-Marie. Que doit-elle demander d'abord aux jeunes sœurs? Comment les aider à faire l'unité dans leur vie? Quelles lectures curieuses leur conseiller?

Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie.

Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie.



Il lui demande (ci-dessus), ainsi qu'à d'autres Sœurs, d'effectuer des travaux de dactylographie sur ses écrits.

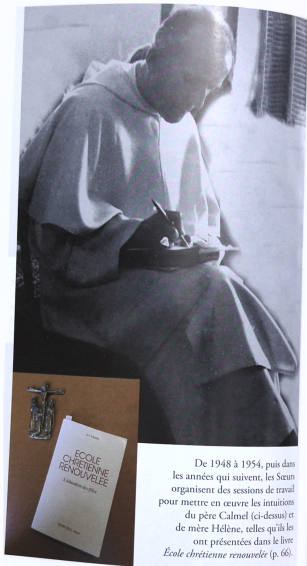
Père de la Sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie.

Septembre 1950: retraite sur l'originalité de la Congrégation. Ci-dessous, notes prises par les Sœurs, annotées et signées par le Père.

5. Ceci étant vu on admettra facilement qu'il est une sorte de religion active, une structure de religion active qui brouille la chose, qui empêche de voir la chose d'insertion de ce qui est évangélique, qui exalte la vraie vie religieuse active sans avoir le bénéfice (et le crucifiement) d'une vie religieuse contemplative.

Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie.

Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie. Le sœur Anne-Marie.



De 1948 à 1954, puis dans les années qui suivent, les Sœurs organisent des sessions de travail pour mettre en œuvre les intuitions du père Calmel (ci-dessus) et de mère Hélène, telles qu'ils les ont présentées dans le livre *École chrétienne renouvelée* (p. 66).



En 1953,
à Seilh, le cours
Notre-Dame
de l'Annonciation
ouvre ses portes et
devient vite une
« maison-modèle »
pour la mise en
œuvre des
nouvelles
Constitutions.
À gauche et
ci-dessous, avant
et après les
travaux (p. 85).
Plus bas,
la grande chapelle.





1954 : mère Marie-Angélique Lescouzères est élue prieure générale. Elle poursuit la mise en œuvre des constitutions réformées en 1953. « Qu'avons-nous fait de nos nouvelles constitutions ? C'est ce que, responsables devant Dieu de la Congrégation, nous avons le devoir de nous demander » (p. 135).



1961 : de façon symbolique, mère Marie-Angélique clôt son supériorat par la bénédiction du nouveau noviciat (ci-dessus). Mgr Théas s'est déplacé pour bénir cette maison de formation qui vit des constitutions révisées, dans la continuité de l'héritage (p. 136). Ce noviciat prend place au sein de la maison de l'Annonciation, à Seilh (ci-dessous).





Juillet 1961 : le chapitre devant élire la nouvelle prieure générale est suspendu par la Sacrée Congrégation des religieux. Indépendamment du vote, il impose une nouvelle supérieure : mère Marie-Rose Tassy. Celle-ci se trouve confrontée à l'entreprise d'« adaptation » des congrégations qui pénètre l'Eglise au lendemain du deuxième concile du Vatican (1962-1965). Encouragée par la pression des évêques français des diocèses où est implantée la Congrégation, elle conclut son supériorat, en 1967, par un chapitre qui, selon ses termes, « devrait être un chapitre d'élection et d'*aggiornamento* » (p. 162).

Parmi ces exigences, la question de la mixité fut, par exemple, soulevée.

La Congrégation devait accepter aussi de se plier aux réglementations des cartes scolaires. Il s'agissait d'un regroupement par cycles proposé dans tous les diocèses. Afin de réunir des effectifs d'enfants suffisants pour offrir à chacun la possibilité de choisir la filière qui lui convenait, et recueillir les subsides de l'État attribuées seulement à partir d'un certain nombre d'élèves, les évêques avaient enjoint aux congrégations religieuses de se partager les cycles dans les villes : telle Congrégation devait se charger de l'enseignement primaire, telle autre du collège, telle autre du lycée, telle autre encore des sections professionnelles. Cette organisation rendait impossible l'idée d'une scolarité complète effectuée dans le même établissement et sous l'autorité d'une seule et même Congrégation. Mère Marie-Rose avait néanmoins cru devoir l'adopter, afin de se conformer aux directives nationales de l'épiscopat.

Au chapitre de 1967, dans la relation sur les personnes et la pratique de la règle, mère Marie-Rose dressait donc le bilan de son généralat et des réformes introduites. Après avoir évoqué les différents aspects de la vie religieuse dans la Congrégation, (noviciat, vie de prière, retraites, vie commune, etc.), elle concluait par une appréciation sur la question de l'apostolat des Sœurs :

L'unité de l'enseignement n'a pas été poursuivie comme pendant les dix années précédentes. Cela sûrement par ma faute (manque de directives et surtout de compétences intellectuelles) et aussi celle des assistantes qui, trop surchargées par le lourd fardeau d'une maison enseignante en pleine mutation, n'ont pu m'apporter leur concours. Vous connaissez la situation de la maison de Toulouse et la décision prise au niveau du diocèse, décision à laquelle nous nous sommes rangées après avoir montré les difficultés de tous ordres que cette coupure entraînait pour Saint-Thomas.

C'est donc à contrecœur que la mère générale avait accepté ces changements liés aux regroupements des cartes scolaires.

Malgré tout cela, il est possible de dire que la véritable rupture entre vie religieuse traditionnelle et innovations dans le sillage du concile ne fut effective que dans les quelques mois qui précédèrent la réunion du chapitre général de 1967. En effet, selon les directives de l'épiscopat, mère Marie-Rose Tassy envisagea de faire de ce chapitre d'élection un chapitre d'*aggiornamento*, ainsi qu'elle l'expliqua elle-même au début de la relation sur les personnes :

Au début de ce chapitre qui devrait être à la fois un chapitre d'élection et un chapitre d'*aggiornamento* – du moins dans les grandes lignes – je veux remercier par votre intermédiaire toutes les Sœurs qui ont répondu largement et simplement à la consultation et au travail proposé en octobre 1966. Travail de communauté sur les constitutions – lettres exprimant librement la pensée de chacune à ce sujet (135 réponses) – questionnaire (140 réponses).

La Congrégation comptait alors cent soixante-dix-neuf membres³⁹. Rappelons que dans son motu proprio de 1966, le pape Paul VI avait voulu que l'œuvre de rénovation demandée par Vatican II commence sans tarder dans tous les instituts. Il avait demandé la préparation d'un chapitre dit « spécial » à réunir selon lui « dans les deux ou au plus trois années à venir ». De plus, le motu proprio *Ecclesia Sanctæ* avait recommandé de prévoir « d'une manière opportune une entrée en libre consultation des religieux » à l'issue de laquelle les supérieures devaient établir une synthèse des avis de chacun « afin que le travail du chapitre en soit facilité et orienté ». Il suggérait « la consultation des chapitres locaux et provinciaux, la nomination de commissions, l'envoi de questionnaires⁴⁰... »

Ainsi fut fait dans la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus : mère Marie-Rose s'était conformée scrupuleusement aux direc-

39 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux : chapitre d'élection de 1967.

40 - Motu proprio *Ecclesia Sanctæ*, 11, 4.

tives du décret. Un questionnaire fut envoyé à toutes les Sœurs qui devaient le remplir avant le 30 mars 1967. Ce questionnaire avait été établi en fonction des *desiderata* que les Sœurs lui avaient préalablement envoyés et qu'elle avait soumis à son conseil. Avant la réunion du chapitre de 1967, la mère générale souhaitait que chacune des Sœurs donne son avis sur les modifications ou les suppressions des articles des constitutions que certaines avaient réclamées. C'était l'objet du questionnaire.

Il se présentait comme une longue liste d'articles en face desquels une précision était inscrite : « à modifier ? » ou bien « à supprimer ? », parfois assortie d'un commentaire qui explicitait le propos : « à modifier ? (formulation) » ou bien « Supprimer "au moins une fois par mois" ? ». Les Sœurs devaient répondre par *oui* ou par *non* en donnant assez succinctement leurs raisons. Au total, quarante-deux articles étaient soumis à la consultation des Sœurs, et huit autres devaient être modifiés d'office en vertu du décret *Perfectæ Caritatis*, du motu proprio *Ecclesiæ Sanctæ* et du décret sur les instituts laïcs. La consultation antérieure des Sœurs avait donc abouti à la réalisation d'un dossier étonnant : par exemple, les Sœurs étaient interrogées sur leur désir de modifier ou non l'article 4.

La Congrégation, disait cet article, appartient au Tiers-Ordre de saint Dominique. Cela veut dire que les structures de sa vie religieuse, l'organisation des maisons, l'ascèse et les formes d'apostolat lui sont propres, donc différentes de celles de l'Ordre ; mais l'esprit de l'Ordre doit être celui de la Congrégation, c'est-à-dire un amour des âmes tellement grand qu'il requiert une contemplation toujours grandissante et un sens aigu de l'importance et de l'intégrité de la doctrine ; car il est urgent d'apporter aux âmes la miséricorde de la vérité.

Il paraissait difficile de concevoir une quelconque modification de cet article sans toucher à la nature même de la Congrégation, à ce que l'on pourrait appeler, en reprenant les mots du concile, son « charisme propre ». De fait, les archives ont conservé les réponses ironiques de certaines Sœurs que l'ingénuité du

questionnaire semble avoir poussées au seuil de la colère. En face de cet article 4 et de la question « à modifier ? », la Sœur a répondu :

La Congrégation n'appartient pas au Tiers-Ordre. L'amour des âmes ne requiert pas la contemplation. Les âmes n'ont pas besoin de vérité...

De même, lorsque le questionnaire interroge les Sœurs sur l'article 17 et demande s'il faut supprimer l'expression « par exception » et « en petit nombre » de la formulation suivante :

Par exception, on pourra admettre des Sœurs qui ne s'occuperont pas des enfants parce qu'elles n'en ont pas les aptitudes (mais elles seront en petit nombre) et c'est à la condition expresse qu'elles aient l'intelligence et l'amour de l'œuvre et soient capables d'y apporter leur concours au poste qui leur sera fixé

la Sœur a répondu :

On admettra régulièrement et en grand nombre des Sœurs incapables de s'occuper des enfants, car la finalité de la Congrégation est n'importe quoi⁴¹...

Il est difficile de trouver, dans le questionnaire, un fil conducteur. Les *desiderata* des Sœurs semblent avoir tous été pris en compte, quels qu'ils fussent. Ainsi, les demandes concernent la diminution des temps de noviciat et de postulat, la suppression de la mention des confessions hebdomadaires, des confesseurs extraordinaires, du silence habituellement respecté par les Sœurs, de la solitude dans les cellules, de l'habitude pour chaque Sœur de s'occuper elle-même de son ménage, de l'exhortation à avoir dans sa cellule une image du Christ et de la Vierge choisie de telle sorte qu'elle mérite vraiment le titre d'image sacrée, de la régularité mensuelle du chapitre des coupes, des mesures de prudence canonique concernant l'ouverture des parloirs sur

41 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, réponse de mère Anne-Marie Simoulin au questionnaire.

l'extérieur... Les *desiderata* suggèrent également la modification des articles concernant l'agonie et la mort des Sœurs: amendement de l'article 196 qui donne la possibilité aux Sœurs malades de recevoir la communion tous les jours même si elles ont pris quelque remède liquide ou solide, de l'article 200 qui évoque le *Salve Regina* chanté à l'instant de la mort. Une autre demande propose la modification de l'article 229 jusqu'alors rédigé de la façon suivante:

Le but des Sœurs n'est pas de former des femmes qui brillent ou réussissent dans le monde, mais de former des femmes chrétiennes qui soient capables, malgré les contradictions, d'être un ferment évangélique dans leur milieu.

Est également réclamée une modification du mode d'élection de la mère générale, de ses assistantes, de la secrétaire et de l'économe, ainsi que des modalités d'organisation des chapitres généraux. On le voit, l'ensemble du questionnaire tend à une diminution des pratiques ascétiques, à une simplification de la vie religieuse, à une organisation plus démocratique du gouvernement de la Congrégation. Une seule question propose le renforcement d'une pratique disciplinaire en vigueur. Il s'agit de l'article 154 ainsi rédigé:

Tous les vendredis et les jours de jeûne d'Église, les Sœurs boiront de l'eau à tous les repas pour leur rappeler l'esprit de pénitence. La collation du Vendredi saint sera au pain et à l'eau.

En face de cet article et de la suggestion «à renforcer?», qui réclame l'accentuation d'un jeûne déjà strict, au pain et à l'eau, et qui contraste avec la proposition d'allègement général de toutes les pratiques ascétiques liées à la vie religieuse, une Sœur a répondu ironiquement:

Les Sœurs peuvent fumer et aller au bal, mais elles doivent porter un cilice, une chaîne de fer à chaque bras et suivre un régime strictement végétarien.

À la vérité, rien de ce qui se passa alors dans la Congrégation n'est étonnant : toutes les congrégations religieuses connurent ces phénomènes au lendemain du concile. Le père jésuite Dortel-Claudot, chargé comme nous l'avons dit de l'*aggiornamento* des Congrégations, a tracé de cette période un bilan qui semble avoir été rédigé pour dépeindre le Saint-Nom-de-Jésus.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les congrégations religieuses de vie apostolique ont été la partie du peuple de Dieu ayant accueilli le plus favorablement les orientations du concile. Vatican II leur avait demandé un effort d'ouverture au monde ainsi qu'un *aggiornamento* de leur façon de vivre, allant de pair avec la révision de leurs constitutions. Dans leur très grande majorité, les Congrégations sont entrées joyeusement dans ces perspectives. Certes, il y eut des maladresses et un brin de folie ici ou là⁴².

Plus haut, il avait évoqué les points des constitutions qui furent le plus souvent remis en question :

Les pans entiers de la vie religieuse pour lesquels mes conseils et mon aide étaient sollicités concernaient prioritairement les chapitres suivants des constitutions en chantier :

- gouvernement ;
- formation ;
- pauvreté, obéissance, vie communautaire ;
- administration des biens.

Je fus moins interrogé concernant la vie de prière et la chasteté ; assez peu concernant l'apostolat. Concernant l'important chapitre des constitutions sur l'esprit et le but de l'institut, ce qu'on devait, avec le temps, baptiser « le charisme de l'institut », je fus peu interrogé durant la phase des chapitres spéciaux⁴³.

Un autre témoignage de l'époque mérite d'être cité, car il corrobore les conclusions que l'on peut tirer sur l'extravagance de cette période d'*aggiornamento*. Il s'agit des réflexions du Frère

42 - Michel Dortel-Claudot, *op. cit.*, p. 17.

43 - *Ibid.*, p. 15.

Michel Sauvage, membre de la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes. Dans un style des plus confus, il présente l'esprit général qui présida aux travaux :

La rénovation, écrit-il, n'est pas le passage de manières d'être à d'autres manières d'être mais l'invention de nouvelles manières d'être, à partir d'une redécouverte effective et constante de la raison d'être. La chance du moment que nous vivons, la chance de l'avenir des instituts religieux, c'est qu'ils sont appelés à sortir décidément d'une mentalité qui privilégiait les formes, c'est-à-dire les manières d'être, à une créativité qui repart sans cesse, avec la liberté créatrice de l'Évangile, de la raison d'être qui a donné naissance à l'institut⁴⁴.

L'espérance contagieuse qui soulevait alors tous ceux qui s'engagèrent dans l'*aggiornamento* s'appuyait sur la ferme conviction qu'une renaissance allait bientôt suivre l'apparent déclin des vocations qui semblait lié à cette période :

Bien sûr, écrivait par exemple en 1971 Michel Rondet, cette renaissance, comme toute renaissance chrétienne, passe par la mort de ce qui est sclérose, attachement stérile aux formes transitoires du passé, peur ou incompréhension devant la nouveauté de la situation dans laquelle nous nous trouvons avec tout ce qu'elle implique d'appels à une conversion évangélique⁴⁵.

Et le père Dortel-Claudot rappelle ce que fut son enthousiasme :

Pour ma part, je garde un merveilleux souvenir de cette époque où l'on s'activait à retrouver l'essentiel de notre vocation religieuse apostolique, chacun selon l'esprit propre de son institut, à la libérer de petites pratiques désuètes et non significatives. Témoin proche de tout cela, je communiais fort à toutes ces recherches et à tous ces rêves (*sic* !). J'étais intimement convaincu qu'on était sur la bonne voie, et pleinement obéissant à l'Église et sans aucune arrière-pensée, j'apportais ma part à cet effort collectif. Bien évidemment, je n'ignorais

44 - Cité par Michel Dortel-Claudot, *ibid.*, p. 19.

45 - *Ibid.*, p. 20.

pas que beaucoup d'instituts n'avaient plus autant de vocations que jadis, mais j'étais persuadé que cela allait changer grâce à l'*aggiornamento* qu'on était en train de vivre⁴⁶.

Pourtant, une enquête, menée en 1973 auprès des congrégations religieuses par le père Luchini, allait très rapidement modérer les enthousiasmes. Dès 1969, à la demande des supérieures majeures de France, ce père dominicain avait entrepris une étude sociologique sur la vie religieuse féminine apostolique en France. Une seconde enquête lui fut redemandée quatre ans plus tard. Les résultats firent apparaître clairement la baisse continue des vocations dans la vie religieuse apostolique féminine française de 1969 à 1973. La surprise semble avoir été sans précédent ! Le père Dortel-Claudot évoque le saut dans la foi qu'il dut poser. L'exposé des doutes qui l'habitérent alors est révélateur :

Tantôt, écrivait-il, je suis tenté de penser, comme certains, qu'effectivement les religieux de vie apostolique sont en passe de devenir des membres d'instituts séculiers vivant en communauté. Mais cela me gêne parce que j'ai l'impression qu'on n'est plus alors dans la ligne de la vie religieuse de toujours et que l'histoire de celle-ci est en train de s'arrêter sous nos yeux. L'absence de recrutement de la plupart des congrégations de vie apostolique, le maintien d'un recrutement suffisant dans les monastères et les quelques instituts, type « Petites Sœurs des pauvres », qui se sont tenus à l'écart des engagements professionnels, peuvent donner à penser qu'en France, de fait, l'histoire de la vie religieuse apostolique arrive à son terme en cette fin de xx^e siècle, et que la génération actuelle, celle qui, à partir de 1968, a poussé dans le sens de la sécularisation et de la professionnalisation, loin d'être une génération prophétique, comme elle se l'imagine, n'est tout bonnement qu'une « fin de race », aussi sympathique que turbulente... Voilà ce qui occupe parfois mes pensées⁴⁷ !

46 - Michel Dortel-Claudot, *ibid.*, p. 17.

47 - *Ibid.*, p. 39.

Son témoignage personnel est encore plus précis et éloquent un peu plus tard. En 1979, il s'interroge :

N'aurait-on pas fait fausse route depuis des années ? En dépit de ma profession de foi de 1974, écrit-il, en dépit du fait que je me donnais à plein, (...) pour aider les Congrégations à préparer leurs constitutions définitives, je portais en moi une interrogation concernant les nouveaux modes de présence apostolique des Congrégations depuis le concile. (...) Je résume mes propos d'alors : en France, aujourd'hui, le continent « vie religieuse apostolique » est-il en train de dériver ? En France, la vie religieuse apostolique n'est-elle pas en train aujourd'hui de perdre son identité de toujours ? Et pour y remédier n'est-elle pas partie à la recherche d'une identité d'emprunt, soit du côté de la vie purement contemplative, soit du côté du laïc, selon que les vents capricieux la poussaient dans une direction ou l'autre ⁴⁸ ?

La Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus fut donc, comme nous l'avons vu, enveloppée dans ce grand mouvement d'*aggiornamento* qui toucha toutes les congrégations religieuses de femmes en France, entre 1965 et 1970.

Cependant, la date de 1967 va la placer un peu à l'écart. Le 8 juillet 1967 en effet, s'ouvrait le chapitre général dont nous avons déjà parlé. L'élection de la nouvelle mère générale modifia subitement l'évolution de la Congrégation.

Sous la présidence de Mgr Guyot, archevêque de Toulouse, et en présence du révérend père Marie-Joseph Nicolas, assistant ecclésiastique de la Congrégation, les votes des capitulaires désignèrent de façon surprenante mère Anne-Marie Simoulin. Comme mère Anne-Marie n'avait pas l'âge requis par le canon 504, une postulation fut adressée à son Éminence le cardinal préfet de la Congrégation des religieux. En attendant la réponse, Mgr Jean Guyot accorda les pleins pouvoirs à mère Anne-Marie pour présider et poursuivre les travaux du chapitre. Les élections

48 - *Ibid.*, p. 30.

de l'après-midi du même jour nommèrent assistantes générales mère Jeanne-Thérèse Messal, mère Magdeleine-de-Jésus Juès, mère Saint-François Assémat et mère Marie-Luc Sidos.

Le 9 juillet, le chapitre devait commencer ses travaux. Mais, devant l'importance de l'œuvre à accomplir et son besoin d'information personnelle sur les différents problèmes de la Congrégation, mère Anne-Marie proposa aux votes des capitulantes la résolution suivante :

Acceptez-vous de repousser jusqu'à Pâques la conclusion du chapitre d'*aggiornamento* avec un travail par commissions qui se réuniront entre-temps pour réfléchir sur les questions posées ?

Le chapitre accepta cette proposition à l'unanimité. Un frein venait d'être mis au processus d'*aggiornamento* de la Congrégation.

Le 14 juillet, à 19 heures, une réponse favorable à la postulation arrivait de Rome. Mgr Saint-Gaudens, en l'absence de Mgr Guyot, notifia la confirmation de l'élection de mère Anne-Marie Simoulin à la communauté. Après l'obédience, les Sœurs se rendirent à la chapelle pour le *Te Deum* d'action de grâces. Et le chapitre se sépara, la prochaine réunion des commissions étant fixée à Bordeaux, durant les vacances de Noël.

LE GÉNÉRALAT DE MÈRE ANNE-MARIE

La nouvelle mère générale

QUI était la nouvelle supérieure générale ? Son élection fut-elle une surprise ? Trop peu de temps nous sépare du décès de cette Mère pour qu'un véritable travail historique puisse être accompli à son sujet. Il est possible néanmoins de relever dans son propre témoignage les quelques éléments biographiques qui permettent de suivre son cheminement jusqu'à sa nomination à la tête de la Congrégation.

Le premier contact de la Mère avec la Congrégation date de la classe de seconde que mère Anne-Marie suivit dans l'école du Saint-Nom-de-Jésus, à Aix-en-Provence, après avoir assisté aux cours de quatrième au lycée, puis à ceux de troisième au cours Durieux, dirigé par la future sœur Marie-Charles. Lorsque l'appel de la vocation se fit entendre, ce fut d'abord vers les Petites Sœurs de Charles de Foucauld, au Tubé, que la Mère se sentit appelée. Des raisons de santé entravèrent ce projet. Cette santé défectueuse la contraignit à redoubler d'abord la quatrième, puis la première. La venue de mère Hélène Jamet à Aix ouvrit de nouveaux horizons à la Mère. Pas encore mère générale, mère Hélène Jamet parlait un jour aux élèves, dans la cour de récréation, du sujet brûlant de la liberté.

J'ai été éblouie... racontera bien après mère Anne-Marie. Plus tard, lorsque je pensais à rentrer, les Sœurs étaient en plein chapitre général. J'ai dit alors que je ne rentrerais que si mère Hélène ou mère Bruzaud étaient élues ⁴⁹...

Ce fut le cas. De ces années de classe à Aix, mère Anne-Marie gardait le souvenir de son admiration pour mère Marie-Joseph et se souvenait d'avoir découvert là l'esprit dominicain, « malgré les lacunes des Sœurs. Surtout, ajoutait-elle, je ne trouvais pas les Sœurs compassées... »

Après des études à la faculté d'Aix, puis à la Sorbonne jusqu'à l'obtention d'une licence de lettres, mère Anne-Marie décida d'entrer chez les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus. Elle se rendit à Montréjeau le 6 mars 1949. Elle a raconté ce moment :

Je suis arrivée au noviciat l'année où le père Calmel venait de mettre en pratique un certain nombre de réformes pratiques dans le sens d'une plus grande authenticité de vie religieuse... Cela n'allait pas sans mal ! Dans l'année, il venait de faire ôter les crucifix en argent que toutes les Sœurs portaient sur la poitrine.

— Il n'est pas normal que des religieuses portent sur elles de l'argent ! disait-il.

Tous les crucifix ont été fondus en un grand calice.

La Mère se souviendra plus tard de

l'atmosphère, à la fois marquée par l'élan insufflé à la Congrégation par mère Hélène et le Père qui passaient dans les communautés pour lire et commenter les nouvelles constitutions au fur et à mesure de leur rédaction et de leurs modifications ; en même temps de façon diffuse et difficile à définir, d'une certaine opposition palpable, même si en réalité seules treize Sœurs furent vraiment en opposition.

La visite canonique précédant la prise d'habit fut effectuée par le cardinal Saliège. Une anecdote rappelle qu'il s'exprimait

49 - Toutes les citations sont tirées d'entretiens privés avec mère Anne-Marie Simoulin, enregistrés les 16 et 17 juillet 2007, puis les 8 et 9 août 2007.

très difficilement. Les Sœurs (et tout particulièrement mère Marie-Réginald Chabert qui était sa secrétaire) avaient recommandé à mère Anne-Marie, qui s'inquiétait de ne pas le comprendre, de répondre une fois *oui*, une fois *non*. D'où le dialogue :

- Cela vous ferait-il plaisir que je vienne à votre prise d'habit ?
- Non, Éminence !
- Cela vous ennuerait que je vienne à votre prise d'habit ?
- Oui, Éminence !

Les archives de la Congrégation conservent en conséquence le curieux début du sermon du cardinal à la prise d'habit :

Elle ne voulait pas que je vienne ! Je suis venu quand même !

Le 8 septembre 1949, mère Anne-Marie prit donc l'habit avant d'être envoyée pour son année canonique à Toulouse. Elle fut la première à arriver en habit dans cette maison, car les lois du maréchal Pétain supprimant les mesures d'exclusion prises en 1905 à l'égard des congrégations religieuses ne dataient que de 1941, et les autorités du Saint-Nom-de-Jésus avaient concédé un délai – voire une dérogation – aux Sœurs plus âgées pour la reprise de l'habit.

Ce fut l'occasion pour elle de découvrir de près le travail du père Calmel et de mère Hélène Jamet dans la Congrégation.

Très vite, mère Anne-Marie s'attacha à la personnalité de mère Hélène qu'elle admirait. Une amitié se forma, que des années de correspondance ne démentiraient jamais. Dans l'une de ses dernières lettres, peu de temps avant de mourir, mère Hélène ira même jusqu'à promettre à mère Anne-Marie de venir la chercher au jour de sa mort. De nombreuses expressions révèlent cette profonde amitié qui fut non seulement une attraction de personnes mais encore une communion étroite de pensée et d'idéal. Derrière un ton parfois primesautier :

Voilà bien longtemps que je ne vous ai pas écrit. J'ai envie de le faire aujourd'hui, ne serait-ce que pour vous souhaiter une

bonne fête de saint André et un bon Avent, et pour vous assurer que je prie pour vous de tout cœur : c'est du même cœur que je vous désire sainte, sanctifiée par votre charge⁵⁰.

...se manifeste une grande union de cœur :

Ma Mère, voilà finie ma dernière heure de cours et je veux employer ce premier temps libre à vous dire mon union pendant cette Semaine sainte et les fêtes de Pâques. J'ai été heureuse de notre trop brève rencontre à l'enterrement... C'est le lot de cette vie passagère et mouvante de ne faire que s'apercevoir. L'essentiel est de rester ensemble au plus profond de nous-mêmes, par le service du Seigneur qui nous a jointes dans cette Congrégation. Ce mot ne veut que vous dire que je suis avec vous, ma Mère⁵¹.

En 1976, mère Hélène écrivait :

De tout cœur, je vous embrasse. Vous savez depuis longtemps quelle est ma sollicitude pour votre âme que j'aime comme la mienne pour l'amour de Dieu, pour que l'une et l'autre se réjouissent en Dieu pendant l'éternité⁵².

Chacune de ces lettres est invariablement signée de la même façon : « Votre sœur Hélène Jamet ».

Il est important de s'attarder un instant sur les liens profonds qui unissaient mère Hélène et mère Anne-Marie. En effet, l'élection de mère Anne-Marie en 1967, alors qu'elle n'avait que 39 ans, et que, prieure à Grasse, elle ne semblait pas avoir été pressentie pour la charge, fut une surprise. La nouvelle mère générale n'avait manifesté aucun enthousiasme pour les réformes entreprises par mère Marie-Rose Tassy. Bien plus, c'est son commentaire au questionnaire de 1966 qui avait été le plus incisif et le plus ironique. Le premier acte de son généralat sera de déchirer les réponses envoyées par les Sœurs à ce même ques-

50 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom de Jésus de Fanjeaux, lettre de mère Hélène Jamet à mère Anne-Marie, née Andrée Simoulin, 28 novembre 1970.

51 - *Ibid.*, 3 avril 1971.

52 - *Ibid.*, 3 septembre 1976.

nionnaire. Il ne reste plus aujourd'hui que la synthèse élaborée par mère Marie-Rose à partir des réponses des Sœurs. On peut donc affirmer qu'il n'y a aucune continuité entre l'œuvre de mère Marie-Rose et celle de mère Anne-Marie Simoulin. Pourquoi alors fut-elle élue ? Sans proposer ici une réponse de caractère certain, nous pouvons peut-être évoquer l'amitié qui liait la nouvelle mère générale à mère Hélène Jamet, et surtout, leur communion de pensée au sujet de l'idéal religieux. D'autres témoignages évoquent aussi son ouverture à toutes – même si, inévitablement, la Mère ne fit pas toujours l'unanimité –, et ses positions mesurées à l'égard du père Calmel qu'elle appréciait et défendait pour la force de son œuvre intellectuelle et spirituelle, tout en concédant à celles qui en avaient été meurtries qu'il n'était pas toujours assez adroit ou discret. Son amitié avec mère Hélène en revanche, et son admiration pour elle, ne connaissaient pas d'ombre.

Or on se souvient qu'en 1954, les tensions dans la Congrégation étaient devenues telles, malgré l'essor extraordinaire donné par la réforme, que mère Hélène avait cru être une des causes des déchirements : elle avait annoncé son refus d'être à nouveau élue supérieure générale⁵³. Mais la Congrégation presque unanime aurait souhaité lui offrir ses voix.

Le chapitre eut lieu : Rome annonça la nomination de mère Marie-Rose Tassy, pour qui aucune Sœur ne paraissait avoir voté. Quelque conciliante qu'ait pu être mère Marie-Rose, elle conserva au long de son généralat l'ombre de cette élection peu canonique. Par ailleurs, ses liens avec le père Nicolas, auquel la Congrégation associait la sanction frappant le père Calmel, ne contribuaient pas à son prestige. Enfin, les nouvelles constitutions étaient appréciées : les Sœurs les avaient découvertes, pra-

53 - Cf. p. 131.

tiquées, aimées. Pour beaucoup, elles étaient indissociablement liées à la personnalité de mère Hélène.

L'élection d'une Sœur dont la proximité avec mère Hélène était notoire et dont les idées étaient fidèles aux constitutions de 1954 peut certainement s'expliquer en partie par ces considérations. Pour beaucoup de Sœurs, cette élection fut interprétée comme un « miracle » de la Providence qui bouleversait de façon inattendue le cours des événements. Ainsi, mère Hélène écrivait-elle, en septembre 1967 :

Merci, ma Mère, de votre dernière lettre et de votre amitié. Vous connaissez la mienne et ma joie de vous savoir là où vous êtes. Je ne cesserai d'y voir une protection presque miraculeuse de Dieu sur notre pauvre petite Congrégation déchirée et branlante⁵⁴.

Les premières mesures

Dès juillet 1967, mère Anne-Marie organisa son gouvernement comme un combat contre ce qu'elle appellera plus tard « les dérives de l'Église conciliaire ». Au cours de son priorat à Grasse, elle s'était étonnée de l'évolution des idées qu'elle avait pu constater au sein même des organisations religieuses. Des réunions, par exemple, regroupaient régulièrement toutes les prieures dominicaines près de Nîmes. La dernière réunion à laquelle le Saint-Nom-de-Jésus avait participé était présidée par une certaine mère Jeanne d'Arc. Le thème était : « l'accueil et l'écoute ». Il avait été demandé à chaque prieure de passer à tour de rôle pour simuler un rendez-vous entre une prieure et une Sœur « en difficulté ». Toutes déclinèrent l'offre et mère Jeanne d'Arc s'était exclamée : « Elles ne sont pas mûres ! » Présente à la réunion, mère Anne-Marie avait manifesté son indignation

54 - Lettre de mère Hélène Jamet à mère Anne-Marie, 15 septembre 1967.

devant ces simulacres de situation qui lui paraissaient odieux et dramatiques pour la vie des congrégations religieuses.

Des déclarations comme celle du père Teilhard de Chardin venaient d'être condamnées :

Si, par suite de quelques renversements intérieurs, je venais à perdre successivement ma foi au Christ, ma foi en un Dieu personnel, ma foi en l'Esprit, il me semble que je continuerais à croire au Monde. Le Monde (la valeur, l'infailibilité de la bonté du Monde), telle est, en dernière analyse, la première et la seule chose à laquelle je crois. C'est par cette foi que je vis, et c'est à cette foi, je le sens, que, au moment de mourir, par-delà tous les doutes, je m'abandonnerai... À la foi confuse en un Monde Un et Infaillible, je m'abandonne, où qu'elle me conduise⁵⁵.

Mais quoique condamnées, de telles déclarations rejaillissaient sournoisement même dans les milieux ecclésiastiques. Elles soulevaient en mère Anne-Marie une détresse et une colère dont sa correspondance donne un écho. Le 3 septembre 1967, le père Calmel tentait d'y donner réponse :

Montrez aux Sœurs que vous êtes avec l'Église de toujours (en accord avec les documents dogmatiques du pape régnant). Même s'il est si facile à celles des Sœurs qui sont faibles et ne prient pas assez ou veulent complaire au monde de vous rétorquer que la pratique des évêques (de beaucoup) est une mise en question plus ou moins déguisée de tous les dogmes et de toutes les lois morales – morale privée, familiale et politique – et que le pape ne prend pas de mesures, et que, dès lors c'est votre façon de faire qui ne sera pas d'Église !... Tenez bon. Soutenez celles des Sœurs et des maisons qui préférèrent le martyre à la trahison. Nous ne pouvons pas nous faire illusion : nous passons pour insensés et pour ennemis et pour opposants à Vatican II, nous qui refusons l'interprétation moderniste qu'on en donne chaque jour. Et nous avons si peu de moyens de nous faire entendre ! Ne pas nous troubler, ne

55 - *Documentation Catholique*, 15 juillet 1962, texte cité par l'*Osservatore Romano* dans son commentaire du *monitum* du Saint-Office du 30 juin 1962.

pas avoir d'amertume. Nous sommes avec Jésus et son Église!
Belle fête de saint Pie X⁵⁶!

On se souvient qu'à peine élue, la Mère avait déchiré les réponses au questionnaire de mère Marie-Rose. Elle en expliqua la raison dans une lettre du 12 septembre 1967 :

Sans doute, attendez-vous avec plus ou moins de confiance ou d'anxiété de savoir ce que vont devenir nos constitutions et d'autre part l'utilisation qui sera faite de vos réponses au questionnaire envoyé par mère Marie-Rose sur les constitutions. Cette consultation sera-t-elle prise en considération? Quelles sont nos intentions profondes? Votre inquiétude est normale et il est loyal de ma part de vous communiquer nos intentions et de vous faire ainsi partager nos préoccupations, vous demandant de les porter dans votre prière et dans votre zèle apostolique.

Comme me l'écrivait le 3 septembre le père Nicolas, nous sommes

obligées à faire un chapitre d'aggiornamento, c'est-à-dire à revoir nos constitutions pour les adapter aux exigences spirituelles et apostoliques que le concile a dégagées et mises en lumière. C'est une occasion qui nous est donnée de faire quelques améliorations... Une étude attentive de votre texte et de celui du concile, l'examen des vœux non pas de telle religieuse mais d'une majorité, la leçon de l'expérience de la vie, le souci de rendre votre texte plus complet, plus efficace, plus praticable, plus fidèle à son esprit et à ses buts, peuvent en effet nous inspirer d'utiles retouches. Mais vos constitutions ayant été entièrement refondues en 1953 et dans un esprit qui était déjà vraiment celui d'une rénovation, et dans le sens de ce que demande le concile, il ne peut s'agir d'une nouvelle refonte, ni d'un retour en arrière, ni d'une mise en question des principes qui ont inspiré ces constitutions.

Telle est bien notre pensée : nous n'avons pas l'intention d'écrire de nouvelles constitutions mais de rechercher ensemble les retouches qui semblent s'imposer et surtout comment être plus

56 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, lettre du père Calmel à mère Anne-Marie, 3 septembre 1967.

fidèles à leur esprit. Vous le voyez aisément, la tâche n'est pas facile, aussi avons-nous jugé sage de nous conformer à l'article un du bulletin envoyé aux supérieures majeures intitulé « Révision des constitutions » et que chaque mère prieure et chaque déléguée de chapitre a entre les mains et qui dit ceci :

Il est difficile au conseil général, qui est chargé par le motu proprio de la préparation du chapitre général et responsable de la révision des constitutions, de se consacrer entièrement à cette tâche en plus de ses fonctions de gouvernement. Il est normal et sage qu'il se fasse aider en mettant en place des organismes de travail spirituellement et techniquement qualifiés. Il constituera donc normalement – mais non obligatoirement – une commission spéciale qui aidera le conseil général dans la révision des constitutions. Composée de six, huit, dix religieuses nommées par le conseil général, cette commission doit refléter autant que possible les divers aspects de la Congrégation.

La Mère annonçait donc la nomination de trois Sœurs à qui serait confié le soin de réexaminer les constitutions selon les vœux du pape. Cette réunion était organisée sur le conseil du père Nicolas. Elle comprenait mère Hélène, sœur Bernard-Marie, et mère Marie-Irène. La présence de mère Hélène Jamet dans le comité ne laissait pas de doute sur les orientations de la nouvelle mère générale.

Fait plus significatif encore, la nouvelle mère générale mit à profit les quelques semaines qui la séparaient des travaux du chapitre pour écrire à Rome et demander la fin des sanctions qui frappaient encore le père Calmel. Elle souhaitait que le Père pût, à nouveau et avec l'autorisation de la hiérarchie, reprendre auprès des Sœurs un ministère actif. Elle obtint gain de cause auprès de la Congrégation des religieux en août 1969, mettant ainsi un terme à une situation douloureuse pour le Père et pour les Sœurs, et rendant à chacune la possibilité de renouer des contacts spirituels avec le Père, dans l'obéissance. Le père Marie-Joseph Nicolas fut chargé d'apprendre la nouvelle à la Congrégation. Les termes qu'il utilisa soulignent la difficulté

d'une situation que les Sœurs désapprouvaient dans leur majorité et qui avait suscité des attitudes et des décisions personnelles divergentes. Si plusieurs Sœurs avaient accepté, quoique la mort dans l'âme, l'éloignement du Père, d'autres, niant à la décision romaine une valeur légale à cause de l'injustice commise, avaient estimé pouvoir poursuivre les échanges avec le dominicain sans tenir compte de la sanction. Au sein même du groupe des Sœurs qui vouaient au Père une véritable reconnaissance, les avis avaient divergé. Mère Anne-Marie s'était rangée, quant à elle, à une position de soumission, au moins habituelle⁵⁷, aux ordres de la hiérarchie romaine bien qu'elle ait toujours affirmé l'injustice de la sanction. Mais sitôt qu'elle en eut la possibilité, elle chercha à obtenir la levée des sanctions. Le texte du père Nicolas lui attribue explicitement le premier rôle dans son obtention :

Mes bien chères Sœurs, écrivait-il, je suis chargé par la Sacrée Congrégation des religieux de vous transmettre la lettre ci-jointe qui, bien que m'étant adressée, vous est destinée. [Suit la lettre, datée du 9 juillet, du cardinal Ildebrando Antoniutti, préfet de la Sacrée Congrégation des religieux.] Comme vous pouvez le remarquer, il s'agit en faveur du père Calmel d'un retour au droit commun, c'est-à-dire à la liberté, pour tout ce qui est correspondance et visites individuelles.

Vous ne serez pas étonnées que je sois extrêmement heureux de cette mesure puisque je l'avais moi-même demandée et sans que personne ne m'en ait prié. C'est cependant la mère générale qui, finalement, l'a obtenue.

57 - Les lettres du père Calmel à mère Anne-Marie durant la période de 1954 à 1969 ne sont plus consultables qu'en partie : la plupart ont été détruites. Sans doute furent-elles peu nombreuses, mais il y en eut quelques-unes. La première en notre possession date du 27 août 1965. Elle répond certainement à une demande de la prieure de Grasse qu'était alors mère Anne-Marie, puisque le Père y donne des conseils pour la réunion des prieures : « À la réunion des prieures, insister sur : la défense de la foi dans vos maisons, le refus du bachotage, la prière des Sœurs, le sens de la virginité consacrée... On ne s'amuse pas avec la vérité révélée par Dieu, bien qu'il ne suffise pas de la maintenir pour être saint... »

Ce qui a été une épreuve pour beaucoup et pour le Père est donc terminé. Comme il me l'écrit, il faut que « cela tourne à plus d'amour ». Et je ne doute pas que vous vous fassiez toutes, les unes aux autres, la même confiance qu'exprime cette lettre de Rome. Tout le monde continuera à accepter loyalement et fidèlement, comme il nous l'est encore demandé, les conclusions de la visite apostolique à la suite de laquelle j'ai été nommé votre assistant ecclésiastique ⁵⁸...

D'ailleurs, à peine la Mère avait-elle entrepris les démarches auprès de Rome qu'elle reprit une correspondance plus suivie avec le Père, sans attendre la décision ultime dont elle semble ne pas avoir douté un instant. Le 8 novembre 1967, une lettre du Père donnait à la nouvelle supérieure des consignes précises pour son gouvernement :

Comme modèle de gouvernement, prenez saint Pie X :

- affermir dans la *foi* et la *piété* les chrétiens de bonne volonté ;
- maintenir la foi de toujours ;
- frapper les traîtres.

Questions premières à poser à toutes celles qui peuvent comprendre : où en êtes-vous de la prière ? de la confiance en Dieu ? du sens du péché en vous et dans le monde actuel ? du sens de l'action du démon ? du recueillement et du renoncement ? de l'amour des âmes ?...

Bien des Sœurs vivent en 1950... Remettez-les en face de leur vocation... comme en face du danger réel (qui dépasse de beaucoup celui de 1950, le danger était alors celui de la sclérose, « d'intéressantisme » et « d'universitarisme » et de fanfreluches mondaines) qui est maintenant l'apostasie déguisée. Rien que ça...

Les lettres échangées au cours de l'année 1969 rappellent les démarches entreprises à Rome pour la levée des sanctions. Mais son obtention ne suscite pas de manifestation spéciale

58 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, lettre du père Nicolas, 15 août 1969.

d'enthousiasme. On ne peut lire, dans les lettres du père Calmel, qu'une seule allusion explicite. Le 18 juillet 1969, il écrit :

L'état aura été desserré en la fête des saints martyrs de l'Eucharistie. Je pense que le Seigneur nous avertit par là de redoubler de foi et d'amour à l'égard de ce sacrement adorable... J'aimerais qu'il me soit accordé de faire des instructions sur les mystères de la foi... sur les dogmes *immuables définis*, de façon à pouvoir écrire le livre que (me semble-t-il) je devrais écrire si Dieu veut.

Les positions de la mère générale avaient été claires dès les premiers jours de son gouvernement. En conséquence, les travaux du chapitre se portèrent sur toutes les innovations que la réforme de mère Marie-Rose avait introduites. Les thèmes abordés furent les suivants : dans le domaine de l'apostolat des Sœurs, l'enseignement et l'éducation, la carte scolaire, les classes de transition, les écoles paroissiales, la mixité, la télévision, la formation spirituelle et l'Action catholique, les auxiliaires laïcs ; dans le domaine de la vie de prière et de communauté, la chasteté et l'habit religieux, la pauvreté et la question de l'assurance vieillesse, l'obéissance, la messe, l'office, le chapitre des coupes, les réunions de communauté, les haltes spirituelles, le postulat, les familles, les archives.

Le ton de l'ensemble des textes du chapitre est nettement traditionnel alors même que les documents du concile Vatican II sont cités, mais ils sont peu utilisés et toujours dans leur sens le plus conforme à la tradition religieuse des Congrégations. Une annexe est jointe aux travaux. Elle concerne l'œcuménisme, présenté comme l'une des questions importantes dans l'Église d'aujourd'hui. S'appuyant sur le décret du concile dont elles adoptent le paragraphe 4, les capitulantes définissent la position de la Congrégation dans cette matière délicate :

Il nous a semblé que le début du décret sur l'œcuménisme au paragraphe résumait bien notre attitude de fond devant cette question. « Il n'y a pas de véritable œcuménisme sans conversion intérieure. En effet, c'est du renouveau de l'âme,

du renoncement à soi-même et d'une libre effusion de charité que partent et mûrissent les désirs de l'unité. »

- Cette conversion du cœur devrait se manifester d'abord dans notre vie fraternelle par une mutuelle compréhension et un regard positif des uns sur les autres. Ensuite, quand l'occasion nous est donnée, par un effort accompli « pour éliminer les paroles, les jugements et les faits qui ne correspondent ni en justice, ni en vérité, à la situation des frères séparés », et donc dans une bienveillance à l'égard des élèves de ces confessions et de leurs familles que nous pourrions éventuellement avoir dans nos maisons, sans la moindre démission cependant devant la vérité et dans l'humilité.
- Ce souci de vérité exige de la part de tous les professeurs, religieux et laïcs, une étude sérieuse et une présentation loyale des circonstances historiques qui ont entraîné la séparation ou des faits qui en découlent. Mais une information historique ne se conçoit qu'éclairée par une étude doctrinale solide de la vérité détenue par l'Église catholique et une connaissance de ses décisions dans le domaine.
- Il ne me semble pas qu'il faille esquisser la participation de l'une ou l'autre d'entre nous à des réunions de recherches œcuméniques, mais en tenant compte de cette exhortation du concile aux fidèles « de s'abstenir de toute légèreté, de tout zèle imprudent qui pourraient nuire au progrès œcuménique ».

En conclusion, le chapitre invite fortement les Sœurs à sentir dans leur cœur la souffrance de la dissension, à porter quotidiennement dans leurs prières ce souhait du Seigneur : « Que tous soient Un comme Toi, Père, Tu es en Moi et Moi en Toi ; qu'eux soient un en nous, afin que le monde croie que Tu m'as envoyé. »

Les décisions du chapitre mirent un terme aux expériences faites dans telle ou telle communauté : tout en laissant une certaine liberté due aux circonstances, elles demandaient que rien ne soit changé à l'office en attendant les réformes du bréviaire, et ne concédaient la lecture en français que pour les leçons aux matines ; tout « en se réjouissant des possibilités offertes par les messes tardives », elles rappelaient l'importance de la messe de

communauté. Elles annonçaient le maintien du chapitre des coupes, réclamaient le port de l'habit religieux sans modification majeure, insistaient sur la nécessité d'une vraie prudence à l'égard de la télévision, des lectures et du cinéma, liant ces rappels au vœu de chasteté qu'avait défini le cardinal Antoniutti :

À la plénitude d'amour du Christ qui appelle, doit répondre la plénitude de la consécration... La chasteté est le résultat d'une conquête progressive qui s'obtient par une intense vie spirituelle, un don humble et courageux, une charité rayonnante. Il faut donc éviter tout ce qui éloigne du vrai chemin, produit des fléchissements douloureux, expose à des périls extérieurs, se rappelant que notre fragilité humaine a besoin de protection et d'assistance et que, dans la foi seule, elle se fortifie contre les dangers et résiste courageusement dans la liberté des enfants de Dieu⁵⁹.

Enfin, admettant la situation de fait qui avait intégré la Congrégation dans la planification de la carte scolaire et en déplorant les conséquences, le chapitre annonçait la volonté de la Congrégation

de sauvegarder le plus grand nombre de maisons complètes, spécialisées dans les sections A et D. La Congrégation, ajoutait-il, refuse de prendre la responsabilité des seconds cycles seuls, à la fois par pauvreté de sujets et pour préserver, partout où c'est possible, une unité de formation dans le primaire et le premier cycle.

Le combat contre la carte scolaire fut d'ailleurs le premier combat que mère Anne-Marie décida de mener durant son généralat. Il précédait celui du catéchisme et celui de la messe.

59 - Discours du cardinal Antoniutti à la clôture de l'assemblée des supérieures majeures, Rome, janvier 1967.

Les grands axes du généralat de mère Anne-Marie

La carte scolaire

La Congrégation avait manifesté ses réticences à entrer dans les divisions de la carte scolaire qui tronquaient les écoles d'une partie de leurs classes au profit de regroupements d'élèves, mais au mépris de la continuité nécessaire dans une scolarité qui envisage la formation des enfants sur plusieurs années. Une première entrevue de mère Anne-Marie avec Mgr Guyot sur ce sujet conduisit à l'exclamation du prélat :

Mais enfin, ma Mère, ce mélange de cornettes serait si beau !

À Saint-Thomas, la carte scolaire avait déjà été mise en place : les cours s'arrêtaient en classe de troisième. En réalité, la Congrégation n'avait accepté cette solution que parce que la maison de l'Annonciation offrait une possibilité aux grandes élèves qui le désiraient de poursuivre leurs études au Saint-Nom-de-Jésus. Selon les directives pastorales, ces élèves auraient dû rejoindre les Sœurs de Notre-Dame-des-Champs ou de la Congrégation de Nevers.

L'archevêque de Toulouse ne comprit pas la décision de la supérieure ! Sur le siège épiscopal de la Ville rose s'étaient succédé des personnalités très différentes : le cardinal Saliège, si proche de la Congrégation qu'il y venait à toutes les fêtes du Saint-Nom-de-Jésus et y donnait souvent des conférences, Mgr Garrone, Mgr Guyot... Juridiquement, la Congrégation était directement dépendante de Rome depuis son affiliation. L'exemption est rare dans les congrégations religieuses de femmes, et les congrégations diocésaines qui dépendent des évêchés sont bien plus nombreuses. Ce n'était pas le cas du Saint-Nom-de-Jésus, même si les évêques avaient un droit de regard sur les sacristies et pouvaient organiser les visites canoniques. Cependant les années de grande amitié de l'archevêque de Toulouse avec le Saint-Nom-de-Jésus avaient créé des liens

que le droit strict permettait de dépasser, mais que l'habitude avait rendus très étroits. Cette situation explique la virulence déployée par les évêques pour obtenir du Saint-Nom-de-Jésus une absolue soumission aux décisions de la « pastorale nationale » que l'on appelait alors « pastorale d'ensemble ».

La carte scolaire fut imposée partout par les évêques de France. À Tarbes, la tension entre l'évêché et la Congrégation fut grande entre 1967 et 1968. À Toulon, les événements mirent la Congrégation aux prises avec le père de Sentenac, directeur de l'enseignement libre diocésain. Mère Anne-Marie dut exposer les raisons du Saint-Nom-de-Jésus, fondées sur la nécessité d'une continuité dans l'enseignement : continuité qui crée l'unité de l'enseignement depuis les premières classes jusqu'aux dernières. Elle rappela également que la diversité des écoles permettait aussi aux parents de choisir pour chaque enfant le meilleur parcours. Elle eut gain de cause dans toutes les écoles de la Congrégation.

Le catéchisme

Le second combat de la mère générale fut celui des catéchismes.

Il n'est pas possible de faire ici une synthèse de ce que l'on pourrait appeler la querelle du catéchisme en France entre 1947 et 1975. Plusieurs ouvrages ont traité la question. Il suffit de s'y référer. Mais il est nécessaire néanmoins de rappeler à grands traits les étapes qui ont marqué l'évolution de l'enseignement religieux, depuis la parution, en 1937, du *Catéchisme à l'usage des diocèses de France*, jusqu'à l'imposition du *Fonds commun obligatoire* adopté par l'assemblée plénière de l'épiscopat français, en 1966.

Dès 1957, des commissions diocésaines avaient entrepris la réforme du catéchisme à l'usage des diocèses de France qu'utilisaient presque tous les enfants catholiques de France. Le re-

proche principal adressé à ce catéchisme était l'aspect dogmatique et sévère de sa présentation, le manque de souci pédagogique, l'absence de discussion possible liée à une formulation trop rigide. Un article du père Congar, intitulé « catéchèse et interrogations », résume les positions divergentes de ceux qui tenaient encore au catéchisme de 1937 et de ceux qui en souhaitaient la suppression. L'article fut publié à la suite de l'édition du *Catéchisme hollandais* et de la mise en place du *Fonds commun obligatoire* par l'assemblée plénière des évêques de France de 1966.

Il arrive, écrivait le père dominicain, qu'on rende les théologiens responsables de l'inquiétude ressentie par beaucoup. Hélas, nous écrit-on, les âmes inquiètes se multiplient depuis que les théologiens ont pris l'habitude d'exposer sur la place publique leurs difficultés... Ainsi se trouvent posés trois problèmes sur lesquels nous ne pouvons évidemment ici qu'exprimer brièvement un avis sommaire :

- Nous avons toujours personnellement tâché de travailler sans trouble (...). Mais la chose n'est pas si simple : on peut troubler une foi fondée, mais on peut aussi éclairer une ignorance, avec le risque de la déranger. (C'est l'exemple de Luther, envers qui l'opinion moyenne des catholiques est injuste.) Il y a lieu, sans scandaliser, paisiblement et patiemment, de faire sortir les fidèles d'un certain nombre de fausses représentations et fictions...
- ... il y a la prédication et la catéchèse. Un article que nous avons publié en avril dernier dans la revue *Catéchèse* sur le « *Catéchisme hollandais* » (...) nous a valu des réactions opposées, encore que non formellement contradictoires : un vieux maître, très aimé, nous écrivait : « Il y a malentendu sur ce qu'est un catéchisme. Celui que nous avons appris et que Charles Péguy n'a jamais oublié était un vrai catéchisme, c'est-à-dire une déclaration des vérités principales de la foi chrétienne. Je crois me souvenir que nous percevions très bien le caractère intentionnellement dogmatique et abstrait du petit livre. C'était la vérité du salut à prendre ou à laisser. Nous en avons conservé le sentiment que la vérité de foi n'est pas quelque chose que chacun est

autorisé à interpréter à sa manière. Votre soi-disant *Catéchisme hollandais* confond les fonctions du catéchisme et du catéchiste. Autant il est nécessaire qu'un catéchisme soit bref, dogmatique, et même sec pour être dogmatiquement exact, autant il me semble dangereux qu'une catéchèse imprimée, personnelle et *non varietur*, soit distribuée aux fidèles comme la définition de la foi. Le catéchisme est un enseignement des articles de foi ainsi que des commandements de Dieu et de l'Église qui doivent être les mêmes pour tous, catéchisés et catéchistes. L'approche humaine et personnelle de ces vérités et préceptes doit être laissée à l'initiative de ceux qui les enseignent. Je pense que cette "Introduction à la foi catholique" n'est pas un catéchisme.»

- Mais voici le témoignage de l'expérience faite par un homme qui se trouve à la tête ou à la pointe de la recherche catéchétique, monsieur l'abbé Le Du : « Au cours du mois d'avril, j'ai passé vingt-deux soirées de suite dans des groupes informels de ce genre (laïcs qui s'interrogent sur la foi) s'interrogeant sur le contenu de leur foi. Il y a des trouvailles exceptionnelles (...); et il y a aussi une démythisation effrénée qui fait un peu peur, c'est sûr... C'est pourquoi je comprends fort bien vos réticences. (...) Mais enfin, nous sommes confrontés, cette fois, à un dynamisme et non à un cadavre. C'est tout de même mieux... »

Que faire ? Réaffirmer les certitudes ? Oui, mais pas sans assumer les questions ni en « bagatellisant » les difficultés. Qui s'y est essayé sait que ce n'est pas facile⁶⁰.

Dans un autre journal, *L'Église dans notre temps*, du 15 mars 1969, les réflexions d'André Sève se portaient sur le *Manuel catéchétique* de l'abbé Colomb. Elles évoquaient la pensée du théologien Karl Barth :

La foi, disait-il, doit pouvoir se traduire dans le langage de l'homme de la rue, dans la langue de ceux qui n'ont pas l'habitude de lire la Bible ni de chanter des cantiques et dont le

60 - Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) : coupures d'articles divers sur l'enseignement religieux en France, 74 CO 3, *La Croix*, 2 août 1969.

moyen d'expression et les centres d'intérêts sont absolument différents...

Suivait une présentation du travail de l'abbé Colomb. Celui-ci parlait dans onze chapitres de « la nécessaire anthropologie religieuse scientifique du catéchisé », autrement dit d'une façon psychologique, sociologique et pédagogique d'aborder les questions de foi.

Le numéro du 3 novembre 1968 de *Témoignage Chrétien* offrait quant à lui une virulente attaque contre la réédition du catéchisme de 1937 aux frais de M. Lemaire. En effet, les évêques de France avaient fait passer une consigne d'interdiction de réédition auprès de tous les éditeurs religieux⁶¹. Des laïcs, scandalisés de cette décision, décidèrent alors de faire rééditer à leurs frais ce catéchisme auquel ils rattachaient leur profession de foi intégrale. L'auteur de l'article s'insurge contre eux :

Quelle sorte de révélation M. Lemaire a-t-il reçue qui lui permette d'affirmer de façon aussi péremptoire que l'épiscopat de 1937 fut davantage inspiré que celui de 1967 ? La chose resterait mystérieuse si l'on ne savait que, pour lui et quelques autres, les évêques français ont sombré collégialement dans l'hérésie... MM. Lemaire, Madiran, Salleron, paraissent avoir perdu, jusqu'ici, leur temps et leur effort. Le *Nouveau Catéchisme* se promène depuis quelques jours dans plusieurs centaines de milliers de cartables...

Cette dernière phrase faisait allusion à la précipitation avec laquelle le nouveau catéchisme venait d'être diffusé : les imprimeurs, ayant annoncé selon les directives épiscopales, que leur vieux fonds « était épuisé », furent néanmoins contraints de donner suite aux commandes des catéchistes qui préparaient la

61 - Les Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux ont conservé la réponse des éditions Tardy adressée à sœur Marie Blohorn, du cours Saint-Thomas d'Aquin. Sur la facture d'un autre ouvrage commandé est inscrite la mention suivante : « Nos stocks de *Grands Catéchismes* sont épuisés et nous n'avons pas l'autorisation de les rééditer. »

rentrée⁶². Ils durent donc imprimer dans l'urgence le *Nouveau Catéchisme*, un an avant la date prévue.

Stupéfaite des lacunes du nouveau catéchisme, mère Anne-Marie tenta dans un premier temps d'expliquer à l'archevêque de Toulouse, Mgr Guyot, sa décision de le refuser pour les maisons de la Congrégation.

L'entrevue, qu'elle racontera plus tard et bien souvent, fut houleuse :

— Une petite mère générale d'une petite Congrégation, lui avait dit le prélat, veut en remontrer à tous les évêques de France ? Vous croyez en savoir plus que tous les cardinaux et évêques qui ont donné leur accord au catéchisme ! Connaissez-vous le péché d'orgueil ?

— Mais, Monseigneur, l'avez-vous lu ?

— Non !

— Il existe aussi un péché de paresse⁶³...

62 - À titre d'exemple, la *Semaine religieuse* du diocèse d'Aire et de Dax faisait paraître la monition suivante : « Voici les précisions concernant les divers manuels qui seront mis en circulation à l'exclusion de tout autre. Par décision de Mgr l'évêque et de son conseil, les deux manuels de cours moyen (première et seconde années), appelés communément *Éditions Midi-Pyrénées*, sont obligatoires dans toutes les paroisses et institutions du diocèse. Il n'y a aucune exception. N.B. Ainsi, les anciens manuels diocésains (*grand et petit catéchisme*, *Petit catéchisme bleu*, *Miche de pain* ou tout autre livre institution catholiques, lycées). » La typographie qui souligne en italiques certains passages reproduit l'original.

63 - Il peut être intéressant d'évoquer ici la conférence que fera à Lyon le 15 janvier 1983, puis à Paris le 16 janvier suivant, au sujet de ce fameux catéchisme le cardinal Ratzinger, alors préfet de la Congrégation romaine de la doctrine et de la foi. Elle chisme dans le contexte historique... Après avoir replacé la crise catholique du catéchisme obligatoire du catéchisme catholique, le cardinal en vint à expliquer qu'il y a « une structuration de l'enseignement catéchétique (...). Elles correspondent aux dimensions de l'existence chrétienne. C'est ce qu'affirme le catéchisme romain, en disant qu'on y trouve ce que le chrétien doit croire (Symbole), espérer (*Notre Père*), faire (Décalogue) et dans quel espace vital il doit l'accomplir (sacrements et Église). » Les catéchismes étaient manifestement visés comme déficients. La conférence épiscopale le comprit bien ainsi

Ne trouvant donc pas en la personne de l'archevêque l'appui qu'elle escomptait, la supérieure générale signa une supplique au cardinal Cicognani, secrétaire d'État à la Cité du Vatican, rédigée par plusieurs prêtres et plusieurs laïcs.

Éminence révérendissime,

C'est le cœur douloureux, mais avec une grande espérance que nous osons recourir à votre Éminence révérendissime au sujet du nouveau catéchisme français.

Le fonds obligatoire et quelques adaptations sont parus. Les évêques de France, l'un après l'autre, promulguent le décret rendant obligatoire ce nouveau catéchisme dans leur diocèse.

C'est sur ce point que nous sommes déchirées : en effet, d'une part, nous voyons dans les évêques dont nous dépendons, les représentants de Notre-Seigneur, et nous avons le plus ardent désir de nous soumettre de tout cœur à leurs commandements. Mais d'autre part, notre conscience de prêtres ou de parents chrétiens nous interdit absolument d'adopter ce catéchisme où il nous est impossible de reconnaître le contenu de la vraie foi. En l'adoptant, nous aurions la certitude de trahir le vrai message de Notre-Seigneur, que nous avons toujours annoncé avec joie aux enfants que Dieu nous a confiés. En effet :

- Trop d'omissions graves défigurent la substance de la vraie foi : il n'y est plus question de nos premiers parents, du péché originel, de l'Immaculée conception, des anges gardiens, de l'Ascension, de la messe comme sacrifice du Christ, des dispositions nécessaires pour pouvoir communier, du renoncement, de l'âme, etc.
- Certaines notions qui demeurent sont détournées de leur sens vrai : par exemple la Pentecôte, l'Église, le pape, les évêques : pas un mot sur l'infailibilité personnelle du souverain pontife, ni sur son pouvoir personnel sur toute l'Église.
- Malgré la proclamation du début qu'une des premières options du nouveau catéchisme est son orientation biblique, on remarque que la plupart des citations de l'Écriture sainte sont tronquées ou déformées.

d'ailleurs. Elle entreprit d'obtenir une rétractation. Cf. Jean Madiran, *Une histoire du catéchisme*, Versailles Consep, 2005, p. 85 et suiv.

- Ce catéchisme est entaché, tout au long, de naturalisme.

Votre Éminence comprendra qu'en conscience nous ne pouvons accepter de donner un pareil enseignement. Aussi nous supplions votre Éminence révérendissime d'agir auprès des Sacrées Congrégations romaines compétentes et auprès de notre Saint-Père le pape lui-même pour que ce catéchisme, qui ne contient pas toutes les vérités nécessaires au salut, qui les déforme, soit le plus tôt possible retiré de la circulation⁶⁴.

En même temps, elle écrivait à Mgr Garrone, alors à Rome, pour avoir son avis sur la question et tenter de trouver cette fois l'appui nécessaire. La réponse fut dilatoire. Le 3 février 1969, le futur cardinal lui écrivait :

La question que vous me posez est moins délicate que difficile. Il me manque de savoir exactement jusqu'à quel point les évêques de France considèrent ce catéchisme comme s'imposant aux maisons d'éducation. À cela, il n'y a que Mgr l'archevêque qui puisse vous répondre avec compétence. D'autre part, il faudrait que j'aie étudié ce catéchisme de près, ce que je n'ai pas eu l'occasion de faire. J'ai eu, à travers l'un ou l'autre document, l'écho des controverses qu'il a soulevées. Il me semble que beaucoup de critiques étaient vraiment trop fortes pour être fondées. J'avais assisté simplement aux premiers travaux qui orientaient la pédagogie de ces instruments, mais je ne les ai pas connus.

Mon premier mouvement est de vous dire que la qualité de l'éducation joue dans cette matière un rôle bien plus important que le texte lui-même et que même à travers un instrument qui ne plaît pas ou qu'on peut critiquer, une âme vraiment religieuse peut communiquer sa foi⁶⁵.

N'obtenant pas l'aide qu'elle espérait, la Mère entreprit de fournir à la Congrégation des éléments de réflexion et de travail pour juger les nouveaux catéchismes. Fut diffusée dans la Con-

64 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Anne-Marie : recueil de textes, coupures de journaux et correspondance personnelle sur la nouvelle messe et les nouveaux catéchismes.

65 - *Ibid.*

grégation une étude, non signée, sur les nouveaux catéchismes de sixième et cinquième. Ce document⁶⁶ commence par présenter la méthode des nouveaux catéchismes, après avoir rappelé que ces livres ont connu une diffusion un peu différente de celle du *Fonds commun obligatoire* pour le cours moyen.

Un document de base, texte d'orientation à l'usage des auteurs, a été adopté par l'Assemblée plénière de l'épiscopat français en 1969, à Lourdes. C'est un texte bref : huit pages photocopiées complétées par une note annexe de cinq pages de données statistiques, scolaires et pédagogiques. Trois parties d'inégale longueur découpent le rapport :

- L'Esprit au travail dans le monde des jeunes.
- Le dynamisme des jeunes leur permet de participer au dynamisme de la mission de l'Église.
- La construction de l'Église chez les jeunes de sixième et cinquième.

La présentation évoque ensuite la méthode du nouveau catéchisme qu'elle définit comme une « pédagogie ». Elle souligne que les thèmes composant les différents programmes « sont assez indépendants les uns des autres pour pouvoir être vus dans un ordre non-prédéterminé ». Elle relève que « la règle d'or qui doit guider tous les catéchistes de sixième semble être de cheminer au rythme des jeunes ». Les termes mêmes des directives encouragent à cette souplesse qui doit permettre de suivre la vie du groupe. Les mots « groupe », « vie du groupe » reviennent régulièrement. La présentation montre également que la pédagogie suivie consiste essentiellement dans un « faire ensemble »... Dans cette perspective, le travail de la mémoire ne s'appuie plus sur des questions et des réponses, mais sur des résumés élaborés par les enfants eux-mêmes. De même, au cours des célébrations dont la place est importante, ce sont les jeunes eux-mêmes qui doivent choisir les textes à lire. La présentation relève l'insistance

66 - *Ibid.*

des directives sur « la construction d'un monde nouveau » et sur « l'espérance d'un monde meilleur ». Elle cite les thèmes présentés : aménagement de la terre, domination du monde, lutte contre l'injustice, et évoque à l'appui la fiche numéro 20 à laquelle elle reproche un enseignement de l'espérance qui n'a rien de commun avec l'espérance surnaturelle. Deux remarques de détail signalent d'une part que pour Noël, on ne trouve qu'une prière de « nos frères protestants » à faire lire aux sixièmes, prière qui est celle de l'Église réformée de France ; et d'autre part, que « l'ensemble n'est pas d'un très haut niveau intellectuel : témoignages, définitions vagues, sans mots précis ».

Dans une deuxième partie, l'étude énumère les points qui lui semblent en contradiction avec l'exposé traditionnel de la foi et les méthodes d'enseignement jusqu'ici en usage pour les classes de sixième et de cinquième :

Une première remarque relève l'anthropocentrisme du nouveau catéchisme.

Tout est centré sur l'homme, en l'occurrence le préadolescent, et non sur Dieu et la Révélation. (Voir fiche *Avec Jésus-Christ*, n° 7 page 2). Tout est subjectif, part du sujet et de son expérience. Exemples : Fiche 12, page 8, « En quoi l'Évangile est-il une bonne nouvelle pour moi ? ». Fiche 4, page 3, photographie d'un père et de son fils. L'enfant saura-t-il remonter au mystère ? Fiche 5 page 2 : « Dites-le avec des fleurs ». Fiche 10 : « Un homme parmi les hommes ». Fiche 11 : « Une femme comme les autres ». (Page 2 : « une jeune fille qui a aimé un homme : Joseph »)

Une seconde remarque signale que ce nouveau catéchisme ne comporte aucun enseignement magistral :

Il s'agit de cheminer au rythme des jeunes. Ceux-ci essaient d'apprendre un résumé écrit par eux-mêmes. Tout doit être découvert peu à peu par les adolescents. C'est nier par là-même la Révélation et le mystère. Il n'est fait aucune mention de la Trinité, de l'Incarnation, de la grâce, de la Rédemption, du péché originel, de l'Immaculée conception, du Saint-Esprit, de la

communion des saints, de la vie éternelle, des anges, de Satan, de l'enfer, du purgatoire.

Un peu plus loin, la critique est plus virulente encore :

La foi est proposée. Ce n'est d'ailleurs plus la religion catholique qui semble proposée, mais une religiosité qui paraît assez indéterminée, un vague déisme et un humanitarisme coloré de Biblisme.

La conclusion est radicale :

Au total, nous trouvons dans ces fiches une plus grande habileté que dans les nouveaux catéchismes de septième et huitième. Il n'y a peut-être (?) pas un enseignement formel de l'hérésie, mais certainement un refus qui paraît systématique d'un enseignement formel et traditionnel de la doctrine, refus qui laisse distiller les erreurs et l'inconsistance complète. Nos options ? Je devrais plutôt dire « nos positions », car nous avons à évangéliser des enfants, à leur apporter la Révélation, la vérité révélée par Dieu aux hommes, et ce n'est pas matière à option : nous n'avons pas à choisir. Devant un certain silence intentionnel, en temps d'apostasie moderniste, nous devons enseigner toute la doctrine immuable de la sainte Église catholique⁶⁷.

Le travail de mère Anne-Marie au sujet des catéchismes et son opposition aux directives épiscopales ne pouvaient passer inaperçus. Bien des évêques s'irritaient de ces objections constantes. Le périodique du diocèse de Toulon-Fréjus, *Église de Fréjus-Toulon*⁶⁸ publia en décembre 1968 une mise au point sévère de Mgr Gilles Barthe :

Déjà, une série de réflexions ont paru dans *L'Église de Fréjus-Toulon* du 8 septembre sur le nouveau catéchisme. Elles sont abondantes et judicieuses, mais je voudrais mettre l'accent, de mon côté, sur quelques points qui me paraissent importants. Il est certain que transmettre la parole de Dieu n'a jamais été et ne sera jamais chose facile. Surtout dans un climat comme le nôtre, aussi anarchique dans le domaine des idées que dans

67 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Magdeleine-de-Jésus Juès, dossier *Catéchisme et messe*.

68 - *Église de Fréjus-Toulon*, n° 16.

le domaine des mœurs. Ce n'est pas facile, mais nous y réussons tout de même mieux si nous veillons à garder une certaine unité dans la manière de faire. J'ai insisté sur cette unité pour les vocations, mais je voudrais vous le redire pour l'ensemble de notre pastorale. Ce n'est pas pour nous une simple question d'efficacité, c'est notre « sens de l'Église » qui me paraît être en jeu. Il en est du catéchisme comme de la liturgie, comme des méthodes pastorales ou de l'Action catholique, par exemple. Rien ne nous est plus préjudiciable que le manque de docilité aux directives données par la hiérarchie. Lorsqu'une ligne d'action est fixée, même sur tel ou tel point qui ne nous convient pas, il s'agit de renoncer à nos vues personnelles pour l'intérêt général et pour faire un travail ensemble.

À propos du catéchisme s'est élaborée une nouvelle manière de le faire, largement justifiée par les circonstances : nous avons choisi la méthode par classe et non plus par âge et nous avons adopté les nouveaux catéchismes basés sur le *Fonds commun obligatoire* dont le principe a été l'objet d'une option unanime de l'Assemblée nationale des évêques à Lourdes en 1966 (à une voix près)⁶⁹.

De diverses manières, on a essayé de dévaluer la portée de cette décision dans certains organes de presse ou par le moyen de feuilles polycopiées dont les exemplaires circulent dans les presbytères. Ce n'est pas – je le dis avec énergie – la contestation systématique de quelques-uns qui empêche la voix de la hiérarchie d'être la seule autorisée en ces matières d'enseignement catéchétique. Vous vous en tiendrez donc au catéchisme adopté dans le diocèse. Ces remarques intéressent toutes les personnes qui s'occupent du catéchisme. Je voudrais que vous en persuadiez ceux ou celles, parmi les laïcs ou les religieux, qui hésitent encore. J'ai appris que nos institutions catholiques ne sont pas toujours les plus fidèles à

69 - À propos de cette unanimité des évêques catholiques, le témoignage de Mgr Maurice Gaidon est intéressant. « J'ai l'impression de me retrouver, à l'heure de mon ultime étape, dans un douloureux désarroi, envahi par le sentiment d'avoir subi passivement les prises de position et les décisions de mes frères en épiscopat, et suivi avec eux la pente des compromis plutôt que d'user du langage rugueux et prophétique des témoins et annonceurs d'une Parole qui est un "glaive". » Mgr Gaidon, *Un évêque français entre crise et renouveau dans l'Église*, éd. de l'Emmanuel, 2007.

observer les directives. C'est extrêmement regrettable parce que ce manque d'obéissance entraîne les autres à des désobéissances sur d'autres points. Et parce que, pour les enfants, c'est une bien mauvaise façon de les insérer dans l'Église que de leur dire le contraire de ce que dit officiellement l'Église.

Il n'était pas douteux que le cours Saint-Dominique de Toulouse faisait partie des institutions catholiques visées.

Le père Calmel avait déjà donné sa réponse à l'appel régulier des évêques à une obéissance inconditionnelle, au nom de l'unité et du sens de l'Église. Le 11 novembre 1968, il écrivait à mère Anne-Marie :

Comprendre qu'être de l'Église du Christ, ce n'est pas toujours être avec les évêques, car ils peuvent trahir, mais c'est toujours être en communion avec le Siège romain qui lui, ne peut trahir, j'entends le Siège romain *ut sic*, par exemple *Humanæ Vitæ* ou la *Profession de foi*. Puisque la *Profession de foi* du pape est obligatoire, le catéchisme de l'évêque ne l'est pas.

Au cours de cette période de combat, les extraits de la correspondance de mère Anne-Marie avec le père Calmel, auquel elle demandait souvent conseil sans d'ailleurs jamais en avoir fait réellement son directeur spirituel, insistent particulièrement sur le rôle de la prière pour faire face à l'isolement suscité par les positions prises. Le 1^{er} octobre 1967, le Père écrit :

Puissiez-vous les [les Sœurs] entraîner à beaucoup prier. Pour faire face à l'isolement, au genre à part qui sera de plus en plus celui de la Congrégation, il faut une prière plus qu'ordinaire (...). Courage... Nous n'avons pas encore fait l'expérience de toute la solitude qui sera la nôtre (...). Pour tenir simplement en sachant à quelle solitude on s'expose, à quel dénuement, il faut bien prier. *Jesu fortitudo martyrum, misereere nobis*.

Le 14 août 1968, le Père expose clairement sa pensée sur le *Fonds obligatoire* :

Pour le *Fonds non obligatoire*, il faut, en l'interdisant, bien montrer qu'il contredit la foi de Pierre, encore affirmée par Paul VI. En ce qui touche notamment : 1. le péché originel,

2. l'irréductibilité de l'Église à la civilisation, l'opposition est même frontale. Pour le *Fonds obligatoire*, pas de péché commis par nos premiers parents et transmis par génération ; pas de privilège des chrétiens quant à la renaissance surnaturelle par l'eau et l'Esprit.

Et deux mois plus tard, en octobre, cette réflexion :

Comment faire accepter au xx^e siècle une religion de la transcendance de Dieu, de son amour infini et de sa croix ? Réponse de toujours : le courage de la prédication, nourrie d'oraison, aimant le sacrifice. (...) Réponse du *Fonds obligatoire* : en vidant la religion chrétienne de ce qui la fait belle : la grâce et la croix ; ce qui fera que nous n'aurons pas d'ennuis ni de persécutions. Trahison.

Dans les maisons, certaines Sœurs s'étaient déjà tournées vers une pastorale vivante. Ce fut par exemple le cas de sœur Marie-Jeanne Toulouse. En principe, les prieures devaient garder l'ancien catéchisme, mais certaines furent fort difficiles à convaincre. Plusieurs d'entre elles avaient été mises en place par mère Marie-Rose. La fracture se situe sous son généralat, car mère Marie-Angélique Lescouzère avait, quant à elle, tenté de maintenir l'esprit de mère Hélène Jamet. Cette divergence de vue à la tête de la Congrégation conduisit mère Anne-Marie à choisir le thème de l'enseignement du catéchisme pour la réunion des prieures qui eut lieu du 3 au 7 septembre 1967.

Mère Hélène et le père Calmel avaient beaucoup réfléchi sur le programme de doctrine chrétienne de la Congrégation. Abandonnant l'ancien (la grâce, la morale, la liturgie, le dogme), ils avaient établi un programme calqué sur la *Somme théologique* de saint Thomas et l'expérimentaient à l'école de l'Annonciation. Dans un premier temps, celui-ci était réparti sur trois ans :

- Dieu, la Trinité.
- La Rédemption, la grâce.
- L'Église.

Puis une quatrième année fut ajoutée, répartissant légèrement différemment les notions. Déjà à cette époque ce changement avait provoqué de longues et délicates discussions...

Mère Anne-Marie le reprit à son compte, tenta de le revivifier là où il commençait à disparaître au profit des nouvelles exigences de la catéchèse nationale.

Mais un autre combat vint à ce moment mobiliser ses forces dans des proportions plus importantes encore.

La messe

Ce troisième combat fut celui de la messe dite de saint Pie V. En 1969, un nouvel *Ordo Missæ* fut proposé à l'Église universelle. La messe tridentine n'était cependant pas abolie. Durant plusieurs années, la situation fut donc un peu confuse dans la Congrégation : elle évolua. Ainsi, à l'école de l'Annonciation, après une première acceptation du nouvel *Ordo*, deux statuts furent-ils mis en place, à partir de 1972. L'aumônier – ou les pères dominicains – disait la messe en suivant les modifications du rite, tandis qu'un autre abbé, l'abbé Abrahamovitch, disait la messe tridentine au noviciat et pour les élèves qui le souhaitaient, avec l'autorisation de Mgr André Collini, pourvu que la célébration ne se déroulât point dans la grande chapelle. Ailleurs, l'attitude dépendit souvent de la prieure. Montréjeau, Bordeaux, Grasse, Tarbes prirent le nouvel *Ordo Missæ* tout de suite. Mais à Grasse, le père Le Boulch, puis Mgr Parolek assurèrent bientôt le rite tridentin ; l'aumônier officiel était le père Parisse qui offrait quant à lui, aux élèves la célébration du nouvel *Ordo*.

La rapidité avec laquelle une partie de la Congrégation emboîta le pas aux réformes du concile rappelle que la situation n'était pas figée dans l'institut. Surprises par des circonstances sans précédent dans l'histoire de l'Église, les Sœurs se trouvaient confrontées à une situation exceptionnelle. Les direc-

tives officielles qui bouleversaient radicalement les traditions étaient-elles à suivre sans discussion ? Autorisaient-elles une légitime protestation ? Fallait-il essayer de s'y conformer jusqu'à la limite du possible ? Les engagements contractés dans l'institut lors de l'émission des vœux justifiaient-ils une résistance à tout ce qui était en contradiction avec ces promesses ? Saint Thomas, dans la *Somme*, avait depuis longtemps soulevé cette délicate question du rapport entre prudence et obéissance. Un sujet peut-il et doit-il obéir de façon inconditionnelle à tous les ordres reçus ? Ou, s'il a le devoir de s'interroger sur la nature de l'ordre reçu, cette prudence ne brise-t-elle pas la réalité de l'obéissance⁷⁰ ?

Ces questions n'étaient pas rhétoriques. Aux yeux des Sœurs, elles engageaient non seulement la survie de leur Congrégation, mais encore leur éternité puisque la tradition de l'Église relie la sanctification des religieux à l'exercice le plus parfait possible de leur règle.

Cette période montre aussi que l'unité de la Congrégation n'était déjà plus parfaite à cette date, malgré l'attachement des Sœurs à leur supérieure générale. Les réponses aux questions soulevées par l'évolution de l'Église n'étaient pas unanimes.

À cette époque la Congrégation fit la connaissance de l'abbé Raymond Dulac. Mère Anne-Marie le connut d'abord par les articles qu'il publiait dans *La Pensée catholique*. Ses réflexions rejoignaient souvent les inquiétudes de la supérieure. Prêtre de Versailles, il avait une maison à Sète où les Sœurs purent bientôt le rencontrer afin de prendre ses conseils de canoniste. Compétent et précis dans ses avis touchant au droit canon, il

70 - On trouvera ces réflexions dans la 11-11, questions 47 et 50. Saint Thomas y résume l'affirmation d'Aristote selon laquelle le sujet doit obéir sans réfléchir. Saint Thomas en appelle ici à la liberté humaine et à la responsabilité personnelle de chacun dans les actes qu'il pose et qui forment tout son mérite, jusque dans une obéissance librement voulue.

apporta aux Sœurs qui le lui demandaient des éléments de réponse aux questions liées à l'obéissance religieuse dans les circonstances délicates de l'époque. La question de la messe devenait en effet de plus en plus brûlante. Après les modifications de 1965, le nouvel *Ordo Missæ* de 1969 introduisait cette fois un véritable changement de liturgie qu'il paraissait difficile de concilier avec le missel de saint Pie V. Partagée entre son obéissance aux directives romaines et son « sens de la foi » qui la rendait réticente au nouvel *Ordo Missæ*, mère Anne-Marie rejoignait sur ce sujet la pensée du prélat d'Écône qu'elle ne devait pourtant rencontrer que deux ans plus tard, pour la première fois. Ce dernier expliquait ainsi sa position aux séminaristes :

Nous n'avons jamais refusé certains changements, certaines adaptations qui témoignent de la vitalité de l'Église. En matière liturgique, ce n'est pas la première réforme à laquelle assistent des hommes de mon âge : je venais juste de naître quand saint Pie X se préoccupa d'apporter des améliorations, spécialement en donnant plus d'importance au cycle temporel, en avançant l'âge de la première communion pour les enfants et en restaurant le chant liturgique qui avait connu un obscurcissement. Pie XII, par la suite, a réduit la durée du jeûne eucharistique en raison des difficultés inhérentes à la vie moderne, autorisé pour le même motif la célébration de la messe l'après-midi, remplacé l'office de la vigile pascale au soir du Samedi saint, remodelé les offices de la Semaine sainte. Jean XXIII a fait lui-même quelques retouches, avant le concile, au rite dit de saint Pie V. Mais rien de cela n'approchait de près ou de loin ce qui a eu lieu en 1969, à savoir une nouvelle conception de la messe⁷¹.

Autre chose est la réforme du pape Paul VI. La réforme de Jean XXIII s'est faite dans le même esprit que celle de saint Pie X. (...) Tandis que lorsqu'on passe à la réforme de Paul VI, alors ce sont d'autres principes, ce faux œcuménisme qui a présidé à toute la réforme avec les protestants. Là, cela met vraiment en danger notre foi. On le voit tous les jours. Parmi

71 - Conférence spirituelle à Écône, COSPEC 100-A du 15 mars 1983.

tous ceux qui utilisent cette liturgie, on voit leur foi diminuer, on les voit devenir protestants, petit à petit, prendre une mentalité protestante. Alors à ce moment-là, on a le devoir de résister, pas seulement le droit, mais le devoir de résister contre cette diminution de notre foi⁷².

La supérieure du Saint-Nom-de-Jésus confia donc à l'abbé Dulac ses réserves à l'égard du nouvel *Ordo Missæ*, sa volonté d'offrir aux Sœurs la possibilité de continuer à suivre la messe selon le rite tridentin, et ses interrogations sur une prétendue *interdiction* de cette messe ancienne.

Par son intermédiaire, mère Anne-Marie décida de demander à Rome pour toute la Congrégation un indult. La lettre de l'abbé Dulac date du 11 Octobre 1970. Elle réclame que

les Sœurs puissent continuer à faire célébrer la sainte messe selon le rite du missel romain de saint Pie V, dans les chapelles de leurs maisons et collèges, au moins quand il s'agit des « messes de communauté » et, de même, quand le grand nombre des élèves assistant à la messe sont capables de comprendre avec fruit ce rite et le désirent.

Dès le lendemain, le cardinal Benno Gut avait répondu, sur la lettre même du demandeur, les mots suivants : *Secundum preces cum benedictione nostra*, suivis de sa signature. Comme on le verra⁷³, cet indult fut par la suite dénié à mère Anne-Marie, parce qu'il n'avait pas été émis de façon canonique mais à titre purement personnel par le cardinal Gut, sans qu'il engageât en rien l'autorité de la Congrégation pour le culte divin dont il était alors préfet. On présenta des arguments divers pour en nier la validité : le papier réservé au dicastère n'avait pas été utilisé, il n'y avait pas de numéro de protocole, pas de signature avec le titre de préfet, pas de sceau de la Congrégation pour le culte divin.

72 - Conférence spirituelle à Écône, COSPEC 100-B du 20 mai 1983.

73 - Cf. p. 275.

Dans l'instant, se rapportant à cet indult, mère Anne-Marie put donc permettre aux maisons qui le désiraient de garder la messe tridentine. Ailleurs, le nouveau rite avait cours. Mais quand elle visitait ces dernières maisons, mère Anne-Marie, quoique supérieure générale, n'assistait pas aux messes de communauté et cherchait dans la région un prêtre de rite traditionnel.

En même temps qu'elle prenait position pour la messe de saint Pie V, mère Anne-Marie lutta aussi pour les traductions des textes de l'Écriture sainte dans la messe et dans l'office. Dans l'une de ses lettres, elle expliqua sa pensée :

Les traductions en français ont tué le sacré de la messe. Le latin seul pouvait traduire la force du dogme.

Appuyée sur cette certitude, la supérieure tenta d'abord de mettre la Congrégation à l'abri de la dévaluation de l'office par imposition des traductions en langue vernaculaire. Cette fois, c'est vers le maître général de l'Ordre, le R.P. Fernandez, qu'elle se tourna. Un échange de correspondance serré depuis l'année 1970 jusqu'en 1974 tenta d'obtenir de la plus haute autorité de l'Ordre dominicain un secours et un appui. Dans son désir de protéger l'office, la Mère étendait sa sollicitude à toutes les Congrégations de l'Ordre :

Conformément à l'autorisation que vous avez bien voulu accorder, écrivait-elle le 15 avril 1970, notre Congrégation continue à utiliser, dans la majorité des communautés, le bréviaire dominicain en latin selon les rubriques indiquées dans l'Ordo de 1970.

L'emploi du bréviaire français *Prière du Temps Présent* se généralisant dans beaucoup de Congrégations, nous avons tenu à vous faire savoir notre désir de continuer à réciter l'office en latin. Afin de laisser cette possibilité aux Congrégations qui le souhaitent, et de favoriser la prière commune lorsque des membres de Congrégations différentes se trouvent réunis pour des journées d'étude ou des sessions, nous souhaitons vivement que vous fassiez en sorte que le futur bréviaire

« définitif » soit au moins bilingue s'il n'est pas uniquement en latin.

Elle exposait ensuite les raisons de son attachement au latin :

Notre Congrégation, uniquement composée de Sœurs enseignantes, voit dans l'usage du latin une richesse telle qu'elle n'envisage pas de pouvoir y renoncer. Les essais, loyalement faits, d'un office en français, ne font que nous confirmer dans notre choix : les quelques réussites constatées demandent des compétences et de longues heures de préparation que notre vie ne nous permet généralement pas.

Dans cette première lettre, la supérieure se contentait de raisons secondaires. La réponse du maître général fut brève :

Ma Mère, écrivait-il le 24 avril 1970, les problèmes des différentes Congrégations et maisons se posent différemment.

Je n'ai qu'un désir, c'est que chaque Congrégation et maison de l'Ordre célèbre avec le plus de ferveur possible l'office divin. Le bréviaire dominicain en latin répond à vos besoins. Je ne peux que m'en réjouir. À proprement parler, vous n'avez d'ailleurs pas besoin d'une autorisation quelconque pour continuer ainsi. Personne n'est tenu de réciter l'office en langue vulgaire.

La publication d'un bréviaire bilingue ne dépend pas de l'Ordre. Nous utiliserons en effet le bréviaire romain. Pour les fêtes spécifiquement dominicaines qui auront un office spécial, un supplément est seulement prévu.

Mais lorsque les tensions avec les évêques devinrent plus violentes, et que la supérieure chercha appui auprès de lui, le maître de l'Ordre recommanda l'obéissance à la hiérarchie de l'Église :

Il est évident que vous devez faire très attention à ne pas vous opposer aux normes liturgiques de l'Église ou à celles d'un autre domaine. Et si vous trouvez opportun de ne pas observer quelqu'une des règles, vous devez en demander la dispense et non le présenter comme une opposition ni comme un droit. Dans ce climat d'amabilité et de coopération, vous obtiendrez beaucoup plus.

Cet esprit de coopération avec ce qui est établi par l'Église, certainement, ne diminuera en rien le sérieux et la ferveur

de votre vie religieuse, et ne fera pas non plus diminuer les vocations.

Je dis tout ceci sans préjuger en rien de votre position ni des dispositions du Visiteur, car je peux vous assurer que personne ne m'a posé de questions ni ne m'a informé. (...) À vous et à toutes les religieuses de votre Congrégation, je souhaite les splendeurs de lumière de ces mystères de l'Épiphanie et les bénis en notre père saint Dominique ⁷⁴.

Immédiatement, mère Anne-Marie répondit :

Je n'ai aucunement l'intention de faire de la polémique ni de m'opposer aux directives des gens d'Église, Révérendissime Père, quand elles sont conformes à la doctrine traditionnelle. Je maintiens seulement fermement et aussi paisiblement que possible les droits qui sont les nôtres. Un de mes souhaits, qui est celui de nombreuses Sœurs et de beaucoup de Pères connus, c'est que l'Ordre, conscient et fier des privilèges qui sont les siens, les conserve au lieu d'y renoncer. Le fait que le dernier chapitre ait pris la décision de se rallier au rite romain n'a en rien aboli le privilège « en soi » de l'Ordre ; plusieurs canonistes me l'ont affirmé ou confirmé. L'Ordre a renoncé en fait au privilège du rite dominicain, mais le privilège « en soi » demeure, le Saint-Père ne l'a pas aboli. Et je souhaite ardemment qu'il soit remis en honneur dans l'Ordre. Parmi tant d'expériences si contradictoires et si déroutantes dans l'Église à l'heure actuelle, il y a place pour le maintien du rite dominicain comme pour celui du rite ambrosien à Milan : c'est à cette doctrine que je me conforme ⁷⁵.

La réponse du maître général, quoiqu'empreinte de douceur, est un nouvel appel à l'obéissance :

En conscience, écrit-il, vous avez cru devoir intervenir en Cour de Rome. Vous avez bien fait. La route est désormais bien claire. Je prie pour que vous acceptiez chaque jour, avec cette foi et cette déférence dont parle Son Excellence Mgr Mayer dans sa lettre, les décisions qui ont été prises par ceux qui ont autorité

74 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, lettre du 12 janvier 1974. Prot. N° 740108/AV. 8.

75 - Lettre du 31 janvier 1974.

pour nous parler « au nom du Christ en terre ». Notre profession comme notre baptême nous y obligent. Seule cette soumission que je vous souhaite *ex corde*, donnera à vous-même et à chacune de vos Sœurs cette paix et cette joie spirituelles que je demande pour vous chaque jour au Seigneur.

Pour ce qui est du rite dominicain, je dois vous dire qu'on vous a induite en erreur. Désormais nous devons tous – toutes – suivre le rite romain. Le prochain chapitre général de l'Ordre aura seulement l'occasion de se prononcer sur les quelques éléments particuliers de l'ancien rite dont on pourra demander au Saint-Siège de reprendre l'usage. Malgré les regrets qu'on peut en ressentir, croyez bien que la décision d'abandonner notre rite n'a pas été prise sans réflexion et pour des raisons obviées. Être fidèle aux directives de l'Ordre comme à celles de l'Église, ce n'est pas être révolutionnaire mais bien au contraire faire preuve de cette obéissance dont nous avons fait profession⁷⁶.

Le débat qui l'opposa au maître général avait glissé sur la question des rites dominicain ou romain par laquelle elle espérait contourner l'obligation faite par les évêques de France, malgré les directives romaines qui conseillaient toujours l'usage du latin d'ailleurs, d'utiliser exclusivement les traductions en langues vernaculaires. Mais en réalité, à maintes reprises, mère Anne-Marie avait exposé les raisons de son attachement à la langue latine pour la prière liturgique de l'Église. Ses raisons dépassaient le cadre strict du bréviaire. Elle évoquait d'abord la nécessité de rendre à Dieu « un culte qui lui soit agréable », et depuis longtemps les liturgistes avaient fixé les langues en usage dans la liturgie catholique au nombre de trois : le grec, l'hébreu (pour une petite partie des textes) et le latin – ces trois mêmes langues que les contemporains du Christ avaient pu lire sur l'écriteau qui surplombait la croix du Sauveur. Un deuxième argument était celui de l'universalité du latin, auxiliaire précieux de la catholicité de l'Église. Enfin, la fixité du latin permettait d'énoncer

76 - Lettre du 19 février 1974.

une doctrine stable pour exprimer des vérités éternelles. Mais les revendications de fond de la Mère n'obtinrent pas d'écho favorable dans la hiérarchie épiscopale française.

À vue humaine, les batailles de mère Anne-Marie semblaient se solder toutes par des échecs. Mais il en fallait davantage pour épuiser son énergie.

En évoquant ce généralat si combatif, l'historien qui se penche sur la personnalité de cette supérieure générale ne peut s'empêcher de s'interroger sur le type de professeur que fut mère Anne-Marie. Car enfin, l'œuvre propre de la Congrégation qu'elle défendait avec tant de vigueur était bien l'enseignement et l'éducation des jeunes filles.

L'œuvre scolaire de la Congrégation

En effet, même si les combats que nous venons d'évoquer, menés parallèlement sur trois fronts, furent la note dominante du généralat de mère Anne-Marie, il serait incomplet de ne pas évoquer aussi le grand travail d'approfondissement de l'enseignement qui fut mené durant cette même période, au sein de la Congrégation et dans une unanimité que la relation des personnes qui devait ouvrir le chapitre d'élection suivrait saluerait sans aucune réserve.

Il est difficile de résumer en quelques lignes l'œuvre personnelle de mère Anne-Marie dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation. Mais ses nombreuses conférences aux parents d'élèves permettent de saisir quelque chose de sa pensée. On retrouve au fil de ces textes, toujours très travaillés, les thèmes récurrents qui forment bien la ligne directrice de sa conception de l'éducation chrétienne. On notera néanmoins que les dates de la plupart des conférences aux parents dans lesquelles elle exposa sa pensée sont postérieures à 1974. Si ces réunions sont bien l'illustration des idées de la Mère sur l'œuvre propre de la Congrégation, il est clair que les années 1967-1974, si troublées par

les événements qui agitaient l'Église après le concile Vatican II, ne permirent pas à la Mère de rédiger de véritables traités sur le sujet. Il faudra attendre des années plus calmes, d'une certaine manière, pour qu'elle puisse exposer de façon claire et construite cette pensée qui, pourtant, charpenta toute son action durant son généralat. Les combats menés à cette époque sont le fruit de sa conception très exigeante de la vocation de dominicaine enseignante.

Rappelons d'abord que mère Anne-Marie était entrée au noviciat au moment où le père Calmel et mère Hélène travaillaient à la refonte des constitutions. Le Père, alors à l'apogée de son influence sur la Congrégation, avait aidé les Sœurs à réfléchir sur la nature d'un enseignement vraiment catholique, tel qu'il l'avait d'ailleurs parfaitement défini dans son ouvrage *École chrétienne renouvelée*. Mère Anne-Marie, dont le Père faisait souvent sa secrétaire, avait pu, tout au long de son noviciat, collecter des articles du Père, des notes manuscrites qu'il lui remettait et qu'elle gardait précieusement, des cours polycopiés. Un abondant dossier, constitué par la Mère, regroupe ainsi une collection de réflexions sur les programmes scolaires dans les différentes matières et sur les méthodes à employer pour nourrir la vie intellectuelle de jeunes filles chrétiennes.

Il faut prendre des exemples. Les dossiers de mère Anne-Marie en conservent des souvenirs nombreux.

Le Père, en août 1951, fit une conférence sur le programme d'histoire de l'Église, couvrant la période de 1789 à 1870, pour la classe de troisième, et sur la manière de l'enseigner. Il commençait par définir la difficulté d'un tel cours : elle réside dans le fait que l'Église de cette douloureuse époque

est composée en même temps de membres pécheurs qu'elle amène à la sainteté et à la vie éternelle par le don de la grâce chrétienne, et de membres qui refusent de se laisser sauver. Considérée dans cette perspective, l'histoire de l'Église offre un spectacle tragique bien propre à purifier notre foi.

Une liste des points de repère à donner aux enfants au cours de l'année est ensuite dressée. À la fin du programme, les élèves doivent connaître :

- La liste des papes et leurs dates.
- La liste des terres nouvelles évangélisées.
- Les nouvelles Congrégations fondées et les anciens Ordres restaurés.
- La liste des saints avec les dates, et par catégories (martyrs, pontifes, confesseurs, vierges, etc.)
- La liste des dogmes et le point de la Révélation qu'ils ont exploré.
- La liste des conciles.
- La liste des relations majeures entre l'Église et l'État.
- La liste des apparitions.

On le voit, le projet n'est pas sans ambition ! Il s'agit ensuite d'avoir une idée maîtresse qui traversera tout le cours. Le Père l'expose :

Il ressortira de tout cela que l'Église de la fin de l'Ancien Régime a sa « face obscurcie et marche, en chancelant, son chemin dans l'abandon des hommes », selon les mots de Claudel. Pourquoi ? Parce que la Révolution n'a fait que mettre au clair ce que signifiait la disparition de la chrétienté commencée avec la Renaissance. C'est pourquoi, de 1789 à 1870, l'Église a compté beaucoup de saints, mais dans les choses de la civilisation, elle a très peu de saints : très peu de ses fils ont rendu témoignage d'elle dans les choses de la civilisation.

La suite de l'exposé illustre quelques-uns des points du programme : évocation des saints, questions à poser aux élèves, etc. Une bibliographie complète la conférence, orientant les lectures des professeurs vers les vues larges et dominatrices plutôt que vers les détails.

Cet exemple pris parmi une multitude d'autres fut soigneusement conservé par la future mère générale. De même, elle notait les conseils prodigués par le Père dans le domaine pédagogique.

Le Père organisait régulièrement des réunions sur l'œuvre enseignante. Il proposait de partir d'un ou de plusieurs articles

des constitutions, donnait ensuite un plan du déroulement des journées :

Messe chantée si possible. Je ne sais si les Sœurs perçoivent l'importance de cette liturgie préalable. Elle n'est pas accessoire, cette liturgie, mais essentielle pour que la réunion se situe au vrai niveau. Const., art. 9, 120, 128.

Puis il fixait les activités :

Deux parties : a) Exposés d'expériences. b) Exposé magistral ou lecture commentée qui peuvent ne pas avoir d'utilité immédiate.

L'exposé magistral doit toujours être précédé d'un quart d'heure ou d'une demi-heure de silence pendant lequel chaque Sœur est priée de méditer et d'écrire ce qu'elle sait sur le sujet en question. Après cette vérification par chacune de ses connaissances ou ignorances, la Sœur chargée de l'exposé interroge chacune des Sœurs. Puis l'exposé⁷⁷.

Le contenu des réunions était orienté vers une meilleure formation des enfants par le biais des matières enseignées. À titre d'exemple encore, une réunion de travail pour les matières littéraires fixait ainsi le but recherché : « Savoir dans quelles conditions une civilisation rend les hommes "plus hommes" ou au contraire les déshumanise... » Comment concrétiser ces idées ?

On pourrait regarder ce que représente l'amour, l'honneur, la fidélité, le bien de l'État, l'autorité et la liberté, la soumission du temporel au spirituel, à travers les grandes œuvres littéraires, la peinture, mais aussi à travers la liturgie, la spiritualité, les rapports entre l'Église et l'État. Par exemple :

- Moyen Âge : honneur, fidélité, amour, à travers les grandes chansons de geste. Sens de la liberté à travers la littérature satirique. Amour de Dieu à travers les grands monuments religieux, l'art, les donations aux abbayes, la vie liturgique. Soumission ou insoumission du roi au pape en ce qui concerne le spirituel. Déviation de l'amour courtois.

77 - Tous les textes cités ici sont tirés des archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, dossier *Des matières scolaires dans nos maisons*.

- Pour la Renaissance, le *xvii^e* et le *xviii^e* siècles : mêmes thèmes. Voir la paganisation de l'amour, l'exaltation de la beauté formelle, le goût de la vie facile et de la jouissance à travers les poètes et peintres, le sens « mondain » de l'honneur. Voir aussi ce qui reste de profondément vrai et sain dans un Agrippa d'Aubigné, un Drelincourt, un Corneille – malgré ses duels –, dans la peinture non seulement de Georges de La Tour, mais aussi dans les paysans de Le Nain. Voir la laïcisation de l'État par le concordat de 1516, exploité presque malhonnêtement par les rois de France ; les hautes charges ecclésiastiques au service des ambitions et des besoins financiers de la noblesse, le relâchement des abbayes trop riches ; mais aussi saint Vincent de Paul, la réforme du carmel et son introduction en France ; saint Jean-Baptiste de La Salle et les écoles populaires. Voir la notion faussée de liberté aussi bien dans la liberté de conscience que dans la liberté de jugement et la liberté politique. Voir combien un Rabelais, mais surtout un Montaigne ont contribué à insinuer dans les classes cultivées ce libéralisme de l'esprit, cette indulgence et compréhension universelles pour tout ce qui émane de l'homme, ce nouvel absolu.
- Pour le *xviii^e* siècle : la Révolution avec ses conséquences : voir que tout ce que les gens du *xvi^e* ont demandé à titre privé sera réclamé sur le plan de l'État. Voir l'affadissement des notions d'honneur, de fidélité, d'amour. La naissance du primat de l'utile, de l'efficient. La puissance mise au service de cet efficient ; le renversement de l'idée d'autorité : on n'obéit plus à un homme, représentant illusoire de l'autorité divine inexistante ; on obéit à la loi, tyran devenu impersonnel et émanant de la volonté générale. Volonté déracinée, sans lien avec la nature de l'homme. Conséquences : civilisation inhumaine du *xix^e* siècle avec le travail des enfants dès cinq ans, les taudis sordides, l'insécurité devant la maladie, les rythmes épuisants des machines. L'enrichissement de quelques-uns ; l'appauvrissement de beaucoup. Voir tout cela à travers des œuvres littéraires ou artistiques. Voir aussi le nouveau messianisme, source du messianisme marxiste. Le mythe du progrès : l'homme sera heureux par ses propres moyens, tout de suite, sur la terre

et sans Dieu. Dieu est l'ennemi, car on a trop longtemps prêché la résignation en son nom.

La puissance de synthèse que révèlent ces quelques extraits, l'exigence si profonde que le Père apportait à sa réflexion sur l'enseignement catholique, furent pour mère Anne-Marie, comme elles le furent pour mère Hélène, un éblouissement. De façon très personnelle, mais marquée par cette formation, mère Anne-Marie cherchera tout au long de son généralat à poursuivre ce travail d'approfondissement de l'œuvre d'enseignement de la Congrégation. Sa correspondance avec le Père durant ces années est émaillée de réflexions qui rappellent ce souci : « Que les Sœurs qui ont *le plus* le sens de l'école implorent *mille fois par jour* d'avoir un sens pleinement chrétien de l'école... », écrit par exemple le Père en juillet 1967. En avril 1969, évoquant l'école de la Péraudière, il relève des points positifs qui lui semblent intéressants pour la Congrégation :

De la Péraudière, retenir pour vous autres :

- Parents faisant corps avec les éducatrices, leur faisant confiance tellement qu'on peut dire qu'ils ne font qu'un avec elles, de sorte que l'enfant ne puisse pas « jouer » entre deux milieux éducatifs (école et famille) plus ou moins antagonistes. Cela suppose bien sûr que l'école ne travaille qu'avec quelques familles.
- École entièrement libre ; ne touchant pas un sol de l'État, établissant elle-même son programme...

Puissamment aidée par cette formation et par ces conseils, mère Anne-Marie déploya dans cette œuvre de l'enseignement un charisme personnel que nul ne lui contesta jamais. Toujours en activité, elle cherchait sans se lasser le moyen de faire surgir de ses élèves une pensée personnelle, marque d'un esprit vivant. D'une inventivité étonnante, elle ne laissait pas entamer son enthousiasme de professeur. Elle évoquait chaque année avec joie la fête de saint Bède dont elle avait appris qu'il était mort en traçant la dernière lettre de sa traduction des psaumes ; elle disait à qui voulait l'entendre qu'elle souhaitait mourir la craie à la

main. De fait, elle donnera son dernier cours de grec à la classe de philosophie dix jours avant sa mort⁷⁸...

Plusieurs fois, la Mère exposera ce qu'elle entendait par le terme « d'éducation chrétienne » : il s'agit de faire accéder les élèves à une culture chrétienne.

Vous nous avez confié vos enfants, écrit-elle, pour que nous leur donnions une vraie et solide culture chrétienne, pour qu'à votre suite et avec vous nous ouvrions leur esprit, leur cœur et leur âme aux valeurs de vérité, de beauté et de bonté⁷⁹...

Ouverture d'esprit : le mot revient très souvent sous la plume de la Mère qui concevait l'enseignement comme une tâche d'éveilleur d'âme. Elle précisera sa pensée :

Nous voulons éveiller l'esprit des enfants, ce qui n'est pas facile à l'heure actuelle car il est souvent encombré, non de vrai savoir, mais d'informations diverses et désordonnées, souvent incohérentes et contradictoires. Pour être ces éveilleurs et ces éveilleuses de l'esprit des enfants que nous devons être, « il suffit de les aimer et d'aimer leur communiquer la vérité » et il

78 - Le sermon de l'aumônier de la maison de Romagne, maison où elle mourut, lors de la messe de *Requiem* qu'il célébra devant les enfants de l'école, le 18 juin 2014, évoque bien cela : « Sa vie, sa vocation, c'étaient les enfants et l'éducation de leurs âmes pour le bon Dieu. Comment rester inactive, quand derrière la porte de sa chambre, dans le petit couloir, on entendait le bruit des enfants ? Elle n'y résistait pas. La préparation des cours remplissait sa convalescence – et malgré les difficultés pour atteindre ses livres ou ses dossiers dans les étagères du haut, incapable d'attendre sans rien faire la visite d'une Sœur, elle partait à l'assaut de sa bibliothèque, ce qui sera la cause de plusieurs chutes... et de réprimandes, et de promesses non tenues ! Malgré l'insistance de son entourage pour l'assurer de son aide, c'était ainsi (...). Toute tendue vers son idéal, malgré la difficulté d'une nature qui se refusait de plus en plus nettement, elle a tenu à donner son dernier cours, quoi qu'il lui en coûtât ! À l'élève inter-dite qui se croyait quitte à bon compte en voyant la tête de la Mère pencher en avant dans l'épuisement, elle disait : "Redites-moi, Mademoiselle, votre traduction... Êtes-vous sûre ?" Elle avait l'oreille pour le grec jusqu'au bout... Mais les pauvres Sœurs qui la veillaient la nuit, ces dernières semaines, s'entendaient demander en plein milieu de la nuit le dictionnaire grec pour vérifier une étymologie, à deux ou trois heures du matin... Elle aura achevé sa course en finissant son dernier cours prévu par le programme, quelques jours à peine avant sa mort, selon son désir le plus cher... Ce zèle, difficile à imiter, reste une leçon pour tous : surtout ne pas s'arrêter... »

79 - Conférence aux parents du 1^{er} novembre 1980.

faut « laisser cet amour descendre jusqu'à l'intelligence » pour que nous devenions capables de « communiquer une vérité chantante et germinative »⁸⁰.

Et plus loin :

Depuis des années notre effort (...) consiste à ouvrir vos filles à la vie de l'esprit, à les éveiller à la vraie *vie* de l'esprit, c'est-à-dire à une attention *vivante* et réfléchie ; si nous réussissions seulement à leur faire prendre conscience qu'il y a une *vie* de l'esprit, nous n'aurions pas perdu tout à fait notre temps⁸¹.

Cet éveil de l'esprit se présente avant tout comme une attention nourrie d'admiration et d'amour pour la vérité.

Le mot de vérité paraît dans chacune des conférences de la Mère. Il revient comme un mot d'ordre sans cesse repris :

L'enseignement lui-même que nous voulons donner à vos enfants n'est autre qu'une communication de vérité. Nous voulons leur donner une formation intellectuelle aussi vaste et aussi exacte que possible car nous croyons à la culture, à la formation de l'esprit, mais à condition que cette culture, loin d'être la seule réponse à une curiosité de l'esprit – même légitime – soit illuminée par la vérité, baignée dans la charité et soit communiquée en beauté. Nous voudrions communiquer à vos enfants l'amour du vrai, le culte du beau et la passion du bien⁸²...

En réponse à cet enseignement de la vérité, la Mère attendait de ses élèves qu'elles « accueillent activement et docilement cette vérité⁸³ ». Et elle replaçait les autres exigences dans le sillage de cet amour de la vérité :

Nous ne méprisons pas les habitudes à prendre ou à faire prendre, nous mettons même de la contrainte et de la ténacité, lorsqu'il le faut, pour obtenir certains rites (...). Car nous ne nous faisons pas illusion sur la vertu des idées justes qui,

80 - Conférence aux parents du 21 avril 1990. Les trois citations sont du père Calmel.

81 - Conférence aux parents du 12 octobre 1991.

82 - Conférence aux parents du 12 janvier 1986.

83 - Conférence aux parents du 10 mars 1991 : la Mère cite une expression du père Calmel.

malheureusement, peuvent rester cérébrales et ne pas informer la vie. (...) Mais pour la formation du caractère chrétien, ce qui est notre but, nous croyons que ce que nous devons d'abord favoriser, c'est, non pas des théories, mais la fidélité à la lumière, ce qui suppose que l'on a donné la lumière, et une lumière susceptible d'être reçue et aimée. Notre premier souci est donc de donner la lumière et d'être telles, avec la grâce de Dieu, que cette lumière puisse être désirée et aimée et qu'elle puisse changer la vie⁸⁴.

Cet amour de la vérité devait avoir pour corollaire d'apprendre aux enfants à penser droit.

Quels moyens la Mère proposait-elle pour atteindre cet idéal élevé et un peu théorique? Les circulaires rappellent d'abord l'importance de la hiérarchie des matières: l'extrait que nous citons fait une large part aux réflexions du père Calmel tirées de son ouvrage *École chrétienne renouvelée*:

Comme vous le savez, l'enseignement de la doctrine chrétienne est premier dans nos maisons; vient ensuite l'enseignement du français, car les « auteurs français ont une importance privilégiée pour la formation de l'esprit et du cœur », et nous donnons de même toute leur importance aux cours de philosophie et d'histoire qui sont aussi des places fortes privilégiées orientant bien ou mal l'esprit de l'enfant. (...) Cependant « l'école chrétienne des filles ne consiste pas en une classe de doctrine chrétienne, additionnée d'une classe de français, à laquelle s'ajoute une classe de mathématiques, que couronnent enfin une classe d'histoire et quelques exercices de gymnastique: le tout ayant été entrelardé de langues et de sciences. L'école chrétienne ne consiste pas dans la présentation de matières juxtaposées mais dans la présentation d'une même vérité, entière, belle et cohérente, qui est la nourriture constante des maîtresses, et qu'elles communiquent avec un enthousiasme serein, à travers les diverses disciplines, dont elles respectent cependant les exigences propres⁸⁵. »

84 - Conférence aux parents du 25 octobre 1991.

85 - Conférence aux parents du 12 octobre 1991.

Cet extrait attire l'attention du lecteur sur un point qui fut le fruit d'une longue bataille de la Mère : celui de la primauté des lettres sur l'enseignement des sciences dans le but de la formation de l'esprit. En parcourant les circulaires adressées aux parents, on peut dire que la Mère saisit toutes les occasions pour rappeler l'importance qu'elle attachait à ce choix d'une culture humaine au sens le plus noble du terme. Parmi tant d'extraits que l'on pourrait citer, quelques-uns sont très révélateurs :

Nous donnons, ce qui chagrine certains d'entre vous, la priorité à la formation littéraire sur la formation scientifique. Pourquoi ? Parce que nous pensons que par la lecture des auteurs et des textes, tout en essayant de faire progresser vos filles dans le maniement de notre langue française et des autres langues, nous tentons de les faire raisonner, de les faire réfléchir et en même temps, de les faire pénétrer dans la connaissance de l'homme. Car la lecture des écrivains révèle plus ou moins le mystère de l'homme, en même temps que les lignes de force de la civilisation dans laquelle ils vivent... Par la lecture des auteurs, nous voulons donner à vos filles une conception (...) solide, critique, réfléchie et chrétienne de l'homme, de la vie humaine, de la cité et des réalités temporelles. À l'école, ce qui forme le plus les filles, plus encore que les garçons, c'est le contact avec des œuvres belles et une doctrine philosophique et théologique qui « expriment l'homme au titre de l'usage de sa liberté et non pas au titre de sa connaissance de la nature humaine⁸⁶ ».

Plus tard, elle précisait encore sa pensée :

Sans dénigrer ni mépriser l'apport et la richesse d'une culture scientifique, nous voulons la mettre à sa place de subordonnée. (...) Puisque ce n'est ni la science ni les mathématiques qui nous donnent le dernier mot sur l'homme et sur sa destinée, nous voulons qu'avant d'aborder les études scientifiques, vos filles soient capables d'aimer la vérité, de juger de l'homme, de sa nature, de son état, de sa liberté, de sa finalité, de la vie, de la mort, de l'amour, de la société, de l'art... Pour préparer vos filles à leur mission de femmes, d'épouses et de mères ou de consacrées,

«aussi bien pour l'Église et le royaume de Dieu que pour la vie domestique et l'ordre temporel de nos patries charnelles, nous recourons aux lumières de la sagesse théologique et philosophique». Cette culture se fait principalement par la doctrine chrétienne et par la lecture des auteurs. Et «si nous recourons à la lecture des auteurs, ce n'est pas pour le seul plaisir littéraire, mais c'est parce qu'ils nous parlent» – bien ou mal – de l'homme et de sa destinée. Car «il n'est pas une grande œuvre littéraire qui ne touche au métaphysique et même au théologique. Mais c'est par intuition concrète, par évocation existentielle». C'est donc «en vue d'une juste compréhension et d'une droite orientation de l'homme et de sa destinée» que nous recourons à cette lecture. Certes, les œuvres littéraires par elles-mêmes ne nous expliquent pas l'homme, sa destinée, mais elles nous le font sentir en vérité; et c'est aux philosophes et aux théologiens qu'il appartient ensuite de nous aider à en saisir la justification spéculative, de la dégager pour elle-même et de la contempler en elle-même. Ni les sciences ni les mathématiques ne nous apprennent ce que nous sommes faits pour connaître: notre nature et le Seigneur Dieu. C'est pourquoi, je le répète, nous voulons avant tout permettre à vos filles d'acquérir la sagesse chrétienne⁸⁷.

Ce projet ambitieux ne semblait pas impossible à la Mère. Quelque difficile qu'il paraisse, elle le croyait possible pourvu que professeurs, parents et élèves soient disposés à ne faire aucune concession aux demi-mesures. Ce souci de l'absolu, sans restriction, se retrouve aussi dans chacune des pages écrites par la Mère. Explicite ou implicite, il parcourt ses conférences:

Et j'arrive à ce qui voudrait être l'essentiel de ma lettre, écrite par exemple: je voudrais que vous me souteniez davantage dans l'œuvre d'évangélisation des cœurs, des âmes et des esprits de vos enfants. Il y a trop de restrictions chez certains et ces mots: «oui... mais» qui sont ceux d'un compromis, sont trop souvent entendus⁸⁸.

87 - Conférence aux parents du 10 octobre 1992. Les passages entre guillemets s'inspirent d'*École chrétienne renouvelée*, chap. 11.

88 - Conférence aux parents du 17 septembre 1981.

Plus loin, elle ajoute :

La première conviction que nous voulons donc donner à vos enfants, c'est que la vie est chose sérieuse et mérite d'être vécue, à condition de l'être sérieusement. (...) Le premier *habitus* (qui est une disposition stable acquise naturellement) que nous voulons faire prendre à vos enfants, c'est celui de faire sérieusement les choses sérieuses⁸⁹.

À l'appui, elle cite René Bazin :

Je voudrais qu'à la maison lorsque l'enfant y revient, il n'entendît pas parler légèrement de ce qui est grave, il ne fût pas exposé à voir détruire en lui-même, et par sa propre famille, les idées nobles, les idées saines qu'il reçoit au collège. (...) Je voudrais que le père fût, dans cet intime de la famille, le constant professeur d'énergie, et qu'il n'eût pas seulement le souci de la vérité, mais celui (...) de la constante noblesse de l'enfant⁹⁰.

Quels moyens pratiques la Mère mettait-elle en œuvre pour atteindre son haut idéal ? Comme tous les professeurs doués de génie, elle se refusait à l'utilisation de moyens tout faits qui eussent produit un résultat identique chez toutes les élèves, moyens rassurants pour la discipline de l'école et conduisant à des résultats satisfaisants au moment des épreuves du baccalauréat, mais opposés à une formation en profondeur. Elle encourageait les Sœurs à développer le génie inventif de chaque élève :

Dans l'appréciation de leurs devoirs nous encourageons d'abord l'originalité, le génie inventif, tout en tenant compte de la perfection matérielle. Pour la lecture nous essayons d'obtenir à la fois la compréhension des mots et des idées et une lecture bien faite. Il faut que les enfants aient l'intelligence des mots employés et il faut en même temps qu'elles sentent et fassent sentir qu'une lecture bien faite facilite la compréhension d'une pensée et met de l'ordre dans la pensée et dans les sentiments exprimés (...). « Il y a une manière poétique

89 - Conférence aux parents du 6 mars 1988.

90 - Conférence aux parents du 11 janvier 1987.

de dévoiler la lumière des mots, il y a une manière lexicographique de volatiliser leur mystère. La clarté véritable est amie du mystère⁹¹. »

La lecture de ces extraits soulève la question de la mise en œuvre pratique de l'idéal proposé. Quel type de professeur mère Anne-Marie fut-elle ? Il est difficile de le dire, car les préparations de cours ne peuvent rendre raison de la vie réelle qui animait ses cours. Un travail, rédigé par ses soins du temps où elle n'était encore que novice étudiante, donne un aperçu de son originalité d'esprit et de l'aspect peu académique de la façon dont elle présentait les choses, même s'il est délicat de discerner dans ces notes la part qui revient au père Calmel. Il s'agissait d'exposer la manière selon laquelle on aborderait un cours de littérature donné aux élèves de troisième sur le romantisme. Voici ce qu'elle écrivait :

En classe de troisième, les romantiques sont-ils utilisables et profitables ? C'est simple. Vous ont-ils parlé ? Et par quoi vous ont-ils parlé ? C'est de là qu'il faut partir. Sans rédiger totalement le cours qui serait indispensable, voici du moins indiquée la direction selon laquelle je ferais lire ces messieurs à de petites chrétiennes :

- D'abord, ne pas « bloquer » sur la question d'école littéraire. Le titre y inclinerait facilement : or les écoles littéraires, chez les Grecs, les Espagnols, les Germains ont bien un intérêt. Mais lire les auteurs avec fruit, c'est les lire en eux-mêmes, encore que l'on tienne compte de l'histoire de leur école.
- Couleurs locales, goût de l'histoire, faux gothique, style plus coloré, genre littéraire plus libre, il y a de tout cela dans cette école littéraire.
- Mais le plus grave, ce qui domine tout, c'est l'*étalage du moi*, pour ne pas dire l'*exhibition*.

Mais tout ceci est bien connu et rebattu. Comment le faire comprendre aux enfants ? Je procéderaï de la sorte :

91 - Conférence aux parents du 21 avril 1990.

- Aujourd'hui, l'*étalage du moi* infecte les lettres (Mauriac et son *Journal hebdomadaire* ! qu'il nous servait jadis dans *L'Express*...)
- Il est admis qu'un auteur peut faire du public le témoin de toutes ses aberrations sous prétexte de sincérité.

J'expliquerais un peu cela, puis je demanderais :

- Qui a commencé ? C'est Jean-Jacques Rousseau.
- Comment faut-il juger cela ? Sévèrement. Le talent peut-il justifier l'exhibition ? Non.

Puis je montrerais le souffle épique qui a sûrement été retrouvé par Péguy dans le poème *Ève*. Le mythe du progrès encore plus ou moins à l'œuvre dans certaines têtes. J'expliquerais.

Puis je passerais à Hugo : sa dimension épique et ses idioties sur le progrès. (Un mot sur l'idiotie toujours existante de l'idéal romantique de l'amour... Cérigo⁹² dit cela d'une manière noble ; Georges Sand de manière repoussante. Victor Hugo est un romantique si l'on veut : en tout cas, la plus forte voix poétique du siècle.)

J'évoquerais l'Église de cette période qui répare les ruines de la Révolution et connaît un essor missionnaire prodigieux : mais pas de théologiens, pas d'exégètes critiques, et une inattention trop générale à la montée effrayante du capitalisme libéral. C'est l'époque des églises en faux gothique et des livres de piété sucrés et langoureux...

En somme, en partant de maintenant, faire un tour chez les écrivains et les penseurs du XIX^e siècle, pour mieux saisir les courants actuels de pensée, mieux prendre conscience des déviations, savoir quelles routes n'ont pas déçu ; et évidemment apprendre à écrire par la fréquentation de ceux qui ont bien écrit ; se rendre compte de l'élargissement qu'ils ont donné à l'expression littéraire. Mais lire ces messieurs en ne cessant d'évoquer les grands écrivains actuels : Bloy, Péguy, Bernanos, Claudel.

Ainsi conduite, la classe de français permet une culture humaine, ne nous sort pas de notre époque, ne nous coupe pas de la prière et forme les petites chrétiennes.

92 - Victor Hugo, « Cérigo », *Les Contemplations*.

PS: Lire surtout le grand Victor Hugo qui est celui qui a quelque chose à dire: père désolé – citoyen indigné – admirateur du premier Napoléon – et honnête homme – visionnaire de quelques épisodes de l'histoire humaine. Quand il a quelque chose à dire, il est capable de trouver des strophes aussi nostalgiques et aussi puissantes que ce refrain des châtiments:

Oiseaux qui passez nos chaumières,
Vents qui passez – nos Sœurs, nos mères,
Sont là-bas, pleurant nuit et jour,
Oiseaux, dites-leur nos misères!
Ô vents, portez-leur notre amour⁹³.

Plus explicite est le témoignage de certaines anciennes élèves qui bénéficièrent de ses cours. Évoquant l'attachement de toute sa famille aux dominicaines, l'une d'elles écrivait:

Cet attachement est né de la confiance, je dois le dire, de la confiance en une personne. Mère Anne-Marie est (je ne dirai pas «était» car elle reste présente encore dans nos doutes, nos hésitations et nos décisions) une personne qui méritait notre confiance: née d'une grande famille, mère Anne-Marie avait une autorité et une exigence qui ne laissaient rien passer. Toutes les anciennes pourront se souvenir de l'impression qu'avait sur nous le: «Vous êtes attendue au bureau de mère prieure.» Mais toute cette autorité n'avait qu'un seul but: le salut de l'âme des enfants qui lui étaient confiées. Un jour où, lors d'un contrôle que nous avions dû refaire, j'avais eu le malheur de demander au sujet de la note: «elle compte?», je m'étais vu rétorquer vivement: «Ça compte plus que la plus grande gifle, et j'en ai encore la marque: toute la mesquinerie de l'élève bêtement scolaire se trouvait fustigée, et en même temps le travail, la vie prenaient une autre dimension.

Confiance en une personne à qui nous pouvions tout confier. Une peine, une décision à prendre? Mère Anne-Marie avait une façon d'écouter toute particulière: attentive, chaleureuse, ayant toujours le mot qui élève et ramène à l'essentiel. La perte

93 - Archives de la Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, notes de 1955.

d'un être cher : l'espérance. Le choix d'un bon mari : la foi. Et nous n'avions qu'à la regarder, rayonnante, pour trouver en elle la charité⁹⁴.

Les témoignages et les documents cités éclairent une facette de la personnalité de mère Anne-Marie qui marqua tant la Congrégation.

En réalité, durant son premier généralat, mère Anne-Marie dut surtout faire face aux difficultés soulevées par l'*aggiornamento* de l'Église et les questions pratiques liées aux modifications de la conception de l'enseignement catholique : mixité, contrats scolaires, révolution de mai 68, tenue vestimentaire des jeunes filles, usage de la télévision et des loisirs dans la société en pleine évolution...

La conscience aiguë d'avoir à transmettre un enseignement intégralement catholique allait de pair avec l'attachement aux exigences morales pratiques qui découlaient de cette formation chrétienne. C'est pourquoi mère Anne-Marie fut, par exemple, si virulente sur les questions vestimentaires malgré la pression des parents d'élèves et même des évêques. À Montréal, par exemple, le vice-président des APEL, M. Vallet, lui adressa ces lignes :

Révérendissime Mère,

Nous aimerions attirer tout particulièrement votre attention sur un problème qui prend de telles proportions que les membres de l'APEL de l'école Sainte-Germaine se voient dans l'obligation de le porter à votre connaissance.

En effet, l'interdiction qui est faite à nos enfants de porter des pantalons est désapprouvée par la quasi-totalité des parents. Certaines familles même envisagent très sérieusement de retirer leurs enfants de notre établissement si une dérogation n'est pas faite à cette interdiction, dans l'immédiat.

94 - Témoignage de M^{re} Rémi Cathala, à l'occasion des quarante ans de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux et un an après le décès de mère Anne-Marie.

Il faut reconnaître que l'hiver est long et rigoureux dans nos régions; que d'autre part, les collants sont très chers et peu solides, que certaines familles ne peuvent se permettre de les renouveler aussi souvent que nécessaire.

Sur le plan local s'est créée une atmosphère très désagréable dont nos filles font les frais et cette situation s'est aggravée depuis que l'on sait, de source sûre, que d'autres établissements de la Congrégation ont admis cette nouvelle tenue.

L'assemblée générale étant fixée au samedi 1^{er} décembre 1973, nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir me faire parvenir votre réponse avant cette date, afin que nous puissions informer les familles du résultat de cette démarche.

Le 14 décembre 1973, la supérieure générale exposait donc les raisons de ses refus :

Je n'ignore aucun des arguments invoqués, un peu partout, en faveur du pantalon : économie ou prétendue économie (car on calcule moins pour suivre la mode), confort - pratique - facilité... Et je comprends ce qu'ils peuvent avoir de séduisant pour des parents obligés de calculer ; mais toutes ces raisons ne me feront pas fléchir...

Suivent quelques considérations d'ordre disciplinaire, enfin esthétique. Puis la Mère reprend son argument de fond :

De même donc que nous refusons la mixité dans l'enseignement et dans l'éducation que nous voulons donner à vos filles, parce que nous pensons qu'il est impossible de former une intelligence et une sensibilité de fille de la même façon qu'une intelligence et une sensibilité de garçon, de même nous refusons de nous rendre complices des courants de décadence qui travaillent et sapent notre civilisation. Nous voulons traiter vos filles en filles, nous voulons qu'elles soient traitées en filles et s'habillent en conséquence en filles. Nous voulons les aider à approfondir le sens des valeurs proprement féminines à vouloir et à cultiver les vertus plus spécialement confectionnées à la femme, qui la rendent plus particulièrement apte à donner et entretenir la vie naturelle comme la vie surnaturelle. Nous voudrions que vos filles soient pleinement femmes et filles de l'être, et qu'elles aiment à s'habiller en conséquence.

Pour toutes ces raisons d'ordre disciplinaire, esthétique et moral, nous exigeons donc de vos filles une tenue conforme à leur nature féminine...

Ces exigences concrètes, qui pourraient ne paraître que secondaires, étaient, aux yeux de la Mère, comme la construction de fortins défensifs autour de l'œuvre d'éducation et d'enseignement chrétiens, si attentivement mise en place par la Congrégation au cours des vingt dernières années.

Au moment d'aborder les années soixante-dix qui ébranlèrent si vivement la Congrégation, il faut se retourner sur l'immense travail accompli dans ce domaine, au cours des trois généralats qui viennent d'être présentés. La consultation des très nombreux documents qui permettent de dresser une sorte de bilan de cette œuvre scolaire force l'admiration.

Des réunions ont regroupé régulièrement les maîtresses par niveaux de classes ou par matières, pour des sessions⁹⁵ de formation ou pour des exercices pratiques, des mises en commun des idées, des expériences, des réflexions. Des programmes ont été établis pour toutes les classes et pour toutes les matières, les méthodes de travail ont été fixées, non pas de façon péremptoire et catégorique, mais dans une souplesse qui laisse aux professeurs toute latitude pour déployer leur génie propre au sein d'un cadre conçu pour favoriser l'éveil de l'esprit.

La réflexion a porté sur la doctrine chrétienne et sur son primat « non décoratif mais effectif » (constitutions, article 260) dans la hiérarchie des matières. En 1956, une session a rappelé le but de ce cours :

Bien voir qu'il s'agit de la réflexion de quelqu'un qui a la foi sur les divers mystères de la foi, contenus dans les textes de l'Écriture et dans les textes du magistère ordinaire et extraor-

⁹⁵ - Tous les comptes rendus des sessions de formation mentionnées ci-après sont conservés dans les archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux.

dinaire ; réflexion qui doit susciter la prière, qui est déjà du reste demandée par la prière et qui doit orienter la vie.

Elle a exposé les divers mystères de la foi qu'il s'agissait de transmettre en les répartissant selon un programme adapté aux quatre dernières années du cycle scolaire :

Pratiquement, nous avons distribué la matière de ce cours en quatre ans :

- Dieu Trinité. Dieu créateur. Création. Péchés originels. (Sur deux ans)
- Le péché. La grâce. La Rédemption.
- L'Incarnation. La Vierge.

Pour chacun de ces jalons, elle a proposé un ensemble de lectures :

Pour étudier : Dieu Trinité – Dieu créateur – la création – le péché originel, on utilisera volontiers :

- *Le sens de Dieu*, du cardinal Suhard.
- La Genèse, chapitres I, II, III, et *Le petit catéchisme des origines du monde* du cardinal Journet.
- Les retraites du cardinal Journet : *Dieu et La Trinité*.
- *Connaissance et inconnissance de Dieu*, du cardinal Journet, *Connaître Dieu* du père Nicolas, *Les Anges* du père Régamey...

Elle a établi une bibliographie élémentaire pour aider les laïcs à réfléchir sur les vérités de la foi. Mais la Congrégation ne s'est pas contentée de repenser le programme des grandes classes. Elle s'est penchée avec attention sur l'éveil de la foi chez les très jeunes enfants, et pour les classes du primaire aussi, a établi un programme d'une précision étonnante.

Une session de Castelnau a proposé la répartition suivante :

Pour les classes enfantines, onzième et douzième, enseignement régulier mais de durée indéterminée, suivant l'attention des enfants.

- Première initiation aux mystères chrétiens.
- Premières notions de Dieu tout-puissant, de Dieu créateur par amour, de Dieu sauveur par amour.



- En retour de notre part : attitude de créatures : humilité, confiance, réponse à l'amour de Dieu, disponibilité.
- Premières notions de la présence réelle.

À l'occasion de la liturgie, présenter quelques aspects des mystères de la foi :

- Noël : Marie, Mère de Dieu, Immaculée conception : première notion du péché qui est un refus d'obéissance à Dieu ; Jésus, le fils de Dieu fait homme, vient nous sauver.
- Pâques : Jésus, le fils de Dieu fait homme, meurt sur la croix et ressuscite pour nous sauver.
- Ancien Testament : Moïse et Samuel, modèles d'obéissance à Dieu.

La réflexion des Sœurs s'est intéressée ensuite aux classes de neuvième et dixième.

L'enseignement est plus précis – trois heures par semaine. Il présente le développement des grandes vérités déjà touchées.

- Première initiation aux sacrements : sens du péché et de la miséricorde de Dieu ; première étude de la messe ; initiation au missel et à la vie liturgique.
- Préparation à la première confession, à la première communion.
- Noël : histoire sainte : préparation de la venue du Messie sauveur. Abraham, Moïse, les prophètes, saint Jean-Baptiste.

Il n'est pas possible de citer les programmes de chaque classe. Mais chacun d'eux a été traité avec autant de soin. Une bibliographie, tant pour le professeur que pour l'élève, est indiquée. Des pistes de réflexion sont proposées.

Ce travail très concret sur la réalisation des programmes est doublé de toute une réflexion pédagogique sur la manière dont il est possible de faire pénétrer les vérités de foi dans l'intelligence des enfants. À titre d'exemple, une session à Aix évoque la place de la prière dans la formation chrétienne. Le titre de la conférence est le suivant : « Comment nos causeries religieuses préparent-elles à la prière ? » Il s'agit bien sûr des causeries religieuses dans les toutes petites classes. On trouve dans le compte-

rendu de cette réunion non seulement des réflexions d'ordre général :

La prière naît de la foi, et la foi est éveillée par l'enseignement. La qualité de nos causeries a donc une grande importance pour la vie de la prière de nos enfants. Afin que la prière devienne un acte personnel même chez le tout-petit, il faut que la causerie prépare et favorise cette rencontre avec Dieu, qu'elle suscite une réponse d'amour.

mais encore des indications pratiques :

Le temps de la prière se situera après la causerie ou pendant la causerie et même parfois l'enfant le priera de lui-même dans la journée. Pour faire prier les petits, il faut d'abord que nous-mêmes, nous priions. Les enfants y sont très sensibles. En nous voyant prier, l'enfant pressent que la prière ne peut pas être sans recueillement. Il apprendra, en nous voyant, que prier, c'est se recueillir. Nous devons leur apprendre le sens de la tenue digne, des mouvements lents, du comportement de respect. Nous devons faire attention à la valeur du silence que nous voulons : pas de silence imposé au-dehors, mais un silence plein de méditation.

Le sujet traité englobe non seulement la prière, la tenue et le silence, les gestes religieux, mais également encore l'utilisation des images religieuses, le chant, l'attitude à éveiller durant les cérémonies...

Il est impossible de citer toutes les sessions qui se tinrent sur ce simple sujet de l'enseignement de la doctrine chrétienne dans les petites classes au cours des vingt années dont nous parlons. La variété avec laquelle la question fut abordée, la qualité des interventions étonnent. Il y est rappelé comment éviter le moralisme, comment adapter à des petits enfants un message révélé qu'il ne s'agit ni de transformer, ni d'amoindrir, ni de rabaisser sous prétexte qu'il s'adresse à des enfants. Les sessions évoquent le travail préalable que doivent fournir les maitresses, s'insurgent contre l'idée que, pour s'adresser aux petits, elles en sauront toujours assez...

La doctrine chrétienne, à cause du primat volontaire qui lui fut accordé, aurait-elle été particulièrement mise en honneur dans les réunions, au détriment des autres matières? Les documents montrent que cela ne fut pas le cas. Toutes les matières ont été abordées, non pas une fois mais plusieurs, selon des modalités aussi variées et aussi riches. L'apprentissage progressif de la grammaire ou du calcul de la classe de onzième jusqu'à la classe de sixième a par exemple été étudié en août 1956, revu en août 1962, revu en septembre 1970. Une synthèse du travail des maîtresses des classes de primaire, au sujet de la lecture, a été proposée aux Sœurs à Tarbes, le 14 décembre 1967, puis à Aix le 11 janvier 1968. Le même sujet a été traité à Toulouse le 24 octobre 1970 et à Aix-en-Provence, le samedi 7 novembre de la même année. Un travail sur l'apprentissage du français dans les classes enfantines et les cours préparatoires a été réalisé le 25 octobre 1969 à Toulouse, le 15 novembre 1969 à Aix. Des réunions ont regroupé les maîtresses de septième et huitième pour évoquer la question des dictées, du français et du dessin, le 6 février 1971 à l'Annonciation et le 13 février 1971 à Marseille.

Un grand nombre de documents, photocopiés avec les moyens de l'époque, n'ont pas été datés; leur typographie néanmoins les rattache sans erreur possible à ces mêmes années. On trouve par exemple le résumé de l'exposé de sœur Sainte-Foy à Tarbes sur les sciences d'observation, exposé qui avait été précédé d'un questionnaire adressé aux maîtresses des cours moyens, des cours élémentaires et des cours préparatoires. Les questions posées manifestent à la fois le souci de la précision et le désir d'intégrer l'étude de ces sciences dans une formation de l'esprit bien plus vaste:

Quel manuel de sciences avez-vous? Vous paraît-il tenir sa promesse de développer chez l'enfant le sens de l'observation? Quels moyens pédagogiques utilise-t-il? Votre livre oriente-t-il les enfants vers les problèmes humains posés par les sciences?

Comment ? Ou au contraire, présente-t-il une accumulation de données érudites et désincarnées ?

Des travaux ont également groupé les Sœurs autour du sujet des manuels scolaires. Une intervention de sœur Raymond-Marie a engagé une réflexion sur le livre

qui n'est qu'un instrument qu'il faut compléter. Dans le domaine des sciences, il faut un livre qui favorise l'observation. Que les exercices pratiques proposés amènent à observer. Tout livre de science est porteur d'une idéologie. Remettre toutes les observations à leur place dans la nature. Respecter la hiérarchie des êtres. Ne pas avoir seulement un mécanisme biologique.

On trouve encore, en consultant l'énorme documentation fournie par les comptes rendus de ces réunions, une présentation de la méthode de lecture mise en place par la Congrégation à partir des expériences proposées par M^{me} Montessori. Une intervention de sœur Élisabeth-Marie Blanchot manifeste le souci des Sœurs de profiter de toutes les expériences favorables à la mise en place d'un enseignement catholique parfaitement adapté aux enfants.

Après plusieurs années d'essais et de recherche, explique-t-elle, nous avons adopté la méthode des dictées muettes, méthode préconisée en France par M^{me} Lubienska, qui s'inspirait elle-même des méthodes de M^{me} Montessori. Celle-ci part d'une constatation très simple : l'immobilité est pénible à l'enfant, elle bloque son intelligence et produit la fatigue. Muni d'un matériel qui l'oblige à se déplacer chaque fois qu'il fait un effort mental, l'enfant se calme et se recueille et ses progrès deviennent rapides. M^{me} Montessori fait appel à la mémoire musculaire autant qu'à la mémoire visuelle et auditive de l'enfant : elle commence par le faire suivre du doigt le tracé d'une lettre en répétant le sens qu'elle représente. La lettre est découpée dans du papier de verre. Tous les jours, elle répète l'exercice en y ajoutant une ou deux lettres à mesure que l'enfant a bien retenu les précédentes. Cette méthode n'est ni globale, ni syllabique, elle part du son pur des lettres et tous les premiers

mots appris, une quarantaine environ, sont des mots à orthographe phonétique.

Pour l'enseignement du français, il était nécessaire de modifier, d'adapter la méthode de M^{me} Montessori. L'orthographe française n'est que semi-phonétique, elle tient compte de l'étymologie des mots, cela contribue à donner à l'enfant l'impression que l'orthographe est fantaisiste, hérissée de difficultés vraiment décourageantes. M^{me} Lubienska a donc entrepris de classer les mots pour les donner successivement à l'enfant. Elle part de l'image d'un objet concret : os, sac, puis aide l'enfant à entendre les sons purs et à les retrouver dans un casier qu'elle met à sa disposition et qui contient les lettres mobiles. L'enfant manie ses lettres, va du casier à sa place ; l'activité mentale est jointe à l'activité musculaire. L'enfant compose le mot, il écrit à l'aide de lettres mobiles. Il ne sait pas se relire... Il faut le laisser mûrir en paix. Un jour il s'aperçoit qu'il sait lire. Dès lors ses progrès sont rapides. Il avance avec joie et sûreté. Quels sont les avantages de cette méthode ? Elle répond à un certain nombre d'exigences : ouvrir nos enfants à une culture vraie. Ce n'est pas un entassement de connaissances mais un éveil à l'intelligence. L'enfant découvre ce qu'est la lecture. La méthode favorise un climat éducatif : si une classe entière épelle, qu'éduque-t-on chez l'enfant ? Un bon mécanisme. Si dans une autre classe, chacun a son jeu de lecture, essaye de lire, la méthode est déjà préférable. Mais si dans une troisième classe, chaque enfant évolue comme dans un ballet, va, vient dans la classe, sans bruit, attentif, respectant le travail des autres et effectuant un travail adapté et progressif, la méthode est certainement supérieure.

Suit un très long exposé qui détaille les avantages de la méthode avec une grande précision. Il semble bien que rien n'ait été laissé au hasard de ce qui pouvait contribuer ou non à l'éveil de l'intelligence des enfants.

Cette recherche d'une formation vraie de l'esprit, loin de tout mécanisme, se retrouve dans le choix des programmes des grandes classes : littérature, histoire, sciences, latin, grec, tout est abordé.

Il faudrait tout citer de cet extraordinaire travail mené par la Congrégation de 1954 à 1974 pour repenser entièrement ses programmes, ses méthodes d'enseignement, sa façon de travailler: en un mot, toute l'organisation d'une «école chrétienne renouvelée». Y a-t-il eu à cette époque, en France, une seule congrégation enseignante qui puisse présenter à l'historien qui s'y intéresse une telle somme de travail? Mais aussi, dans quelle Congrégation pourrait-on trouver à l'origine d'un mouvement de cette ampleur des personnalités aussi fortes et créatrices que celles de mère Hélène Jamet et du père Calmel, dont l'intuition novatrice ait été suivie avec tant d'ardeur? Le travail accompli par les Sœurs durant les trois généralats de mère Marie-Angélique, de mère Marie-Rose et de mère Anne-Marie firent de la Congrégation des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse à cette époque un modèle d'institution catholique d'enseignement.

C'est pourquoi les évêques des diocèses où le Saint-Nom-de-Jésus était implanté furent d'abord surpris, puis agacés par ses positions si nettement tranchées et si peu conformes au mouvement général dans l'Église dans le domaine pastoral et liturgique. Alors que la Congrégation était appréciée pour son œuvre d'enseignement, son opposition de plus en plus marquée aux directives épiscopales dressait devant les évêques une institution qui avait du poids sur l'opinion publique.

Inévitablement, ces tensions se retrouvèrent au sein même de ses membres. L'unité des Sœurs de la Congrégation autour de la question de l'enseignement était pratiquement parfaite: les documents ultérieurs le prouveront. En revanche, la question de la dépendance à l'égard des directives diocésaines était un sujet de discorde.

C'est pourquoi, le 17 novembre 1971, mère Anne-Marie envoyait une consultation à toutes les Sœurs sur la liturgie, le catéchisme, l'Action catholique, afin de clarifier la situation. Le

20 décembre 1971, elle demanda à Rome de se prononcer en envoyant un visiteur apostolique.

Une nouvelle étape de l'histoire de la Congrégation s'ouvrait, douloureuse et complexe.

3^e PARTIE

1971-1974:

DES TENSIONS À LA RUPTURE

Introduction

La période qui s'ouvre maintenant à notre étude contraste avec le bilan très positif que les documents permettaient de tracer, au sujet de l'œuvre enseignante de la Congrégation durant les vingt années de 1954 à 1974. Alors que l'unité d'enseignement semblait avoir forgé une force extraordinaire entre les membres, en quelques années à peine, cette Congrégation florissante et réputée connut des dissensions telles qu'elles la conduisirent à l'éclatement.

Le contexte religieux de cette époque, que l'on appellera «l'après-concile», constitue déjà une première explication à l'ébranlement que subit la Congrégation. Cette secousse ne lui fut pas propre : les correspondances religieuses ou civiles de ces années renvoient bien souvent les échos alarmés de ceux qui occupaient alors des postes de responsabilité dans leurs Ordres. Ce qui, semble-t-il, les frappait le plus, c'était l'espèce de reniement de tout l'aspect surnaturel de la vie religieuse. Un écho de cette réflexion se trouve par exemple dans les échanges de M. Maritain avec dom Porion, procureur, à Rome, de l'Ordre des chartreux.

Cher Monsieur Maritain, écrit dom Porion, (...)

Je recommande à votre prière notre prochain chapitre général. Dans le *landslide* qui ébranle toutes les structures de l'Église, notre Ordre jusqu'ici n'a pas bougé. Mais il est difficile qu'il ne se ressente pas des conséquences. Ce qui me préoccupe le plus jusqu'ici actuellement, ce sont les efforts du corps ecclésiastique pour vomir l'élément érémitique, ascétique et contemplatif de la tradition chrétienne.

Dans le passé, les pontifes pouvaient être des saints, ou en rester très éloignés et les théologiens de même, mais leur estime de la vie claustrale et de son application aux réalités éternelles ne variaient pas : nous avons vécu neuf siècles de la foi de l'Église – nous sommes un acte de foi de l'Église. Si le changement qui s'est produit à cet égard se confirme, il est difficile qu'il ne soit pas fatal aux Ordres de moines, ou de moniales orantes et cloîtrées.

Je trouve mes interlocuteurs romains plus ou moins résignés à cette évolution. Ce qui presse les clercs actuellement est l'urgence d'ouvrir l'Église aux valeurs du monde, de manifester en son nom « une authentique volonté d'accueil » pour le siècle et ses progrès merveilleux. (Il y a dans ce vœu quelque chose d'authentique et de juste, mais aussi un accent de vulgarité et de sottise si profond, qu'on n'arrive pas à le formuler sans ironie.) Par ailleurs, dans le fait même de notre isolement croissant, nous reconnaissons un trait de notre vocation et nous le prenons comme une grâce, en tâchant d'être plus fidèle à celle-ci.

Vous remerciant encore, je vous prie de croire, cher Monsieur Maritain, à mes sentiments respectueux.

En Notre-Seigneur,

J. Baptiste M. Porion, o. cart.

À quoi Jacques Maritain répondait :

Toulouse, le 16 mai 1965

Merci mille fois de votre si bonne lettre mon cher Père et ami. (...) Ce que vous m'avez écrit à propos de votre prochain chapitre général m'a beaucoup ému. Il me paraît bien significatif au point de vue de la philosophie de l'histoire, que dans le même temps où au concile, le Saint-Esprit fait proclamer (dans un langage à mon avis trop plein de rhétorique) des changements d'attitude qui représentent un progrès immense (et qui ont beaucoup trop tardé), – dans le même temps un ouragan de bêtise et d'abjection d'une puissance extraordinaire et apparemment irrésistible souffle tout autour sur la vaste étendue du monde catholique et spécialement ecclésiastique. Cette crise me paraît une des plus graves que l'Église ait connue. Elle a à mes yeux un caractère eschatologique et semble annoncer de larges apostasies. (...) Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est

un agenouillement délirant et général devant le monde. Tous ces catholiques, tous ces prêtres *en extase* devant le monde, poussant dès qu'il s'agit de lui des gémissements d'amour et d'adoration, et répudiant frénétiquement tout ce qui, soit dans l'ordre intellectuel, soit dans l'ordre spirituel, a fait la force de l'Église, c'est vraiment un curieux spectacle (...). Et s'ils se disent encore chrétiens, c'est parce que selon eux, c'est par le christianisme dûment terrestrialisé que nous pouvons atteindre enfin « l'épanouissement de la nature ». C'est donc bien simultanément que Dieu et le diable travaillent dans l'histoire humaine ; et quand l'Esprit-Saint se met à souffler, l'autre aussitôt produit ses *hurricanes*.

Pardonnez tout ce bavardage, dû sans doute à l'exaspération où je suis de voir la messe, qui était chaque matin un moment de paix pour ma pauvre âme, envahie maintenant par la sottise et la laideur et la vulgarité de la stupide traduction française que notre épiscopat s'est empressé d'approuver¹...

De son côté, le père Hugues de Chivré, dominicain, ancien prieur du couvent du Havre, écrivait à son supérieur les conclusions que la situation de l'Église et de l'Ordre semblait lui faire un devoir de tirer :

Révérendissime Père,

Pardonnez-moi de prendre la liberté de cette lettre longuement mûrie durant des années. Nous sommes plusieurs à nous sentir tragiquement coincés entre les responsabilités concernant des dizaines de vocations dominicaines, et l'impuissance où nous met l'état actuel de la vie religieuse dominicaine dans les couvents et l'inertie de l'Ordre à remonter le courant.

Ces jeunes recherchent autour d'eux un signe d'espérance d'autant plus fort qu'ils sont résolus à refuser toute diminution liturgique et monacale, diminution dont ils ont le bon sens surnaturel de désapprouver les propositions.

Alors nous, les « anciens », nous nous demandons avec angoisse quel est notre devoir : laisser périr sciemment l'avenir religieux et sacerdotal de jeunes qui, faute de pouvoir réaliser

1 - Dom Jean-Baptiste Porion, *Lettres et écrits spirituels*, Paris, Beauchesne, 2012, pp. 246-249.

leur haut idéal, marquent héroïquement le pas, sans oser confier leur vocation à des religieux qui n'aient jamais branlé; ou, pour l'honneur de l'Ordre, sans aucune révolte, sauter le pas en prenant des initiatives de formation qui fassent honneur à l'Ordre malgré lui, en utilisant son silence comme une approbation tacite et secrète, dernière garantie de conserver un lien, si ténu soit-il, qui maintienne l'appartenance à l'Ordre, en faisant tout pour lui conserver l'esprit du bienheureux Père, malgré les avanies auxquelles ils s'exposent de la part de leurs frères²...

Ces deux exemples, choisis parmi tant d'autres similaires, présentent le contexte déroutant de cette époque.

Mais, à ce contexte général, s'ajoutèrent des éléments propres à la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus, de sorte que, prise comme les autres instituts dans les bouleversements de l'après-concile, elle écrivit néanmoins une page bien personnelle de son histoire.

Rappelons d'abord la chronologie des événements sur lesquels notre regard veut se porter pour comprendre comment, dans cette Congrégation unie autour de sa supérieure générale, des divergences internes assez minimes suscitèrent ces tensions grandissantes et aboutirent à une rupture.

2 - Archives de la famille de Chivré communiquées à la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux.

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

Les événements, auxquels la situation dont nous voulons parler se rapporte, datent des années 1971-1975. Le 1^{er} mars 1973, en effet, la prieure générale de la Congrégation des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus, ayant sa maison-mère à Toulouse en France, présenta à la Signature apostolique un recours contre la prescription du 7 novembre 1972 de la Sacrée Congrégation des religieux, prescription confirmée par la même Congrégation le 13 février 1973³. Elle réclamait que justice soit faite à son institut contre les atteintes au droit des Congrégations que le père Van den Broeck, visiteur apostolique, avait perpétrées lors de sa visite apostolique dans l'institut en 1971 et 1972.

De façon assez neutre, l'avocat qui défendit la cause des Sœurs devant le tribunal de la Signature apostolique, le 26 juin 1973, définissait ainsi l'origine du conflit :

3 - Pour ne pas alourdir inutilement ce chapitre, nous n'avons pas remis en note de chacune des nombreuses citations qui le composent la mention de l'origine des documents utilisés : presque tous sont tirés des archives de la Congrégation des dominicaines de Fanjeaux, dans le fonds laissé par mère Anne-Marie Simoulin. Durant cette période difficile, la supérieure générale avait en effet pris soin de garder tous les originaux des pièces juridiques ou des courriers officiels comme privés. Elle avait en outre pris la peine de recopier chacune de ses propres lettres avant de les envoyer aux destinataires, et indiqué à chaque fois la date de l'envoi. Ce précieux souci d'archivage a permis un véritable travail historique sur cette période grâce à la consultation de ces documents de première main.

Il s'agit, écrivit-il dans sa plaidoirie, d'une Congrégation de droit pontifical, affiliée au premier Ordre des dominicains, ayant vingt maisons dans dix diocèses, 170 religieuses, 22 écoles et 5 200 élèves. Institut digne de louanges pour ce qui regarde la vie religieuse et l'activité apostolique, mais au sein duquel il y avait eu, autrefois, diversité de vue sur quelques points. C'est pourquoi le Saint-Siège, en 1954, avait envoyé un visiteur apostolique. Au chapitre général de cette année, une nouvelle prieure générale avait été élue et un assistant religieux avait été nommé.

Mais depuis le chapitre général de 1967, les discussions ont recommencé, soit entre le gouvernement de la Congrégation et quelques évêques pour ce qui regarde l'enseignement du catéchisme, les écoles mixtes et les nouvelles formes d'apostolat; soit entre les religieuses elles-mêmes, pour ce qui regarde le missel employé, la communion dans la main, la méthode d'éducation (...).

La majorité des religieuses, y compris la mère générale, étaient intégristes ou traditionalistes; la minorité, modérée ou progressiste, voulait diverses réformes selon le principe dynamique et les directives de Vatican II, de la conférence épiscopale des évêques.

La diversité des opinions ne concernait pas les points essentiels de la Règle et des constitutions; toutefois cela créait une division préoccupante dans l'Institut. C'est pourquoi le 17 novembre 1971 la prieure générale, en accord avec son conseil, envoya une lettre circulaire à toutes les religieuses, exposant les raisons de ses choix sur les points discutés afin que chacune les examine et expose en conscience son opinion. Les résultats de la consultation devaient servir pour les discussions et les résolutions à prendre au chapitre général de 1973.

La mère générale demande une visite apostolique

Il faut ici citer l'intégralité de la lettre de mère Anne-Marie, écrite le 17 novembre 1971 et fort longue, pour bien comprendre quels étaient les points de litige entre les Sœurs :

Le temps est venu pour toutes d'avoir le courage de sortir du silence, de nous exprimer loyalement et de prendre les décisions qui s'imposent. La Congrégation est divisée, elle porte

en elle-même la croix actuelle de l'Église, elle connaît des divisions et des dissensions internes. Tant que cette souffrance ne m'est apparue que comme une des formes de la croix plantée au cœur de nos vies de consacrées, j'ai cru préférable de ne pas m'y arrêter mais de faire en sorte que chacune soit aidée à sortir d'elle-même et de ses difficultés personnelles pour rejoindre Jésus-Christ crucifié. Je m'appuyais alors sur le sens et le désir de l'obéissance en chacune, pour continuer à marcher et à diriger la Congrégation dans le sens que je crois le seul digne du Seigneur.

Depuis que j'ai perçu que cette souffrance est devenue mauvaise conscience pour certaines qui se sentent mal à l'aise dans la Congrégation, qui nous reprochent de vivre en marge de l'Église, de refuser de penser, de prier et de vivre ecclésialement, selon leurs propres termes ; depuis que j'ai perçu que l'obéissance à la Congrégation était impossible à certaines qui cherchent ailleurs, c'est-à-dire en dehors de la Congrégation, leur raison d'être, de penser et d'agir, j'ai pensé qu'il fallait permettre à toutes celles qui ont mauvaise conscience et qui, en conséquence, refusent les choix fondamentaux et les orientations de la Congrégation, de vivre dans des communautés où elles puissent mener une vie religieuse enseignante intégrale, mais conformément à ce qui leur paraît fidélité à l'Église. Nous voulons toutes être fidèles à l'Église, nous voulons toutes être filles d'Église, sentir et vivre avec l'Église, c'est la première certitude fondamentale que nous devons avoir les unes vis-à-vis des autres ; mais cette fidélité, cette obéissance à l'Église, nous ne la comprenons pas de la même manière. Pour quelques-unes, elle est, selon leurs propres termes, « réponse à toutes les interpellations actuelles du monde moderne », transmises ou non par la hiérarchie. Pour nous, elle est fidélité, non statique mais ferme, à l'enseignement et à la tradition de l'Église, dont le chef suprême est l'interprète suprême.

En ce qui concerne la liturgie de la messe et de l'Office, quelques-unes, ouvertes et sensibilisées aux progrès de l'œcuménisme « acceptent toutes les ouvertures possibles » dans ce sens-là ; d'autres, plus nombreuses, veulent simplement prier « avec l'Église d'aujourd'hui », comme les autres, suivant les textes proposés et de préférence dans leur langue quotidienne, tandis qu'un petit nombre d'entre nous qui sentons

un affaiblissement du sens des textes et le danger d'une certaine protestantisation dans de nombreuses traductions, nous les refusons, nous demeurons fidèles au canon romain et nous nous en tenons à la langue et aux textes traditionnels de l'Église, non par attachement au latin en lui-même mais parce qu'il véhicule avec plus de sûreté le dépôt de la foi, par fidélité donc à la foi de notre baptême et parce que nous désirons vivre et mourir en catholiques romaines – non par peur du nouveau – mais par peur de trahir notre foi.

En ce qui concerne le catéchisme, l'enseignement de la doctrine, les unes, sensibilisées et angoissées par la constatation de la déchristianisation des cœurs, des intelligences et des vies des enfants qui leur sont confiées, acceptent les nouvelles méthodes et les nouveaux manuels, tout en se faisant un devoir de les compléter, parce qu'ils sont proposés par la hiérarchie et parce qu'elles les trouvent mieux adaptés au milieu qu'elles ont à évangéliser; pour nous, tout aussi sensibles à la détresse des âmes, du moins espérons-nous, nous les refusons parce que nous pensons que l'enfant du *xx^e* siècle est aussi capable de recevoir Dieu et son message intégral que celui des siècles précédents; nous essayons cependant de mieux adapter notre enseignement aux enfants de 1971 et de rejoindre leur vie, mais nous voulons partir de Dieu qui s'est révélé et se révèle et non du concret existentiel.

Parce que nous voyons les déviations des différents mouvements d'Action catholique, et sachant par le concile Vatican II lui-même qu'ils ne sont pas les seules formes possibles de l'apostolat des laïcs dans l'Église, nous les refusons pour l'amour des âmes de nos enfants, tandis que d'autres pensent que leur présence au sein même de ces mouvements peut être une « présence d'Évangile », « une question posée », un frein mis au courant actuel et se font un devoir d'y être présentes et actives. Plus absolu sans être systématique est notre refus, car nous pensons qu'accepter d'entrer dans un certain courant, c'est se faire complice et pactiser avec l'erreur.

En ce qui concerne l'école chrétienne, certaines s'étonnent ou s'indignent de nous voir refuser les statuts actuels de l'enseignement catholique national... De ce que notre règlement intérieur ne porte aucune référence aux directives diocésaines et nationales de l'enseignement catholique. Voient-elles les

dangers qui nous menacent? Par fidélité à notre vocation et à notre responsabilité propre de religieuses enseignantes, nous voulons défendre l'école catholique contre les ennemis du dedans et du dehors. C'est un fait évident que beaucoup de prêtres et même certains évêques ne croient pas à la raison d'être ni au caractère propre de l'enseignement catholique. Allons-nous, par une obéissance aveugle à des directives qui ne peuvent pas être impératives, trahir notre mission? Certaines aussi nous trouvent timorées et peu adultes de refuser la mixité et les contrats d'association; or si nous refusons la mixité, c'est parce que nous sommes convaincues qu'on ne nourrit pas une intelligence, qu'on n'élève pas un cœur, qu'on ne forme pas une volonté de jeune garçon ou de jeune fille de la même manière, même en 1971. Et nous savons fort bien que le contrat d'association mène tout droit, bien que progressivement, à l'intégration c'est-à-dire à l'étatisation.

Notre résistance aux APEL nationales a la même cause et c'est pour cela aussi que, presque partout, il nous est impossible de nous insérer dans la pastorale diocésaine. Ce retrait paraît scandaleux à beaucoup, mais ce n'est que « dans le but de plaire à Dieu » que nous acceptons de ne pas plaire au monde. En ce qui concerne enfin la reconnaissance et le respect de la nature et de la dignité de la femme, nos points de vue diffèrent aussi: les unes par exemple trouvant le pantalon plus correct que la minijupe – qui est profondément indécente, sont tentées de céder à la mode sous prétexte de décence; tandis que nous, qui voyons dans le port du pantalon pour des filles une déviation du sens de la nature féminine, nous sommes intransigeantes même sur ce point, quitte à paraître rétrogrades et petit esprit.

Je sais combien paraît scandaleux à beaucoup d'entre vous ce choix, ce parti pris de refuser tout ce qui se fait, tout ce qui est dans l'air du temps actuellement.

Cela semble orgueil de l'esprit, assurance de soi, mépris des autres... Nos choix ne nous permettent pas de juger les autres dans leurs intentions, et chaque fois que nous le faisons nous avons tort. Mais ils nous permettent de demeurer fidèles à la Tradition de l'Église, de mieux servir le Seigneur, l'Église et les enfants.

Pour sauvegarder l'unité de la Congrégation et la liberté de conscience de chacune, il nous semble donc qu'actuellement la seule manière de le faire soit de permettre à celles qui sont troublées ou même révoltées par les choix de la Congrégation, à celles qui se sentent en marge et en clandestinité avec la Congrégation, de se retrouver dans quelques maisons avec des prieures partageant leur choix, en lien d'obéissance avec la mère générale et en union fraternelle aussi avec toutes leurs Sœurs. Seule votre réponse dictera la suite.

Ce qui reste acquis, ce que nulle n'a le droit de mettre en doute, c'est que toutes nous avons le désir de vivre intégralement notre consécration religieuse, d'être fidèles à nos vœux et à nos constitutions, dans une vie commune et dans une prière commune. Nous avons toutes aussi en commun le même amour des enfants et le sens de l'œuvre à accomplir auprès d'elles. À nous donc de permettre à toutes de réaliser ce désir dans la forme qui paraît à chacune fidélité à l'Évangile et à l'Église.

Pour moi, mon choix est fait. Je ne puis que le renier par lâcheté ou lui être fidèle avec la grâce de Dieu. Ne voulant pourtant à aucun prix violenter les consciences, je vous pose la question suivante :

Faites-vous confiance à la Congrégation et êtes-vous prêtes à obéir à ses supérieures légitimes ?

Ou avez-vous mauvaise conscience en ce qui concerne les orientations et les directives reçues jusqu'à présent de la Congrégation et préférez-vous, dans l'obéissance, constituer un groupe distinct dans la Congrégation ?

Je compte sur la loyauté de chacune pour donner une réponse personnelle, écrite et signée, à la mère générale, avant le 1^{er} janvier 1972.

Le résultat de cette consultation qui s'adressait à 172 Sœurs, parmi lesquelles 171 donnèrent une réponse, fut le suivant :

- 91 Sœurs se dirent en parfait accord sur tous les points énoncés par la mère générale ;
- 59 déclarèrent faire confiance à leur supérieure et être prêtes à obéir, bien que n'étant pas d'accord sur tous les points ;
- 19 affirmèrent qu'elles avaient mauvaise conscience ;

- 2 ne se prononcèrent pas ;
- et une ne répondit pas.

Parmi celles qui n'étaient pas en accord, 10 acceptaient l'éventualité de constituer dans l'obéissance un groupe distinct; 11 Sœurs en refusaient la proposition.

Les réponses précisaient ensuite les points de divergence; par ordre de proportion, venait d'abord la question de la liturgie pour laquelle 67 Sœurs manifestaient leur désaccord; puis celle de l'insertion dans la pastorale diocésaine pour laquelle 42 Sœurs exprimaient leur désaccord; sur le sujet de l'Action catholique de l'enfance: 36; de l'enseignement doctrinal: 29; des APEL nationales: 25; des statuts de l'enseignement catholique: 23; du port du pantalon: 12; de la mixité: 2; des contrats d'association: aucune.

Un visiteur apostolique est nommé

Cette consultation avait été permise par le père Marie-Joseph Nicolas, assistant religieux de la Congrégation depuis la visite canonique de 1954. Dans une lettre adressée à toutes les Sœurs, il en prenait la responsabilité et, devant l'inquiétude qu'une telle opération avait suscitée, il mettait l'accent sur « la reconnaissance d'un certain pluralisme au sein de la Congrégation », alors même, expliquait-il, que les « options de la mère générale n'étaient pas les [siennes] ».

La mère générale, écrivait-il le 20 décembre 1971, sait très bien, et vous le savez toutes aussi, que tout en respectant le courage et la sincérité de ses options, je ne les ai pas faites miennes dans leur radicalité. Je crois, moi, qu'on peut éviter les erreurs et les excès sans se retirer du mouvement général de l'Église actuelle, et même en y entrant franchement, sans se plier pour cela à tout ce qui s'y fait et tout ce qui s'y dit.

La mère générale, cependant, m'avait montré la lettre qui les définissait et qui en exprimait l'esprit. Je prends l'entière responsabilité de la parution de ce texte. Je ne l'aurais jamais permise si j'avais pu y voir une position de désobéissance et

de révolte. Mais j'ai pris au sérieux ce qui était le fondement même de sa lettre, à savoir que vous avez toutes en commun une même fidélité et obéissance à l'Église.

Malgré cette lettre qui se voulait rassurante, l'inquiétude demeurerait si vive que mère Anne-Marie et son conseil, appuyés dans leurs démarches par le père Nicolas, décidèrent d'avoir recours à Rome.

Le 21 janvier 1972, en réponse, la Sacrée Congrégation des religieux nommait un visiteur apostolique, le père Van den Broeck, de l'Ordre des prémontrés,

pour faire une enquête et transmettre le résultat de sa visite sur l'institut nommé ci-dessus, lui accordant les pouvoirs nécessaires et opportuns pour bien accomplir le mandat qui lui est confié.

Le père visiteur devait ensuite remettre à la Sacrée Congrégation des religieux son rapport au sujet

des maisons, des personnes et de l'administration économique de l'institut, en même temps qu'il [donnerait] son opinion sur les moyens qu'il [aurait] jugés aptes devant le Seigneur à promouvoir la concorde des esprits et la discipline religieuse.

Cette visite entraînait le retard du chapitre d'élection, normalement fixé au mois de juillet 1973, dans l'attente des conclusions du visiteur; mais une lettre du père Van den Broeck avait pris soin de préciser que les pouvoirs de la mère générale étaient de ce fait prorogés jusqu'à la réunion du prochain chapitre. Sans doute y avait-il eu des questions sur le sujet, car il écrit :

Je m'empresse de vous signaler ce que j'avais déjà dit, si je ne me trompe pas, à la très révérende mère générale. La visite apostolique que j'effectue actuellement dans votre Congrégation ne suspend en rien l'autorité de la très révérende mère générale. Par cette réponse, il est donc évident que les pouvoirs de la mère générale ne sont pas du tout suspendus, aussi longtemps que le Saint-Siège ou moi-même ne signale pas le contraire.

Étrange premier rapport du visiteur

Un premier rapport semble avoir été envoyé par le père visiteur à la Sacrée Congrégation des religieux, peut-être au mois de mai 1972. Il faut dire « peut-être », car ce rapport ne fut jamais communiqué aux Sœurs. Mais deux documents en font mention. Le secrétaire de la Sacrée Congrégation des religieux, le futur cardinal Paul Augustin Mayer, annonçait en effet le 28 juillet 1972 au père visiteur que la Sacrée Congrégation avait

pris connaissance avec un vif intérêt des informations sur l'état actuel de l'institut et, tout bien considéré, [pensait] ne pas clore la visite avant le prochain chapitre général qui devrait se célébrer en 1973.

Le second document est plus étrange. Il n'est pas signé. Il est daté de Grasse, le 30 avril 1973. Il est dactylographié et semble être la recension des documents de première main consultés par l'avocat dont nous avons déjà parlé. Il mentionne explicitement le rapport du père Van den Broeck auquel il attribue treize pages et qu'il date du 23 juin 1972, précisant que la dernière visite du Père fut effectuée à la maison de Bordeaux le 18 juin. La précision des détails ne laisse pas de doute sur la qualité de la source. Le document procède à l'analyse du rapport. Il est rédigé sous forme de notes :

Rapport du père Van den Broeck: 13 pages, datées du 23 juin 1972

- État actuel de la Congrégation: effectifs, maisons...
 - 1954: Visite apostolique du père Paul Philippe s'est terminée par « la déposition de mère Hélène et du père Calmel, assistant religieux ». (Deux erreurs)
 - Le visiteur a vu toutes et chacune des religieuses (inexact: 13 ne l'ont pas vu).
- Informations obtenues des religieuses: deux groupes: intégristes et modérées.
 - 91 intégristes (les plus jeunes);
 - 59 modérées qui estiment les autres et veulent garder leur mère générale (moyenne d'âge: 70 ans);
 - 19 sont opposées à la mère générale.

- Trois sortes de communautés : intégristes et modérées qui pratiquent la charité ; mixtes qui manquent de charité. Les intégristes « stimulent (*sic* !) la messe de saint Pie V, la liturgie en latin, l'enseignement libre, l'enseignement religieux selon le catéchisme traditionnel, la communion à genoux, et refusent la mixité et la pastorale d'ensemble ».
- La supérieure générale et le conseil. Grands compliments. Mère générale respecte l'opinion contraire, toutes les religieuses ont été d'accord sur ce point. Mais les autres se sentent « moutons noirs ». Le conseil est divisé, mais cela ne l'empêche pas de travailler en bonne collaboration.
- Les évêques : en général, [reprochent] le manque de collaboration à la pastorale d'ensemble. Le père visiteur a vu Mgr Guyot, Donze, Fréteillières, Tourelle.
 - Ont écrit : Mgr Guyot, de Provençères, Fréteillières, Barthe.
 - Rien : Mgr Etchegaray, Tort, Soullier.
- Les renseignements ont été portés par des pères dominicains, eux-mêmes poussés par des Sœurs progressistes.
 - Mgr Guyot : ne serait pas opposé à ce qu'on enlève la voix passive à mère générale.
 - Mgr Tourelle : déplore les positions intégristes de certaines Sœurs, mais elles sont très appréciées des enfants et des familles.
 - Mgr de Provençères : a écrit sur l'instance de Mgr Guyot.
 - Mgr Donze reproche le manque de collaboration sur le plan de l'enseignement.
 - Mgr Fréteillières hier : Sœurs à la tête de l'intégrisme dans le diocèse, enseignement moralisant selon l'ancienne pratique d'une morale étroite.
 - Mgr Barthe : très opposé aux méthodes des Sœurs dans son diocèse.
- Conclusions et propositions : trois propositions négatives :
 - Grouper les maisons par tendance conduirait à une scission et un conseil général divisé.
 - Enlever la voix passive à mère Simoulin ne conduirait pas à une solution équitable et provoquerait une révolte. « Elle ne mérite pas un tel blâme. »
 - Il ne semble pas indiqué que le Saint-Siège se prononce par un décret sur les erreurs ou les manquements des

religieuses intégristes puisque la matière en litige regarde avant tout la liturgie et l'enseignement catholique. Il serait délicat de la part de la Sacrée Congrégation de prendre position dans les circonstances actuelles sur des points qui peuvent être mis en discussion.

- Ce qu'il recommande : un décret :
 - Inviterait les religieuses à la bonne entente et la collaboration sincère avec les Ordinaires.
 - Le prochain chapitre doit avant les élections étudier et déterminer les normes à suivre en ce qui concerne les matières en litige auxquels le futur gouvernement général devrait se soumettre entièrement.
 - Un assistant dirigerait les sessions capitulaires.
 - Changer la composition du prochain chapitre d'une manière plus représentative. « Un tel décret aurait l'approbation des évêques rencontrés durant la visite. »

Cet étonnant document comporte une dernière précision. On peut lire au bas de la page :

« Annotations de la main du cardinal Antoniutti » : On pourrait ne pas clore la visite et le même visiteur pourrait présider le chapitre.

Ignorant la teneur du rapport du père visiteur et simplement informée de la prolongation de ses pouvoirs en vue de la préparation du prochain chapitre d'élection, mère Anne-Marie décida donc de revenir à la date de juillet 1973, initialement prévue selon les dispositions des constitutions. Mais, dans une lettre du 4 août 1972 au père Van den Brœck, elle confiait quelques-unes de ses inquiétudes :

Et j'arrive au point essentiel de ma lettre. Vous me dites, mon Révérend Père, que, selon les pouvoirs qui vous sont conférés par la Sacrée Congrégation, vous voudriez « déjà considérer avec nous plusieurs problèmes qui regardent le futur chapitre général ». Puis-je émettre une opinion personnelle avant même que notre rencontre ne se fasse ? (...) À beaucoup de Sœurs, vous avez laissé entendre que Rome demanderait, entre autres choses, un changement dans la composition du chapitre, voulant une représentation plus démocratique. Vous avez suggéré,

un peu partout, qu'il fallait revoir le mode d'élection de la Congrégation. Cette politique qui servirait notre cause à l'heure actuelle, car l'opposition serait moins représentée, serait un mal très grave pour nous, mon Révérend Père, car accepter, dans les circonstances actuelles, un changement dans le mode d'élection et dans celui du gouvernement serait brader par le fait même le bien que nous voulons défendre (liturgie, vie religieuse dominicaine, enseignement chrétien, habit...) et pour lequel nous sommes prêts à donner notre vie, si Dieu le voulait et nous en rendait dignes. Accepter dans les circonstances présentes de toucher un seul point de nos constitutions dans cet ordre-là, équivaldrait à vouloir que tout l'édifice s'écroule, ce serait la brèche par laquelle s'infiltrerait rapidement le processus révolutionnaire que nous voyons à l'œuvre partout. Quant à moi, je ne veux pas être celle à qui Dieu puisse reprocher d'avoir introduit dans la Congrégation le système qui perd tout.

Sous sa signature, mère Anne-Marie avait inscrit une petite apposition :

Sœur Anne-Marie Simoulin, qui, une fois de plus, a écrit ce qui jamais ne doit s'écrire...

Malgré cette lettre, le père visiteur décida de poser aux Sœurs de la Congrégation la question de la composition du futur chapitre général. Le 16 août 1972, il envoyait donc une consultation ainsi rédigée :

Pour le prochain chapitre, voulez-vous que soient maintenus tels quels les articles 247 et 259⁴ des constitutions ? Vous avez jusqu'au 1^{er} octobre pour donner votre réponse...

Les articles cités concernaient le mode d'élection des déléguées.

Le 17 octobre, le visiteur écrivait à la mère générale que, à la suite de la consultation,

la grande majorité des religieuses désirait maintenir la législation qui concernait la composition du prochain chapitre général.

4 - Les numéros des articles correspondent à la version des constitutions corrigée par le chapitre général de 1967.

Mais il ajoutait :

Vu le nombre assez considérable [sic] parmi lesquels des évêques intéressés [sic], j'ai soumis le résultat de la consultation aux autorités de la Sacrée Congrégation des religieux afin de connaître leur volonté à ce sujet.

Cette phrase obscure suscita un grand nombre de questions chez les Sœurs. Mais il ne leur fut pas donné d'explication, comme le signale le rapport rédigé en mars 1973 par la supérieure générale, mère Anne-Marie Simoulin :

Cette phrase était obscure dans sa forme et dans son fond.

En effet :

- Le « nombre considérable » de qui ou de quoi ?
- Quels étaient ces évêques intéressés ?
- Intéressés à quoi et à quel titre ?
- Quelle sorte d'avis ces évêques avaient-ils exprimés ?

Elle poursuivait :

Aucun éclaircissement ne nous était donné à l'égard de ces quatre questions, lesquelles pourtant nous intéressaient aussi, pour éclaircir notre obéissance. Nous devons noter, au passage, qu'il nous était arrivé, en quelques circonstances, de nous être trouvées en désaccord avec tel ou tel Ordinaire, mais uniquement sur des questions où le droit commun et le concile Vatican II (*Christus Dominus*) reconnaissaient aux congrégations enseignantes une légitime autonomie.

Malgré ses réticences, qu'elle n'exposera de façon officielle que cinq mois après, la supérieure générale écrivit aux Sœurs le 20 octobre 1972 pour leur communiquer les résultats de la consultation et leur proposer, selon les désirs du père visiteur, quatre points de réflexion en vue du prochain chapitre général. Les quatre sujets étaient les suivants : la liturgie, l'enseignement religieux, la mission enseignante (en particulier dans ses relations avec l'État et avec les diverses commissions nationales, régionales ou diocésaines de l'enseignement catholique), et l'éventuelle possibilité de répartir les Sœurs selon leurs tendances.

Vers une modification substantielle des constitutions

Une semaine après, le père Van den Broeck, après avoir remercié la supérieure de cette lettre, suggérait d'ajouter un cinquième point de réflexion :

La formation des jeunes Sœurs. Ce sujet est assez accusé par certaines religieuses.

Il ajoutait :

À mon humble avis, il me paraît peu effectif de laisser seul [sic] à l'initiative de personnes ou de groupes l'étude et la discussion de ces cinq points. Il faudrait pour chaque sujet indiquer une seule responsable pour coordonner les idées, les propositions. Pour mettre bien en relief les divergences de vue, il me semble nécessaire qu'une coordinatrice soit indiquée pour chaque tendance, donc deux pour chaque sujet à étudier. Les coordinatrices pourraient, quand il semble nécessaire, prendre de l'aide parmi les Sœurs de leur opinion. Chaque coordinatrice devrait donc être bien capable de mettre en relief, d'une manière claire et condensée, l'opinion de son groupe sur le sujet étudié. Cela n'empêcherait pas les religieuses de communiquer leurs vues, désirs et problèmes immédiatement aux Sœurs capitulaires. Ces dix coordinatrices (deux pour chacun des cinq sujets), indiquées par le conseil général et prises au dehors de ce conseil, devraient être choisies parmi les religieuses dont les tendances sont très nettes et bien opposées (j'aimerais par exemple que même sœur Toulouse ou celles qui sont d'avant-garde soient prises comme coordinatrices d'un sujet) afin que les opinions soient clairement énoncées.

De telles suggestions étaient manifestement contraires au droit des constitutions qui envisageait les élections des déléguées de façon tout autre. La mère générale répondit au Père qu'elle s'opposait aux deux projets. Ne déguisant pas son inquiétude devant les changements proposés, elle s'en remettait à la réponse de la Sacrée Congrégation sur la composition du chapitre, « espérant qu'elle ne s'en [tiendrait] pas seulement à l'opinion et aux désirs d'une minorité. »

La réponse parvint à la Congrégation peu de temps après. Le 7 novembre 1972, le cardinal Antoniutti nommait le père Van den Broeck président du chapitre général, ordonnant aux capitulantes de ne procéder

aux élections de la supérieure générale et de ses officières qu'après approbation des décisions capitulaires, de telle sorte que le nouveau gouvernement général puisse, en pleine connaissance de cause, prendre ses responsabilités pour leur exécution fidèle.

Dans cette hypothèse, la mère générale nouvellement élue aurait été mise en demeure de faire appliquer des décisions auxquelles elle n'aurait pas nécessairement donné son accord, puisque les discussions du chapitre auraient été closes et les conclusions adoptées avant l'attribution de la charge de supérieure générale.

Une telle décision causa la plus vive émotion parmi les Sœurs. Elle remettait en cause les structures, les coutumes, l'esprit même de la Congrégation ; la supérieure générale en voyait à l'avance la portée, « portée qui modifierait substantiellement la Règle que [les Sœurs] avait professée, et que [sa] charge de supérieure [lui] faisait une double obligation d'observer. » Le 29 novembre 1972, elle s'adressait donc à Mgr Mayer, secrétaire de la Sacrée Congrégation des religieux, pour présenter une véritable instance, appelant une réponse formelle de la Sacrée Congrégation. Cette instance se réclamait d'un droit et était un recours à un acte officiel de l'autorité légitime romaine. La réponse de Rome maintint les décisions du père Van den Broeck,

après mûres réflexions et compte tenu des avis des divers Ordinaires, et dans l'unique but d'aider [l']institut à sortir de l'impasse où il se [trouvait].

Tels furent les mots du cardinal Mayer.

Le recours à Rome en forme canonique

La mère générale et son conseil, s'appuyant sur les avis de l'abbé Dulac, leur conseiller canonique, décidèrent alors d'envoyer

à Rome un recours en forme canonique. Elles se réunirent préalablement pour bien délimiter l'objet de leur instance. Les notes conservées par mère Hélène Jamet à la suite de cette réunion rappellent les problèmes qui furent évoqués.

- Celui de l'obéissance :

Le choix n'est pas entre obéir et désobéir, mais entre obéir à une loi et obéir à une autre loi. Le Saint-Siège (Paul VI) a prévu qu'on peut porter contre la décision d'un évêque un recours à une congrégation romaine (Signature Apostolique). Ce n'est pas manquer de respect d'une décision d'une Congrégation que de se plaindre à la Signature Apostolique, puisque c'est Rome qui l'a institué. (Article 106, constitution *Regimini Ecclesiæ*, C. 1468, 3 septembre 1967. D.C. n° 1500.)

- Celui de la vie religieuse et du vœu d'obéissance :

Relire saint Thomas d'Aquin, II-II, q. 104, a. 5, [ad 3] : « Les religieux professent l'obéissance quant à la conduite régulière selon laquelle ils sont soumis à leur supérieur ; c'est pourquoi ils sont tenus d'obéir uniquement aux choses qui peuvent se rapporter à la conduite régulière. Et cette obéissance suffit pour le salut. Mais s'ils veulent obéir sur d'autres points, ceci appartient au comble de la perfection : pourvu toutefois que ces choses ne soient point contre Dieu ou contre la profession de la Règle, parce qu'une pareille obéissance serait illicite. »

- Celui du but recherché par le recours :

Normalement ce recours suspend les effets de la visite, à partir du moment où la supérieure est saisie, le supérieur au-dessous doit ne plus bouger. Il est dessaisi. Conséquences : le chapitre doit être préparé et doit être tenu dans les conditions prévues par les constitutions.

Un recours contre l'acte administratif rendu par la Sacrée Congrégation des religieux à l'endroit de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus fut donc adressé au suprême tribunal de la Signature Apostolique le 1^{er} mars 1973, par la supérieure générale de la Congrégation, mère Anne-Marie Simoulin. L'acte administratif principal attaqué était la lettre du 7 novembre 1972 au visiteur apostolique, écrite par le cardinal préfet de la Sacrée

Congrégation des religieux et qui confiait au père visiteur la présidence du futur chapitre d'élection. Le 11 mars 1973, le chapitre général était convoqué par la supérieure pour les mois suivants, tandis que, deux jours plus tard, le suprême tribunal de la Signature Apostolique accusait réception du recours.

Consterné par cette décision, l'assistant religieux de la Congrégation, le père Marie-Joseph Nicolas, donna sa démission, non sans avoir exposé les raisons de son acte à la supérieure générale :

Je suis sûr que vous avez agi selon votre conscience. Mais j'ai la mienne aussi. Jusqu'ici je vous ai toujours défendue et aidée devant les autorités. Et j'ai endossé beaucoup d'attitudes que je n'avais pas conseillées et que je n'approuvais pas. Je ne l'ai pas fait par faiblesse mais au nom de certaines choses essentielles que vous défendiez. Cette fois, je dois me désolidariser clairement. Croyez que malgré l'échec complet de mes efforts de compréhension et de conciliation, je garde de ces quelques années de soucis et de peines partagés, beaucoup d'estime et d'affection pour vous. Que dire de mon attachement à votre Congrégation !

Il s'adressa aussi aux Sœurs :

Ceci est la dernière lettre que je vous écris en tant qu'assistant de votre Congrégation. Je viens, en effet, de demander à la Sacrée Congrégation des religieux d'être relevé de ma charge, et cette démission a été acceptée à cause des raisons que je faisais valoir. (...) Je vous avoue que je regrette de ne pas avoir pu vous aider jusqu'au bout durant cette visite et dans ce chapitre qui devait la terminer. Ce qui me reste pourtant de ces longues années de participation discrète mais réelle à votre vie et à vos problèmes, c'est une profonde affection fraternelle pour chacune de vous, en réalité très unies dans vos conceptions de la vie religieuse et dans votre vocation enseignante. Les dissensions sur la « manière d'être d'Église » ne devraient pas être insurmontables.

Il faut noter que le Père mentionnait donc une certaine unité dans la Congrégation malgré quelques divergences de vue.

De fait, le 20 juin 1973, le conseil généralice signait une déclaration d'unanimité au sujet du recours. Il rappelait avoir déjà été unanime dès 1968

pour refuser les nouveaux catéchismes, conserver le catéchisme traditionnel dans les maisons d'enseignement de la Congrégation, pour refuser le contrat d'association, pour défendre la liberté et le caractère propre de ces écoles et pour sauvegarder la vie religieuse des Sœurs.

Il plaçait son « refus de la "pastorale d'ensemble" chaque fois qu'elle écartait les Sœurs de la finalité de la Congrégation qui est l'enseignement » dans le prolongement de ces décisions préalables. Il évoquait enfin son unanime « refus de la carte scolaire chaque fois qu'elle portait atteinte au caractère propre de la Congrégation (*indoles propria*) défini par les constitutions: l'enseignement et l'éducation des filles dont le refus de la mixité est une conséquence ». Il affirmait n'être « divisé que dans l'application de la réforme liturgique ».

Cette unanimité d'esprit dans la Congrégation rendait donc inexplicable, aux yeux des Sœurs, le rôle joué par le père visiteur. Les Sœurs subirent comme une violation aux dispositions de leurs constitutions l'ingérence du père Van den Broeck dans la préparation du chapitre général et le mode d'élection du gouvernement de la Congrégation. Cette pensée fut reprise par l'avocat des religieuses dans la plaidoirie qu'il adressa, le 26 juin 1973, au tribunal suprême de la Signature Apostolique:

Les directives de la Sacrée Congrégation données au visiteur apostolique violent les articles des constitutions parce qu'elles introduisent un nouveau système de préparation du chapitre général; elles privent quasi totalement la prieure générale, son conseil, les prieures locales et les déléguées du droit qu'elles ont de préparer le chapitre et les *desiderata*, puisque c'est le visiteur apostolique qui fait cela, en organisant des commissions entièrement nouvelles et composées d'intégristes et de progressistes; l'élection des déléguées est aussi changée.

La plaidoirie énumérait ensuite les différents articles violés et les modifications apportées par ces mesures aux coutumes de la Congrégation.

Un document, de la main de l'abbé Dulac, adressé à la mère générale le 16 mai 1973, présente un aspect intéressant. Il s'agit d'une sorte de plaidoirie, une « apologie pour un recours », présentée par le conseiller juridique des Sœurs à leur supérieure avant que ne soit tentée l'ultime démarche à Rome. Les observations de l'abbé Dulac se divisent en trois parties, évoquant le procès intenté par les Sœurs :

- Peut-on l'éviter ?
- Y a-t-il espoir fondé de le gagner ?
- Même, à le supposer perdu, y a-t-il des avantages à l'entreprendre ?

Les réponses qu'il apporte à ces trois questions éclairent la situation de l'institut à la date du procès.

À la première question : « pouvait-on éviter le procès ? » Il répond oui et ajoute :

Mais il faut remarquer que le gouvernement n'était pas entièrement libre pour en décider. En effet : il s'agissait d'aviser à une double situation déjà existante et dont on n'était plus absolument les maîtres, à savoir :

- une certaine division dans l'institut, à laquelle on avait cherché à remédier par une visite apostolique,
- la conclusion désastreuse de cette visite (...) inscrite dans un acte daté du 7 novembre 1972 [qui] apporte un bouleversement énorme dans les constitutions de l'institut, dans son esprit, dans sa vie présente et future.

Parmi les bouleversements cités, l'abbé Dulac évoque des « innovations *substantielles* » :

elles touchent l'objet même de la profession, laquelle a été faite dans *tel* institut et selon *telle* Règle. Il s'ensuit que ni le supérieur n'a le droit de les imposer, ni le sujet de les accepter. Il n'est pas question ici de loi positive, mais de droit *naturel*,

engageant les vertus de justice et de religion lesquelles sont, *in casu*, supérieures à la vertu d'obéissance.

Après avoir répondu très brièvement et de façon positive à la deuxième question : « Y a-t-il espoir fondé que le recours soit accepté (et donc que l'acte du 7 novembre 1972 soit cassé) ? », l'abbé Dulac s'intéresse aux avantages de ce recours, même dans l'hypothèse d'un échec. Le principal avantage qu'il discerne est celui de l'accès aux pièces, jusque-là tenues secrètes, de la visite apostolique et des lettres d'évêques. Il écrit :

On se souvient que le secrétaire de la Congrégation des religieux avait *refusé cette communication* à la mère générale qui l'avait instamment sollicitée : refus qui revenait à décider du sort des religieuses à leur insu ! Et donc sans qu'elles puissent se défendre avec *toutes* leurs armes. C'est ainsi que, désormais, nous avons, par la lecture de ces pièces, appris :

- Que Mgr Guyot avait, de longue date, envisagé la démission forcée de la révérende mère générale.
- Que la Congrégation des religieux *veut éviter d'avoir à se prononcer*, « officiellement », sur les différents points qui « divisent » les Sœurs (aveu du visiteur).
- Que le visiteur et Mgr Guyot, à la date du 3 mars 1973, donc *avant* que l'avis du recours soit parvenu au dicastère, avaient arrêté un plan radical :
 - soit de démettre, *d'autorité*, le gouvernement entier,
 - soit de réunir, eux-mêmes, un chapitre dissident, parallèle, composé par eux, et dont les décisions auraient ensuite été *imposées* au gouvernement.

Et ceci découvre le fond du plan initial : essayer, *d'abord par ruse*, de faire accepter *volontairement* la démolition projetée. Puis, si la ruse ne réussissait pas, recourir à la *force*.

S'il n'a pas été possible de retrouver les originaux de ces lettres d'évêques, le témoignage de l'abbé Dulac qui les a eues en main et a pu les étudier reste extrêmement précieux.

La conclusion de cette apologie pour un recours donne aux décisions des Sœurs une dimension plus vaste :

Et voilà le dernier avantage du recours : si la démolition de l'institut devait finalement arriver, il sera acquis, devant Dieu et devant les hommes, que les supérieures n'y auraient point participé. Le recours serait peut-être perdu, mais l'honneur sauf.

L'archevêque de Toulouse, Mgr Guyot, dont les documents révèlent l'active participation à toute l'affaire de la visite canonique, puisqu'il avait conseillé à la Sacrée Congrégation des religieux de choisir un visiteur qui ne soit pas trop dans les idées de la supérieure générale et que son désir de priver mère Anne-Marie de la voix passive au prochain chapitre avait été noté par le visiteur, Mgr Guyot, donc, manifesta clairement son mécontentement en apprenant la décision du conseil généralice et le recours déposé à Rome. Il écrivit à mère Anne-Marie, le Vendredi saint 1973 :

Ma Mère,

C'est avec joie que j'ai appris à mon retour de Rome l'amélioration de votre état de santé. (...)

Sachant que vous allez bientôt quitter le diocèse pour la Provence en vue d'achever de vous remettre, je vous écris ce que j'aurais voulu vous dire de vive voix en toute simplicité, si j'avais eu la possibilité de vous rencontrer.

Je vous avoue que j'ai été surpris et profondément peiné en apprenant par le cardinal préfet de la Congrégation des religieux la décision que vous avez prise de faire un recours à la Signature Apostolique contre la visite apostolique. Je m'explique mieux la démission du père Nicolas qui, lui aussi, n'avait même pas été consulté à ce sujet, alors que, depuis des années, il n'a cessé de vous apporter un concours désintéressé et plein de sagesse, en vertu même de la mission qui lui avait été confiée par le Saint-Siège.

Je me permets en ce jour de Vendredi saint de faire appel à votre foi et à votre amour de Notre-Seigneur pour vous demander de réviser avec humilité une attitude qui s'est déjà manifestée en d'autres circonstances depuis des années et qui risque insensiblement de vous faire substituer votre jugement propre aux directives de ceux qui ont reçu mission et autorité dans l'Église.

Depuis des années, en effet, la tension entre la supérieure générale et l'archevêque de Toulouse était manifeste, et Mgr Guyot avait même été jusqu'à suggérer à mère Anne-Marie de démissionner, à l'occasion d'une visite qu'il lui avait faite à l'hôpital où elle tentait de se remettre des conséquences d'un accident de voiture⁵.

Le 11 janvier 1974, le Sacré Dicastère décidait que le chapitre serait tenu dans les conditions prévues par les constitutions : la révérende mère Anne-Marie Simoulin était chargée de le convoquer. Ce qui fut fait pour le 7 juillet. Le mandat de la supérieure était donc prorogé de fait et reconnu par le Sacré Dicastère à cette date.

À la même date, le révérend père Alexandre Decabooter, abbé de Sainte-Marie du Désert, était nommé assistant religieux de l'institut ainsi que visiteur apostolique, succédant à la fois au père Nicolas et au père Van den Broeck, et muni de la faculté « de préparer le chapitre général » en « apportant son aide à la prieure générale », mère Anne-Marie Simoulin.

Un peu plus tard, en juin 1974, le père Decabooter devait écrire aux Sœurs :

Je m'étais rendu compte, bien sûr, des divergences d'idées dans votre Congrégation, mais je croyais encore possible un chapitre général avec l'élection d'une prieure générale... Je vous avoue que j'ai changé d'avis en écoutant les communautés de Toulon et de Grasse... Je ne pouvais courir le risque d'assister à l'élection d'une prieure qui aurait partagé ces idées...

5 - La propre sœur de mère Anne-Marie racontait souvent la visite mémorable que le prélat fit à la supérieure générale alitée à la suite de ce grave accident. Alors qu'elle les avait laissés s'entretenir tous les deux, seuls, elle vit soudain Mgr Guyot sortir précipitamment de la pièce, secoué d'un hoquet de colère inextinguible et qui avait mis un terme imprévu à l'entretien... Quand elle pénétra dans la chambre, mère Anne-Marie pleurait de rire : « Il est venu me demander de donner ma démission... — Comment, me suis-je insurgée : livrerais-je la citadelle à l'ennemi ? — Est-ce moi l'ennemi ? a crié Monseigneur... et il a été pris d'un hoquet de colère. Il n'a pu articuler un mot de plus. Il est sorti... » La Mère riait de bon cœur. Sa sœur, un peu moins...

Déposition de la mère générale

De fait, sitôt en fonction, le père Decabooter avait émis un rapport dont cette citation donne la teneur, et à la suite duquel le dicastère annonçait, le 27 mai 1974, dans un nouveau décret, qu'une administratrice générale *ad nutum* était nommée jusqu'au prochain chapitre général pour gouverner l'institut avec l'aide de l'assistant religieux et de deux conseillères. Le décret prononçait en même temps la déposition de la supérieure générale du moment, mère Anne-Marie Simoulin, qu'il privait de voix passive au prochain chapitre. Il faudra revenir sur cette sanction qui frappait la supérieure par la voix de la Sacrée Congrégation. Mais, dans l'instant, et pour comprendre le déroulement des événements, il est utile de prêter attention au paragraphe du décret qui suivait l'énoncé des décisions prises. Le décret précisait en effet que

la nouvelle direction s'emploiera de tout son pouvoir à maintenir l'unité de l'institut, en concédant éventuellement un pluralisme légitime dans des maisons homogènes, sauvegardant toujours l'adhésion à la doctrine du magistère, l'obéissance au Saint-Siège et la docilité à la hiérarchie.

Le texte laissait donc entendre qu'il serait possible aux Sœurs qui ne partageraient pas les orientations de la nouvelle direction, c'est-à-dire les directives marquées par les évêques diocésains, de rester à l'intérieur de la Congrégation tout en conservant leurs préférences liturgiques, par exemple, au sein de communautés homogènes.

Lorsqu'on y réfléchit, on s'aperçoit que l'issue de la visite canonique avait abouti à l'inversion exacte de la situation de départ qui l'avait provoquée : les problèmes n'étaient pas résolus puisque demeuraient les divisions internes – dont on s'accordait à dire qu'elles pouvaient être légitimes –, mais les revendications minoritaires des Sœurs dites « progressistes » étaient devenues, par le jeu du renversement du gouvernement, l'orientation générale de la Congrégation, tandis que les positions tradi-

tionnelles que le visiteur avait relevées comme étant celles de la majorité des Sœurs étaient « éventuellement » concédées au titre d'un « pluralisme légitime ». En effet, la nouvelle direction était confiée à mère Marie-Rose Tassy dont la Congrégation avait déjà expérimenté le gouvernement de 1961 à 1967. Les liens de l'administratrice avec Mgr Guyot n'étaient un mystère pour personne, pas plus que son activité favorable aux réformes de la vie religieuse selon les directives de la hiérarchie épiscopale.

Un total renversement de situation était donc instauré. Et, comme un parfait négatif de la lettre de mère Anne-Marie du 17 novembre 1971, le texte offrait aux Sœurs attachées aux orientations traditionnelles la possibilité de se regrouper en maisons homogènes, comme mère Anne-Marie l'avait offert aux Sœurs qui avaient « mauvaise conscience » en 1971. L'historien qui étudie cette période douloureuse s'attendrait donc à voir se mettre en place ces petites structures traditionnelles au sein même de la Congrégation. Mais il n'en fut rien.

La rupture

Au contraire, un an après à peine, en juillet 1975, des Sœurs se séparèrent de la maison-mère de Toulouse. Elles étaient dirigées par mère Anne-Marie Simoulin, l'ancienne supérieure déposée...

Comment cette supérieure générale, presque unanimement appréciée, comment des Sœurs dont la plupart étaient connues pour la vigueur de leur vie religieuse, en arrivèrent-elles à ce point de rupture ? Quelles furent les causes profondes de la séparation ?

Les Sœurs se séparèrent après avoir, pendant un an, réclamé l'application exacte de ces mesures du dicastère, et après avoir, à de multiples reprises, supplié qu'on les laissât vivre dans la Congrégation, dans la fidélité aux vœux prononcés sur des constitutions non abolies.

Elles s'appuyaient sur l'extrait du rapport du visiteur apostolique de 1972 à 1973, le père Van den Brœck, déjà cité :

Il ne semble pas indiqué que le Saint-Siège se prononce par un décret sur les erreurs ou les manquements des religieuses intégristes, puisque la matière en litige regarde avant tout la liturgie et l'enseignement catholique. Il serait délicat de la part de la Congrégation des religieux de prendre position sur des points qui peuvent être mis en question et en discussion dans les circonstances actuelles.

Les réclamations des Sœurs, ou plus exactement leurs requêtes, au moment de la scission, concerneront l'application des constitutions sous leur aspect canonique. Elles se résument à quelques points précis :

- que la célébration du chapitre général, retardée depuis vingt-deux mois, soit au plus tôt décidée par le dicastère ;
- que jusque-là les pouvoirs de l'administratrice soient clairement fixés dans les limites de sa nature (cf. cc. 435 § 3 et 436, qui interdisent toute innovation et tout ce qui pourrait apporter un préjudice) ;
- que, pendant cette administration et jusqu'au chapitre général, les religieuses ne puissent être, par des décisions – même provisoires – du pouvoir administratif, contraintes à des actes qui lésaient leurs droits acquis ou mettraient en péril, à leurs yeux, des obligations graves de leur profession.

Pour cela, elles réclamaient un regroupement en maisons homogènes, qui leur fut accordé dans un premier temps, si elles trouvaient un évêque acceptant de les accueillir.

Mgr Pierre-Marie Puech de Carcassonne accepta.

Mais alors l'administratrice revint sur sa décision et Mgr Puech écrivit à mère Anne-Marie Simoulin, le 6 mai 1975 :

J'ai parlé de votre requête au cardinal Guyot, à Mgr Collini, à Mgr de Courrèges, dans l'esprit dont je vous avais fait part. Je suis passé voir aussi mère Marie-Rose, rue Percheointe [administratrice]. (...) C'est pourquoi l'implantation de dix

à vingt Sœurs à Fanjeaux ne peut être envisagée, contrairement à ce qui m'avait paru de prime abord, comme un simple séjour de quelques mois, en attendant le chapitre général. Inévitablement, il s'agit d'une « implantation » et le projet en a été soumis à mère Marie-Rose et au conseil généralice, qui ne l'a pas approuvé.

En juillet 1975, les Sœurs concernées se regroupaient malgré tout à Fanjeaux, après avoir exposé leur situation dans une lettre du 14 mai 1975 à mère Marie-Rose :

Mgr Puech, après avoir donné verbalement son accord, m'a communiqué son refus, consécutif au vôtre et à celui de votre « conseil » (...).

Pourquoi nous refuser continuellement ce que nous proposons pour rester dans la Congrégation ? (...)

Parmi toutes les libertés offertes à la Congrégation, et Dieu sait s'il y en a, pourquoi n'accorderait-on pas aux Sœurs qui le désirent la possibilité de se regrouper dans une maison pour suivre, dans la fidélité la plus totale aux constitutions et à la tradition de l'Église, notre vie consacrée de dominicaines enseignantes ? S'il faut, pour être reconnues, appeler cette possibilité « expérience », appelez-la « expérience », mais pour nous, elle n'en est pas une. Il n'est pas question, pour nous, en effet, de tenter une expérience ou de faire un essai, mais seulement de continuer ce qu'on a toujours fait, c'est-à-dire de pratiquer ce que l'on a promis dans une profession que l'on disait perpétuelle et que nous voulons ainsi. (...) Après avoir songé dans un instant de découragement, à quitter la Congrégation, nous nous y refusons toutes. Nous voulons continuer notre vie de religieuses dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus et nous nous en tenons aux paroles de son éminence le cardinal Antoniutti s'adressant à Mgr Dubois en 1964 : « l'Église n'a pas l'intention d'imposer des changements à des constitutions librement choisies dans la profession et faisant partie de la physionomie caractéristique de l'institut lui-même... La stabilité de l'état religieux et le *lien contracté* doivent garantir à qui embrasse un genre déterminé de vie religieuse, la *liberté*, le *droit* même et l'*obligation* d'y rester fidèle jusqu'à la mort. »

La suite des événements se déroula rapidement. Le 7 juin 1976, les Sœurs concernées recevaient un décret de Rome : elles étaient relevées de leurs vœux.

En trois ans seulement, une supérieure de Congrégation, légitimement élue, appréciée pour sa valeur par la majorité de ses Sœurs et reconnue comme telle par le représentant du Saint-Siège en visite canonique dans l'institut, une supérieure qui avait demandé cette visite canonique pour offrir à quelques-unes de ses Sœurs une réponse à leurs difficultés, était passée au rang des accusées, avait été condamnée et se trouvait hors de sa Congrégation, relevée de ses vœux avec celles qui l'avaient suivie dans ses choix.

Un tel renversement de situation, un si extraordinaire revirement de l'ordre des choses appelle une réflexion sur les causes réelles de la rupture et sur les modalités avec lesquelles elle s'opéra.

PRINCIPALES CAUSES DE RUPTURE

Introduction

DANS une lettre du 21 avril 1975, adressée à Son Excellence Mgr Pucch, mère Anne-Marie Simoulin écrivait : « Qui sommes-nous ou que sommes-nous ? » Elle répondait de la manière suivante :

Des Sœurs enseignantes qui voulons rester consacrées au Seigneur,

- dans le service des enfants de France,
- dans notre Congrégation,
- selon nos constitutions,
- selon le catéchisme traditionnel,
- selon la liturgie traditionnelle (messe dite de saint Pie V et office dominicain) en latin, sans boudier le français pour autant et sans la moindre polémique ; par dévotion et non en opposition.

Cette réponse exposait les causes principales des dissensions à l'intérieur de la Congrégation en cette année 1975 qui fut celle de la rupture d'avec la maison-mère.

Ces causes de rupture peuvent se ramener à deux points :

- le désir de garder la messe dite de saint Pie V et l'office selon le rite dominicain ;
- la fidélité aux constitutions sur lesquelles les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus avaient prononcé leurs vœux.

Mais ces deux causes ne se présentent pas sous le même rapport. La question liturgique fut, comme l'a montré le résultat de la consultation faite auprès des Sœurs par mère Anne-Marie dans sa lettre du 17 novembre 1971, le point de divergence entre les membres de la Congrégation : 67 Sœurs avaient en effet exprimé leur désaccord avec les orientations traditionnelles de la supérieure générale en matière liturgique⁶. En revanche, la question de la fidélité aux constitutions faisait l'unanimité dans la Congrégation. Aucune Sœur ne remettait en cause les constitutions de 1953. Ce point précis de l'attachement aux constitutions déjà en vigueur mettait en cause, en revanche, les rapports du gouvernement de la Congrégation avec les évêques diocésains. L'histoire de l'Église au lendemain du concile est en effet, notamment en France, l'histoire de la mise en œuvre, par les conférences épiscopales, des réformes qui découlaient des principes nouveaux mis en place par le deuxième concile du Vatican. La question de l'*aggiornamento* des congrégations religieuses, celle de l'enseignement catholique et notamment celle du catéchisme, la mise en place de la réforme liturgique étaient sous-tendues par la question de l'obéissance due ou non aux déclarations d'un concile qui s'était voulu uniquement pastoral, et aux conférences épiscopales qui dirigeaient désormais collégialement la vie des catholiques. Les questions de fond se doublaient donc d'une question de forme, plus importante en réalité qu'il n'y paraîtrait au premier regard, sur la nature de l'autorité des évêques et sur les limites de leur pouvoir, à l'égard des congrégations religieuses notamment.

Tout au long des événements douloureux qui marquent l'histoire de la Congrégation, de 1971 à 1975, ces deux sujets de discussions s'enchevêtrent, rendant la situation plus délicate encore.

La lecture des documents qui permettent de suivre jour après jour les étapes du drame qui se joua durant ces années manifeste

6 - Lettre citée intégralement plus haut p. 240.

dès le début un malentendu entre la supérieure de la Congrégation, les Sœurs de l'institut et les autorités de l'Église, notamment les évêques diocésains. Tandis que les Sœurs cherchent à clarifier les questions que soulève l'*aggiornamento* dans l'Église et particulièrement dans leur vie de dominicaines enseignantes, les évêques tentent de profiter d'une situation difficile pour modifier le mode de gouvernement de la Congrégation afin de le faire mieux entrer dans la « pastorale d'ensemble ». Il ne paraît pas possible de comprendre l'engrenage des faits autrement qu'en référence à ce malentendu initial, volontaire ou non, mais dramatique dans ses conséquences. Car il n'est pas douteux que l'intervention des évêques diocésains, particulièrement celle de Mgr Guyot, influence les décisions romaines. Plusieurs documents l'ont déjà prouvé.

Parmi les causes de rupture qui conduisirent un certain nombre de Sœurs à la séparation d'avec leur maison-mère, il faut évoquer à la fois ce qui fut le fond du problème entre les Sœurs, à savoir la question liturgique, et ce qui forma la matière du drame : les rapports entre les évêques et la supérieure générale de l'époque.

La question de la messe

La réforme liturgique

Il ne saurait être question ici d'écrire une histoire de la nouvelle messe et de la réforme liturgique que tant de travaux ont présentée avec compétence et précision. Mais il faut seulement tenter d'énumérer les jalons de cette réforme qui fit l'objet des véritables – et presque uniques – dissensions au sein de la Congrégation. Il faut tenter de le faire non seulement en s'arrêtant sur les étapes du processus de modifications de la liturgie traditionnelle, mais aussi en relevant la façon dont ces modifications furent suggérées, proposées, puis imposées, car, sur cette question plus encore que sur tous les autres sujets, le problème des limites de l'autorité des évêques sur les congrégations religieuses s'est posé.

Le *Mouvement liturgique*, on le sait, n'est pas né du concile Vatican II. Dès la première moitié du ^{xx}e siècle apparut, grandit, une véritable force de pression visant à réformer le missel romain, vieux de mille cinq cents ans⁷.

Les noms célèbres de ce mouvement actif sont connus: dom Odon Casel, dom Pius Parsch, dom Lambert Beauduin, le père Paul Doncoeur. Leur souci était d'obtenir une participation plus active des fidèles à la messe, mais aussi, sous raison d'avantages pastoraux, d'incliner les évêques à modifier des conceptions traditionnelles de la messe, ce que le père oratorien Louis Bouyer appelait

sortir des impasses des théories post-tridentines du sacrifice⁸.

La publication de l'encyclique *Mediator Dei*, du pape Pie XII, malgré sa grande clarté théologique, ne mit pas un frein au zèle des réformateurs. Et une commission pontificale pour la réforme liturgique, dont le secrétaire était Annibale Bugnini, était créée en 1948. Dans son sillage, le père Bouyer put faire connaître les thèses de dom Casel, qu'il goûtait. Certains extraits du Père oratorien exposent clairement les orientations des réformes liturgiques désirées:

La messe est une action de grâces à Dieu pour tous ses dons, qui inclut en une seule perspective tout l'ensemble de la création et de la Rédemption, mais qui prend toujours comme point de départ le pain et le vin, représentatifs de toutes les choses créées, et dont la consommation est l'occasion effective du repas comme de la célébration qui y est attachée. (...)

La célébration eucharistique tout entière est aussi un mémorial. Il y a une connexion nécessaire entre les deux parties de la synaxe chrétienne, entre les lectures de la Bible et le repas. Car les lectures conduisent au repas. Et les lectures sont indispensables au repas, pour nous montrer de quelle manière il

7 - Didier Bonnetterre, « La guerre des missels a déjà eu lieu », in *La messe en question*, Publications du Courrier de Rome, Paris, avril 2002, p. 296.

8 - Louis Bouyer, *La vie de la liturgie*, Cerf, Paris, 1956, passim.

faut l'envisager, non pas comme un événement d'aujourd'hui qui vaudrait par lui-même, mais comme un événement qu'on ne peut comprendre que par référence à une action décisive accomplie une fois pour toutes dans le passé. Cette considération nous amènera, le moment venu, à voir que toute la messe n'est qu'une seule liturgie de la Parole, qui a commencé par parler à l'homme, qui lui a parlé de façon de plus en plus intime, qui finalement lui a parlé au cœur en tant que Parole faite chair, et qui, maintenant, du cœur même de l'homme, s'adresse à Dieu le Père par l'Esprit⁹.

Les aspirations du mouvement liturgique trouvèrent l'occasion d'une première mise en œuvre, à la promulgation du motu proprio *Rubricarum instructum* du 25 juillet 1960 qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1961. De cette époque date le livre de dom Adrien Nocent, *L'Avenir de la liturgie*, dont un historien de la réforme liturgique a établi la recension suivante :

Le livre montre l'état des travaux des réformateurs de l'ombre à cette époque. Dom Nocent y énonce tout d'abord le « principe et fondement » du culte nouveau : « une grande variété de célébrations serait donc permise autour du noyau central toujours respecté et qui serait célébré seul aux jours simples ». L'autel doit être face au peuple, sans nappe en dehors des célébrations, les prières de préparation doivent être simplifiées, les lectures multipliées, la prière universelle restaurée. L'offertoire, après le *Credo* récité seulement le dimanche, est très raccourci. Le célébrant ne fait qu'élever les oblats en silence. Le calice est posé à droite de l'hostie, la pale facultative, l'encensement rapide. Le *Lavabo* n'a lieu que si le célébrant a les mains sales, car « il faut éviter ce symbolisme facile et sans intérêt majeur ». L'*Orate fratres* est récité à voix haute, ainsi que la secrète. Le canon est dépouillé de toute prière d'intercession, des *Per Christum Dominum nostrum*, moins de signes de croix, de genuflexions, canon récité à haute voix, même en langue vernaculaire, *Pater* récité par tous ; on se serre la main à l'*Agnus Dei*, pendant lequel a lieu la fraction de l'hostie. La fraction de toutes les hosties a lieu à partir du même pain ordinaire. Communion sous les deux

9 - Cité par Didier Bonnetterre, *op. cit.*, p. 299.

espèces, debout et dans la main. Bénédiction, *Ite missa est*, plus de dernier Évangile, ni prières de Léon XIII¹⁰.

Le 22 octobre 1962, le schéma préparatoire sur la réforme de la liturgie fut présenté aux Pères du concile. Le 4 décembre 1963, la constitution *Sacrosanctum Concilium* était promulguée après un vote d'approbation massive à 2 151 voix contre 4.

Immédiatement après, le pape Paul VI édictait le motu proprio *Sacram Liturgiam* pour la mise en application de la constitution, et le 29 février 1964 était créé le « Conseil pour l'application de la Constitution liturgique ».

Ce *Consilium* détenait, par la volonté du pape, une autorité parallèle à celle de la Congrégation des rites, jusqu'ici autorité première en cette matière. Peu à peu, le *Consilium* allait modifier le rituel de la messe, en s'appuyant sur les textes du schéma conciliaire qui avaient laissé à la réforme liturgique la possibilité d'être évolutive, libre, démocratique.

À titre d'expériences, bien des essais furent autorisés, puis passèrent peu à peu du « simplement possible » au « normal » pour finalement devenir « obligatoires ».

Par exemple, le 26 septembre 1964, le *Consilium* autorisait l'usage facultatif de la langue vernaculaire, sauf pour la préface et le canon. À cette même date, et pour la première fois, des pouvoirs liturgiques étaient confiés aux Conférences épiscopales.

Le 4 mai 1967, l'autorisation de dire le canon à voix haute et en langue vernaculaire était donnée.

Ainsi, d'étape en étape, et sans heurt, se mettait en place peu à peu une *nouvelle messe* qu'on devait appeler bientôt « messe normative ». Celle-ci fut présentée aux évêques réunis en synode le 14 octobre 1967. Mais les votes se prononcèrent contre cette nou-

10 - Dom Adrien Nocent, *L'avenir de la liturgie*, Éditions Universitaires, 1961, pp. 119 à 171. Recension établie par l'abbé Bonnetterre, *op. cit.*, p. 301.



1962 : ouverture du concile Vatican II (ci-dessous).

Le cardinal Garrone demandera ensuite aux Congrégations de réfléchir à « l'âme du concile », au

« dialogue avec le monde » (p. 154). En

1966, Paul VI leur écrit : « le rôle principal dans la rénovation et l'adaptation de la vie religieuse appartient aux

Instituts eux-mêmes, agissant principalement par les chapitres généraux » (p. 120).





Cependant, si les Sœurs s'adaptent au monde comme le leur demande Rome, que deviendront-elles? Suivront-elles le chemin qu'ont cru devoir suivre les autres religieuses? Par ailleurs, les enquêtes sur la croyance des Français dans les années soixante sont alarmantes. Elles incitent au scepticisme sur les bienfaits du nouvel « esprit du concile ».

Le Diable, la Vierge et la Trinité. Croyez-vous ou pas à chacune des grandes croyances catholiques ?

	Français %	Catholiques %	Protestants %
La Sainte Trinité			
Croient	41	52	92
Ne croient pas	44	33	3
Ne se prononcent pas	15	15	5
La résurrection du Christ			
Croient	49	61	96
Ne croient pas	40	28	2
Ne se prononcent pas	11	11	2
Le ciel et l'enfer			
Croient	33	41	83
Ne croient pas	55	46	11
Ne se prononcent pas	12	13	6
Le démon, le diable			
Croient	29	35	73
Ne croient pas	59	52	20
Ne se prononcent pas	12	13	7
L'immaculée conception de la Vierge Marie			
Croient	43	56	91
Ne croient pas	45	33	4
Ne se prononcent pas	12	11	5
La présence réelle du Christ dans l'Eucharistie			
Croient	45	57	98
Ne croient pas	42	30	4
Ne se prononcent pas	13	13	—



8 juillet 1967 : le chapitre général se réunit pour l'élection d'une nouvelle supérieure. C'est la surprise : mère Anne-Marie est choisie par les votes des capitulaires. Elle n'a pas l'âge requis par le droit, une dérogation est donc demandée et obtenue. Cette élection va modifier « subitement l'évolution de la Congrégation ». Mère Anne-Marie commence par repousser de neuf mois la date du chapitre qui, selon les directives romaines, doit mener à l'*aggiornamento* de l'institut religieux (p. 169).



Qui est mère Anne-Marie? Née Andrée Simoulin, elle appartient à une famille de la région de Marseille, qui comptera en tout 14 enfants et donnera à Dieu un prêtre et trois religieuses.



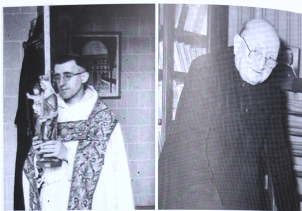
Après une licence de lettres, Andrée entre en 1949 dans la Congrégation.

Elle est aussi enthousiasmée par la réforme entreprise par mère Hélène Jamet (ci-dessous), dont elle devient proche.





Dès juillet 1967, la nouvelle prieure générale organise son gouvernement comme un combat contre ce qu'elle appellera plus tard « les dérives de l'Église conciliaire » (p. 176). Sur la question de la « carte scolaire », du catéchisme, du choix du rit pour la messe, et de l'œuvre éducative, mère Anne-Marie Simoulin opte pour l'esprit catholique traditionnel et la fidélité à la réforme très élaborée des constitutions, achevée en 1953. On la voit ici, le 6 mars 1968, à Tarbes aux côtés de Mgr Pierre-Marie Théas (à l'époque évêque de Tarbes et Lourdes) et de l'une de ses assistantes, mère Saint-François Assémat.

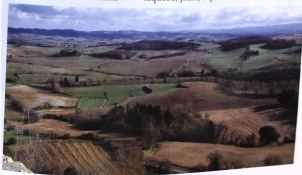


1971 : le père Nicolas, assistant de Mère Anne-Marie depuis 1954 (ci-dessus à gauche), démissionne (p. 255). Mais elle reçoit de nouveaux soutiens, ceux par exemple de Jean Madiran et Jean Ousset (ci-dessous). Il faut citer également le soutien de l'abbé Choulot (ci-dessus à droite), surtout à partir de mai 1974, date à laquelle, relevée de sa charge par Rome, elle est nommée à Saint-Étienne-de-Tulmont. Car le bourg n'est qu'à quelques kilomètres de Nègrepelisse, où l'abbé Choulot est curé (p. 320).





C'est en effet à l'école primaire de Saint-Étienne-de-Tulmont (ci-dessus, à l'arrière-plan) que l'ancienne supérieure générale est nommée. Mais le 2 juillet 1975, constatant qu'il lui est devenu impossible d'être fidèle aux Constitutions de sa congrégation, elle s'installe avec quelques Sœurs dans une propriété de Fanjeaux (ci-dessous, vue de la campagne environnante), près de Carcassonne. L'on y visite d'ailleurs une maison (ci-contre) dans laquelle, jadis, séjourna saint Dominique.





Les Sœurs
s'installent d'abord
à la Clarté-Dieu,
sur la colline
de Fanjeux, puis
dans le domaine
du Cammazou,
au pied du village.





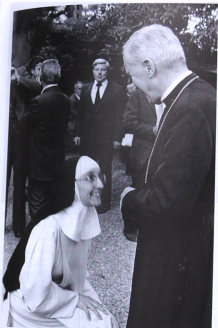
Page de gauche, en haut, façade du Cammazou ; au milieu, la première chapelle ; en bas, repas de communauté avec, au centre, mère Anne-Marie Simoulin. Dix-neuf Sœurs et deux postulantes l'accompagnent à Fanjeaux (p. 326). Ci-dessus et ci-dessous, à la rentrée 1975, les classes reprennent avec, au début, des élèves venues principalement du cours Notre-Dame de l'Annonciation, de Toulouse (p. 358).





La presse n'est pas insensible à l'installation de ces dominicains à Fanjeaux (ci-contre). Le soutien que leur apporte Mgr Lefebvre (ci-dessus, lors d'une profession) attire l'attention car, à la même époque, le prélat d'Écône est devenu un symbole du refus de la nouvelle messe (p. 354).

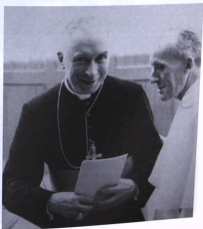




Mgr Lefebvre
visite plusieurs fois
la communauté
de Fanjeaux, ce qui
est l'occasion pour
mère Anne-Marie
Simoulin de
quelques entretiens
confiants avec
l'ancien supérieur
général des Pères
du Saint-Esprit
(ci-contre,
à l'occasion
de la Fête-Dieu, en
1978, à Cugnaux).

D'autant que les
autorités romaines
ont sanctionné
les dominicaines
de Fanjeaux, en se
décidant à ne plus
les considérer
comme des
religieuses.

Le R.P. Calmel, très lié
à la Congrégation et
retraité à Brignoles
depuis juillet 1974,
et Mgr Lefebvre
se connaissent
d'ailleurs (ci-contre
à Toulon, en 1970).
Le religieux
dominicain
et l'ancien archevêque
de Dakar communient
dans la même fidélité
à une source
identique :
la Tradition
catholique.



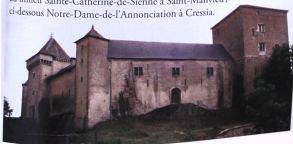


Quarante ans plus tard, en 2016, la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux compte deux cent dix membres. Elle reçoit ses novices à la maison-mère du Cammazou (ci-dessus) et compte seize maisons, par exemple les cours Sainte-Anne à Kernabat (ci-dessous), et Saint-Dominic aux États-Unis (en bas de page).





Quelques maisons : en haut, Saint-Thomas-d'Aquin à Romagne ;
au milieu Sainte-Catherine-de-Sienne à Saint-Manvieu ;
ci-dessous Notre-Dame-de-l'Annonciation à Cressia.



La vie des dominicaines :
diverse mais unifiée, donnée
à la prière, à l'éducation,
à la vie de communauté
dans le sacrifice et la charité.







21 juin 2014: les Sœurs se réunissent à Fanjeaux pour les obsèques de mère Anne-Marie Simoulin, sur cette terre où elle avait réimplanté la Congrégation en 1975, afin de conserver la fidélité aux Constitutions.

Cependant la vie continue, et le service de Jésus-Christ et des âmes. En février 2015, la Congrégation, Mères et élèves, s'est rendue en pèlerinage à Rome pour son quarantième anniversaire. Elle y a demandé la fidélité à l'Église, la fidélité à sa Tradition, la fécondité spirituelle et la joie de servir Dieu.



velle forme de messe. Le pape Paul VI décida alors d'engager son autorité personnelle en faveur de la « messe normative » en proclamant la constitution *Missale Romanum*, le 3 avril 1969. Et le 6 avril 1969, la Sacrée Congrégation des rites promulguait le nouvel *Ordo Missæ* qui devait entrer en vigueur le 30 novembre 1969.

En quatre ans, donc, une révolution liturgique majeure avait été réalisée.

Il faut noter que cette nouvelle messe ne pouvait remettre en cause la bonté de la messe tridentine, dite messe de saint Pie V, que l'Église avait reconnue depuis l'antiquité et que le pape saint Pie V avait protégée par la bulle *Quo Primum*. Mais l'ambiguïté de la situation venait de ce que le pape régnant couvrait de son autorité une autre forme de liturgie dont bien des catholiques dénonçaient la pauvreté, voire la nocivité, et que les évêques, français notamment, présentèrent bientôt comme l'unique messe autorisée dans l'Église catholique. La question de l'obéissance au pape et aux évêques se greffait sur la question de fond des ambiguïtés du nouveau rite, créant chez de nombreux catholiques, et très particulièrement dans la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus, une situation de trouble et de division.

Cette révolution liturgique fut en effet la raison principale des dissensions entre les Sœurs dans la Congrégation.

La Congrégation face à cette réforme liturgique

Après avoir, dans un premier temps, tenté de mettre en œuvre les premières suggestions de la réforme liturgique dans chacune des maisons de la Congrégation, plusieurs Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus manifestèrent leur volonté de pouvoir assister encore à la messe célébrée selon le rite de saint Pie V, sans aucun changement de rubrique. Sans douter de la « validité du nouvel *Ordo Missæ* promulgué par le pape », elles émirent des doutes sur « la validité de nombreuses "Eucharisties" qui, en France, se réclamaient du nouvel *Ordo* pour s'en écarter d'une manière scandaleuse ».

Le 11 octobre 1970, mère Anne-Marie Simoulin, encore supérieure générale, écrivit par l'intermédiaire de l'abbé Dulac au cardinal Gut, préfet de la Congrégation pour le culte divin :

Éminentissime Seigneur,

Le soussigné, Raymond Dulac, prêtre du diocèse de Versailles, présente respectueusement à Votre Éminence la requête suivante au nom de la supérieure générale des religieuses dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus ou dominicaines enseignantes de Toulouse, dont la maison-mère est à Toulouse, place Perchepinte :

Qu'elles puissent continuer à faire célébrer la sainte messe selon le rite du missel romain de saint Pie V, dans les chapelles de leurs maisons et collèges, quand il s'agit des « messes de communauté » et, de même, quand le grand nombre des élèves assistant à la messe sont capables de comprendre avec fruit ce rite et le désirent.

Elles demandent que l'agrément donné à leur requête, conforme à l'instruction parue aux *Acta* du 30 décembre 1965, les confirme dans la possession d'un usage paisible, dont elles n'ont cessé de tirer jusqu'ici un grand bienfait spirituel pour elles et pour leurs élèves.

Le cardinal répondit à cette requête de façon favorable. Mais, après la déposition de mère Anne-Marie en juin 1974, le nouveau gouvernement de la Congrégation manifesta résolument ses préférences pour la messe nouvelle. Les conditions d'assistance à la messe tridentine devinrent difficiles, voire impossibles dans certaines maisons où l'aumônier célébrait selon le nouveau rite et où aucun prêtre de rite traditionnel n'était proche. Plusieurs Sœurs, s'appuyant sur l'autorisation donnée par le cardinal Gut, réclamèrent néanmoins de pouvoir assister à la messe de saint Pie V. Le 20 octobre 1974, l'assistante générale de la Congrégation, mère Marie-Rose Tassy, s'appuyant sur l'autorité des évêques à laquelle elle reconnaissait la seule compétence pour donner cette autorisation, décida d'exposer à Rome les requêtes de ces Sœurs en faveur de l'ancien *Ordo Missæ*, puisque la plupart des Ordinaires du lieu n'y étaient pas favorables.

Mgr Bugnini en personne écrivit alors à Mgr Collini, évêque coadjuteur de Toulouse, une lettre pour désavouer l'indult accordé par le cardinal Gut aux Sœurs¹¹ :

Excellence,

Je dois vous donner quelques précisions au sujet d'un prétendu indult qui aurait été accordé aux Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus dont la maison-mère est à Toulouse. Le 11 octobre 1970, M. l'abbé Raymond Dulac, prêtre du diocèse de Versailles, avait adressé au regretté cardinal Gut, au nom de la supérieure générale, une demande pour obtenir la permission de faire célébrer la messe selon le rite du missel dit de saint Pie V dans les chapelles des maisons et collèges de cette Congrégation. Le cardinal Benno Gut avait répondu dès le lendemain, 12 octobre 1970, en écrivant sur la lettre même du demandeur ces simples mots : *Secundum preces cum benedictione nostra*, suivis de sa signature. Cet acte appelle les remarques suivantes :

- 1° Dans sa bienveillance paternelle, le cardinal Gut croyait pouvoir ainsi accorder une telle concession. Mais, en fait, celle-ci dépassait sa propre compétence, soit ordinaire soit déléguée. Le prétendu indult ne pouvait donc avoir aucune valeur juridique.
- 2° En outre, il est évident que cet acte était strictement personnel et n'engageait en rien la responsabilité de la Congrégation pour le culte divin, dont le cardinal Gut était alors préfet. Le caractère privé de ce document résulte, en effet, de l'inobservance des règles suivies par la curie romaine dans ses actes officiels : papier réservé aux dicastères avec numéro de protocole, signature avec le titre de préfet, contre-signature du secrétaire ou d'un autre officiel de la Congrégation, sceau de cette Congrégation pour authentifier le document. Enfin, le style personnel des mots tracés sur la lettre même du demandeur achève de prouver le caractère privé d'une telle correspondance, dénuée de toute valeur officielle.
- 3° À supposer que cette permission fût valide, elle prenait fin, de toute manière, le 28 novembre 1971, selon les termes de

11 - Cf. p. 202.

la lettre du cardinal Tabera au cardinal Guyot, archevêque de Toulouse. Par conséquent on ne peut invoquer l'autorité de cet écrit du cardinal Gut pour continuer à célébrer la messe selon le rite dit de saint Pie V.

Le 16 novembre 1974, Mgr Collini « s'empressait », selon ses propres mots, « de faire parvenir à mère Marie-Rose une photocopie du communiqué publié par l'assemblée plénière de l'épiscopat français le 14 novembre 1974 relatif à l'usage du missel de saint Pie V ».

Ce communiqué, publié par l'assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes, était rédigé de la manière suivante :

Depuis quelques années, une opinion se fait jour selon laquelle la réforme liturgique demandée par le concile Vatican II n'aurait pas un caractère obligatoire. On dit en particulier que l'usage de l'ancien *Ordo Missæ* dit de Pie V peut continuer à subsister conjointement à celui dit de Paul VI. Les règles édictées sur ce point par l'autorité romaine sont claires et la volonté des évêques de France est qu'il faut s'y tenir : *l'ensemble du missel promulgué par le pape Paul VI doit remplacer le missel de saint Pie V*. Il ne peut y avoir d'exception à cette règle que pour des prêtres âgés ou infirmes, dans des célébrations privées sans assistance des fidèles, et avec l'autorisation expresse de l'évêque. Pourtant, certains catholiques de bonne foi sont actuellement trompés par une propagande qui vise à faire du refus de la réforme liturgique voulue par Vatican II un critère d'orthodoxie.

On va jusqu'à jeter la suspicion sur les textes du missel de Paul VI et en particulier sur les prières eucharistiques approuvées par le Saint-Siège, en prétendant que le contenu de ces textes n'est pas conforme à la foi ou, pour le moins, qu'il est ambigu et peut favoriser l'hérésie. Les évêques de France ne peuvent tolérer de telles accusations qui vont contre la vérité. On ne saurait en même temps proclamer sa fidélité au Saint-Père et se faire le propagateur de ces calomnies.

La conférence épiscopale de France, en communion avec l'Église universelle rassemblée autour du successeur de Pierre, espère que les fidèles dont le jugement a pu être abusé seront éclairés par cette mise au point et participeront désormais avec foi au sacrifice eucharistique selon le rite actuel de l'Église romaine.

Une remarque intéressante s'impose ici : les évêques de France affirment clairement que la nouvelle messe doit remplacer la messe tridentine. L'argumentation donnée n'est pas une argumentation de fond puisque la question théologique est rejetée d'emblée comme insultante pour le pape. L'argument donné ici est un argument d'autorité : qui assiste encore à la messe tridentine est opposé au pape.

Malgré cette proclamation des évêques de France, les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus, attachées au rite dit de saint Pie V, réclament de pouvoir toujours y assister, estimant que l'interdiction portée contre la messe tridentine était un abus de pouvoir :

Ma mère, écrivirent-elles par l'entremise de mère Anne-Marie à mère Marie-Rose, j'ai lu et relu ce communiqué ; il ne m'a rien appris de nouveau et ne m'ébranle pas. Mon ferme désir est de rester dans la Congrégation, dans une maison où il me sera possible de vivre et de mourir dans la fidélité à la messe dite – à tort – de saint Pie V, parce que codifiée par lui, que notre Saint-Père le Pape n'a pas interdite et qu'il ne peut interdire. Cela, nos évêques ne le disent pas, mais ils ne peuvent dire le contraire. Comment s'expliquer l'acharnement de leur haine contre ce seul rite qui fut cependant celui de leur ordination ? Je ne me l'explique pas. Ce qui m'apparaît de façon de plus en plus évidente, c'est que se constitue en France, comme dans d'autres pays, une Église nationale, parallèle à celle de Rome ; or, avant d'être catholique de France, je suis fille de l'Église catholique romaine. Je suis dans une Congrégation implantée dans un diocèse mais qui est, elle aussi, de droit romain. À propos de la messe, j'ai plusieurs fois interrogé Rome sans jamais recevoir de réponse (et pour cause : quelle est, par exemple, la messe dite en privé par notre Saint-Père le Pape dont nos évêques se réclament à tort pour interdire la messe de sa dévotion ?) Le silence de Rome est pour moi plus éloquent que toutes les menaces et tous les impératifs de nos évêques. Rome garde le silence volontairement. La seule réponse que vous-même, ma Mère, avez obtenue du cardinal Knox, c'est qu'on ne peut se réclamer de « mon prétendu indult » pour demeurer fidèle à la messe de saint Pie V. Il n'est dit nulle part qu'elle est interdite. Cela me suffit.

Les raisons des choix

De nombreux travaux ont apporté leur contribution à une étude comparée des deux rites. Il est impossible de résumer en quelques lignes les raisons doctrinales qui furent à l'origine du choix des Sœurs en faveur du rite dit de saint Pie V. On peut toutefois relever dans leur correspondance des extraits qui permettent de comprendre que ce choix se fondait essentiellement sur les coutumes de l'Église¹².

Avant toute autre considération, les Sœurs s'appuyaient sur la légitimité d'une tradition qu'aucune loi postérieure ne peut abolir. L'organisation de l'Église, voulue par le Christ dès l'origine, repose sur la communication de la Révélation, moyennant un langage extérieur, écrit ou oral, qui exprime l'énonciation conceptuelle du mystère. Cette Révélation, définitivement close depuis la mort du dernier des apôtres, est transmise par le magistère de l'Église qui peut préciser l'expression des vérités révélées, mais ne peut s'exercer en tant que tel pour proposer des vérités qui ne seraient pas révélées. Ce magistère est donc, dans l'Église, constant et traditionnel : il ne peut abolir des lois émises par le passé. Telle est l'idée générale qui ressort, par exemple, d'une lettre de mère Anne-Marie Simoulin à mère Marie-Rose Tassy, datée du 28 octobre 1974 :

Nous ne sommes ni hérétiques ni schismatiques en continuant d'assister au saint sacrifice de la messe tel qu'il s'est toujours célébré dans l'Église. Le Saint-Père lui-même, en rendant

12 - Nous résumons ici les éléments essentiels de l'argumentation des Sœurs qui faisaient reposer leur attachement à la messe de saint Pie V sur des questions de foi, par conséquent inamovibles. Il ne s'agissait pas pour elles de nier au pape l'autorité suffisante pour modifier un rite. Mais, à l'époque, prises dans le tourbillon des événements, les Sœurs ne prirent pas toujours le temps de préciser les détails de leur position. En revanche, elles adoptèrent sur ce sujet toutes les réflexions de leur conseiller canonique, l'abbé Dulac. Pour avoir une idée plus précise au sujet de cette question délicate, on pourra donc se reporter à l'étude de l'abbé Dulac : « La bulle *Quo Primum* de saint Pie V, introduction, traduction et commentaire », publiée par la revue *Trinité* dans le supplément au numéro 162, daté d'avril 1972.

obligatoire le nouveau rite, n'a pas interdit l'ancien. Le fait que l'Ordre ait renoncé en fait au rite dominicain n'enlève rien au privilège acquis en soi pour toujours. C'est la loi de l'Église contre laquelle on ne peut rien.

Les Sœurs reprochaient d'abord au nouvel *Ordo Missæ* sa subjectivité, du moins dans les célébrations en vigueur en France. Elles y voyaient, selon leurs propres mots, un danger pour leur foi.

Chaque prêtre, écrivaient-elles, célèbre en France « l'eucharistie » selon son caprice. Comme nous le disait dernièrement une personne qui n'est pas de ma tendance, « j'ai assisté à cinq messes, j'ai eu cinq messes différentes ». (...) Tel est le drame. (...) Personnellement, j'ai accepté pendant plusieurs mois d'assister à la messe selon le nouvel *Ordo*, mais quand j'ai vu l'évolution qu'elle subissait en France, sa trahison, je suis revenue à la messe tridentine.

De fait, la prédominance des choix subjectifs et personnels, notamment dans le lectionnaire du missel de Paul VI, se présentait comme une grande nouveauté dans l'Église catholique. Dans la liturgie romaine traditionnelle, la messe que doit célébrer le prêtre est, dans la très grande majorité des cas, fixée par l'Église : le célébrant se plie à ce choix ecclésial et s'y conforme. Les chrétiens attachés au missel traditionnel purent donc ressentir un étonnement considérable en découvrant la part de subjectivité et de choix personnels qui caractérisait le missel de Paul VI.

De façon plus profonde, mère Anne-Marie Simoulin, encore supérieure générale, avait résumé dans une circulaire adressée à toutes les Sœurs de la Congrégation les inquiétudes doctrinales que suscitaient, en elle et chez plusieurs Sœurs, ces célébrations nouvelles. Ces mots très précis ont déjà été cités¹³. Il faut néanmoins les relire ici pour bien comprendre qu'ils présentaient réellement le fond de la question :

13 - Cf. p. 242.

En ce qui concerne la liturgie de la messe et de l'Office, quelques-unes [des Sœurs], ouvertes et sensibilisées aux progrès de l'œcuménisme, « acceptent toutes les ouvertures possibles » dans ce sens-là ; d'autres, plus nombreuses, veulent simplement « prier avec l'Église d'aujourd'hui », comme les autres, suivant les textes proposés et de préférence dans leur langue quotidienne, tandis qu'un petit nombre d'entre nous, qui sentons un affaiblissement du sens des textes et le danger d'une certaine protestantisation dans de nombreuses traductions, nous les refusons, nous demeurons fidèles au canon romain, et nous nous tenons à la langue et aux textes traditionnels de l'Église, non par attachement au latin pour lui-même mais parce qu'il véhicule avec plus de sûreté le dépôt de la foi, par fidélité donc à la foi de notre baptême et parce que nous désirons vivre et mourir en catholiques romaines – non par peur du nouveau – mais par peur de trahir notre foi.

L'extrait suivant d'une lettre du père Calmel adressée en 1970 à mère Anne-Marie développe ce dernier point, attribuant aux messes célébrées selon le rite de Paul VI le qualificatif de messes « équivoques » :

Il ne s'agit pas d'un *changement de rubriques* comme lorsque Jean XXIII nous a priés de dire à haute voix le *Per Ipsum*, ou a demandé à toute l'assemblée de chanter le *Pater*. Les changements de rubriques sous Pie XII, de même sous Jean XXIII, se firent sans heurt. Il y aura toujours de tels changements de médiocre importance. Nous ne nous crispons pas sur cela. Il s'agit de changements substantiels (...) qui font cliver vers l'hérésie la messe catholique traditionnelle. Laquelle, par constitution, était inassimilable à l'hérésie, inassimilable parce qu'elle s'était constituée sur le dogme le plus pur. Il s'agit donc, pour faire un culte unifié (de toutes les religions), de supprimer cette forme traditionnelle de la messe, cette forme-là, qui la rend inassimilable aux luthériens. Si cette forme est détruite, qu'importe que la messe demeure valide, elle est rendue glissante vers la nullité et elle y arrivera. Les changements sont substantiels :

- par la nécessaire évolution des traductions en langue vulgaire et la suppression du latin,
- par la multiplicité des canons mal traduits,
- par les multiples acclamations futuristes,

- par la mutation incessante des rites de communion,
- par la concession d'autonomie totale aux Églises nationales en une matière où la dépendance à l'égard de l'Église romaine s'impose obligatoirement,
- par le changement de sens de l'offertoire qui devient: les grâces après le repas.

Il est donc possible de synthétiser en trois principaux points les motifs qui ont poussé quelques Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus à conserver la messe tridentine :

- l'affirmation du caractère pérenne et donc traditionnel de l'enseignement de l'Église catholique lié à la volonté même de son fondateur ;
- le refus de la subjectivité dans les rites liturgiques qui assurent la validité des sacrements desquels dérive la grâce ;
- la volonté de réaffirmer, par l'assistance au sacrifice de la messe célébrée selon le rite de saint Pie V, les vérités de foi définies par le concile de Trente et affaiblies par la théologie sous-jacente dans le nouvel *Ordo Missae*.

De telles affirmations, particulièrement incisives, parurent excessives à beaucoup d'évêques. Mgr Puech, évêque de Carcassonne, s'en ouvrit à mère Anne-Marie Simoulin, le 6 mai 1975, dans une de ses lettres :

Il n'est vraiment pas raisonnable que vous fassiez de la messe de saint Pie V un motif de discorde. Croyez-moi : c'est vraiment le désir de l'Église, donc du Seigneur, que la messe soit célébrée selon le rite révisé par Paul VI, conformément aux vœux du concile. Témoin du vote émis par les Pères du premier synode, dont je faisais partie, je puis vous assurer que cette messe « nouvelle » a été voulue pour ce qu'elle est déjà : dans la fidélité à la doctrine de toujours sur le saint sacrifice, un moyen puissant pour provoquer « la participation active et consciente » des fidèles et donc pour les faire accéder plus largement aux fruits de la messe.

Que des abus existent, je le déplore plus que vous et je proteste chaque fois que je les découvre. Que les traductions (...) soient perfectibles, c'est certain. Mais croire que la foi soit en danger

à cause de ce nouveau rite, c'est mettre en doute l'assistance de l'Esprit-Saint. (...)

Puisque c'est là le motif principal de vos difficultés, permettez-moi d'insister respectueusement pour que vous sachiez le relativiser et faire confiance au pape et aux évêques sur ce point.

De telles affirmations n'ébranlèrent en rien les Sœurs qui souhaitaient rester fidèles à la messe tridentine. Mais l'intervention des évêques diocésains dans les discussions empêcha la plupart d'entre elles de réfléchir à la situation créée par l'introduction du nouvel *Ordo Missæ* dans les maisons de la Congrégation. Il aurait fallu placer le débat au niveau de la théologie et de la foi, et non au niveau de la discipline. Ce malentendu ne permit pas aux Sœurs de sortir de l'impasse où les avait placées le mouvement de l'*aggiornamento* dans l'Église.

L'intervention des évêques fut plus notable encore et eut des conséquences plus nettes dans la question de la fidélité aux constitutions, soit à propos des articles qui régentaient les élections au généralat, soit dans les modalités pratiques à mettre en œuvre pour respecter la fin propre de l'institut.

La question des constitutions

La seconde cause de la rupture fut en effet l'observance des constitutions de la Congrégation. Sur ce sujet, l'unanimité des Sœurs était quasiment parfaite. Mais la défense des constitutions, notamment dans ce qu'elles prescrivaient pour le gouvernement de la Congrégation, rendait délicats les rapports avec les évêques diocésains. Leur ingérence dans l'affaire de la visite canonique en apporte une preuve étonnante.

La Congrégation des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus avait été fondée à Toulouse, en 1800. Elle avait reçu du Saint-Siège le décret de louange le 4 mai 1870. Elle avait été régulièrement affiliée à l'Ordre de saint Dominique le 8 décembre 1885.

Ses constitutions furent approuvées le 8 septembre 1873. Elles furent modifiées et, sous cette nouvelle forme, approuvées le 16 novembre 1903. Adaptées ensuite au nouveau code de droit canonique, elles furent ratifiées en 1935. Modifiées de nouveau en 1953, elles furent approuvées le 3 septembre 1953. Cette réforme avait été le fruit de la collaboration du père Calmel et de mère Hélène Jamet, alors supérieure générale de l'institut.

Pour répondre aux recommandations du pape Paul VI dans le décret *Ecclesia Sancta*, ces constitutions de 1953 avaient été révisées au cours du chapitre général de 1967. Cette révision ne portait que sur des points secondaires, et la Sacrée Congrégation des religieux avait fait savoir que les dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus continuaient à être régies par les constitutions de 1953. Et, de fait, les professes prononçaient leurs engagements religieux sur ces constitutions.

Selon le droit canon de l'Église, les Sœurs étaient donc tenues de se conformer à ces constitutions, à moins qu'un chapitre général dûment convoqué et régulièrement tenu n'en ait abrogé l'un ou l'autre article.

Rappelons que cette discipline de l'Église avait été réaffirmée en 1964 par le cardinal Antoniutti s'adressant à Mgr Dubois. Ses mots prennent ici toute leur portée :

L'Église n'a pas l'intention d'imposer des changements à des constitutions librement choisies dans la profession et faisant partie de la physionomie caractéristique de l'institut lui-même... La stabilité de l'état religieux et le lien contracté doivent garantir à qui embrasse un genre déterminé de vie religieuse, la liberté, le droit même et l'obligation d'y rester fidèle jusqu'à la mort.

Le litige concernant les constitutions portait sur deux domaines différents :

- Chronologiquement, le premier était canonique. Une grande partie des Sœurs mettait en cause la visite canonique réalisée par le père Van den Brœck à la suite de la demande expresse de mère Anne-Marie Simoulin en 1973. Elles lui reprochaient d'avoir pris

des décisions contraires aux constitutions, notamment dans les préparatifs du chapitre général.

- Le second touchait aux habitudes de l'institut et à sa finalité propre: l'enseignement et l'éducation catholiques des jeunes filles.

Ces deux motifs furent mêlés puisque la visite canonique effectuée par le père Van den Brœck avait pour but « de promouvoir les moyens propres à la discipline religieuse dans l'institut et à la concorde des âmes ».

Une visite canonique en rupture avec le droit

La visite du père Van den Brœck a déjà été évoquée. Elle provoqua une véritable émotion chez les Sœurs, non seulement à cause des exigences extravagantes du visiteur qui réclamait des conditions de confort matériel qui les choquèrent, mais bien plus profondément à cause de la façon dont il avait orienté les entretiens: les Sœurs, en particulier celles de la communauté de Grasse, lui reprochèrent des propos qu'elles jugèrent mensongers et outrageants pour le gouvernement de la Congrégation. Elles s'insurgèrent contre les modifications pratiques de leurs constitutions qu'il voulait imposer, notamment pour le prochain chapitre général. Au futur cardinal Mayer, mère Anne-Marie tenta d'exposer ses griefs contre le père visiteur :

Nous avons pris connaissance, avec la plus vive émotion, de la lettre de Son Éminence le cardinal Antoniutti en date du 7 novembre 1972. Nous voulons exposer ici avec une respectueuse franchise à votre Excellence les sentiments que cette lettre nous a inspirés, afin qu'elle en fasse le rapport à l'éminentissime Préfet de la manière qu'il lui paraîtra la plus opportune.

Pour tout dire en quelques mots, les ordres prononcés dans la lettre du 7 novembre apporteraient, s'ils étaient exécutés, un énorme bouleversement dans les constitutions et la vie de notre institut: soit quant à son régime ordinaire; soit quant à l'ordonnance et à la tenue du prochain chapitre général.

Ce que nous tenons à observer, c'est ceci : les préceptes de l'émimentissime Préfet excèdent de très loin les circonstances qui ont donné lieu à la demande, faite par nous, d'une visite apostolique.

À supposer même que les remèdes contenus dans ces préceptes paraissent les mieux et les seuls adaptés pour résoudre les difficultés réelles ou imaginaires de notre institut, dans le cas présent, les décisions de la lettre installeraient des structures, des coutumes, un esprit qui auraient une portée excessive et définitive. Portée qui modifierait substantiellement la Règle que nous avons professée et que notre charge de supérieure et de conseillère nous fait une double obligation d'observer.

En outre ces préceptes, s'ils étaient observés tels quels, équivalaient à une telle démission de l'autorité des supérieures, à un tel désaveu du caractère propre de notre Congrégation, qu'ils auraient nécessairement la valeur ou prendraient l'aspect d'une grave sanction canonique.

Nous sommes donc amenées à penser que le rapport du révérendissime visiteur apostolique présenté par lui à la Sacrée Congrégation des religieux, déforme si gravement les faits ou les interprète si fausement que nous sommes contraintes de mettre en doute son objectivité et sa prudence.

Cette conviction, nous ne la produisons pas aujourd'hui *ex integro*, mais elle s'était lentement formée dans notre esprit et celui de nombreuses Sœurs tout au cours de la visite, sur des faits très précis, concordants, dont le faisceau trouve aujourd'hui sa totale clarté dans la lettre de Son Éminence.

Tant que nous pouvions espérer que les pouvoirs du révérendissime père Van den Broeck resteraient limités et son avis personnel soumis, soit à une vérification, soit même à une contestation possible, nous nous sommes faits un devoir de garder le silence sur des défauts qui avaient quelquefois produit chez les Sœurs plus que de la surprise. Aujourd'hui nous estimons en conscience ne plus pouvoir nous taire. C'est pourquoi, avec tristesse, après mûre réflexion, conseil pris, et afin de nous acquitter de la responsabilité incluse dans la charge qui nous a été confiée, nous soumettons en conscience à Votre Excellence les sentiments, les résolutions et les requêtes qui suivent :

- nous élevons contre le rapport de la visite apostolique une exception de suspicion fondamentale ;

- nous récusons expressément le révérend père Van den Broeck pour toute fonction qui lui serait confiée à l'avenir à l'égard de notre Congrégation et spécialement pour la préparation et la présidence du chapitre général de juillet 1973 ;
- nous supplions humblement l'autorité du Saint-Siège de décider de soumettre de la manière qui paraîtra la plus opportune, le rapport de la visite apostolique à un nouvel examen même contradictoire.

Cette lettre soulevait la question de l'objectivité du visiteur. Elle rappelait que la visite canonique avait été demandée par le gouvernement même de la Congrégation pour résoudre des questions précises qui ne concernaient en rien le mode de gouvernement de la Congrégation. Elle reprochait au père visiteur d'avoir transformé les entretiens en conversations suspicieuses sur les supérieures légitimes. La supérieure générale expliquait que peu à peu, au fil des mois, cette conviction s'était formée dans l'esprit de nombreuses Sœurs, introduisant un doute grave sur les motivations profondes du père visiteur et sur les influences extérieures qu'il aurait reçues. Elle s'appuyait pour cela sur les comptes-rendus de leurs entretiens avec le père visiteur que certaines lui avaient envoyés. Citons-en quelques-uns pour mieux comprendre les reproches formulés. Ces témoignages présentent le double intérêt, d'une part de manifester ce que les Sœurs, quelles que soient leurs orientations par ailleurs, estimèrent choquant dans le travail accompli par le visiteur apostolique, mais aussi, alors même que ce n'était pas le propos des Sœurs qui s'indignaient plutôt de l'in-discrétion du visiteur et de son esprit critique, de mettre en valeur le rôle joué par les évêques des diocèses dans toutes les difficultés évoquées.

À Toulouse, une Sœur s'étonnait des

critiques à l'égard de l'épiscopat français : le père Van den Broeck s'est fait fort, devant moi, d'obtenir du cardinal Antoniutti et de la Sacrée Congrégation des religieux les autorisations nécessaires pour que toutes nos affaires soient réglées directement par notre chapitre général. Il m'a expliqué qu'ainsi nous

pourrions éviter les pressions des évêques des diocèses dans lesquels nous avions des maisons, ces pressions lui paraissaient illégitimes.

Le père Van den Brœck m'a paru outrepasser les droits et le rôle d'un visiteur apostolique en indiquant qu'il lui semblait souhaitable de démocratiser le chapitre général grâce à une participation beaucoup plus large de la base ¹⁴.

Une autre Sœur a relevé dans l'entretien les propos qui l'ont choquée :

- Au sujet des évêques, « la question de votre Congrégation serait très simple si les évêques n'y étaient partie prenante. Or Rome ne peut pas blâmer les évêques qu'elle a mis en place. Pour les catéchismes, ils ne sont ni approuvés ni désapprouvés parce qu'ils ont été adoptés par la collégialité. Les évêques français donnent beaucoup de soucis à Rome mais elle ne peut rien faire contre eux. »
- Au sujet du pape : « Il y a autant de Paul VI qu'on veut. »
- Au sujet d'un plan préétabli : « Il faudrait une représentation élargie au chapitre. Les élections pourraient se faire différemment, les prieures en place ayant toutes été nommées par la mère générale. »
- Au sujet de la messe de saint Pie V : « Le Père ne peut interdire d'aller à cette messe. De toute façon, il n'y aurait désobéissance que d'un point de vue disciplinaire et non erreur sur la foi. »
- [Et pour finir, la Sœur relève son étonnement en face de l'ignorance du Père sur la question scolaire en France :] « Quels sont les contrats ? Qu'est-ce que la carte scolaire ¹⁵ ? »

Le père visiteur fut reçu par la maîtresse des novices en mars 1972. Elle aussi fit une relation de son entretien :

Dès le début de la conversation le père visiteur a affirmé que sa visite serait brève – qu'il n'avait même pas pensé utile de voir toutes les Sœurs – qu'il savait par expérience combien peu l'on devait tenir compte des dires des femmes, et surtout des

14 - 20 avril 1973, sœur Marie-François Dupouy.

15 - Même date, sœur Marie-Luc Sidos.

Sœurs – que l'étude du dossier lui avait suffi, et que ses conclusions étaient prêtes – que d'ailleurs il n'y avait aucun lieu de s'inquiéter.

L'essentiel de son entretien tint à peu près en des propos du genre qui suit :

- L'agitation est provoquée par un tout petit noyau de Sœurs (six ou sept, lui semblait-il) – et à ce sujet il a parlé avec ironie de certaines Sœurs et presque avec du mépris de certaines autres. Il faut que tout soit réglé par la Congrégation elle-même réunie en chapitre. Il faut surtout éviter que l'affaire sorte du domaine qui est sous la responsabilité de la Sacrée Congrégation des religieux. Car de ce côté-là, il n'y a pratiquement rien de sérieux : le rapport que la mère générale a adressé en vue de cette visite manifeste la ferveur, la régularité, l'élan apostolique des Sœurs – et leur quasi-unanimité pour sauvegarder les valeurs essentielles à la vie religieuse.
- Ont suivi de grands éloges de la mère générale pour laquelle il a affirmé une grande estime, souhaitant qu'elle soit réélue au prochain chapitre. Sa seule réserve était qu'elle n'avait pas été assez ferme : il lui fallait donner des prescriptions nettes et impératives et que les Sœurs qui ne voulaient pas les suivre quittent la Congrégation – que d'ailleurs elles n'auraient pas de peine à trouver des instituts qui leur offrent ce qu'elles désirent.
- Pour le chapitre général, le Père a émis discrètement l'idée que peut-être on pourrait élargir la participation des Sœurs, demander l'assistance, les conseils d'un expert, le convoquer d'une manière plus démocratique.
- Il a déploré que des évêques aient fait des rapports à Rome, à la demande de Sœurs sans doute, car Rome ne pourra pas ne pas en tenir compte : Rome ne désavouera pas publiquement des évêques. À ce sujet, il a parlé avec une grande sévérité des évêques français.
- Il a exprimé son admiration pour le désir de l'ensemble des Sœurs de conserver la liturgie traditionnelle de l'Ordre de saint Dominique, la prière commune, la théologie thomiste pour la formation des Sœurs, le port de l'habit, le principe d'un noviciat strict, comme dans le passé. Mais au passage, il a donné quelques exemples où plus de souplesse était quelquefois nécessaire selon les lieux, les circonstances, les diocèses,

d'après l'avis des évêques pour plus d'opportunités ou un bien de paix momentané.

Je crois avoir ici traduit l'essentiel de cet entretien et suis prête à témoigner, sous la foi du serment, que c'est bien cela que le père Van den Broeck a exprimé, dans l'esprit sinon dans les termes exacts ¹⁶.

À Toulouse encore, une Sœur raconte :

À ma question : « Qu'en pense Rome ? » « Ne parlez pas de Rome, ni du Saint-Père, ni de la Sacrée Congrégation des religieux. Il y a à Rome autant de Congrégations que de personnages, et autant de pensées que de circonstances. »

À Bordeaux, une autre relève ces mots du père visiteur :

Les évêques que j'ai vus ont été infiniment moins méchants que dans leurs lettres. Certains m'ont même avoué qu'ils n'avaient écrit qu'à la demande de l'un d'entre eux ; un cependant m'a permis de me servir de son témoignage ; ils sont liés les uns aux autres. Méfiez-vous de Mgr Fréteville, que la mère prieure ne lui écrive plus, et vous-même, n'écrivez plus aux évêques ; à nous, répondez : nous sommes en visite apostolique, je ne peux rien décider.

Un dernier témoignage, pris parmi plusieurs autres qui auraient pu être cités, forme en quelque sorte une synthèse de l'ensemble :

Grand fut mon étonnement lors de mon entretien – vers Pâques 1972 – avec le révérend père, de constater que, en dépit des louanges qu'il donnait à notre mère générale, coupable seulement d'avoir « les défauts de ses immenses qualités », en dépit des blâmes qu'il s'accordait avec moi à opposer à la mesquinerie de certaines contestations qui tiraient leur force de l'amour-propre blessé, en dépit encore de son étonnement devant les moyens de pression utilisés en France dans les domaines liturgiques et catéchétiques, le révérend père faisait miroiter à mes yeux tout un arsenal de mesures tendant apparemment à désarmer l'opposition. Voici les raisons de mon étonnement.

- Le Père avait reçu une mission précise : analyser une situation et rendre compte. Or il se présentait en réformateur.

16 - 22 avril 1973, sœur Marie-Jean Senacq.

- La réforme qu'il préconisait sapait de fond en comble les fondations juridiques de la Congrégation et par là donnait finalement raison aux semeuses de désordre.
- La visite ayant été demandée par le gouvernement de la Congrégation, comment comprendre qu'elle aboutisse à ruiner son autorité ? N'y avait-il pas là abus de confiance¹⁷ ?

La mère générale attribuait aux menées du père visiteur le décret de la Sacrée Congrégation du 7 novembre 1972, qui faisait de lui le président du futur chapitre d'élection, décret contre lequel elle tentait un recours. Elle croyait discerner dans ses suggestions une volonté arrêtée de briser la stabilité de la Congrégation en modifiant son mode de gouvernement. La lecture des témoignages cités modère un peu cette appréciation, en même temps qu'elle fait davantage ressortir le rôle joué par les évêques des diocèses. Il semble plus exact de voir dans les décisions du père visiteur une tentative de désarmer l'opposition en préconisant des réformes « démocratiques » propres à rassurer les tenants d'une plus grande modernité, tout en profitant de la situation présente de la Congrégation que ce nouveau mode de représentation ne léserait pas, pensait-il, puisque la majorité des Sœurs étaient traditionnelles dans leur pensée. Y avait-il seulement de la naïveté dans un tel calcul ? Il est difficile de le dire.

En tous les cas, ces propositions heurtèrent la Congrégation dans son ensemble.

Dans le recours que la Congrégation déposa à Rome le 1^{er} mars 1973, l'ensemble de ces inquiétudes qui peu à peu se sont muées en certitudes est exposé avec clarté :

Toutes les violations de la loi se ramènent originellement à des mutations essentielles faites à nos constitutions. Ces mutations touchent :

- le mode de préparation du chapitre général,
- les règles canoniques de sa tenue,

17 - 25 mai 1973, sœur Marie-Béatrix Cambiez.

- ses pouvoirs normaux, canoniquement définis, et, sur tous ces points, les pouvoirs de la supérieure générale et de son conseil.

Pour en arriver à des dispositions d'une pareille gravité, le dicastère s'en est remis aux seuls rapports de la visite apostolique et à l'avis du père Van den Broeck. Ces deux pièces nous sont, à ce jour, totalement inconnues, mais nous pouvons peut-être nous en faire une idée par deux documents en notre possession :

- une lettre circulaire adressée le 16 août 1972 par le visiteur à toutes les Sœurs,
- une lettre du même à la révérende mère générale datée du 26 octobre 1972.

À la lecture du premier de ces deux documents, on constate que le visiteur avait le projet de modifier deux articles de nos constitutions : ceux qui règlent la composition des membres du chapitre général et le mode d'élection de certaines déléguées.

À la vérité, la visite canonique aboutissait manifestement à un résultat totalement étranger aux difficultés qui l'avaient suscitée. Le recoupement des documents manifeste en effet l'intervention des évêques diocésains pour obtenir de Rome, à la faveur de cette visite, une mise au pas du gouvernement de la Congrégation qui s'était opposé si notoirement aux directives épiscopales dans les années précédentes, et que les évêques se sentaient impuissants à obtenir par eux-mêmes. D'où venait cette opposition si irréductible ?

Quand elle contestait les conclusions de la visite canonique, mère Anne-Marie Simoulin avait rappelé l'unanimité de la Congrégation autour de sa finalité propre : l'éducation et l'enseignement catholiques des jeunes filles. Elle avait évoqué alors les différends qui avaient opposé la Congrégation aux évêques diocésains à ce sujet. Il est manifeste que ces différends resurgirent au moment du procès canonique.



Les rapports avec les évêques diocésains

Dès son accession au généralat, mère Anne-Marie était entrée en opposition avec plusieurs évêques français qui voulaient imposer à l'enseignement libre la carte scolaire, le nouveau catéchisme – ou *fonds obligatoire* –, la mixité et d'autres réformes contraires aux principes des écoles catholiques.

La correspondance qu'elle échangea avec le père de Sentenac, directeur de l'enseignement catholique de Toulon, résume bien les litiges soulevés.

La Congrégation avait refusé les regroupements de la carte scolaire qui auraient confié à telle école toutes les classes primaires du diocèse, à telle autre celles du collège, et à une autre encore celles du lycée – dans le but de grossir les effectifs et de rapprocher les structures des écoles congréganistes de celles de l'enseignement d'État. Mère Anne-Marie avait refusé, parce que, écrivait-elle, « il n'y a de formation valable que dans la continuité, dans l'unité de formation ». Elle s'était insurgée contre l'idée « apparemment séduisante et évangélique » du

spectacle donné au monde de cornettes différentes (quasi inexistantes à l'heure actuelle) penchées ensemble sur les mêmes enfants et travaillant avec elles, avec des spiritualités et des méthodes différentes...

Plus profondément, elle avait affirmé que la Congrégation n'accepterait jamais non plus le contrat d'association, songeant plutôt à se libérer même un jour ou l'autre du contrat simple. L'expérience prouve suffisamment, écrivait-elle, qu'on ne reçoit pas impunément de l'argent de l'État : peu à peu on s'asservit à ses méthodes et à ses directives.

Son refus des services d'orientation avait été énergique ; plus encore, celui des conseillers psychologiques :

Nulle médecine, nulle psychologie, nulle psychiatrie ne remplacera jamais la présence attentive d'un cœur donné à ses élèves, et l'intuition maternelle d'éducatrices toutes tournées vers les enfants. Nous ne voulons pas faire de nos enfants des cas à

soumettre et à examiner, nous les aimons et les honorons trop pour cela.

Cette lettre du 17 décembre 1969, adressée au père de Sentenac, s'achevait ainsi :

Pour être compris du monde moderne, pour ne pas se couper du monde moderne, nous pensons donc qu'il ne s'agit pas de laïciser notre enseignement mais d'intensifier son caractère propre, d'améliorer ses méthodes. Nous pensons qu'au lieu de nous aligner sur le monde et sur les structures de l'État en l'occurrence, nous avons à apporter aux enfants l'Évangile intégral et immuable. Il y va aussi de l'avenir de nos Congrégations enseignantes dont vous signez la condamnation à mort, vous le savez aussi bien que moi, mon Père, et j'ose espérer que vous saurez défendre les lois éternelles de la vie religieuse repensée en tenant compte d'une œuvre d'Église très précise, l'enseignement et l'éducation des enfants, en même temps que vous voulez défendre les âmes des enfants qui nous sont confiés. Avec le regret de vous décevoir sur toute la ligne, mon Révérend Père, je vous prie de croire à ma prière pour vous et pour votre charge dans le diocèse de Toulon, et à mon seul désir de servir Jésus-Christ dans l'âme des enfants.

Une telle lettre avait reçu réponse, non plus du seul père de Sentenac, mais de Mgr Barthe lui-même, dont le Père n'était que le porte-parole. L'évêque reprochait à la Mère ses « jugements passionnels », « dont l'expérience, lui écrivait-il, lui avait suffisamment appris qu'il ne faut pas trop s'en émouvoir ». Quant au fond de la question, l'évêque sollicitait de la Mère « une meilleure compréhension des solidarités qui doivent unir ceux qui travaillent dans les maisons d'éducation catholique ». Il rappelait la nécessaire obéissance à l'Église.

Au fil de cette correspondance, un aspect intéressant se dévoile : au-delà de la question de fond sur l'enseignement catholique, se manifestent deux conceptions différentes des rapports entre évêque diocésain et supérieure majeure de congrégation religieuse. Le 25 mars 1970, en effet, mère Anne-Marie répondait

à Mgr Barthe, justifiant à nouveau ses refus par des considérations de fond sur les questions soulevées :

J'admire le dévouement et l'honnêteté du père de Sentenac, j'admire aussi son savoir-faire et sa compétence, je ne puis lui savoir gré de ne tenir aucun compte des possibilités et des désirs des autres. D'autres, plus silencieux que moi, et ayant moins de colères et de violence à se reprocher sans doute, souffrent comme nous des cartes scolaires qu'on veut nous imposer au nom de je ne sais quel souci pastoral, mais quand nous paraîtrons devant le Seigneur, je n'aurai à répondre que de moi, de mon gouvernement pendant cette époque déchirée et déchirante, et du service des âmes des enfants qui nous auront été confiées. J'aurai beau répondre que je n'ai volontairement sacrifié des âmes d'enfants que par obéissance à tel ou tel directeur diocésain, je n'en serai pas moins coupable et rien ni personne alors ne me viendra en aide pour justifier mes complicités... Malgré tout ce qui nous sépare, je vous redis, Excellence, ma volonté de ne servir que Jésus-Christ, même dans votre diocèse. Nos chemins sont différents mais notre volonté de fond est la même : servir Jésus-Christ, aussi ne puis-je douter qu'un jour nos chemins ne se rencontrent et je souhaite qu'il soit le moins lointain possible. Pour ma part, je veux y travailler. Avec la certitude que le Seigneur qui a souffert et qui souffre en chacun de nous, par nous, avec nous et pour nous, est définitivement ressuscité, je prie pour que cette douloureuse passion que traverse l'Église à l'heure actuelle débouche sur la vie, la lumière et la vérité qui est le Seigneur Jésus-Christ.

Les archives du diocèse de Toulon ont conservé les échanges épistolaires de l'évêque du diocèse avec les différents prêtres chargés de l'enseignement catholique. Ces lettres dévoilent l'autre conception des rapports entre évêque diocésain et supérieure majeure de congrégation religieuse. Le 30 avril 1970, le père Lacourt, jésuite, écrivait ces lignes intéressantes au père de Sentenac qui lui demandait conseil, au nom de l'évêque de Toulon, manifestement démuni en face de l'opposition de mère Anne-Marie et de la prieure de la maison de Toulon, le cours Saint-Dominique :

Quant à la question posée par Mgr l'évêque de Fréjus-Toulon, voici finalement ce que je pense devoir vous dire et qui peut vous aider à répondre à Monseigneur :

- La commission mixte des supérieurs majeurs est une commission d'étude. Elle n'a pas de pouvoir, moins encore à l'égard d'une supérieure générale.
- Elle donne volontiers son avis réfléchi à qui le lui demande. Vous nous le demandez. Malheureusement la mère prieure ne nous le demande pas !
- Cet avis est d'abord général. Une congrégation religieuse doit faire tous ses efforts pour répondre aux besoins de la pastorale diocésaine compte tenu de la situation de la Congrégation (visée apostolique particulière de telle communauté, mentalités, âges, effectifs).
- Dans le cas particulier, la position de la mère prieure appelle bien des remarques. Beaucoup de points qu'elle conteste sont pratiqués ailleurs par des Congrégations, y compris dominicaines, dans une authenticité spirituelle et de véritables fruits apostoliques. Le diocèse, de son point de vue, peut donc légitimement demander à cette Congrégation l'essentiel des modifications proposées. Une mère supérieure générale doit tout faire pour essayer d'y répondre, tout en restant juge, après avoir entendu son conseil, de savoir si elle peut le demander à sa Congrégation.
- Monseigneur jugera s'il peut la convaincre du besoin exposé, ou trouver une solution avec cette congrégation dominicaine au cas où elle croit devoir rester sur ses positions. La question peut alors se poser de savoir si cette Congrégation peut continuer de travailler dans cette ville, dans le diocèse, sans bloquer la conjoncture générale, et empêcher d'autres de réaliser une meilleure tâche d'ensemble.

Voilà ce que je puis tirer de nos échanges. Un mot personnel maintenant : si j'avais pu me libérer, j'aurais sincèrement aimé aller voir la supérieure générale, et l'aider à réfléchir dans le sens de Monseigneur, spirituellement. Ce n'est pas possible. Je me demande, et je vous suggère, s'il ne serait pas possible que Mgr Barthe fasse appel, par l'entremise du père provincial dominicain, à un religieux dominicain équilibré et au courant de ce genre de problème : il doit en exister parmi les Pères s'occupant de religieuses. Beaucoup plus que notre commission,



cela aurait du poids... Cette lettre, j'en suis conscient, marque nos limites d'action, à la fois au plan de l'institution, et des religieuses en cause...

Peu de temps après, l'archevêque d'Aix, Mgr Charles de Provençères, informait de façon confidentielle Mgr Barthe que la supérieure du Saint-Nom-de-Jésus avait «lu dans chacune des communautés une déclaration» dont il envoyait copie. Il ajoutait :

Je vous envoie copie également de la lettre que j'adresse à Mgr Guyot, Ordinaire de la maison généralice. J'insiste sur le caractère confidentiel de mon intervention. Je vous tiendrai au courant de la réponse de Mgr Guyot, mieux placé que nous pour juger exactement la situation. D'après ce que m'a dit une Sœur, il y aurait à Marseille trois ou quatre Sœurs qui, selon l'expression de la supérieure générale, ont «mauvaise conscience»; deux ou trois à Grasse, une sans doute à Toulon.

La déclaration était la circulaire du 17 novembre 1971, adressée par mère Anne-Marie à toute la Congrégation et déjà évoquée plus haut¹⁸.

Il est intéressant de voir que cette lettre, destinée aux seuls membres de la Congrégation, fut remise au moins aux évêques des trois diocèses de Toulouse, de Toulon, et d'Aix. Le 16 décembre 1971, Mgr de Provençères s'adressait à Mgr Guyot :

Les choix fondamentaux de l'institut reflètent une position de refus qui marque l'institut depuis déjà longtemps, refus de tout ce qui se fait, de tout ce qui est dans l'air actuellement, comme le dit la note, mais aussi des orientations de l'épiscopat français et même sur certains points de celles du Saint-Siège. C'est ainsi que plusieurs veulent garder le missel de Pie V (la supérieure déclare avoir obtenu du Saint-Siège un indult dans ce sens). Selon un procédé assez général, les orientations des évêques français sont présentées comme n'étant pas en conformité avec celles du pape; on dit qu'il faut obéir à un évêque en communion avec le pape, mais on laisse planer comme un doute sur

18 - Cette lettre est citée p. 240 et suiv.

la vérité de la communion des évêques français avec le pape. Indépendamment de la consultation faite actuellement, je me pose la question de savoir si la liberté spirituelle des Sœurs est respectée et s'il ne faudrait pas informer le Saint-Siège qui, seul, a autorité pour le vérifier. Il conviendrait évidemment d'agir avec une grande prudence ; la Congrégation a déjà connu il y a peu d'années une crise.

L'évêque joignait en note à Mgr Barthe une copie de la réponse qu'il avait personnellement reçue de Mgr Guyot¹⁹ :

Votre lettre est venue confirmer tout ce que je savais déjà, écrivait l'archevêque de Toulouse. Elle m'a encouragé à agir sans tarder. J'ai d'abord vu longuement le père Nicolas qui m'a bien affirmé ne pas épouser les positions de mère générale mais avoir seulement accepté sa proposition en vue d'apporter une solution au problème posé par les événements. La mère générale est venue me voir et nous avons parlé longuement. En plein accord avec le père Nicolas et moi-même, elle vient d'écrire au préfet de la Congrégation des religieux pour lui demander des instructions et solliciter l'envoi d'un visiteur canonique. Moi-même, j'ai écrit à mon tour au cardinal Antoniutti l'avertissant du malaise actuel et lui disant que des divisions graves menacent la Congrégation si l'autorité du Saint-Siège ne l'aide pas à faire le discernement nécessaire pour demeurer fidèle à la sainte Église. Je n'ai pas fait allusion dans mes entretiens à votre intervention, mais je pense qu'une lettre au cardinal Antoniutti émanant de vous et peut-être des autres évêques intéressés serait susceptible d'éclairer et d'appuyer ma propre demande. D'avance merci.

Le 30 décembre de cette même année, Mgr de Provençères écrivit donc au cardinal Antoniutti. La lettre résume la pensée de l'évêque au sujet de la mère générale et de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus, insistant sur l'attitude de « refus de tout ce qui se fait, de tout ce qui est dans l'air actuellement ».

19 - L'époque où ont lieu ces échanges épistolaires coïncide avec celle de l'accident de mère Anne-Marie et de la visite mémorable de l'archevêque à la supérieure aliée, racontée en note 5 p. 260.

C'est ainsi, écrivit-il, que les responsables approuveraient la déclaration du Père [Calmel] parue dans *Itinéraires* de janvier 1970, et reproduite dans le supplément du même mois de la *Contre-Réforme catholique au XX^e siècle*, « Un dominicain dit non à la nouvelle messe ». La supérieure aurait même obtenu un indult autorisant l'institut à garder le missel de Pie V. Il concluait : Si l'on envoie un visiteur canonique, il importerait qu'il n'ait pas la réputation d'avoir plus ou moins discuté la réforme conciliaire.

Parallèlement à la visite canonique dont il a déjà été question, un dossier d'accusation fut réalisé par quelques Sœurs de la Congrégation (une douzaine, semble-t-il) et envoyé à Rome, avec le soutien des évêques des diocèses concernés. Il contenait, outre les lettres des évêques, quelques témoignages de laïcs, parents d'élèves le plus souvent, adressés aux Ordinaires des lieux et transmis à Rome pour information. Le D^r Loubat, par exemple, dans une lettre du 20 janvier 1972, résumait avec indignation une discussion qu'il avait eue avec les Sœurs du cours Saint-Dominique de Toulon et qui l'avait scandalisé :

Suivit une longue discussion, de laquelle je veux dégager, le plus objectivement possible, ce qui fut incriminé, et que je peux résumer ainsi :

- dans l'ensemble : des mesures « hâtives » prises dans la grande « pagaille » des quelques dernières années, souvent non ratifiées par l'ensemble des évêques et des cardinaux, mais en quelque sorte imposées par de petits groupes de pression et présentées ensuite au pape comme des états de fait.
- En détail, plusieurs points : la nouvelle liturgie. Comment accepter, par exemple, la prière qui suit la consécration « nous proclamons ta mort... Nous attendons ta venue dans la gloire », alors que le Seigneur est là, réellement présent ; pourquoi attendre sa venue, si l'on croit qu'il est là ?
- Le nouveau catéchisme, fait pour un milieu urbain non christianisé. Comment s'en contenter dans une institution comme celle-ci, alors que tant de vérités de la foi ne sont pas mentionnées ?

- Les nouveaux cantiques, et tout spécialement dans *Je cherche le visage du Seigneur* les phrases : « Vous êtes le corps du Christ, vous êtes le sang du Christ ». Passe pour la première affirmation si l'on sous-entend « le corps mystique du Christ ». Mais la seconde ne convient pas à des catholiques...
- La nouvelle façon de communier dont la mère me dit qu'elle était imposée par le clergé de certaines paroisses.

À ce père de famille inquiet, Mgr Barthe répondit :

Bien que profondément attristé par les événements qu'elle relate, votre lettre m'est précieuse et je vous suis reconnaissant de l'avoir écrite avec tant de simplicité. Les évêques ne sont pas toujours bien informés !

Mon dessein n'est pas de porter des jugements de détails sur tout ce qui a fait l'objet de la conversation. Je pourrais dire que, par exemple, la critique de l'acclamation inscrite dans un missel explicitement reconnu et recommandé par le pape et l'ensemble des évêques est une incompréhension qui, si elle était consciente, serait une hérésie. Les autres critiques apparaissent des généralisations hâtives de quelques expériences excessives que je n'entends pas approuver ou des étroitesse de jugement difficilement réformables, hélas !

Il est bien sûr, toutefois, que supporter n'est pas approuver. Votre lettre, venue après d'autres, m'est une nouvelle occasion d'intervenir. Je ne réponds pas du succès de mon intervention, du moins sur le plan local. Il paraît que, contrairement au droit canonique, ces religieuses ont des supérieures qui les dispensent d'obéir au responsable de l'Église locale. Est-ce vrai qu'elles auraient même prétendu qu'on ne doit « se soumettre au pape que lorsqu'il dit la vérité » ?

Le cas emblématique du procès de Grasse

Un autre épisode de l'histoire de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus avait, dans un domaine un peu similaire, opposé la mère générale à l'évêque diocésain de Nice, Mgr Jean Mouisset. L'institution Sainte-Marthe, régie par les Sœurs, avait employé un professeur, M^{me} Roy, depuis plus d'une dizaine d'années. En août 1970, M^{me} Roy avait été licenciée pour s'être remariée après avoir divorcé. Elle réclama alors des Sœurs soixante



mille francs de dommages et intérêts. Les Sœurs refusant cette demande abusive, M^{me} Roy annonça qu'elle porterait l'affaire devant le tribunal. Les Sœurs décidèrent de ne pas se laisser intimider. Elles prirent leurs dispositions et leur cause fut plaidée devant le tribunal d'instance de Grasse. Se fondant sur les conventions collectives de l'enseignement libre, le tribunal estima que « les convictions religieuses de la salariée étaient prises en considération au moment de la conclusion du contrat de travail », et que « cet élément, de l'accord des volontés, qui reste habituellement en dehors des rapports de travail, a été incorporé dans le champ contractuel, et en est devenu une partie essentielle et déterminante ». Le tribunal estima dès lors que le licenciement de M^{me} Roy n'avait aucun caractère abusif dès l'instant où, par son divorce et son remariage, elle avait rompu avec le mode de vie et l'idéal prônés par l'institution catholique.

Dans cet épisode, les parents des élèves de l'institution Sainte-Marthe soutinrent les religieuses en même temps qu'ils défendaient les droits des parents catholiques. Mais l'évêque du lieu n'adopta pas la même position. Dans une lettre du 1^{er} mai 1971, il demandait à mère Anne-Marie Simoulin de renoncer au procès et de trouver une solution de compromis. Il écrivait :

Pourquoi ? Parce que ce conflit a déjà été évoqué dans la presse, sans aménité pour les dominicaines de Grasse ni pour l'enseignement catholique en général ; parce que, sur l'issue du procès, ce serait une illusion de croire qu'une conclusion portant sur une rupture non abusive de contrat consacrerait solennellement le caractère propre des établissements catholiques et permettrait le renvoi, sans abus, des professeurs divorcés-remariés qui exercent dans ces établissements ; telles sont les raisons juridiques qui font que l'évêque du lieu, le secrétariat général de l'enseignement catholique, le bureau national des APEL, sont favorables à un arrangement. Certes, je reconnais le droit à un établissement catholique d'enseignement de se séparer d'un professeur divorcé quand il se remarie. Mais il ne s'agit ici ni d'une faute professionnelle grave ni, dans l'état actuel des

mœurs en France, d'un scandale qui devrait entraîner le renvoi immédiat comme sanction...

La réponse de la supérieure générale manifesta à nouveau, dans cette conjoncture, des conceptions différentes sur les exigences de l'enseignement catholique :

J'ai bien reçu hier votre lettre du 1^{er} mai et vous en remercie, mais, aussi décevant que cela vous paraisse, je ne puis accepter les propositions que vous nous faites. Je les refuse, mais non sans m'expliquer. Veut-on nous bafouer à toute force en nous obligeant, contre notre conscience, à reconnaître que nous avons eu tort de nous séparer d'un professeur divorcé et remarié, alors que le droit est pour nous et que vous-même, Monseigneur, reconnaissez ce droit à un établissement catholique ? Malgré toute l'estime et toute l'amitié que nous gardons pour ce professeur, nous pensons avant tout à notre responsabilité d'éducatrices chrétiennes, à l'âme des enfants qui nous sont confiés. Dans une maison d'éducation, le premier bien à considérer n'est-il pas celui des enfants ? Ou devons-nous nous rendre solidaires de la corruption des mœurs à l'heure actuelle, en France, en prétendant qu'il n'y a pas eu scandale ?

C'est bien comme deux conceptions contraires des exigences catholiques de l'enseignement que les positions de la supérieure générale et de l'évêque diocésain furent perçues par les laïcs. Après avoir eu connaissance de la lettre de Mgr Mouisset, l'avocat des Sœurs, M^e Hubert Le Griel, résumait les positions de la façon suivante :

Il y aurait naturellement beaucoup à dire sur la lettre de Mgr Mouisset. Mais cela est-il nécessaire ? Il suffit de constater que vos échanges épistolaires sont un dialogue de sourds. En effet, vos préoccupations sont uniquement religieuses, morales et éducatives. Comme vous y avez consacré votre vie, vous vous exprimez avec foi, conviction et logique. Tout au contraire, Mgr Mouisset n'a que des préoccupations politiques, sociales et juridiques. Comme il n'a pas été fait pour cela, ses propos sont contradictoires, ambigus et révèlent sa totale incompetence pour traiter de ces questions.

De leur côté, les parents de l'association familiale catholique, l'AFC, rédigèrent un communiqué qu'ils firent paraître dans la presse :

Le bureau fédéral [de l'AFC] réaffirme le droit des parents de procurer à leurs enfants l'éducation et l'instruction de leur choix : droit reconnu tant par l'Église que par les instances internationales et rappelé par Vatican II ; rappelle que si, dans le contrat d'association à l'enseignement public, les décisions doivent être prises en accord avec le recteur (ce qui peut aller à l'encontre du caractère propre de l'école catholique) la loi, dans le contrat simple (Sainte-Marthe), reconnaît le droit de choix et de décision aux parents et au directeur : le prochain verdict dira si les familles ont été trompées ou si elles possèdent le libre exercice de leurs droits ; signale que le souverain pontife Paul VI vient de rappeler que l'Église interdit le divorce, et à plus forte raison ne peut cautionner le remariage du divorcé. Si un enseignant et un éducateur ne sont plus en communion avec le but poursuivi par l'institution, si leur comportement intérieur ou extérieur est en contradiction publique avec sa finalité, la loyauté devrait inciter l'intéressé à chercher une autre orientation.

Ces deux épisodes soulignent le second point qui avait conduit les Sœurs à recourir à Rome. La visite canonique devait avoir pour but de clarifier une situation conflictuelle entre les évêques diocésains et les supérieures de la Congrégation. Ces dernières ne doutaient pas que Rome comprendrait leurs préoccupations, et saurait rendre justice.

Mais il n'en fut rien.

LES SANCTIONS CANONIQUES

Il faut reprendre ici le récit chronologique des événements, que nous avons interrompu pour analyser les causes de la rupture. Ces causes lointaines ou prochaines devaient trouver leur aboutissement dans les sanctions canoniques qui allaient frapper la supérieure générale.

Tandis que s'engageaient à Rome les procédures canoniques de la visite apostolique, puis du recours, la supérieure générale de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus prit alors une décision que l'ensemble des documents consultés permet de présenter comme le détonateur des sanctions canoniques qui devaient la frapper bientôt.

De Toulon à Brignoles

Dans le contexte difficile de l'enseignement catholique en France à cette date, mère Anne-Marie Simoulin décida d'accéder à la requête d'un petit groupe de Sœurs de la Congrégation qui, désireuses de vivre une vie religieuse intégralement fidèle aux constitutions, et présentant la nécessité d'un enseignement catholique authentique pour les enfants, réclamaient leur implantation dans un établissement qui les réunirait toutes. Dans une lettre écrite à mère Anne-Marie, le 29 août 1973, le père Calmel avait exposé toutes les raisons qui lui semblaient mili-

ter en faveur d'un tel regroupement. La lecture de cette lettre permet de mieux saisir l'acuité des débats et le véritable cas de conscience qu'ils représentaient pour la supérieure générale en raison du contexte terriblement difficile. À travers les lignes, il est possible de découvrir l'argumentation de mère Anne-Marie, reposant sur le désir d'éviter une rupture qui serait tragique pour un grand nombre de Sœurs trop peu lucides. L'amitié entre le Père et la supérieure affleure aussi dans cette lettre qui garde un caractère paisible, alors même que les positions sont opposées :

Votre lettre a été la *très bienvenue*... Oui, c'est devant Notre-Seigneur que vous portez votre responsabilité de supérieure et pour son amour... Soucieuse devant Dieu du bien spirituel de toutes, c'est *avant tout* des jeunes qui ont choisi votre Congrégation pour ce qu'elle est, dans cette période d'*apostasie générale*, c'est avant tout de ces néophytes que vous devez être soucieuse.

Telles Sœurs de 50 ou 60 ans, passées à un certain modernisme, ne courent pas le danger de se marier ni d'apostasier. Elles se sont laissé égarer ; il est probable qu'elles ne tendent plus que faiblement vers la perfection, *mais* le danger qu'elles courent n'est pas insurmontable. Tout autre est le danger des néophytes, présentes ou prochaines... La scission, effective sinon juridique, me paraît inévitable. À vouloir absolument l'éviter, on s'exposerait à noyer tout et tous dans le brouillard et finalement à trahir les jeunes... Qu'est-ce qui pourrait empêcher la scission effective sinon juridique : un attachement *personnel* à leur mère générale (je sais. Il y a aussi le motif de celui ou de celle qui préfère voir clair – *dût la lumière leur manifester* que l'abomination de la désolation se trouve dans le lieu saint et que cela entraîne pour vous une exigence de sainteté accrue. Mais rares sont ceux ou celles qui aiment la lumière jusqu'à ce point) qui ferait que nombre de Sœurs auraient la force d'âme requise pour *examiner de près* les innovations modernistes, *c'est-à-dire* les changements indéfinis et convergents d'un processus de dissolution couvert par « l'Église », (...) donc des Sœurs qui, par attachement pour vous, regarderaient en face cette abomination, l'appelleraient par son nom d'apostasie, se rallieraient sans condition à votre choix de garder la

Tradition... ? Énoncer ces trois conditions d'éviter la scission, (...) c'est déjà avoir répondu non. Rendez-vous compte à quel point nous comptons *peu* tant que l'autorité continuera d'être noyauté... La plupart ne peuvent croire que nous soyons dans le vrai ; la plupart ne peut consentir à examiner – c'est à la fois *lâcheté* de leur part mais aussi faiblesse peu coupable –, même à titre d'hypothèse, que Paul VI et la collégialité *changent la religion*. La plupart ne veulent pas d'une lumière qui manifeste cette monstruosité (ce qui exige, en contrepartie, une très grande sainteté de la part de celui qui voit). (...) On voudrait être très saint quand on écrit des choses aussi graves. Mais mon imperfection ne fait pas qu'elles ne soient pas vraies et salvatrices.

En face d'une telle insistance, appuyée sur des arguments dont elle n'ignorait pas la portée tout en espérant encore pouvoir sauver l'unité de la Congrégation, malgré l'avis de son conseil généralice, et quoiqu'elle-même eût préféré ne pas adopter cette solution qui introduisait une rupture dans la Congrégation, mère Anne-Marie Simoulin permit l'acquisition d'une propriété sur les hauteurs de l'arrière-pays, à Brignoles, et elle y installa les Sœurs concernées. Le cours Saint-Dominique de Toulon fut fermé. Cette décision souleva l'émotion des milieux toulonnais, et causa l'indignation des membres du secrétariat général de l'enseignement catholique du diocèse. Pris à partie, Mgr Barthe leur répondit, le 28 février 1974 :

J'ai bien reçu votre lettre du 14 janvier au sujet du retrait des dominicales de Toulon. Si vous avez une solution efficace à me proposer pour changer les décisions de ces religieuses qui ont toujours refusé les directives de l'enseignement catholique diocésain et qui n'en font qu'à leur guise, vous m'obligeriez en me l'indiquant. Je l'écris sans ironie. Navré, mais de plus en plus convaincu qu'un évêque n'est, surtout aujourd'hui, qu'un évêque bien démuni devant les initiatives qu'il ne peut contrôler, je vous prie de croire, cher Père, à mes sentiments dévoués.

Après quelques échanges épistolaires, l'évêque et la supérieure générale n'aboutirent à aucun accord.

De son côté, le conseil généralice de la Congrégation reprocha vivement à la supérieure son action. Mère Jeanne-Thérèse Messal lui écrivit :

Ma Mère, vous êtes très meurtrie par ma réaction de ce matin, mais sans doute pas étonnée. Moi-même, j'ai une peine immense, car quoi que je vous aie dit sur le plan des idées et de votre conception différente de la vocation de la Congrégation, je vous garde mon affection tout entière et mon admiration pour ce que vous êtes. Je ne puis partager toutes vos idées ; ne croyez pas que c'est par un choix de facilité. Vous suivez votre conscience : la mienne m'interdit de vous suivre jusqu'au bout. Même si j'en arrive à me retirer du conseil, ce sera dans le déchirement. Je n'ai jamais supporté que vous soyez attaquée devant moi ; je ne le supporterai pas davantage à l'avenir. Je n'ai pas encore pu prier et réfléchir sur le fond de la question : nous reprendrons la conversation de ce matin dans le calme, avec souffrance certes, mais déjà, il me semble que les maisons de la Congrégation sont un bien de la Congrégation : tout changement (...) ne peut être que le résultat de conversations, d'échanges nombreux. Une autre solution aurait pu être envisagée qui permette aux Sœurs de faire cette expérience d'absolu... Mais ce n'est pas au moment où nous sommes en quelque sorte « en sursis » que nous devons engager toute la Congrégation.

Le décret du 27 mai 1974

Peu de temps après, et de façon clairement liée à cet épisode, la Sacrée Congrégation pour les religieux rendait public, le 27 mai 1974, le décret qui se présentait comme l'aboutissement de la visite canonique et des recours que les Sœurs avaient cru pouvoir déposer à Rome.

Le document, signé du cardinal Arturo Tabera et de son secrétaire Mgr Augustin Mayer, était rédigé de la façon suivante :

Après avoir examiné la situation actuelle des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus, la Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers, sur l'avis

unanime du *Congresso* du 14 mai 1974, a jugé opportun de régler cette question de la manière suivante :

1. Compte tenu de l'état actuel de polarisation dans l'institut, pour de sérieuses raisons pastorales, le chapitre général est reporté à une date qui sera fixée ultérieurement par le dicastère, après consultations opportunes.
2. Le mandat de la supérieure générale, terminé de droit depuis 1973, mais prorogé de fait durant le recours à la *Segnatura Apostolica*, est déclaré achevé.
3. La Sacrée Congrégation nomme administratrice générale *ad nutum*, jusqu'au prochain chapitre général : sœur Marie-Rose Tassy.
4. L'administratrice gouvernera l'institut avec l'aide de l'assistant religieux et la collaboration d'un conseil provisoire réduit, composé des deux Sœurs ci-après : sœur Marie-Danielle Feral et sœur Hyacinthe Girard.
5. Pour le bien et la paix, il est stipulé que, lors du prochain chapitre général d'élections, sœur Anne-Marie Simoulin ne jouira pas de la voix passive.
6. La nouvelle direction s'emploiera de tout son pouvoir à maintenir l'unité de l'institut, en concédant éventuellement un pluralisme légitime dans des maisons homogènes, sauvegardant toujours l'adhésion à la doctrine du magistère, l'obéissance au Saint-Siège et la docilité à la hiérarchie.

Le lien entre la sanction et l'ouverture de Saint-Pré à Brignoles n'échappa pas au conseil généralice. Avant que la sanction ne soit prononcée et alors qu'elle avait si vigoureusement manifesté son opposition à la décision prise par sa supérieure générale, mère Jeanne-Thérèse Messal, mise au courant des griefs que les évêques formulaient contre la Mère, en fut outrée ; elle écrivit à mère Anne-Marie :

Puisque le père Bouchet ne trouve pas de texte pour dire si le vote du conseil était consultatif ou délibératif pour l'affaire de Toulon, je suis prête à soutenir que c'était votre droit d'agir comme vous l'avez fait, si on vous attaque sur ce point. (...) Si les choses tournent mal, je vous défendrai avec d'autant plus de cœur que j'aurai gardé la liberté de dire ce que je continue de penser. Bon week-end. Gardons nos forces pour les

difficultés des décennies à venir. Avec toute mon affection et ma prière.

Mais la sanction était tombée tout de même.

Le 27 mai 1974, la même Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers écrivait à mère Anne-Marie :

Après avoir examiné attentivement, et en toute sérénité, la situation actuelle de votre institut, la Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers a jugé nécessaire de prendre les décisions qui vous ont été communiquées par Son Éminence le cardinal archevêque de Toulouse. La Sacrée Congrégation ne se dissimule pas que les mesures en question seront ressenties douloureusement par vous-même; elle tient à vous assurer qu'il s'agit uniquement de dispositions permettant de ramener parmi les Sœurs l'union des cœurs troublée ces derniers temps. Je suis persuadé que l'esprit de foi et l'amour surnaturel de vos Sœurs vous aideront à adhérer de cœur et d'âme à ces décisions, et je vous prie d'agréer, ma Révérende Mère, l'assurance de mon religieux dévouement.

Le 5 juin 1974, la supérieure générale déposée écrivit à la nouvelle administratrice générale, mère Marie-Rose :

Je viens vous redire ce que je vous ai dit spontanément au téléphone dès lundi après-midi : Rome a parlé, je me sou mets immédiatement et reprends avec joie ma place de Sœur dans la Congrégation. J'ai conscience cependant de donner l'impression d'abandonner et de trahir toutes les Sœurs, les jeunes en particulier, qui m'ont suivie. Je vous redemande donc d'avoir la charité de ne pas nous tenter au-delà de nos forces; aidez-nous à être fidèles au Seigneur, dans la Congrégation, en nous groupant dans des communautés homogènes avec des prieures à qui nous puissions légitimement obéir selon nos convictions, autour de prêtres fidèles à nos choix. Nous ne voulons que servir paisiblement le Seigneur et l'Église à travers les enfants dans la fidélité à la foi et à l'enseignement de l'Église de toujours. Vous avez toujours été bonne et compréhensive des êtres, je suis sûre que vous comprendrez le drame de nos âmes et que vous voudrez bien nous aider à rester dans la Congrégation en nous permettant de prier, de travailler et d'enseigner conformément aux lumières que le Seigneur nous donne

et pour lesquelles nous sommes prêts à donner notre vie, s'il le fallait, ou à quitter la Congrégation si l'assurance ne nous est pas donnée que nous pouvons y être en paix. Mon plus grand désir est de pouvoir obéir tout simplement et non de me faire le chef de file de la rébellion. Le Seigneur me fait l'honneur de porter la croix à sa suite, qu'il m'aide et nous aide à ne pas nous dérober. Je compte sur vous, ma Mère, pour nous y aider et vous pouvez compter sur ma prière fervente et sur ma docilité aux conditions que vous savez.

Malgré cette lettre, mère Marie-Rose décida de répartir les Sœurs de Brignoles et toutes celles qui, dans la Congrégation, avaient manifesté clairement leur choix en faveur des positions traditionnelles qu'avait défendues mère Anne-Marie, dans des maisons différentes et ancrées dans les choix les plus novateurs.

Les Sœurs regroupées à Brignoles²⁰, et auxquelles s'étaient adjointes la maîtresse des novices et quelques jeunes Sœurs, refusèrent ces obédiences. La Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers, mise au courant de ce refus, demanda à Mgr Barthe de les visiter pour les raisonner. L'évêque devait porter à chaque Sœur personnellement « une demande de reconnaissance du gouvernement actuel de la Congrégation, les conditions concrètes traduisant son adhésion variant selon les cas ». Ce qui sera fait, par l'entremise du vicaire général, M. l'abbé Compans. Une lettre personnelle sera remise aux dix-sept professes de vœux perpétuels. À ces professes s'étaient jointes quatre Sœurs de vœux temporaires et cinq novices. Aucune d'entre elles n'acceptera la monition de la Sacrée Congrégation des religieux, réitérée trois fois selon les indications du droit canon. Aussi, le 24 mai 1975, un rescrit de cette même Congrégation relèvera de leurs vœux les dix-sept professes de vœux perpétuels regroupées à Saint-Pré. Cette nouvelle particulièrement douloureuse atteindra les Sœurs au moment du départ pour l'éternité

20 - Parmi elles se trouvait mère Hélène Jamet, qui mourut et fut enterrée à Brignoles en 1982.

du père Calmel, dans cette maison même où il les avait accompagnées fidèlement²¹.

Tandis que les Sœurs réunies à Brignoles avaient donc choisi immédiatement la voie de la rupture, un nombre important de Sœurs, partageant le même désir de vie religieuse, fidèles aux constitutions de 1953 et convaincues également de la nécessité d'un enseignement vraiment catholique, tenta, selon la règle de conduite qu'avait choisie l'ancienne supérieure générale déposée, de rester à l'intérieur de la Congrégation pour essayer d'y sauvegarder l'essentiel. Dans la lettre qu'elle avait adressée le 6 juin 1974 au cardinal Tabera, préfet de la Sacrée Congrégation pour les religieux, mère Anne-Marie avait résumé la position de ces Sœurs. Elle écrivait :

Votre lettre du 27 mai et le *decretum* qui l'accompagnait me laissent en paix puisqu'ils me permettent de rester dans la Congrégation et, par elle, dans l'Église que j'aime passionnément et veux servir jusqu'à ma mort. Je prie Son Éminence de bien vouloir croire que ma soumission à sa décision a été immédiate et totale.

M'est-il permis d'ajouter que l'épreuve est lourde, non seulement pour moi, car ce qui me touche personnellement n'est rien, mais pour la majorité des Sœurs éprouvées dans leur foi et dans leur obéissance ? Je m'attendais depuis longtemps à la grave sanction qui m'est imposée, car je savais depuis plus d'un an que, dès la fin de l'année 1973, Son Éminence le cardinal Guyot avait demandé que me soit enlevée la voix passive au prochain chapitre général. Je savais aussi que lors de son entrevue à Rome avec le révérend père Van den Brœck, le 3 mars 1973, il avait proposé que « la Sacrée Congrégation nomme *ad tempus* une administratrice avec un conseil général », que le 6 mars, d'autres propositions (expérimentées en août 1973) avaient été faites et que le 7 mars Son Éminence, apprenant notre recours à la Signature Apostolique, se déclarait prête à ouvrir le chapitre ; tout cela s'est réalisé en partie. Aussi n'ai-je

21 - Le père Calmel s'éteignit le 3 mai et fut inhumé à Saint-Pré le 5 mai 1975.

pas été surprise et c'est dans la foi que je veux recevoir cette peine, j'ajoute que ma confiance dans le Saint-Siège, quoi qu'on ait dit ou écrit de moi à ce sujet, n'en est pas ébranlée, elle demeure totale. Je suis fille de l'Église et veux le demeurer. (...)

Je reconnais parfaitement au Saint-Père le droit de faire un nouveau rite et de le proposer à l'Église universelle et je ne soupçonne nullement ce rite, tel que le Saint-Père l'a approuvé, d'être hérétique, mais je sais aussi que le missel tridentin, promulgué par la bulle *Quo Primum* de saint Pie V que j'ai lue et relue, ne peut pas être abrogé (...). Si j'avais pris la peine de demander en août 1970 à Son Éminence le cardinal Gut de bien vouloir me signifier par écrit ce que je savais être et que je sais toujours être la pensée du Saint-Père, c'était dans le souci d'obéir paisiblement et sans polémique, avec l'espoir naïf de rassurer les Sœurs qui ne pensaient pas comme moi et qui ont toujours eu la liberté de suivre leur conscience.

Je compte donc sur Son Éminence pour aider les Sœurs qui m'ont fait confiance et qui, plus encore, font confiance à l'Église, pour nous aider à profiter en paix de cette assurance. Ce que le Saint-Père a accordé à Son Éminence le cardinal Heenan pour l'Angleterre ne peut être taxé d'hérésie ou de schisme en France.

Par ailleurs, nous sommes dominicaines et le rite dominicain, privilège de l'Ordre, n'a pas été plus aboli par Sa Sainteté le pape Paul VI que par le pape Pie V. Telle est notre assurance. Je prie Son Éminence de bien vouloir aider ceux qui sont chargés de nous gouverner à ne pas l'ébranler car, plutôt que de désobéir à l'intérieur de la Congrégation, comme d'autres l'ont fait pour d'autres raisons, nous saurons la quitter. L'épreuve est déjà lourde. Je ne puis croire que c'est vraiment cela qu'on veut nous imposer en nous contraignant à quitter la vie religieuse.

J'espère tout et je compte sur la sollicitude paternelle de nos pasteurs pour qu'ils nous aident à être fidèles aux exigences de notre foi et ne nous mettent pas en situation de rompre nos vœux. Mon désir et celui de toutes celles au nom de qui je rédige cette supplique aujourd'hui, m'adressant à Rome pour la dernière fois, est de vivre dans la docilité et la paix notre vie de religieuses dominicaines consacrées au service des enfants de France. Notre soumission au Saint-Siège et à ses représentants légitimes est totale.

Daigne Son Éminence croire et bénir la Sœur qui s'exprime ainsi. Elle le prie de recevoir l'expression de son profond et religieux respect.

La Sacrée Congrégation des religieux répondit par l'intermédiaire du père abbé de Sainte-Marie-du-Désert qui était encore l'assistant religieux de la Congrégation. Sa réponse mit l'accent sur ce qu'il présentait comme le véritable motif de divergence des Sœurs avec la hiérarchie de l'Église :

Certes, écrit-il, il y a des divergences permises, importantes mêmes, mais qui ne rompent pas l'unité. Mais il est temps que toutes les religieuses de votre Congrégation soient averties avec clarté et sans aucune ambiguïté possible que cette dissociation entre l'Église du Christ, dont on pense évidemment faire partie, la véritable Église, et ses représentants visibles, son autorité parmi nous, à laquelle on se soustrait, ne peut être tolérée. Un chrétien ordinaire ne peut l'admettre, à plus forte raison une religieuse qui a fait vœu d'obéissance...

Ce dernier point n'était certes pas contesté par les Sœurs : elles rappelaient seulement que leur obéissance se heurtait aux décisions d'une hiérarchie en rupture avec la Tradition de l'Église.

Peu de temps avant ces événements, alors qu'elle était engagée depuis plusieurs années déjà dans son combat pour la Tradition, mère Anne-Marie avait rencontré Mgr Marcel Lefebvre en qui elle avait trouvé l'écho de ses inquiétudes. Le 21 novembre 1974²², l'évêque devait prononcer une déclaration publique que les médias allaient immédiatement relayer et dans laquelle il affir-

22 - Le 11 novembre 1974 est effectuée une visite apostolique à Écône, à la suite des plaintes des évêques français contre ce séminaire qui garde la messe et la Tradition et qui reçoit des vocations alors que leurs propres séminaires se vident. Celui d'Écône avait pourtant reçu trois ans auparavant, en 1971, une lettre de louange du pape de la Congrégation du clergé, le cardinal John Joseph Wright. Les deux visiteurs apostoliques donc, Mgr Albert Descamps, secrétaire de la Commission biblique et Mgr Guillaume Onclin, secrétaire adjoint pour la révision du droit canonique, se rendent à Écône. Les prélats scandalisent les séminaristes et leurs professeurs par leur attitude et surtout leurs propos théologiques. À la suite de cette visite, Mgr Lefebvre rédige, le 21 novembre 1974, la déclaration citée dans notre texte.

maint son attachement à la Rome éternelle, fût-elle en contradiction avec quelques membres de la hiérarchie actuelle de l'Église. Sa déclaration répondait – involontairement bien sûr – à la mise en garde du père abbé :

Nous adhérons de tout notre cœur, de toute notre âme à la Rome catholique, gardienne de la foi catholique et des traditions nécessaires au maintien de cette foi ; à la Rome éternelle, maîtresse de sagesse et de vérité. Nous refusons par contre, et avons toujours refusé, de suivre la Rome de tendance néomoderniste et néo-protestante qui s'est manifestée clairement dans le concile Vatican II, et après le concile dans toutes les réformes qui en sont issues. Toutes ces réformes, en effet, ont contribué et contribuent encore à la démolition de l'Église, à la ruine du sacerdoce, à l'anéantissement du sacrifice et des sacrements, à la disparition de la vie religieuse, à un enseignement naturaliste et teilhardien dans les universités, les séminaires, la catéchèse ; enseignement issu du libéralisme et du protestantisme, condamnés maintes fois par le magistère solennel de l'Église.

Aucune autorité, même la plus élevée dans la hiérarchie, ne peut nous contraindre à abandonner ou à diminuer notre foi catholique, clairement exprimée et professée par le magistère de l'Église pendant dix-neuf siècles !

Le chapitre d'élection de juillet 1974

Le chapitre d'élection qui aurait dû mettre un terme à la situation extraordinaire de la Congrégation s'ouvrit le 7 juillet 1974. Selon l'habitude, la supérieure générale, quoique déposée, dut fournir une relation sur son gouvernement. Ce texte brosse un tableau de la Congrégation à cette date.

170 Sœurs, dont 151 de vœux perpétuels, s'occupent des 5 280 élèves qui fréquentent les écoles de la Congrégation à raison de 1 702 dans les écoles paroissiales et de 3 578 dans les écoles secondaires. Cet apostolat extrêmement actif soulève la question des

entrées qui, bien que régulières, ne compensent pas le nombre élevé des décès des dernières années.

La relation précise que, malgré ce petit nombre insuffisant, la supérieure générale a souhaité rester exigeante

dans le discernement des vocations et dans l'acceptation des postulantes à la prise d'habit et des novices à la profession, préférant éliminer celles dont l'adaptation à la vie religieuse de dominicaine enseignante a paru douteuse, surtout en ces temps difficiles.

Sitôt achevée cette rapide relation sur les personnes, mère Anne-Marie aborde un à un les sujets brûlants. Le premier qui paraît, après un bref rappel du soin qu'a eu la Congrégation durant les dernières années de se pencher sur les milieux les plus pauvres, est celui du transfert du cours Saint-Dominique de Toulon à Saint-Pré. La Mère y expose sa pensée sur le sujet de la façon la plus claire et la plus précise. Ce document, dont on se souvient qu'il devait ensuite être approuvé par deux capitulantes, fut reçu sans contestation. Il présente donc la relation exacte des événements :

J'ai par ailleurs, en novembre 1973, donné l'autorisation à la mère prieure et à la communauté du cours Saint-Dominique de Toulon de rompre tout contrat avec l'État, afin de caractériser encore davantage leur maison, et d'ouvrir un internat entièrement libre et pour cela de transférer leur maison de Toulon à la campagne. Le 31 décembre 1973, je les ai autorisées à s'établir au domaine de Saint-Pré, dans la commune de Brignoles. Pourquoi avoir acheté un château aux apparences luxueuses, m'a-t-on objecté un peu partout ? Pour donner une plus grande apparence de pauvreté, il aurait fallu acheter un terrain et bâtir du neuf, ce qui aurait demandé beaucoup de temps et aurait coûté aussi cher sinon davantage que l'occasion offerte. Nous avons pensé que le temps économisé était plus précieux que jamais, surtout quand il s'agit des âmes d'enfants. Un des soucis de la communauté est d'aménager cette maison en une maison de Dieu au service des enfants, ce qui remédiera à ses défauts extérieurs.

Si j'ai donné mon accord à un projet qui n'est pas le mien, c'est que j'estime qu'il doit y avoir place dans la Congrégation pour des maisons aussi caractérisées que peut l'être celle

de Saint-Pré, pour des Sœurs et des familles qui veulent pour leurs enfants l'absolu par des moyens absolus et avec elles je suis convaincue qu'il nous faut de toute urgence rompre les contrats avec l'État et avec certains organismes intermédiaires qui entravent nos libertés, pour recouvrer la vraie liberté de l'enseignement et donner un caractère beaucoup plus chrétien à l'ensemble de nos maisons. Je tiens cependant, pour lever toute ambiguïté, à préciser ma position. Le charisme des Sœurs de Saint-Pré n'est pas tout à fait le mien : si je suis convaincue que le Seigneur nous demande de purifier nos méthodes et d'avoir le courage des situations nettes, je ne puis me résigner à ne consacrer mon apostolat qu'à une parcelle d'enfants et de familles choisies en fonction de choix très précis. Le Seigneur me demande d'essayer de porter la vérité à toutes les enfants que leurs familles veulent bien nous confier.

Comme il est aisé de le deviner, la suite de la relation sur les conditions générales de la Congrégation expose la pratique de ces constitutions pour lesquelles étaient engagés tant de combats. L'unanimité des Sœurs autour des constitutions ressort de la plupart des remarques, mais le conditionnel parfois employé, l'usage fréquent de restrictions – peut-être oratoires, pour certaines – ne laissent pas de doute sur le fait que, malgré les directives appliquées par la quasi-totalité des Sœurs, un petit groupe n'a pas adopté les positions de la mère générale durant l'exercice de son gouvernement : il est précisé que « l'ensemble des Sœurs paraît respecter l'oraison », que « l'ensemble des maisons, mais pas toutes, reste fidèle à la retraite mensuelle », que « toutes les Sœurs, sauf exception, continuent à porter l'habit dominicain et désirent le garder », que « les Sœurs dans la majorité des communautés, ne vont au cinéma, au théâtre ou aux concerts que pour des nécessités scolaires que nous voulons rares et toujours contrôlées »... Un seul point est totalement exempt de restriction, celui de l'enseignement :

Toutes les Sœurs, est-il dit, s'y adonnent avec zèle selon l'obédience reçue. Les novices reçoivent une formation doctrinale unifiée par la théologie de saint Thomas. Mais depuis trois ans, nous avons renoncé à envoyer les jeunes professes au *Studium*

des pères dominicains de Toulouse parce que le régime intensif des études qui leur était imposé pendant un an et pour lequel elles n'étaient pas prêtes était, pour la plupart d'entre elles, plus un bachotage qu'une culture théologique. Par ailleurs, l'éventail des cours donnés était tel qu'il aurait fallu une formation théologique thomiste antérieure pour pouvoir les assimiler et en tirer parti.

À l'opposé, deux domaines offrent l'image de l'écartèlement de la Congrégation : celui de la messe, en latin ou en français, et celui de l'Office.

Toutes les Sœurs, dit-on, assistent quotidiennement à la sainte messe. Mais dans très peu de maisons, elles entendent toutes la même messe – pour des raisons différentes.

Et au sujet de l'Office, il est précisé :

La récitation chorale du bréviaire dominicain en latin selon les constitutions est quotidienne aussi dans la majorité des maisons. En 1970, cependant, ont été accordées à quelques maisons et sur leur demande, par la mère générale et son conseil, la dispense de réciter en latin certaines parties de l'Office et l'autorisation de les dire en français.

La dernière partie de cette relation offrit à la mère générale, déposée depuis trois mois, l'occasion de rappeler publiquement les raisons de ses choix, la nature présente de ses sentiments face aux sanctions qui la touchaient, ses désirs et ses espérances pour l'avenir. Ce texte un peu long ne peut être négligé :

Conformément au n° 413 de nos constitutions, j'ai réuni régulièrement les prieures et les responsables de formation jusqu'à cette année, voulant ainsi assurer l'orientation de la Congrégation en même temps que rapprocher les prieures, les stimuler et les encourager par une réflexion commune sur les problèmes essentiels de notre vie de dominicaines enseignantes consacrées au service des enfants. Pendant quatre ans au moins, nous avons aussi essayé de promouvoir, encourager et favoriser les réunions de travail dans toute la Congrégation. Nous avons nous-mêmes organisé pendant deux ans des réunions de maîtresses de petites classes, des sessions de travail philosophique sur l'idéalisme, des journées de travail

théologique. Seule la crise de l'Église suivie de la division interne qui est allée en se durcissant et s'approfondissant dans la Congrégation au cours de ces dernières années a mis un terme à ce loyal essai de formation commune. Ma tentative de clarification en novembre 1971, notre appel à la Sacrée Congrégation des religieux, la visite apostolique et notre recours à la Signature Apostolique, loin d'apaiser les esprits, n'ont fait qu'envenimer la situation et nous ont conduites là où nous sommes. J'avais eu l'illusion de croire que dire la vérité à mes Sœurs, c'était les honorer et servir le bien commun. Or je n'ai fait que creuser le fossé.

Dès Noël 1971, 54 Sœurs, toutes actuellement professes de vœux perpétuels, et 12 Sœurs, actuellement professes de vœux temporaires, auxquelles s'ajoutent les cinq novices qui elles aussi ont choisi notre Congrégation pour ses engagements traditionnels et quelques Sœurs qui n'avaient pu signer la lettre alors, m'avaient adressé la requête suivante que je fais mienne aujourd'hui : « Après avoir appris par la lecture de la lettre de notre assistant ecclésiastique, le révérend père Marie-Joseph Nicolas, que vous-même et votre conseil, avez demandé un recours à Rome, les signataires de cette lettre, émues de la gravité de la situation, pensent utile de réaffirmer ensemble leur accord complet sur tous les points que vous rappelez sans cesse à notre attention : fidélité à la prière traditionnelle, zèle pour l'éducation des enfants et leur formation authentiquement chrétienne, indépendance possible à l'égard des organismes susceptibles de réduire notre liberté de dominicaines enseignantes ; en un mot tout ce que suppose une vie de religieuses enseignantes de forme traditionnelle telle que nous l'avons vouée au Seigneur et qui nous paraît seule capable d'atteindre la fin spéciale de notre Congrégation : l'éducation chrétienne des jeunes filles. C'est pour cette raison que nous tenons à rester groupées dans des communautés fidèles à toutes ces exigences. Nous vous confions ces désirs, ma Révérende Mère, en vous priant, si vous le jugez nécessaire, de les transmettre à la Sacrée Congrégation des religieux. »

J'avais immédiatement transmis le double de cette lettre au révérend père Van den Brœck et au révérend père Nicolas. Aujourd'hui, je la livre à la Congrégation, la suppliant instamment de ne tromper aucune de nous et surtout de ne pas

décevoir l'attente des jeunes en ne trahissant pas l'engagement que j'avais pris auprès d'elles, les assurant qu'elles trouveraient toujours dans la Congrégation des communautés fidèles à la Tradition de l'Église et à la vie religieuse des dominicaines enseignantes.

Cette relation de la supérieure déposée ouvrait le chapitre d'élection dont les sessions furent remises à plus tard. Elles n'eurent jamais lieu.

LA SCISSION

Relation des événements

DÉPOSÉE donc de sa charge de supérieure générale, dans les tout premiers jours du mois de juin 1974, mère Anne-Marie Simoulin avait, comme nous l'avons dit, immédiatement écrit à la Sacrée Congrégation des religieux afin de lui faire part de sa soumission totale aux sanctions qui la frappaient. Le lendemain, 6 juin 1974, elle écrivait à nouveau au cardinal Tabera, préfet de cette même Sacrée Congrégation, pour obtenir aux Sœurs qui partageaient ses convictions sur la liturgie un indult en faveur de la messe tridentine. Le 11 juillet, Mgr Mayer invitait la mère, au nom de la Sacrée Congrégation des religieux, à se pénétrer de la

confiance que les responsables de [son] institut [examinaient] avec bienveillance les désirs qu'[elle] avait exprimés et [rechercheraient] des solutions concrètes permettant d'en tenir compte dans ce qu'ils ont de légitime.

En même temps qu'elle tentait ces démarches auprès des hautes instances romaines, mère Anne-Marie transmettait à mère Marie-Rose la copie de l'indult obtenu du cardinal Gut et la suppliait, parallèlement, de se pencher avec bonté sur le cas des Sœurs regroupées à Saint-Pré.

Comme on s'en souvient, la Sacrée Congrégation des religieux trancha définitivement pour l'annulation de l'indult en faveur de

la messe tridentine. Déboutée de sa demande, mère Anne-Marie tenta tout au long des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1974 d'argumenter avec sa supérieure générale au nom de la tradition de l'Église pour obtenir la permission d'assister à la messe tridentine.

À partir du début de l'année 1975, mère Anne-Marie et les Sœurs qui partageaient son combat commencèrent à réclamer leur réunion dans la communauté de Saint-Étienne-de-Tulmont où mère Anne-Marie avait été nommée prieure par l'administratrice générale. Cette nomination dans une école paroissiale exclusivement primaire, à la tête d'une communauté de quatre Sœurs avait du reste été ressentie comme un soufflet à l'égard de l'ancienne supérieure par la grande majorité de la Congrégation. Mère Anne-Marie y trouva, quant à elle, l'occasion de déployer ses dons d'enseignante qui s'adaptaient à tous les âges et à toutes les situations. Plus tard, elle évoquera cette période avec une certaine tendresse pour ces petites filles dont elle avait obtenu des merveilles, notamment en théâtre. Mais cette œuvre auprès des enfants ne suffisait pas à dissimuler la profonde blessure que lui avait causée sa déposition : le soutien des Sœurs qui partageaient ses convictions et sa souffrance lui fut alors un secours non seulement précieux mais indispensable. La Mère reçut aussi le soutien de ceux qui, hors de la Congrégation, menaient aussi un vrai combat pour le maintien de la foi et de la tradition de l'Église.

À Saint-Étienne-de-Tulmont, mère Anne-Marie pouvait compter sur l'aide d'un bon groupe de laïcs solidement formés par le curé de Nègrepelisse²³ : M. l'abbé Jean Choulot (1905-1991).

Ce prêtre, maurassien, successivement curé de Montalzat puis de Verfeil-sur-Seye et enfin de Nègrepelisse, de 1944 à 1978, organisait des rencontres régulières entre jeunes gens pour leur

23 - Saint-Étienne-de-Tulmont et Nègrepelisse sont deux villages du Tarn-et-Garonne éloignés de quelques kilomètres.

faire découvrir la culture française, la philosophie, et l'enseignement de l'Église. Parmi eux, Jean Ousset et Jean Masson qui avaient fondé le 29 juillet 1946 *La Cité catholique*²⁴, dont le but était de « former, pour en offrir le bienfait à notre pays la France, un nombre suffisant pour être décisif de cadres politiques et sociaux »²⁵.

D'où naissent la revue *Verbe* devenue ensuite *Permanences*, les groupes de formation ou « cellules » et l'action capillaire dans toute la France, les congrès annuels, les publications et les contacts entre des personnalités comme Jean Madiran, Louis Salleron, Gustave Thibon, Maxime Weygand... Les échanges avec monsieur le curé Choulot ainsi qu'avec toute la communauté paroissiale de Nègrepelisse furent d'un grand soutien pour mère Anne-Marie.

L'amitié avec cette communauté paroissiale était d'ailleurs déjà ancienne et fondée sur le même combat. M. le curé Choulot, qui avait fait connaissance des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus et du père Calmel précisément au congrès de Lausanne d'avril 1968, avait demandé début 1969 à mère Anne-Marie d'envoyer des Sœurs de sa Congrégation à l'école paroissiale pour y remplacer les *dominicaines des campagnes*, que les orientations très traditionnelles du curé rebutaient. À la suite du concile, il avait en effet pris de plus en plus position contre les idées nouvelles, organisant régulièrement des réunions de formation et des recollections. Des prêtres venaient de loin pour se former à ses côtés et se fortifier auprès de lui²⁶. Tout un courant de résistance aux dérives nées de l'*aggiornamento* postconciliaire s'était fédéré au-

24 - Cette décision avait été prise après une retraite prêchée par le père François de Paule Vallet, des Coopérateurs paroissiaux du Christ-Roi.

25 - Jean Ousset ajoutera « culturels » en 1961. Cf. Raphaëlle de Neuville, *Jean Ousset et la Cité catholique*, DMM, Bouère, 1998.

26 - Notamment les abbés Bozoul, Roux, Deljoula, Hiriard, le chanoine Magnaud et bien d'autres.

tour du curé de Nègrepelisse qui devait affirmer clairement ses positions, en ce premier dimanche de l'Avent 1969 où la nouvelle messe venait d'être mise en service :

Ici, rien ne changera !

On devine que mère Anne-Marie accéda sans réserve à la demande du curé. En septembre 1969, la première communauté des Sœurs du Saint-Nom arrivait à Nègrepelisse : mère Sainte-Térèse, sœur Marie-Louis, sœur Bernadette-Marie prenaient en mains l'école Sainte-Thérèse. Immédiatement après, le curé de Saint-Étienne-de-Tulmont, l'abbé Roux, encouragé par l'abbé Choulot, réclamait à son tour des Sœurs pour son école paroissiale²⁷.

En juin 1974, après sa déposition, c'est donc dans cette école que mère Anne-Marie fut nommée prieure. À partir de cette date, on vit souvent arriver des Sœurs de la Congrégation qui venaient voir l'ancienne supérieure générale, la soutenir dans son épreuve, discuter avec elle des solutions pour l'avenir. C'est ici qu'en mars 1975 Mgr Lefebvre viendra visiter la Mère. La rencontre aura lieu à Gasseras au presbytère de l'abbé Bozoul, ami de séminaire du prélat d'Écône. Les familles de Nègrepelisse assumeront avec bonheur l'accueil et l'hébergement de l'évêque et de mère Anne-Marie.

Tant de délicatesse et de fidélité discrète furent un adoucissement bien réel à la dramatique situation de la Mère. Des années plus tard, elle en parlait avec reconnaissance.

Les amitiés et les soutiens lui venaient aussi d'ailleurs et de plus loin.

Ainsi l'abbé Dulac lui écrivait-il :

Très Révérende et bien chère Mère,

Votre lettre d'hier m'est arrivée ce matin. Que vous dire d'autre à cette heure, que la parole de Job : *Dominus dedit, Dominus abstulit. Sit nomen Domini benedictum* !

27 - Témoignage des familles Brunet et Kothé, Borderies et Le Bot, janvier 2016.

je souffre avec vous et, si j'osais, je dirais : je souffre en vous... Je dois seulement, pour adoucir, si c'est possible, la blessure, remarquer que ni le décret, ni la lettre d'envoi du cardinal préfet ne prononce à votre égard une « sanction », ni n'articule même un « blâme », en prenant les deux mesures : celle qui déclare votre « mandat » (?) ²⁸ de supérieure générale terminé ; celle (infiniment plus douteuse et contestable) qui vous prive de « voix passive » au prochain chapitre puisque cette mesure est prise, dit-on, « pour le bien et la paix » (encore faudrait-il voir si les auteurs du décret n'ont pas voulu dire : « le bien *de* la paix »...)

De son côté, Mgr Lefebvre lui adressait ces mots le 13 juillet 1974 et donnait ses conseils :

Ma Révérende Mère,

(...) j'ai été stupéfait d'apprendre par vous-même que ce que vous appréhendiez de la Congrégation des religieux est bien arrivé. Je ne pouvais pas soupçonner que de pareilles mesures pouvaient être prises actuellement. J'en demeure profondément peiné et vous assure de ma profonde et respectueuse sympathie en ces circonstances, et partage vraiment la douleur de toutes les religieuses qui se sentent frappées par votre intermédiaire.

Je me réjouis pour vous que vous puissiez vous retrouver à Nègrepelisse où évidemment vous serez privilégiée et j'en rends grâce à Dieu. Mais il faut penser à toutes les religieuses de Toulon, de Grasse et de Toulouse qui seront soumises à des recyclages et à une ambiance intolérable, et c'est pourquoi, personnellement, je leur conseillerais vivement de demander la sécularisation et de se regrouper dans une organisation qui

28 - Le terme de mandat n'est pas explicitement canonique pour désigner la mission du supérieur religieux. Mais il est d'usage courant, et à juste titre car la supérieure générale reçoit du chapitre général, par élection, un vrai mandat de diriger l'institut selon les constitutions pendant un temps strictement déterminé (elle a un pouvoir inférieur à celui du chapitre). Le terme le plus exact serait plutôt « supérieurat ». Ici, l'abbé Dulac s'étonne peut-être de l'imprécision du document romain : le mandat de mère Anne-Marie était de fait achevé, mais il avait été prolongé à cause de l'ajournement du chapitre ; ou bien son doute porte-t-il sur le fait même de la déposition, ainsi qu'il l'écria plus tard (cf. lettre du 5 octobre 1975, citée p. 351).

leur permette de continuer l'apostolat qu'elles ont fait, tout en continuant également un recrutement permettant aux jeunes aspirantes de pouvoir se joindre à elles.

Ces paroles de réconfort, l'amitié des personnes qui partageaient sa peine et son inquiétude furent sans doute précieuses pour la Mère. Plus encore celles des Sœurs qui lui étaient fidèles et qui venaient la voir régulièrement à Saint-Étienne-de-Tulmont ou à Nègrepelisse. Pour elles, et sans doute aussi grâce à elles, mère Anne-Marie reprit le combat.

En janvier 1975, la Mère adressait ces mots à sa supérieure :

Aidez-nous à demeurer fidèles. Je vous supplie aussi de laisser les murs de Saint-Pré aux Sœurs qui y sont et qui ont œuvré pour la Congrégation (...) et qui continuent à travailler pour l'âme des enfants de France. Que la « miséricorde » ne s'exerce pas seulement envers les « gauchistes » de la Congrégation, je vous le demande, ma Mère, et c'est justice. Pour que cela leur soit accordé, nous ne demandons pour nous aucun bien de la Congrégation... Qu'on nous laisse simplement le peu qui nous a été donné à Nègrepelisse et à Saint-Étienne-de-Tulmont, pour que nous ayons un matelas, une table, et une chaise... Il faut absolument que des gestes soient faits qui concrétisent le désir de paix, de pardon et d'amour. Sinon ce sont des mots vains et inutiles. Je compte sur vous, ma Mère, pour nous aider les unes et les autres et vous redis ma prière²⁹.

Les Sœurs de la Congrégation qui partageaient les convictions de mère Anne-Marie demandèrent donc à l'administratrice générale d'être regroupées auprès de l'ancienne supérieure générale soit à Saint-Étienne, soit à Nègrepelisse, afin de former une maison homogène.

29 - Le 6 novembre 1974, mère Anne-Marie Simoulin avait déjà écrit à mère Marie-Rose la lettre suivante : « La rumeur publique m'apprend que vous, Mgr Collini et le père Decabooter, avez demandé à Rome un blâme pour Saint-Pré. (...) Je tiens, s'il y a un blâme, à ce que le blâme me frappe en premier, et qu'il soit explicité par écrit, car c'est moi qui leur ai donné l'autorisation de transférer le cours Saint-Dominique de Toulon à Brignoles. Ce que j'ai fait, je ne le désavoue pas et j'en prends la responsabilité devant Dieu, devant la Congrégation et devant Saint-Pré. »

Le 25 février 1975, une réponse de la maison généralice leur parvenait par le biais d'une lettre à la prieure :

Toutes les Sœurs de votre communauté [il s'agit de la communauté de Grasse] et vous-même m'avez fait la même demande : que je vous nomme à Nègrepelisse et à Saint-Étienne-du-Tulmont. Ma réponse est donc destinée à toutes les Sœurs de Grasse. Le gouvernement de la Congrégation ne peut prendre la responsabilité de regrouper pour 150 enfants un si grand nombre de Sœurs quand, de plus, ce regroupement est motivé par la difficulté d'accepter les directives de l'Église. Je devine la déception et la peine que vous cause cette lettre et j'en suis bien attristée. Je ne puis que prier pour vous et vous assurer de ma fidèle affection.

Les Sœurs ne se tinrent pas pour battues. Devant leur insistance et celle de mère Anne-Marie, le conseil généralice leur ouvrit un instant une possibilité de refuge : si un évêque d'un diocèse quelconque acceptait de les recevoir telles qu'elles étaient, la Congrégation ne s'y opposerait pas. Mais alors que Mgr Puech avait donné son accord dans un premier temps, mère Marie-Rose et ses assistantes le firent revenir sur sa décision, interdisant aux Sœurs toute espérance d'un avenir meilleur³⁰.

Le 24 mai 1975, en dernier recours, mère Anne-Marie envoyait une lettre à la Sacrée Congrégation des religieux pour supplier une dernière fois qu'on leur donnât un statut dans lequel elles puissent continuer à vivre leur vie religieuse en conformité avec leur conscience. Le 6 juin, une nouvelle réponse négative de ce dicastère leur parvenait.

30 - Mère Marie-Rose donna à mère Anne-Marie qui s'en indignait la réponse suivante : « J'ai dit en effet aux Sœurs de Grasse dans le courant de notre discussion de "chercher". Cela voulait dire, faites si vous le pouvez une démarche auprès d'un évêque français ayant une charge pastorale qui pourrait vous recevoir dans son diocèse, étant bien entendu que toute fondation nouvelle qui voudrait rester en communion avec la Congrégation devrait avoir l'agrément du conseil généralice et ne pourrait être décidée qu'après un dialogue avec lui et évidemment avec l'accord de l'Ordinaire du lieu. Je prie très fort avec vous afin que le Seigneur fasse sa volonté en chacune de nous et je vous redis mon affection. » (Lettre du 18 janvier 1975)

Bien plus, quelques jours auparavant, le 1^{er} juin 1975, la publication des obédiences pour l'année scolaire suivante annonçait la dispersion des Sœurs dans toutes les maisons les plus novatrices, interdisant le rapprochement désiré.

Ce dernier trait acheva d'emporter la décision de mère Anne-Marie: le 2 juillet 1975, elle partait s'installer, avec les Sœurs qui souhaitaient la suivre, à Fanjeaux, afin de vivre une vie conforme aux constitutions sur lesquelles elles avaient fait profession. Ce même jour, les seize Sœurs de vœux perpétuels, les quatre Sœurs de vœux temporaires et les deux postulantes regroupées dans la maison dénommée *La Clarté-Dieu* à Fanjeaux écrivaient encore à Rome, justifiant au nom de la loi de l'Église leur décision:

Les dominicaines enseignantes de Toulouse ont pris une connaissance attentive et respectueuse de la réponse que Votre Excellence a bien voulu faire, le 6 juin 1975, à la lettre, soussignée par nous, que la révérende mère Anne-Marie Simoulin lui avait adressée en date du 24 mai 1975. (...)

1. Nous renouvelons et confirmons notre volonté de demeurer dans la Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus, fidèles à notre profession, à nos constitutions et à nos coutumes.
2. Nous sollicitons, à nouveau, la tenue, aussi proche que possible du chapitre général retardé depuis vingt-trois mois. Puisque Votre Excellence veut bien nous assurer que, dans ce but, le dicastère attend d'«avoir réalisé les consultations opportunes», nous demandons humblement d'avoir part à ces consultations, dans les conditions prévues par les constitutions et par le droit.
3. Le décret du Sacré Dicastère daté du 27 mai 1974, ayant été provoqué par un rapport du R.P. Decabooter, nous soumettons à Votre Excellence les remarques et résolutions suivantes:
 - Ce rapport ayant eu des effets juridiques aussi graves que la nomination d'un nouveau gouvernement général de notre institut et un nouvel ajournement, indéfini, du chapitre général, nous demandons respectueusement que ce

rapport nous soit communiqué, en vue d'une *contradiction* éventuelle, en *forme judiciaire*.

- D'ores et déjà, les soussignées observent que, dans une lettre circulaire adressée, dans le courant du mois de juin 1974, le R.P. Decabooter a cru pouvoir déclarer « qu'il s'était décidé à *refuser* de présider le chapitre général déjà convoqué, pour le mois de juillet suivant par la révérende mère Simoulin ». La *raison de ce refus* est la suivante: « Il avait, dit-il, entendu de la bouche de certaines d'entre nous, des propos inadmissibles concernant l'épiscopat français, considéré – par nous – comme hérétique, concernant le Saint-Siège et même la personne du souverain pontife. »

- Ces allégations globales et vagues, le crédit que le dicastère semble leur avoir accordé et les suites qu'elles ont eues sont trop graves pour que nous puissions en supporter même le seul soupçon. C'est pourquoi nous avons pris la décision de soumettre le cas à l'examen de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi.

4. En conséquence, dans l'attente du jugement que cette suprême Congrégation voudra donner à notre instance, nous prions la Sacrée Congrégation des religieux de nous mettre dans les conditions « d'absence » prévue par le canon 606 § 2, complété par la pratique récente de ce Sacré Dicastère.

5. Il ne s'agirait à nos yeux que d'une situation de circonstance, qui ne préjugerait pas du regroupement définitif en maisons homogènes, lequel serait laissé à la décision du chapitre général.

6. Si nous demandons *dès aujourd'hui* un regroupement *de facto*, c'est parce que les obédiences expédiées récemment pour chacune d'entre nous, vers des maisons diverses, par la priure administrative, nous mettraient, étant donné notre ministère d'enseignement, dans une situation que nous estimons contraire à nos engagements. Nous sommes disposées à faire la preuve de ce que nous avançons là, au cours de la procédure dont nous parlons ci-dessus au § 4.

Les Sœurs plaçaient donc désormais leur situation sous le couvert de la loi. La Sacrée Congrégation pour les religieux accusa réception de la lettre, mais renvoya à l'administratrice générale

la possibilité d'accéder ou non à la demande « d'absence » réclamée par les Sœurs. Celles-ci décidèrent donc de recourir cette fois à l'Official du diocèse de Nice, M. le chanoine Becauvène. La lettre, datée du 22 juillet, précise que les Sœurs entreprennent cette démarche parce que leur

silence pourrait, en se prolongeant encore, apparaître d'une part comme un aveu et d'autre part valider ou justifier les mesures prises par le décret du 27 mai 1974 contre la Congrégation tout entière. Mesures que l'expérience des mois qui ont suivi a démontré contraires à ce « bien » et à cette « paix » invoquée comme *unique motif déclaré* dans le décret.

En même temps, les Sœurs tentaient une ultime intervention auprès de mère Marie-Rose. Elles en confièrent la rédaction à mère Anne-Marie. Elle écrivit, le 9 octobre :

Comme chacune de mes Sœurs j'ai bien reçu votre « monition » au terme de laquelle vous nous demandez une réponse dans les quinze jours. Avant de le faire, j'ai beaucoup hésité, car nous savons que les « jeux sont faits », aussi pourquoi répondre ? Par ailleurs, ne pas répondre semblerait reconnaître nos torts et vous donner raison, aussi répondrai-je, mais ma réponse sera dure. Elle vous apparaîtra, une fois de plus, comme un acte de révolte, de rébellion, de dépit... que sais-je ? Alors qu'elle n'est qu'un cri de souffrance. Il vous faudrait en effet des entrailles de mère et un cœur de mère pour comprendre le drame que nous vivons et la torture que vous, et votre conseil, avez infligée à nos consciences. Mais votre conscience est en paix, vous ne vous posez aucune question à notre sujet, nous n'existons plus pour vous. (...) On se moque de nous de tous côtés ; on joue avec nos âmes et notre éternité. Tandis que vous n'avez tous sur les lèvres que les mots de « respect de la personne humaine, reconnaissance de sa dignité, ouverture aux autres, dialogue, compréhension... », à celles de vos Sœurs qui vous ont écrit et vous ont suppliée, pendant des mois, de ne pas les rejeter et de vous pencher sur leur drame de conscience, vous n'avez pas répondu une seule lettre personnelle, vous n'avez pas fait une seule visite. Vous n'avez envoyé que des lettres impersonnelles, dictées, réponse d'une administratrice à des administrées. (...)

Pourquoi, ma Mère, au lieu de cela, n'accepteriez-vous pas de nous reconnaître ou de nous faire reconnaître, avec possibilité de recrutement, comme branche indépendante, autonome même de la Congrégation ? Quel mal feriez-vous à l'Église ? (...) Vous nous avez ainsi mises en situation ou de désobéir quotidiennement ou de trahir notre foi ou de quitter la vie religieuse. (...) Notre seul crime est de vouloir demeurer fidèles à la liturgie traditionnelle, d'enseigner le catéchisme traditionnel, de refuser la mixité, l'équivoque dans la tenue, les contrats (...).

Que ceux et celles qui ont pris l'initiative de notre rejet en assument la responsabilité devant Dieu, devant l'Église et devant la Congrégation ! Pour nous, nous continuerons à prier pour et avec ceux et celles qui nous font tant souffrir. Nous demeurons et demeurerons fidèles à l'Église et à saint Dominique.

L'administratrice générale ne répondit pas plus personnellement à cette lettre qu'aux précédentes. Mais les monitions continuèrent à être adressées aux Sœurs selon la gradation prévue par le droit canon. Le 2 octobre, le 4 novembre 1975, le 24 novembre, elles reposaient la même question fondamentale :

Êtes-vous décidée à obéir au gouvernement de la Congrégation nommé par la Sacrée Congrégation des religieux ?

À chacune de ces monitions les Sœurs prirent la peine de répondre personnellement d'abord, puis de façon groupée. La lecture de ces lettres donne une idée de l'état d'esprit dans lequel elles étaient. En voici de larges extraits :

Ma Mère, écrit l'une d'elles, le 16 octobre 1975, je viens répondre à votre monition du 2 octobre 1975 reçue le 7 octobre, avec simplicité et confiance en votre bonté et vais tenter de vous exprimer ma pensée. (...)

Vous me demandez d'obéir aux « décisions du gouvernement ». Quel est le « gouvernement de la Congrégation » ? Quand nous causons avec vous, vous vous retirez derrière les évêques et le père Decabooter ; et quand nous rencontrons nos évêques, ils mettent en avant la mère administratrice de la Congrégation et ses conseillères.

Qui gouverne la Congrégation ?

En toute vérité, ce n'est point une supérieure générale et un conseil élus conformément à nos constitutions. Nous avons des constitutions approuvées par le Saint-Siège, elles nous sont une garantie et une protection. C'est pourquoi en me retirant à Fanjeaux, je n'ai point fait acte de désobéissance au gouvernement. Vous pouvez vous demander pour quelle raison je n'ai point opté de cette façon il y a un an. Simplement parce que j'ai espéré en un chapitre général que je pensais immédiat, qui aurait pris en considération les intérêts de chacune d'entre nous. Or, il n'en est rien. Le chapitre général est reporté à une date indéterminée. Et qu'en est-il de nos intérêts qui sont le bien des âmes dans notre œuvre d'enseignement et d'éducation ? Pour assurer cela, je vous avais demandé de m'agréer dans une communauté homogène dans laquelle nous assurerions aux enfants une éducation et un enseignement chrétiens conformément à la Tradition de l'Église. Or, il n'en est rien ! Vous m'avez nommée à Sète.

En conscience, je ne puis accepter d'enseigner aux enfants une chose et leur laisser pratiquer le contraire. *Lex orandi, lex credendi*. La loi de la foi et la loi de la prière sont intimement unies. Comment croire en un point du *Credo* sans le pratiquer et le faire vivre³¹ ?

Le 18 janvier 1976, mère Marie-Rose communiquait aux Sœurs les décisions de la Sacrée Congrégation pour les religieux :

Sur invitation expresse de la Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers, j'ai le devoir de communiquer ce qui suit :

Après avoir, dans son *Congresso* du 9 janvier 1976, examiné avec grande attention votre situation, ce dicastère a dû constater que l'acte de désobéissance caractérisée que vous avez posé serait passible d'un décret de démission. Toutefois, afin de vous donner encore la possibilité de vous reprendre, il s'est limité à enregistrer que vous vous êtes placée dans les

31 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, dossier « Notre drame religieux ». Lettre de sœur Monique Violet.

conditions signalées au canon 644, § 1, avec les conséquences prévues par la loi, qu'entraîne cette condition.

Je vous rappelle que cette situation ne vous dispense pas des obligations de la Règle et des vœux, et que, sans retard, vous devez revenir au sein de l'institut, comme l'Église vous donne encore la possibilité de le faire, si vous êtes animée d'un sentiment de repentir sincère. (Cf. canon 645)

Je demande au Seigneur de vous aider de sa lumière et de sa force pour accomplir sa volonté et, avec cet espoir, je vous redis l'assurance de mon dévouement.

Contestant immédiatement la sanction qui semblait les frapper selon les canons 644 et 645 du droit de l'Église, les Sœurs répondirent une fois encore à mère Marie-Rose, le 4 février :

Les Sœurs de la Congrégation des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, regroupées *de facto* à Fanjeaux depuis le 1^{er} juillet 1975, accusent réception de la lettre envoyée le 18 janvier 1976 par mère Marie-Rose Tassy, avec accusé de réception, à chacune des Sœurs de vœux perpétuels.

Elles expriment respectueusement leur étonnement qu'un texte émanant de la Sacrée Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers et les concernant ne leur ait pas été adressé directement et qu'une photocopie de ce document ne leur ait pas été communiquée – ce qui est contraire au droit.

Elles refusent aussi de voir leur situation de fait assimilée à celle qui est définie dans les articles 644 et 645 du droit canon. En effet, l'intention fondamentale qui a motivé et justifié leur « sortie illégitime », loin d'être une apostasie de la vie religieuse, est de leur part une volonté délibérée pour chacune d'elles d'être fidèles à la foi de leur baptême et aux engagements de leur profession religieuse. Loin de vouloir rejeter « les obligations de la Règle et des vœux », c'est dans le désir d'y être plus fidèles qu'elles ont fondé à Fanjeaux une communauté de plus stricte observance.

Aucune d'elles n'a contracté de mariage civil ni accepté d'emploi séculier. (...)

Fugitives, elles le sont, oui, mais à la manière dont Notre-Seigneur lui-même avait fui quarante jours dans le désert...

C'est pour mieux l'écouter, pour mieux prier et mieux servir les enfants.

A-t-on déjà vu appeler « fugitives » des Sœurs qui préviennent leur Congrégation de la date et du lieu choisi pour leur fuite, qui en avertissent aussi l'évêque du lieu et qui s'installent grâce, en partie, aux deniers généreusement prêtés par leur propre Congrégation ?

En plus de la lettre commune, chacune des Sœurs prit, une fois encore, le temps de répondre personnellement à la mère administratrice.

Ma Mère,

Est-il vraiment nécessaire que je vous écrive ? Est-ce utile ? (...) Si je m'y décide, c'est parce que je ne veux pas ne pas avoir fait tout mon possible pour que la lumière se fasse.

Expliquez-moi, ma Mère, comment l'Église peut rejeter de son sein, mettre à la porte, ceux et celles qui ne veulent que continuer à vivre (...) selon l'enseignement donné par l'Église pendant vingt siècles et qui a donné tant de saints !

Expliquez-moi pourquoi, apparemment, l'Église n'accepte plus ceux et celles qui ne désirent qu'une chose : vivre avec le plus de générosité possible, conformément à l'Évangile et à la Tradition de l'Église. En quoi y a-t-il faute grave ? En quoi y a-t-il matière à péché ? (...)

Vous le savez, je ne veux pas quitter la Congrégation.

Vous le savez, si je suis à Fanjeaux, c'est uniquement parce que, à moins d'être infidèle à ce que me dictait ma conscience et de me mettre en état de péché grave, je ne pouvais faire autrement.

Vous le savez, si vous nous aviez laissé, comme nous vous l'avons demandé, une maison avec les moyens de vivre dans la fidélité à mes convictions, j'y serais³².

32 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, dossier « Notre drame religieux ». Lettre de mère Claude-René Simoulin, 2 février 1976.

Dans un autre style, mère Marie-Rachel Mottet, déjà âgée à la date où cette correspondance s'échangeait, écrivait ingénument :

Après lecture attentive des textes du droit canon pour les religieux que vous nous signalez, je ne vois pas très bien, ma Mère, en quoi ils nous concernent. Je ne vis pas en concubinage, par la grâce de Dieu, pas plus que je ne me livre à des activités ou à des affaires commerciales. Ce sont les deux points auxquels les textes réfèrent les religieux dans notre situation de fait. Je n'ai pas abandonné ma vie religieuse, ni mes constitutions, ni l'œuvre enseignante, ni mes prières de Règle. J'ai au contraire rejoint le regroupement de fait de Fanjeaux pour sauvegarder ma vie religieuse et son œuvre apostolique. Quand on lit une histoire de l'Ordre des frères prêcheurs, on peut voir qu'au cours des âges, il s'est formé à l'intérieur de l'Ordre des groupes plus ou moins autonomes, désireux de conserver la Règle primitive ou d'y revenir s'ils s'en étaient déjà écartés, aux époques où, pour un motif ou pour un autre, certaines observances s'étaient perdues, ou bien la Règle s'était altérée. Par exemple à l'époque du bienheureux Raymond de Capoue, ou plus près de nous au ^{xvii}^e siècle à Paris, la Congrégation de Saint-Louis qui a compté parmi ses membres le père Chardon et le père Massoulié, qui furent en leur temps d'éminents écrivains spirituels.

Notre cas est plus proche du leur et à leur suite dans la tradition de l'Ordre dominicain...

Plus sobrement et rapidement, sœur Marie-Louis Bareyre écrit simplement quelques lignes :

Ma Mère,

Ma réponse à votre dernière lettre est très simple et très nette : je persévère dans l'amour de la Tradition et le goût de la foi, sûre d'être dans la vérité. En agissant ainsi, je ne suis ni hérétique, ni apostate, ni schismatique, mais tout le contraire. (...) Je veux m'attacher uniquement au Seigneur pour accomplir fidèlement, jusqu'au bout, toute sa volonté.

Une ultime monition datée du 12 mars 1976 annonçait la dernière étape du processus. Le 7 juin 1976, les Sœurs étaient dispensées de leurs vœux par la Sacrée Congrégation pour les religieux, au nom du canon 640. Qu'en était-il réellement ?

Il est nécessaire de s'arrêter un instant sur cette décision canonique afin d'en mesurer la portée exacte. Une première constatation s'impose à la lecture des documents dont l'historien dispose : les deux partis, celui des Sœurs et celui de l'autorité qui les condamne, ne semblent pas évoluer sur le même terrain. D'un côté, les Sœurs posent une question de fond qui engage leur fidélité aux constitutions de la Congrégation et à la réponse de laquelle elles subordonnent leur obéissance au gouvernement de la Congrégation. De l'autre côté, l'autorité semble ne prendre en considération que l'acte final de désobéissance, séparé de ses raisons d'être, et, limité au cadre strict du droit canonique, donnant le sentiment de condamner les Sœurs.

La réflexion sur la portée canonique des interventions romaines est un peu austère. Elle est tout de même nécessaire à qui veut comprendre en réalité le drame qui se jouait pour les Sœurs réunies à Fanjeaux.

Éléments pour un jugement canonique³³

Un indult sans effet juridique

D'un point de vue purement canonique le document de la Sacrée Congrégation des religieux du 7 juin 1976, remis à chacune des Sœurs de Fanjeaux, est en fait un rescrit personnel qui, s'appuyant sur le canon 640 du code de droit canonique, accorde un *indult de sécularisation* qui aurait été demandé. Il ne s'agit donc pas d'un décret de condamnation qui, d'ailleurs, devrait, quant à lui, émaner du préfet de la Sacrée Congrégation des religieux et non du simple secrétaire. Il est très important en droit

33 - Cette analyse canonique a été réalisée avec les conseils et précisions d'un prêtre de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X qui a longtemps exercé les fonctions de professeur de droit canonique au séminaire d'Écône. On trouvera en annexe de l'ouvrage le document complet qui permet d'arriver aux conclusions que nous présentons ici de façon condensée afin d'en rendre la lecture plus aisée.

de bien distinguer le *rescrit* du *décret* qui sont deux entités canoniques bien distinctes.

Les rescrits des congrégations romaines s'analysent en suivant le code de droit canonique qui précise les règles les concernant (canons 36 à 62). Les rescrits sont des moyens pour accorder des faveurs ou des dispenses qui ont été demandées par les intéressés ou au nom des intéressés. L'indult de sécularisation, quant à lui, est bien une faveur accordée à une religieuse qui désire quitter légitimement son institut religieux. Le principal effet de cet indult est donné au canon 640, § 1 : la Sœur n'appartient plus canoniquement à l'institut religieux dans lequel elle avait fait ses vœux perpétuels. L'indult de sécularisation comporte aussi le relèvement de tous les vœux publics de la religieuse.

La discipline de l'Église demande à la religieuse, auparavant, de bien examiner la raison grave de faire une telle demande. Au moment où l'indult de sécularisation est remis à la religieuse, elle peut encore le refuser, c'est son acceptation qui lui donne pleine valeur.

L'Église montre sa défaveur pour la sécularisation en autorisant le religieux à la refuser, même lorsque le Saint-Siège l'a accordée, que le supérieur général a écrit le décret exécutoire et que le supérieur local en avertit l'intéressé. Il lui est encore temps de se ressaisir et de conserver le bienfait de sa vie religieuse. (...) Mais supposons qu'un religieux refuse l'indult qu'on lui présente et, six mois plus tard, insiste pour s'en aller. S'il y a eu une vraie renonciation à l'indult, acceptée par le supérieur, il ne peut quitter l'état religieux sans un nouvel indult³⁴.

D'ailleurs le canon 37 du code de droit canonique de 1917 précise que la grâce concédée par le rescrit peut ne pas être utili-

34 - Raoul Naz, *Traité de droit canonique*, t. 1, n° 907, Letouzey, 1948.

sée par celui en faveur de qui il a été concédé. Le nouveau code de 1983 a voulu préciser encore ce point au canon 71 :

Nul n'est tenu d'utiliser un rescrit accordé en sa seule faveur, à moins qu'il ne le soit par ailleurs en vertu d'une obligation canonique.

En 1976, les Sœurs se sont donc vu accorder un indult de sécularisation dont elles n'avaient pas demandé l'octroi. Il serait tout à fait illusoire de vouloir faire croire que « l'indult d'absence » qu'elles avaient demandé sur le conseil de l'abbé Dulac et que la Sacrée Congrégation des religieux n'avait pas voulu concéder *in illo tempore* puisse être équiparé à une demande de sécularisation.

Qui a réclamé cet indult pour les Sœurs ? Là est le mystère. Une des religieuses de Fanjeaux concernées a témoigné en janvier 2016 :

On nous a dit (alors) que c'était la Congrégation qui avait demandé que nous soyons relevées de nos vœux – peut-on penser qu'on a pu considérer cela comme équivalent à une demande personnelle ?

Une autre possibilité – peut-être un peu téméraire – se présente à l'esprit : celle d'un évêque diocésain espérant obtenir ainsi ce qu'il ne pouvait obtenir autrement : la neutralisation de la résistance des Sœurs aux nouveautés pastorales diocésaines en matière d'éducation.

Quoi qu'il en soit, il est absolument certain que les Sœurs de Fanjeaux n'ont pas accepté de bénéficier d'un tel indult. Il n'est guère difficile en effet de prouver que, par leurs écrits, leurs dires, leurs attitudes, tant au moment de la réception de cet indult que par la suite, elles ont suffisamment manifesté leur intention de ne pas en bénéficier. Il faut donc conclure que l'indult de la sécularisation est caduc par non-acceptation formelle et canonique de la part du bénéficiaire.

Aucune trace d'un renvoi canonique

En aucune façon, donc, la Sacrée Congrégation des religieux n'a renvoyé les Sœurs de leur Congrégation alors qu'elle seule avait la capacité juridique de le faire. Car, dans les congrégations religieuses de droit pontifical pour les religieuses à vœux perpétuels, le renvoi ne peut être décidé que par le Saint-Siège (canon 650, § 2, 2°), et non par la supérieure générale, ce qui est d'ailleurs rappelé dans l'article 217 des constitutions de la Congrégation.

En plus de cela, la situation des Sœurs de Fanjeaux, en juillet 1976, n'entrant pas dans la catégorie des trois cas extrêmement précis et graves où le renvoi s'applique *ipso facto*, c'est-à-dire où la simple constatation canonique du délit entraîne le renvoi nécessaire de la religieuse (canon 646) – à savoir l'apostasie publique de la foi catholique, la fuite avec un homme et la tentative de mariage –, il faut conclure que, bien qu'elles en aient été menacées plusieurs fois, les Sœurs n'ont jamais été renvoyées de leur Congrégation par un acte canonique. Et c'est pourquoi les religieuses alors concernées (et dont plusieurs vivent encore à l'heure où nous écrivons ces lignes) appartiennent toujours bel et bien à la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus.

Ainsi donc, l'étude du droit canon en vigueur permet-elle d'affirmer que cette conclusion n'est pas une opinion probable que nous soulignerions ici, mais une certitude canonique.

L'erreur de l'évêque de Carcassonne

Enfin, contrairement à l'affirmation téméraire de Mgr Pierre-Marie Puech, évêque de Carcassonne en 1981³⁵, le pape, qui était alors Paul VI, n'est jamais intervenu lui non plus pour imposer la dispense des vœux aux Sœurs de Fanjeaux. En droit, le pape peut, certes, accorder dispense de tous les vœux pu-

35 - Cf. note 44 p. 355.

blics même solennels. Il pourrait même l'imposer malgré la volonté du sujet pour une *cause extraordinairement grave regardant le bien commun* de l'Église; c'est l'opinion commune. Il devrait agir alors par un décret spécial *motu proprio*, car, selon le droit commun des religieux, jamais un religieux *non renvoyé canoniquement* ne pourra être dispensé de ses vœux publics sans en avoir fait la demande ou, au moins, sans avoir accepté formellement cette dispense. Un indult de *sécularisation forcée*, c'est une entité canoniquement inexistante même dans la nouvelle législation de l'Église (code de 1983). L'évêque de Carcassonne a simplement pris ses désirs pour une réalité, attitude qui ne semble pas – c'est le moins qu'on puisse dire! – très canonique...

Les Sœurs présentes en juillet 1976 à Fanjeaux n'ayant donc jamais été renvoyées de leur Congrégation comme expliqué plus haut, et le pape n'en ayant jamais *imposé* la dispense, leurs vœux restent valides même après les événements de juin 1976.

La conclusion du canoniste

C'est ce qui permet de conclure avec certitude :

Tous ces éléments étant considérés tant en droit qu'en fait, il faut déclarer avec certitude que canoniquement les Sœurs professes de la Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, qui ont reçu le 7 juin 1976 le rescrit de la Sacrée Congrégation des religieux ci-dessus mentionné, *appartiennent toujours à cet institut religieux et sont toujours liées par leurs vœux publics de religion prononcés dans ce même institut*³⁶.

36 - Nous reproduisons ici la conclusion de l'étude approfondie, que nous avons placée en annexe. Cette analyse vaut également pour les Sœurs de Brignoles, qui ont été de la même façon « relevées de leurs vœux » le 24 mai 1975, ainsi que nous l'avons raconté p. 309.

La réponse des Sœurs de Fanjeaux

Quand elles reçurent le rescrit, les Sœurs ne furent pas indifférentes au glissement qui reliait la faute à une sanction dont la Sacrée Congrégation semblait, par une pirouette canonique, vouloir atténuer par bonté la gravité. Elles refusèrent cette apparente bonté qui laissait planer un doute sur la nature de la faute, comme elles l'avaient déjà déclaré six mois plus tôt quand on les menaçait de renvoi :

Ma Mère,

Ma réponse à votre lettre recommandée³⁷ reçue le 21 janvier sera brève ; elle se bornera à vous faire part des quelques remarques suscitées par sa lecture et à poser quelques questions. (...) Vous parlez à notre sujet, à mon sujet donc, de « désobéissance caractérisée » qui *serait* « passible de démission ». Là, je ne comprends pas très bien : ou j'ai posé un acte de « désobéissance caractérisée » ou je ne l'ai pas posé. Et en conséquence : ou la sentence est le décret de démission prévu, ou il n'y a pas de sentence du tout³⁸.

Au minimum, si l'on s'en tenait aux documents officiels, il apparaissait clairement que ce qui semblait être une sanction n'était relié explicitement à aucune faute décrite avec précision. Tout le monde comprenait bien que le refus des obédiences de 1975 était assimilé à une faute grave de désobéissance, mais les textes officiels laissaient planer un doute puisque la sanction apparente, qui pouvait laisser croire à un renvoi, semblait de façon subliminale mise en rapport avec d'autres fautes touchant la foi.

C'est bien ainsi que les Sœurs comprirent la chose : aucune ne fut dupe des motifs. Et quand certaines écrivirent à l'administratrice générale qu'« elles n'étaient pas parties avec un homme », il est bien évident que le ton était ironique. Il soulignait simple-

37 - Lettre citée p. 330.

38 - Archives de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux, fonds de mère Anne-Marie Simoulin, dossier « Notre drame religieux ». Lettre de mère Marie-Genève Rivière, 4 février 1976.

ment le caractère imprécis des documents officiels qui cachait, estimaient-elles, une vraie mauvaise foi :

Non, ma mère, je ne suis ni apostate de la vie religieuse, ni fugitive. Je ne suis donc pas passible des canons 644-645 du droit canon.

Sortie illégitimement de la Congrégation le 1^{er} juillet 1975 ? Si on le veut, mais en faisant remarquer que c'est après avoir sollicité de votre part et de la part de votre conseil, et à plusieurs reprises, la possibilité de constituer avec les Sœurs qui partageaient la même souffrance et les mêmes exigences, une communauté homogène fidèle à la Tradition de l'Église, selon le pluralisme légitime concédé par Rome lors de ma déposition en juin 1974, déposition jamais justifiée.

Nous pensions alors que la proposition de Rome était légitime et serait appliquée, et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas suivi nos Sœurs de Saint-Pré dont nous partageons les mêmes exigences. Nous avons voulu obéir aux ordres de votre conseil pendant un an. Nous ne nous attendions pas à ne plus pouvoir obéir un jour à des ordres qui violenteraient notre foi de baptisées et notre conscience de religieuses.

Qui, depuis longtemps acharné à ma perte, a voulu notre rejet ? Dieu seul le sait et lui seul jugera. Cela ne me regarde pas. Mais que Dieu préserve mon cœur de la haine et de l'amertume, qu'il me garde toute à lui dans l'humble service des enfants de France. Je le lui demande fidèlement chaque jour³⁹...

Cette lettre, comme le grand nombre de celles que nous avons déjà citées, parle du vrai motif de la sanction, ou plus exactement de l'opposition des Sœurs aux autorités de la Congrégation qui les condamne. Il est double : fidélité aux constitutions et fidélité à la messe de saint Pie V.

La fidélité aux constitutions et à la messe fut en effet le motif clairement exprimé par les Sœurs quand elles demandaient un regroupement en maison homogène. Pour varier les témoi-

39 - Lettre de mère Anne-Marie Simoulin à mère Marie-Rose Tassy, le 4 février 1976.

gnages, voici ce que mère Magdeleine de Jésus Juès écrivait à mère Marie-Rose à la Pentecôte 1975 :

Ma Très Révérende Mère,

Je vous adresse ici la réponse que je vous ai promise... J'ai tardé à vous l'envoyer parce que je voulais encore réfléchir, consulter, prier, relire aussi les documents romains relatifs à l'état actuel de notre malheureuse Congrégation, spécialement les décrets de la Sacrée Congrégation des religieux du 11 janvier puis du 27 mai 1974. Le résultat de ma délibération personnelle est le suivant : tant que le chapitre général ne se sera pas prononcé sur d'éventuelles modifications de nos constitutions, telles qu'elles furent adoptées au cours des derniers chapitres et approuvées par le Saint-Siège, je me crois obligée par mon vœu d'obéissance à respecter strictement ces constitutions. Des innovations qui s'introduisent ici et là et d'autres qu'on annonce, prépare, me paraissent contraires à cette obligation. En conséquence, j'ai le regret de ne pouvoir accepter l'emploi que vous m'aviez proposé dans la maison de Grasse - ou dans toute autre que vous me proposeriez - tant que je n'aurai pas l'assurance que les prescriptions et les usages observés jusqu'ici dans toutes nos maisons le seront aussi fidèlement dans celle où vous déciderez de m'envoyer.

Le 18 octobre 1975, elle reprend la même idée en y joignant la mention explicite de la messe tridentine :

Je n'avais pas l'intention de répondre à la monition que vous nous avez adressée, pensant que cela ne servirait à rien, notre sort étant sans doute déjà décidé. Mais j'apprends que les communautés ont reçu de vous (et je m'étonne que nous qui sommes concernées ne l'ayons pas eu) communication d'un document romain vous indiquant les mesures à prendre à notre égard, sur lequel il est précisé que les réponses seront jointes au procès-verbal que vous devez envoyer à la Sacrée Congrégation... Je viens donc vous demander de bien vouloir y joindre ma lettre de Pentecôte dont je vous adresse une copie. Cette lettre est restée sans réponse de votre part, et vous ne m'en avez pas donné non plus, ni oralement, ni par écrit, aux demandes que je vous avais exprimées. (...)

En admettant que vous ne pensiez pas devoir reconnaître comme faisant partie encore de la Congrégation, et que vous



ayez le droit de les en exclure, les Sœurs que vous jugez comme désobéissantes, en raison de leur attachement à la messe de saint Pie V, bien que la bulle *Quo Primum Tempore* leur assure le contraire, vous pouvez au moins chercher à leur conserver un statut officiellement religieux, et encore une fois, je vous prie instamment de nous le faire accorder. (...)

Mais si au lieu de cela, vous prenez la terrible responsabilité de nous en priver, je devrai, pour la paix de ma conscience, plutôt m'en passer que de la sécurité religieuse dont vous ne m'avez pas donné de garantie et que je trouve ici.

Le 2 février 1976, le message est toujours aussi clair :

Ma mère, en réponse à votre lettre du 18 janvier, je viens très humblement vous exposer quelques-unes des raisons qui m'ont fait un devoir de me joindre aux Sœurs qui se sont regroupées ici. (...)

Ces raisons, toujours aussi impérieuses, tiennent au fait que je n'avais pas d'autre possibilité de m'assurer, en particulier, une messe quotidienne telle qu'elle ne puisse être célébrée que par un prêtre qui croie à la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie, pas seulement « lorsqu'on le reçoit », comme il nous a été dit un jour dans une messe de communauté ; où je puisse donner au Saint-Sacrement les marques d'adoration que je crois devoir continuer à lui témoigner, spécialement dans ma façon de communier ; à laquelle je puisse participer sans être amenée à prononcer des paroles dont la traduction trahit le texte authentique et n'exprime pas toute la foi, et à en éprouver du remords, ou à m'en abstenir et alors provoquer de la gêne sinon du scandale chez les autres ; sans avoir à participer ou à m'abstenir, toujours avec les mêmes conséquences, d'un genre de messe comme celle qui était annoncée sur une convocation d'une réunion de religieuses du diocèse de Nice, au printemps dernier, où « l'Eucharistie » devait se dérouler tout au long de la journée.

Je tenais aussi à conserver le bénéfice de la récitation de l'Office en latin, qui ne devait pas être modifié sans une décision du chapitre général.

Par ailleurs, je n'avais plus l'assurance que ce chapitre général serait tenu selon les normes de nos constitutions puisque sa préparation était entachée d'arbitraire, du fait de la déposition

du conseil légitime, sur la demande de Monseigneur l'archevêque de Toulouse, en dehors des règles canoniques, seule garantie du droit des personnes, comme le déclarait le Saint-Père parlant du droit canon, il n'y a pas longtemps encore.

Je ne veux pas croire qu'au moment où l'Église vient encore de canoniser des saints anglais pour leur fidélité à la foi traditionnelle, les représentants de son autorité puissent nous faire grief de notre souci de rester fidèles à l'expression de la même foi. Et je veux espérer que nous sera au moins accordée la reconnaissance d'une légitime séparation, laquelle est autorisée par exemple, pour le bien des conjoints et des enfants, lorsque la mésentente ne permet plus la cohabitation sans graves dommages pour les premiers et pour l'éducation des seconds : ce qui peut s'appliquer à l'œuvre de formation que nous avons à faire en commun.

Aucune de ces lettres ne reçut de réponse sur le fond, alors même qu'elles soulevaient gravement le problème du vœu d'obéissance émis de la façon suivante :

Moi, X..., en religion sœur X..., je fais profession et je promets obéissance à Dieu, à la bienheureuse Vierge Marie, à saint Dominique, à sainte Catherine de Sienne, et à vous, Mère..., prieure générale de la Congrégation des dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus, ainsi qu'à celles qui vous succéderont dans cette charge, m'engageant à obéir, selon la Règle de saint Augustin et les constitutions, jusqu'à la mort.

En l'occurrence, le renvoi des Sœurs ne pouvait être regardé comme reposant sur de « graves causes extérieures unies à l'incorrigibilité » si les Sœurs – ainsi qu'elles ne cessaient de le redire – réclamaient seulement de pouvoir respecter les constitutions de la Congrégation en vigueur à l'époque des faits ainsi que la finalité de l'institut.

Le canon 487 définit, en effet, l'état religieux dans les termes suivants :

On doit tenir en grande estime l'état religieux, c'est-à-dire un mode de vie en commun stable, par lequel les fidèles, en plus des préceptes communs, s'imposent l'obligation de pratiquer

les conseils évangéliques au moyen des trois vœux d'obéissance, de chasteté et de pauvreté.

Et le canon 593 du code de 1917 précise :

Tous et chacun des religieux, les supérieurs autant que les sujets doivent non seulement accomplir intégralement et fidèlement les vœux qu'ils ont faits, mais aussi ordonner leur vie en conformité avec la Règle et les constitutions de leur propre religion, et de cette manière tendre à la perfection de leur état.

Or, conformément à cette définition, c'est la fidélité aux constitutions de la Congrégation ainsi que le respect absolu des vœux prononcés qui ont guidé l'attitude des Sœurs, si bien que le relèvement autoritaire des vœux ne peut être regardé comme reposant sur un motif valide en droit comme au regard de l'expérience, à moins que l'autorité compétente n'ait pris le temps de répondre à leurs questions et à leurs inquiétudes, leur prouvant de façon claire que leur manière de voir n'était pas juste.

Les Sœurs elles-mêmes, considérant que leur condamnation reposait implicitement sur des accusations touchant non pas strictement à la discipline mais à la foi et à l'état religieux, ont fait appel à Rome pour que ces accusations soient éclaircies. On se souvient de leur texte⁴⁰, demandant justice à Rome des allégations vagues et graves du père Decabooter lors de sa visite canonique :

La raison de [son] refus [de présider le chapitre] est la suivante : il avait, dit-il, entendu de la bouche de certaines d'entre nous, des propos inadmissibles concernant l'épiscopat français, considéré – par nous – comme hérétique, concernant le Saint-Siège et même la personne du souverain pontife. Ces allégations globales et vagues, le crédit que le dicastère semble leur avoir accordé et les suites qu'elles ont eues sont trop graves pour que nous puissions en supporter même le seul soupçon. C'est pourquoi nous avons pris la décision de

40 - Cf. p. 327.

soumettre ce cas à l'examen de la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la foi.

Jointe au désir de garder la messe tridentine, cette réclamation plaçait désormais normalement les oppositions non plus sur le terrain de la stricte discipline religieuse qui cherche à se soustraire « à l'obéissance religieuse » (canon 644), mais sur celui de la foi si l'on considère la définition classique de cette vertu : « adhésion certaine de l'intelligence aux vérités révélées », parmi lesquelles figurent les dogmes touchant le sacrement de l'eucharistie et le sacrifice de la messe, tout comme celui de l'autorité de la hiérarchie de l'Église⁴¹.

En toute logique, le dossier des Sœurs aurait alors pu – et sans doute dû – être transféré de la compétence de la Sacrée Congrégation pour les religieux à celle du Saint-Office. En effet, selon le code de 1917, la Sacrée Congrégation des religieux exerçait sa compétence conformément aux dispositions du canon 251 dont le premier paragraphe pose que

La Congrégation préposée aux affaires des religieux est exclusivement compétente pour tout ce qui regarde la direction, la discipline, les études, les biens et les privilèges des religieux des deux sexes, émettant des vœux tant solennels que simples, et également des personnes qui, quoique sans vœux, vivent en commun à la manière des religieux ; de même des Tiers-Ordres séculiers, sauf le droit de la Sacrée Congrégation de la propagande.

41 - Il peut être utile de rappeler que le second concile du Vatican a déclaré, à propos de tous les rites liturgiques alors approuvés, que l'Église « souhaite les préserver dans l'avenir et les promouvoir par tous les moyens » (*Sacrosanctum Concilium*, n° 41). On sait aussi qu'un nouveau rite romain a été promulgué après le concile par le pape Paul VI, rite qui fut par la suite d'usage général. Mais l'ancienne liturgie latine est restée en vigueur, et elle a été approuvée par le souverain pontife. C'est en effet au cours du concile Vatican II que l'édition de 1962 du *Missale Romanum* a été publiée, et c'est aujourd'hui ce missel qui est toujours en usage pour célébrer la messe dite « tridentine ». L'histoire a d'ailleurs donné raison aux Sœurs puisque l'absence d'approbation de la « forme extraordinaire » a été confirmée par le motu proprio *Summus Pontificum* du pape Benoît XVI le 7 juillet 2007.

Le second paragraphe précise pour sa part :

En conséquence, tout en réservant aux tribunaux le soin des affaires à traiter judiciairement et tout en respectant la compétence particulière du Saint-Office et de la Congrégation du concile sur les questions qui les concernent, la Sacrée Congrégation des religieux tranche toutes les matières de sa compétence, dans la ligne disciplinaire (...).

De son côté, le canon 247 rappelle que les questions de foi tombent sous la compétence du Saint-Office. Il faut ici revenir au texte des Sœurs adressé à mère Marie-Rose, le 4 février 1976⁴² :

Si la Congrégation l'avait voulu, nous n'aurions pas déserté nos maisons. C'est parce que les conditions imposées à notre vie de foi et à notre vie religieuse étaient incompatibles avec notre foi et la conception que nous avons des exigences de la vie religieuse que nous avons dû nous replier à Fanjeaux, après avoir longuement et souvent supplié le gouvernement provisoire de notre Congrégation de nous accorder une ou deux maisons, et de nous faire reconnaître comme maison autonome dans la Congrégation. C'est votre conseil, ma Mère, qui nous a moralement obligées à nous regrouper ici – et vous savez que notre seul désir est de rester de et dans la Congrégation. L'attendrons-nous en vain de la sollicitude maternelle de l'Église ?

Seul un motif doctrinal d'une particulière gravité pouvait justifier le renvoi des Sœurs dominicaines. Car c'est toujours sur le plan de la foi et de la fidélité aux constitutions que se sont placées les Sœurs pour demander d'être écoutées. Dans ces conditions, on comprend mal que la Sacrée Congrégation des religieux ait pu légitimement exercer sa compétence au détriment de celle du Saint-Office, ou à tout le moins sans recueillir au préalable son avis.

Si l'on tente de cerner tout l'aspect juridique de cette question douloureuse, et après avoir convenu que les autorités qui

42 - Dont le début a été cité p. 331.

sanctionnaient les Sœurs ont choisi délibérément de circonscrire le problème à l'acte de désobéissance constitué par le refus d'accepter les obédiences de 1975, en le détachant absolument du contexte qui l'a occasionné et des explications que les Sœurs ont essayé d'en donner, il reste un point à soulever, étonnant au regard du droit non seulement canonique, mais même simplement naturel : celui dont dispose l'accusé de se défendre, et pour cela de connaître avec exactitude les motifs de sa condamnation ainsi que les moyens de répondre aux accusations formulées. Puisqu'aucune des lettres adressées par les Sœurs à leur supérieure sur le point des constitutions et de la messe n'a obtenu de réponse, il semble possible de dire que ce droit fondamental a été mis de côté.

La réflexion menée sur les modalités de la condamnation ne peut faire abstraction du fond du problème. Ainsi les sujets de litige – messe tridentine et fidélité aux constitutions – pouvaient-ils faire l'objet de réclamations fondées en droit ? Les Sœurs se sont évidemment posé la question. Elles ne pouvaient se contenter de se fier à leur instinct personnel, même si celui-ci orientait leur certitude.

Elles trouvèrent en la personne de l'abbé Dulac, aumônier du carmel de Draguignan et éminent juriste, parfaitement compétent en droit canonique, un appui précieux.

La lecture des lettres qu'il échangea avec mère Magdeleine de Jésus Juès au cours de ces mois difficiles permet de suivre l'évolution d'une situation que ses conseils voulaient maintenir dans la légalité et la stricte application du droit des religieux.

Le 28 avril 1975, il donnait donc les conseils suivants :

Tenant compte des précisions de votre lettre du 11 avril, et d'autres que me donnait une lettre de mère Anne-Marie, datée du 15, je crois devoir préciser moi-même, compléter, et, en

partie, modifier ce que je vous avais dit ou écrit ces dernières semaines. À mon avis :

- Il ne peut s'agir pour celles d'entre vous qui veulent rester fidèles au « caractère propre » de votre institut, d'accepter des modifications touchant des points importants de vos constitutions ou de votre apostolat. Donc : *résister*.
- Mais *résister à l'intérieur* même de votre institut.
- Pour que cette résistance soit à la fois *efficace et légale* il faut :
 - Autant qu'il vous sera possible, vous associer à plusieurs dans un même *but* et avec des *moyens* identiques ;
 - Ne pas disperser ni individualiser au point de départ vos réclamations : par exemple : messe, office, aumônier, catéchisme, etc... Mais tout ramener à *l'unité*, c'est-à-dire : la fidélité à vos constitutions, approuvées par le Saint-Siège, constitutions qui fondent et légitiment les réclamations actuelles.
 - Soutenir, avec toute la tradition juridique de l'Église et la pratique ininterrompue de tous les instituts religieux, dans tous les siècles, que seul le *chapitre général*, tenu très exactement selon les prescriptions du code et des constitutions, est qualifié pour modifier tel ou tel point des constitutions ou du coutumier. Le contrôle du Saint-Siège ne peut venir qu'après les décisions du chapitre.
 - Il faut *refuser* toute décision ou toute proposition de l'administratrice ou de l'assistant qui serait entreprise avant la tenue du chapitre contre les prescriptions des constitutions et du coutumier. Les pouvoirs conférés à ces deux personnages par le décret de la Sacrée Congrégation des religieux en date du 27 mai 1974 sont des pouvoirs *limités* au gouvernement ordinaire de votre Congrégation *selon les Règles* de celle-ci définies au dernier chapitre général.
- De ce que vous m'écrivez, ma Sœur, de ce que vous avez dit et de ce que j'apprends par les lettres de mère Anne-Marie, il m'apparaît que *l'administratrice outrepassé ses pouvoirs*, ou bien ne vous garantit pas vos droits en omettant de répondre aux questions que vous lui avez posées à cet égard.
- En conséquence : vous ne pouvez, *de votre côté*, prendre des engagements en acceptant pour l'année scolaire 1975-1976

un emploi que vous estimez ne pouvoir remplir qu'en enfreignant les prescriptions des constitutions.

- Je vous conseille donc d'écrire à l'administratrice une lettre qui
 - déclarera votre ferme volonté de rester dans l'institut ;
 - mais aussi votre résolution tout aussi ferme de rester fidèle à vos constitutions.

Le 7 mai 1975, compte-tenu de l'accord que l'administratrice avait donné à la recherche d'un évêque qui acceptât les Sœurs telles qu'elles étaient pour une fondation dans son diocèse, il donne les conseils suivants :

Je vous confirme l'avis que je vous ai donné en réponse à votre question : vous devez vous joindre au groupe qui se rassemble autour de mère Anne-Marie puisqu'il paraît reconnu par le nouveau gouvernement. Ainsi seraient évités à la fois d'une part la *dissidence* et d'autre part le *ralliement* sans condition de celles qui acceptent le nouveau régime comme s'il était indiscutable. Or il est, à mes yeux, plus que discutable. Seulement cette mise en question aurait dû être faite à l'intérieur d'un processus légal (que Rome aurait admis) au lieu d'un refus qui a été introduit dans les faits par les *subordonnées*. (...) Donc : restez dominicaine du Saint-Nom-de-Jésus, et cela d'autant plus que l'institut voudra modifier ces constitutions et son coutumier. Vous, restez fidèle à l'intérieur. Si l'évêque de Carcassonne accepte la fondation, la difficulté devrait être résolue. S'il refuse, il faudra chercher ailleurs (Chartres ? Dax ?) Et tant que vous n'aurez pas trouvé, le nouveau gouvernement est obligé de vous assurer à toutes une subsistance. Et cela jusqu'à la tenue du chapitre général. Je crois pouvoir penser que le nouveau préfet de la Congrégation des religieux, le cardinal Tabera, approuvera cette position.

Le 14 mai, il précise encore sa pensée :

Je ne puis vous donner rien d'autre que des « orientations ». Elles vont dans le sens des avis que je vous ai donnés, ces dernières semaines, par lettre et par téléphone. Les voici :

- Ne faites rien, *de vous-même*, qui exprime, en paroles, votre sortie de la Congrégation.

- Sollicitez de Rome un indult « d'absence », en attendant, *di-rez-vous dans la requête*, que le chapitre général ait statué *légalement* sur les réformes de structures qui, aux yeux de vos conseillers, outrepassent les pouvoirs d'une administratrice.
- À la demande d'un indult, vous joindrez un exposé circonstancié de ces réformes de structure, en demandant à la Sacrée Congrégation des religieux et au *Saint-Office* (à cause de l'aspect doctrinal-moral de ces réformes) de se prononcer sur le bien-fondé de votre refus.
- Comme, pendant cette consultation *en forme* de ces deux organes du Saint-Siège, rien ne peut être légalement décidé ni par l'administratrice ni par les évêques, vous pouvez, du même coup, refuser les « obédiences » sans faire acte de rébellion.
- Comme, d'autre part, il faut bien que les « résistantes » habitent quelque part, une fois munies de leur indult « d'absence », elles choisissent de résider à Fanjeaux et d'y exercer leurs œuvres, mais ce devrait être de façon *précaire* : « parce qu'il faut vivre ». *À moins que*, sur ordre de la Sacrée Congrégation des religieux, l'administratrice assume votre subsistance.

Je ne me dissimule pas les difficultés de cette solution, mais elle vous permet de « gagner du temps », Rome sera longue à répondre – surtout le Saint-Office – et vous aurez évité la détermination désastreuse et coupable de quitter l'institut avant d'avoir résisté sur place et à temps.

Comme l'histoire des événements l'a montré, les Sœurs suivirent exactement les avis de M. l'abbé Dulac. Le 1^{er} juillet 1975, toutes sollicitèrent l'autorisation d'absence. En répondant, la Sacrée Congrégation des religieux relégua à plus tard l'examen des questions de fond pour cause « d'absence de Monseigneur le secrétaire pour plusieurs semaines⁴³ » et renvoyait à la décision de l'administratrice l'autorisation d'absence – qu'elle refusa.

Paradoxalement, le soutien si précieux de cet expert canoniste vint à manquer aux Sœurs au moment le plus douloureux de leur combat.

43 - Lettre de la Sacrée Congrégation des religieux, 22 juillet 1975, Prot. n° 01355/54.

En septembre 1975, alors que les difficultés atteignent leur pleine mesure, mère Anne-Marie avait décidé d'envoyer deux Sœurs à Écône, dans le séminaire que Mgr Lefebvre pensait se fonder en Suisse, afin d'y assumer un office de buandières qui soulagerait le prélat de ces questions matérielles. L'affaire, surtout en elle-même au regard de tant de débats si cruciaux, provoqua une violente réaction de l'abbé Dulac. Il exposa son mécontentement à mère Magdeleine de Jésus dans une lettre du 5 octobre :

Ma Sœur,

Les conseils que vous avez voulu me demander aux jours les plus douloureux de votre vie religieuse me font un devoir de vous écrire aujourd'hui cette lettre.

Un événement vient de survenir que je m'étais forcé de ne pas vouloir imaginer : dans une lettre que j'ai reçue ici le 26 septembre, mère Anne-Marie m'a appris qu'elle avait autorisé deux Sœurs de votre communauté à se joindre à Écône pour tenir la lingerie des séminaristes. Je lui ai répondu, le jour même, que si elle ne retirait pas immédiatement cette autorisation, je retirerais, moi, l'engagement que j'avais pris de vous conseiller et de vous défendre. Que, en conséquence, je rétractais tout ce que j'avais dit et écrit en vue de cette défense et qui n'avait été dit et écrit que dans une hypothèse très précise à savoir : que vous demeureriez dans la Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus, strictement fidèles à une profession faite selon les constitutions, les coutumes, et une *indoles propria* bien déterminées (...).

Pour cela, il était nécessaire de vous tenir éloignées de toute assimilation, de tout amalgame possible à une communauté quelconque. Ceci, pour le côté moral et psychologique de votre position. Quant au côté « juridique », il n'y avait qu'une voie possible : pour vous défendre de l'accusation de désobéir à l'administratrice, démontrer que mère Anne-Marie était toujours, en droit, la prieure générale ; que le décret de mai 1974 est non seulement injuste, mais illégal. Du même coup, l'administratrice n'avait qu'une autorité supposée, à laquelle il était permis de se soustraire sans être des rebelles. Vous résistiez uniquement. Et vous existiez « dans la légalité », fortes de la loi de l'Église elle-même, que vous invoquiez.

Certes, je le répète, cette position était difficile, mais c'était la seule, à partir du moment où vous refusiez de sortir de votre institut : sortie qui porte un nom bien précis : la sécularisation, avec les graves conséquences morales, juridiques, humaines, qui s'ensuivent. (...)

L'autorisation donnée à deux d'entre vous d'aller tenir la lingerie d'un séminaire, en général, et de ce séminaire en particulier, rendrait toute mon argumentation sans valeur et caduque...

Cette longue étude qui intéresse surtout l'historien du droit ne fut pas faite au moment des événements par les Sœurs concernées. Mais leur conviction était bien identique à celle que l'étude du droit canon permet de tirer. On peut d'ailleurs penser que si les autorités compétentes étaient saisies, à Rome, d'une demande présentée dans les formes, elles ne pourraient que constater la nullité de l'acte par lequel les Sœurs ont été relevées de leurs vœux, et, par voie de conséquence, que ces vœux sont toujours en vigueur.

L'IMPLANTATION À FANJEUX

Aussi, malgré les condamnations, les Sœurs décidèrent-elles de rester à Fanjeux et d'y mener, quoique rejetées par l'autorité de leur Congrégation et par la hiérarchie de l'Église, une vie religieuse en conformité avec leur profession perpétuelle. Négligeant, dans l'urgence de la situation et dans l'épuisement d'un combat mené désespérément pour obtenir justice, les oburgations comme les menaces de Mgr Puech, évêque de Carcassonne qui se déplaça bien des fois pour tenter de les réduire à raison, les Sœurs réservèrent leurs forces aux enfants qui affluèrent dès la rentrée dans l'école qu'elles ouvrirent.

Dépouvues de tout, elles se lancèrent dans l'aventure avec pour seule certitude le témoignage de leur conscience en faveur de la vérité aimée par-dessus tout. La Congrégation ne les avait pas laissées partir tout à fait sans rien. Conformément au droit canon, les Sœurs avaient pu reprendre leur trousseau et avaient reçu une aide financière de l'administratrice générale. Le seul document précis sur le sujet est une lettre de mère Marie-Rose, datée du 8 mars 1975 où elle décrit un peu l'aide offerte :

Pour la 2 CV, la literie, le mobilier et surtout pour les biens de famille des Sœurs, nous étudierons la question avec mère Marie-Joseph. Je puis vous rassurer déjà en vous disant que nous ne vous laisserons pas dans la gêne, mais que nous vous aiderons le plus possible.

Un tract rédigé par des personnes amies tenta d'attirer chez elles des dons auxquels elles ne songeaient même pas. En exergue, une citation du père Calmel donnait l'esprit de l'œuvre qui se fondait dans la solitude :

Notre résistance sera d'autant plus ferme que les biens célestes que nous maintenons seront d'abord la nourriture de notre pensée et de notre âme.

Il informait de la venue à Fanjeaux, le 8 septembre, de Mgr Lefebvre, l'évêque rebelle aux nouvelles orientations de la hiérarchie de l'Église, qui venait de déplacer les foules lors de son passage à Lille. Avant d'annoncer pour l'année 1976 deux prises de voile et cinq postulantes, le prospectus présentait un bilan rapide de la situation :

Des dominicaines enseignantes, chassées de leur Congrégation, ont ouvert en 1975 une école dans le dénuement. La maison est maintenant remplie d'élèves, les vocations religieuses affluent, faut-il renvoyer les élèves pour recevoir les postulantes, ou bien faire attendre les postulantes ? (...)

Nous avons besoin de nombreuses générosités pour si modestes qu'elles soient. La charge est écrasante : nous n'avons rien. Nous vous remercions de tout cœur.

De fait, le 8 septembre 1976, Mgr Lefebvre était à Fanjeaux. Le 18 juin 1977, il y revenait pour une cérémonie de confirmation au cours de laquelle il prononçait ces mots :

Votre exemple est un grand encouragement pour tous... Vous êtes un grand encouragement pour nous... (...) *Quid petis ad Ecclesiam Dei ? Fidem !* La foi nous procure la vie éternelle ; la foi pour aller à la vie éternelle. Notre vie est faite pour durer toujours : une vie éternelle... Oui, nous voulons l'honneur de Jésus-Christ et nous lutterons pour cela. Nous ferons tout ce que nous pourrons. Tout est à lui, tout lui appartient et tout doit être sous son règne... Une foi profonde, une foi absolue, une foi qui ne transige pas... Comme les martyrs ont versé leur sang pour affirmer la royauté du Christ, nous devons être prêts à donner notre vie...

De nombreux prêtres, amis de l'abbé Choulou, le curé-doyen de Nègrepelisse, avaient manifesté leur soutien à mère Anne-Marie. L'un d'eux, l'abbé Raynal, curé de Fonneuve, apprenant ses difficultés, lui avait proposé une maison à Fanjeaux : La Clarté-Dieu, qui appartenait à une vieille demoiselle, M^{le} Garcin. Mère Anne-Marie chercha des bienfaiteurs pour acquérir cette maison en viager. Ils furent nombreux à répondre à son appel. Et le 2 juillet, la camionnette de la famille Brunet de Nègrepelisse, fidèle, arrivait dans les rues de Fanjeaux, surchargée de tous les dons hétéroclites des amis des Sœurs. Philippe et Daniel Nougareyde conduisaient le véhicule qui ne put s'engager jusqu'au bout des rues trop étroites. L'emménagement fut long et difficile, malgré le dévouement de M. Brunet. Il ne passa pas inaperçu dans le petit village...

La presse locale ne resta pas insensible à l'installation de ces Sœurs, dont un communiqué de Mgr Puech avait pourtant annoncé qu'elles n'étaient plus des religieuses⁴⁴. Le n° 96 du pé-

44 - Cf. *Semaine religieuse du diocèse de Carcassonne*, 114^e année, n° 9, mars 1981 : « En accord avec le père Vesco, provincial des dominicains, l'évêque de Carcassonne rappelle qu'à trois reprises déjà, lui-même ou le provincial de Toulouse ou le maître général des dominicains ont jugé nécessaire de publier des mises au point, d'où il résulte que :

« Les dominicaines venues à La Clarté-Dieu de Fanjeaux ne sont plus ni dominicaines, ni religieuses, le pape leur ayant imposé la dispense de leurs vœux.

« Les écoles ouvertes par elles sont des écoles privées qui ne dépendent ni de leur ancienne Congrégation ni de la Direction diocésaine de l'enseignement catholique (...). »

Et, plus loin : « Le communiqué ci-dessus a été remis à la presse. Mais à l'intention des chrétiens, j'ajouterai trois remarques :

« Il est douloureux de voir se prolonger un véritable schisme. J'invite prêtres, communautés et fidèles à prier pour que le Seigneur nous garde tous dans l'unité de la foi et de l'obéissance.

« S'ils se veulent fidèles à l'Église catholique, des parents chrétiens ne choisissent pas des écoles qui ne sont pas en communion avec le pape et les évêques, quelle que soit par ailleurs la valeur de l'instruction et de l'éducation qui y sont dispensées.

« Il faut savoir que si des prêtres prétendent administrer dans ces écoles le sacrement de pénitence, leurs absolutions sont invalides et sacrilèges, faute de la juridiction nécessaire. »

riodique *Sud*, l'hebdomadaire du Languedoc et du Roussillon, publiait en décembre 1977 un article étonnant intitulé : « Fanjeaux : les troupiers de Dieu. » Le sous-titre, plus éloquent encore, parle de la « Vendée Lauragaise » :

Fanjeaux, dans le Lauragais, ce sont 750 habitants qui ont assisté il y a deux ans, indifférents, à l'installation de la première école intégriste de France. Dans ce canton que la tradition surnomme la Vendée lauragaise, saint Dominique a triomphé au temps de la croisade des Albigeois d'un célèbre « parfait » cathare Guillebert de Castres. Depuis, le village met toute son ardeur à célébrer la mémoire du saint inquisiteur. Alors, quand en juillet 75, une richissime vieille fille a proposé sa maison inoccupée à des dominicaines rejetées de leur Ordre pour traditionalisme, celles-ci ont sauté sur l'occasion de se rapprocher des lieux sacrés où est supposé souffler encore l'esprit du saint...

« On a un peu frémi quand on a appris que des intégristes allaient venir s'installer à Fanjeaux », raconte Patrick, l'unique clerc du notaire du village. « Mais on n'a pas tellement bougé. On n'était pas très nombreux à se sentir concernés. » Tout s'est passé en douceur : au début est arrivé un prêtre, Mgr Parolek, le premier aumônier de la communauté traditionnelle. Un saint homme, et pas fier : il passait ses journées au bistrot, payant la tournée à qui voulait bien boire un coup avec lui. Pourtant, quand la conversation virait à la discussion politique, il avait la drôle de manière de sortir son briquet et de le promener machinalement, allumé, à quelques centimètres du menton de son interlocuteur. Mais à coups d'apéritif et de demis, il eut tôt fait de se faire adopter par les habitants du village et dans son sillage, ce sont 17 religieuses qui s'installent à la maison de la Clarté-Dieu. En juin 1976, l'évêché de Carcassonne informe les religieuses qu'un décret de la hiérarchie de l'Église les réduit à l'état laïc. Elles passent outre et continuent de porter l'habit blanc de l'Ordre de saint Dominique. Le 8 septembre, Mgr Lefebvre préside à la prise de voile d'une vingtaine [sic!] de novices. Aujourd'hui, à Fanjeaux, 42 Sœurs intégristes font la classe à 100 filles et 27 garçons de tout âge.

« Nous sommes enseignantes, c'est notre vocation première », explique mère Anne-Marie, la supérieure de la communauté.

« Notre but est de sauver les enfants de France. » Pour y parvenir on ne recule devant rien : en plus de la maison de La Clarté-Dieu, les Sœurs ont fait construire en bas du village un autre bâtiment, le Cammazou, où résident les filles. Les garçons, eux, sont restés en haut. Normal : l'éducation n'est pas la même.

Le ton de l'article, mi-ironique, mi-agressif, permet néanmoins de se représenter les débuts de la petite communauté.

Un extrait d'une des premières lettres aux parents, écrite par mère Anne-Marie à Fanjeaux, le 1^{er} novembre 1980, expose de façon plus profonde l'esprit que les Sœurs voulaient donner à leur école :

Chers parents,

En ce jour où la liturgie relie plus intensément encore que d'ordinaire la terre au Ciel et nous permet dans la prière et le silence relatif des vacances de faire le point sur ce premier mois de classe, je viens, au nom de toutes mes Sœurs, vous retrouver quelques instants. (...)

Vous nous avez confié vos enfants pour que nous leur donnions une vraie et solide culture chrétienne, pour qu'à votre suite et avec vous, nous ouvrons leur esprit, leur cœur et leur âme, aux valeurs de vérité, de beauté et de bonté. Or Dieu seul, qui est la vérité même, la beauté subsistante, la bonté absolue, est capable de remplir leur intelligence, leur cœur et leur âme. Si vos filles n'ont pas le désir de connaître et d'aimer Dieu, si elles n'ont pas une prière personnelle, intense, alimentée d'une vie sacramentelle continue, nos efforts, les vôtres et les nôtres, seront vains, car la culture que nous voulons donner à vos enfants prend sa source en Dieu et mène à lui. Pour s'épanouir, elle a besoin de rencontrer un terrain docile et perméable à la grâce. Tout cela que vous savez et désirez, vos filles le veulent-elles vraiment ? En sont-elles assez conscientes pour *vouloir* et *non subir*, même gentiment, les sacrifices qui s'imposent, surtout à l'heure actuelle ?

Et, dans ce style incisif qui lui est propre, la Mère fait le constat des lacunes actuelles :

Que dire de ces premières semaines de classe ? Beaucoup de choses et les plus importantes sont certainement les plus

indicibles. Dans l'ensemble vos filles sont bien rentrées, elles font preuve de bonne volonté, l'esprit est assez bon, le travail et la discipline sont assez bien respectés. Cependant la piété n'étouffe pas la majorité des moyennes et des petites en particulier, l'excès de délicatesse et de politesse ne nuit pas à la marche de la maison, la droiture ne court pas partout, le dévouement spontané est d'autant plus apprécié que parcimonieusement accordé, les services ménagers et l'ordre sont souvent négligés, le sacrifice, sinon l'esprit de sacrifice, semble comme partout hélas! banni des habitudes sociales, la réflexion personnelle se fait de plus en plus rare... Les listes de livres distribuées aux enfants dès le mois de juin semblent n'avoir été extraites de certains cartables qu'à la veille de la rentrée. Conclusion: trop d'enfants sont arrivées sans les manuels scolaires demandés; beaucoup de temps perdu que plus de vigilance aurait évité...

Les anciennes élèves qui connurent cette période se souviennent surtout, quant à elles, de l'aspect extraordinaire et drôle de la situation. Laissons-leur donc la parole, à ces anciennes, à celles qui étaient là, dès les débuts. Quarante ans après cette folle aventure, elles témoignent:

Faut-il imaginer une fondation sans élèves? Où sont-elles, en ce mois de juillet 1975? Venues en majorité de l'Annonciation près de Toulouse, s'inquiètent-elles des conditions précaires de leur future école? Point du tout! Elles ont choisi avec enthousiasme, envers et contre tout, grâce à une connaturalité tissée au fil des années passées au Saint-Nom-de-Jésus, elles ont choisi de suivre les Mères qui prenaient le parti le plus vrai, le plus fort. Rien d'autre ne comptait que cela. Et l'on se presse, dès le mois de juillet, de venir les aider. Alors, c'est la découverte: collines ondulées, petit village désert, un nom prédestiné: « La Clarté-Dieu », et dix-neuf Sœurs en plein travail, mais on le sent, après la messe du matin, c'est un travail paisible.

On est prêtes à tout, comme de décaper au chalumeau, en pleine chaleur estivale, des portes « bleu pétard »: quand tout manque, on soigne l'esthétique! C'était le chantier partout. Mais au milieu nous apercevions le tri des livres entassés, indice rassurant: on viendrait ici pour étudier, se nourrir de vrai, avec la conscience d'être si incomplets... le reste, le froid,

les souris, les déménagements – trois chapelles en quelques mois – pour les élèves, c'était l'assaisonnement du bonheur⁴⁵!

Mais personne, au fond, ne s'abusait réellement sur le déchirement intime des Sœurs rejetées de leur Congrégation, ni sur la souffrance qu'une apparente sanction ecclésiastique laissait peser – même injustement – sur elles.

Dans des circonstances un peu similaires, le père Le Floch avait écrit :

La certitude d'être dans la vérité est la force suprême : avec elle, on peut tout supporter.

Au plus fort de la tourmente, mère Anne-Marie Simoulin, quant à elle, avait rédigé ces lignes :

Quand nous paraîtrons devant le Seigneur, je n'aurai à répondre que de moi, de mon gouvernement pendant cette époque déchirée et déchirante, et du service des âmes des enfants qui nous auront été confiées. J'aurai beau répondre que je n'ai volontairement sacrifié des âmes d'enfants que par obéissance à tel ou tel directeur diocésain, je n'en serai pas moins coupable et rien ni personne alors ne me viendra en aide pour justifier mes complicités... Malgré tout ce qui nous sépare, je vous redis, Excellence, ma volonté de ne servir que Jésus-Christ, même dans votre diocèse... Avec la certitude que le Seigneur qui a souffert et qui souffre en chacun de nous, par nous, avec nous et pour nous, est définitivement ressuscité, je prie pour que cette douloureuse passion que traverse l'Église à l'heure actuelle débouche sur la vie, la lumière et la vérité qui est le Seigneur Jésus-Christ.

Nous avons déjà cité ces lignes⁴⁶. Comment pourtant ne pas les relire au moment d'évoquer la mort de mère Anne-Marie Simoulin, survenue le 16 juin 2015, sans que les sanctions canoniques aient été levées ? Au jour de son enterrement, le 21 juin suivant, les deux cents Sœurs de la Congrégation qu'elle avait si

45 - Témoignage des anciennes élèves de la Congrégation, le 5 août 2015, à l'occasion des quarante ans du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux.

46 - Cf. p. 294.

douloureusement réimplantée à Fanjeaux en juillet 1975 étaient autour de son cercueil pour chanter les strophes du *Dies Irae*, comme un écho de sa pensée :

*Liber scriptus proferetur
In quo totum continetur
Unde mundus judicetur.
Judex ergo cum sedebit
Quidquid latet apparebit
Nil inultum remanebit.*

Le Livre alors sera cité
Où faits et gestes sont notés
Dont répondra l'humanité.
Le juge assis pour l'audience
Explorera les consciences :
Rien ne restera dans l'oubli.

Bibliographie

Nous indiquons ici les titres des ouvrages qui permettent une meilleure compréhension du contexte historique dans lequel s'inscrit l'histoire de la Congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus. Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle n'en a pas la prétention. Elle a cherché à donner les noms des ouvrages qui ont paru intéressants, soit pour la qualité de leur documentation, soit pour la justesse du jugement proposé, soit encore pour la connaissance des convictions qui ont animé les personnes qui n'ont pas posé les mêmes choix que ceux de la Congrégation.

Sur la Congrégation elle-même

- R.P. Cathala, *L'Institut des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie*, éd. privée, à l'usage de la Congrégation.
- Alice Puga, *Histoire de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, de 1800 à 1953*, Toulouse, Privat, 2005.

Pour connaître le contexte historique

- Romano Amerio, *Iota unum*, NEI, 1987.
- Abbé Didier Bonnetterre, « La guerre des missels a déjà eu lieu », in *La messe en question*, Paris, Publications du Courrier de Rome, avril 2002.
- Mgr John Ireland, *L'Église et le siècle*, Paris, Lecoffre, 1894.
- Pierre Jounel, *Les Rites de la messe en 1965*, Paris, Desclée De Brouwer, 1965.
- René Latourelle (sous la direction de): *Vatican II: bilan et perspectives*, Paris, Cerf-Bellarmin, 1988.
- Jean Madiran, *Une histoire du catéchisme*, Versailles, Consep, 2005.
- Giacomo Martina, « Le contexte historique dans lequel a surgi l'idée d'un nouveau concile œcuménique », in René Latourelle, *op. cit.*
- Roberto de Mattei, *Vatican II, une histoire à écrire*, Muller Éditions, mai 2013.

- Dom Adrien Nocent, *L'avenir de la liturgie*, Éd. Universitaires, 1961.
- Émile Poulat, *Une Église ébranlée*, Religion et Société, Paris, Casterman, 1980.
- Bernard Tissier de Mallerais, *Marcel Lefebvre*, Clovis, 2002.
- Jean de Viguier, « La crise de l'Église en France dans les années 1950 et 1951 d'après un document inédit », in *Bulletin de la Société française d'histoire des idées et d'histoire religieuse*, n° 13.
- Abbé Benoît Wailliez, *Pour qu'il règne*, Bulletin n° 117.

Sur l'histoire des instituts religieux

- Abbé Baechler, « Les Confesseurs ordinaires et extraordinaires », in *Directoire des prêtres chargés de religieuses*, Cerf, 1954.
- CSM, *Cinquante ans au service de la vie religieuse apostolique, 1955-2005*, Paris, publication de la CSM, 2005.
- Michel Dortel-Claudot s.j., *La vie religieuse apostolique depuis Vatican II, un témoignage*, Médiasèvres, cahiers de vie religieuse, n° 131, 2005.
- Père Jean-Dominique Fabre, o.p., *Le Révérend Père Roger-Thomas Calmel*, Clovis, 2012.
- Claude Langlois, *Le Catholicisme au féminin. Les Congrégations françaises à supérieures générales au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 1984.
- Charles Lefebvre, « Orientations du Saint-Siège », in *Directoire des prêtres chargés de religieuses*, Cerf, 1954.
- Paul Vigneron, *Histoire des crises du clergé français contemporain*, Paris, Téqui, 1976.

Témoignages contemporains

- Anne Bernet, *Père Jérôme*, Paris, Cerf, 2015.
- Louis Bouyer, *Mémoires*, Cerf, 2014.
- Louis Bouyer, *La vie de la liturgie*, Paris, Cerf, 1956.
- Maurice Gaidon, *Un évêque français entre crise et renouveau dans l'Église*, éd. de l'Emmanuel, 2007.
- Dom Jean-Baptiste Porion, *Lettres et écrits spirituels*, Paris, Beauchesne, 2012.

Ouvrages cités du père Calmel

- *Selon l'Évangile*, Paris, Lethielleux, 1952.
- *Si ton œil est simple*, Toulouse, Impr. du Viguier, 1955.
- *École et Sainteté*, éd. de l'École, 1958.
- *École chrétienne renouvelée*, Téqui, 1958.

Annexe

*Nature, circonstances et conséquences canoniques du rescrit
de la Sacrée Congrégation des religieux du 7 juin 1976,
remis aux religieuses de la Congrégation des Sœurs dominicaines
enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse demeurant à Fanjeux*

DANS le présent document, on se limitera à examiner l'aspect canonique du sujet en faisant abstraction de la considération de motifs d'ordre supérieur ayant pu justifier moralement la prise de décisions graves qui, tout en semblant enfreindre la lettre de la loi, en respectaient en fait l'esprit. Étant donné que les événements canoniques en question se sont déroulés alors que le code de droit canonique en vigueur était le code piobénédictin de 1917, c'est à partir de celui-ci que nous argumenterons tout au long de cette étude.

1. Rappel des faits

Fin juin 1975, plusieurs Sœurs appartenant à la Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse se réunirent dans une maison située à Fanjeux dans le diocèse de Carcassonne, afin de pouvoir vivre fidèlement leurs constitutions et avoir un accès quotidien à la liturgie traditionnelle, accès qui leur était refusé.

Cette maison n'appartenait pas à leur institut, qui ne possédait d'ailleurs aucune maison dans ce diocèse, mais sur les conseils d'un canoniste, elles avaient demandé à la Sacrée Congrégation des religieux un « *indult d'absence* » qui est une permission donnée par les supérieurs religieux à un membre, pour une cause grave et juste, de demeurer pour un certain temps limité en dehors d'une maison de l'institut (canon 606 § 2). Les Sœurs, prévoyant que cette absence devrait sans doute être assez longue, s'étaient adressées à la Sacrée Congrégation des religieux comme le prévoit le droit (« *pro absentia vero quæ sex menses excedat... semper Apostolice*

Sedis venia requiritur» canon 606 § 2). Cette dernière s'en remet à la décision de l'administratrice générale (mise en place par elle quelques mois auparavant pour gouverner l'institut religieux) qui refusa de l'accorder.

Dans les mois suivants, l'administratrice générale avertit à plusieurs reprises les Sœurs en question que la maison où elles résidaient n'était pas une maison de la Congrégation, leur intima en conséquence de se rendre dans une maison de l'institut, les avertit enfin que leur persévérance dans cette désobéissance constituerait une faute grave.

Les positions restant figées de part et d'autre, la Sacrée Congrégation des religieux, consultée par l'administratrice générale, lui précisa que le 9 janvier 1976 il avait été déterminé que cette attitude de désobéissance caractérisée des Sœurs de Fanjeux, si elle venait à se prolonger, *serait (au conditionnel) possible d'un décret de renvoi*. La Sacrée Congrégation des religieux se limitait pour le moment à constater que les Sœurs en question s'étaient placées dans la situation définie par le canon 644 § 1 :

*Apostata a religione dicitur professus a votis perpetuis... simplicibus, qui e domo religiosa illegitime egreditur cum animo non redeundi*¹.

Les Sœurs de Fanjeux n'obtempérant pas aux demandes préceptives et plusieurs fois répétées de l'administratrice générale, la situation continua de rester dans l'impasse.

Finalement, le 1^{er} juillet 1976 fut remis à chacune des Sœurs de Fanjeux, par l'intermédiaire de l'évêque de Carcassonne, un *rescrit* personnel de la Sacrée Congrégation des religieux daté du 7 juin 1976 et signé du secrétaire de la dite sacrée Congrégation, Mgr Mayer. Nous citons ci-dessous la partie essentielle de ce décret :

*Hæc Sacra Congregatio pro Religiosis (...) mature perpensis iis quæ ad casum Sororis (...) referuntur, (...) rescribendum censuit: Præfata Soror per præsens rescriptum solvitur a votis ceterisque obligationibus suæ professionis ad normam can. 640, servatis can. 551 §. 1 et can. 643 §. 2, Codicis Juris Canonici. - Dispensatio autem vim habeat a die in quo, cum ea, cujus intersit, communicata fuerit*².

1 - On appelle apostat de l'état religieux le profès de vœux perpétuels... simples, qui sort illégalement de la maison religieuse avec l'intention de ne plus revenir.

2 - La Sacrée Congrégation des religieux... ayant examiné avec soin ce qui se rapportait au cas de la Sœur... a donné ce rescrit: la dite Sœur, par le présent rescrit, est relevée des vœux et des obligations liés à sa profession selon la norme du canon 640, étant respectés les canons 551 paragraphe 1 et 643 paragraphe 2 du code de droit canonique. - La dispense entrera en vigueur le jour où elle sera communiquée à l'intéressée.

Ainsi les Sœurs pouvaient être considérées comme déclarées séparées de leur congrégation religieuse et dispensées de tous leurs vœux et obligations religieuses par la Sacrée Congrégation des religieux selon le canon 640 (indult de sécularisation). Le rescrit rappelait le devoir de l'institut religieux de veiller à restituer la dot éventuellement versée lors de l'entrée en religion (canon 551 § 1) ou de veiller à la réinsertion matérielle dans le monde des anciennes religieuses (canon 643 § 2).

Par la suite, à l'évêque de Carcassonne chargé de leur remettre le rescrit et qui les visita maintes fois pour les amener à abandonner leur vie religieuse, les Sœurs concernées réaffirmèrent sans cesse leur désir de demeurer fidèles à leur Congrégation et à leurs vœux de religion. Leur exactitude à s'appliquer à les vivre quotidiennement dans le nouvel établissement de Fanjeux était la manifestation évidente de cette volonté.

Dans les années qui suivirent, constatant l'avalanche de sanctions canoniques douteusement légales s'abattant de toutes parts sur toute personne qui partageait les mêmes valeurs traditionnelles qu'elles, si haut placée soit-elle même dans la hiérarchie ecclésiastique, les dominicaines de Fanjeux renoncèrent à toute tentative de se faire mieux entendre d'une hiérarchie qui, devenue sourde à leurs protestations, se contentait de répéter *urbi et orbi* qu'elles n'étaient désormais que de simples laïques.

Ainsi par exemple on pourra lire, dans la *Semaine religieuse du diocèse de Carcassonne*, 114^e année, n° 9, mars 1981, que

l'évêque de Carcassonne rappelle qu'à trois reprises déjà, lui-même ou le provincial de Toulouse ou le maître général des dominicains ont jugé nécessaire de publier des mises au point, d'où il résulte que les dominicaines venues à la Clarté-Dieu de Fanjeux ne sont plus ni dominicaines, ni religieuses, le pape leur ayant imposé la dispense de leurs vœux.

Aujourd'hui, alors que la Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeux fête ses quarante ans d'existence, il semble opportun, pour rendre témoignage à la vérité, d'analyser la nature juridique du rescrit de 1976 et d'approfondir les conséquences canoniques de cette analyse.

2. De jure : rappel du droit

2.1. Nature canonique d'un rescrit en lui-même

Il faut bien distinguer le *rescrit* du *décret* qui sont deux entités canoniques bien distinctes.

Les *rescrits des congrégations romaines*³ s'analysent en suivant le code de droit canonique qui consacre toute une partie de son livre I à préciser les règles les concernant (titulus iv, canons 36 à 62). Les rescrits sont des moyens pour accorder le plus souvent des grâces, des faveurs ou des dispenses qui ont été demandées par les intéressés eux-mêmes ou au nom des intéressés. Un rescrit contient une partie *expositiva* (la demande ou son résumé, exposant les faits et les motifs) et la partie *dispositiva*, indiquant ce qui est accordé. Les jugements de condamnation ne sont jamais donnés par rescrit.

Les *décrets des congrégations romaines*, quant à eux, sont par contre de vraies lois ou préceptes, généralement destinés à compléter ou à préciser des lois antérieures. Ils sont contraignants. Le décret est toujours signé au moins du préfet de la congrégation romaine concernée. Pour le rescrit ce n'est pas nécessaire.

Enfin une propriété du rescrit veut que, comme le précisait le code de 1917 au canon 37, la grâce concédée par lui puisse ne pas être utilisée par celui en faveur de qui il a été concédé. Le nouveau code de droit canonique (1983) a depuis codifié au canon 71 ce qui était la pratique de la curie romaine jusque-là sur ce point :

Nul n'est tenu d'utiliser un rescrit accordé en sa seule faveur, à moins qu'il ne le soit par ailleurs en vertu d'une obligation canonique.

2.2. Modes de sortie d'une religieuse à vœux perpétuels d'un institut religieux de droit pontifical

La Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse est, de par le droit, un institut religieux laïc féminin de droit pontifical à vœux publics simples perpétuels.

D'après le code de droit canonique de 1917 encore en vigueur en 1976, année du rescrit, il existe, pour une religieuse ayant fait des vœux perpétuels dans une telle Congrégation, deux façons de la quitter définitivement, l'une légitime, l'autre non. Si l'acte de la religieuse à l'origine du départ de la Congrégation n'est pas conforme aux droits des religieux ou des constitutions de sa Congrégation, on parlera de sortie illégitime, sinon de sortie légitime.

3 - Émile Jombart, *Manuel de droit canon*, Paris, Beauchesne, 1958, n° 43, n° 53-58.

La sortie légitime

La sortie légitime se fait par l'*indult de sécularisation* (dénomination du code de 1917) ou indult de sortie (dénomination du nouveau code de 1983).

Le principal effet de cet indult est donné au canon 640 § 1 :

La Sœur n'appartient plus canoniquement à l'institut religieux dans lequel elle avait fait ses vœux perpétuels. Dans les congrégations religieuses de droit pontifical, cet indult est accordé à la religieuse à vœux perpétuels qui en ferait la demande, uniquement par la Sacrée Congrégation des religieux (can. 638). L'Église demande à la religieuse auparavant de bien examiner la raison grave de faire une telle demande.

Au moment où l'indult de sécularisation est remis à la religieuse, celle-ci peut encore y renoncer : c'est son acceptation qui lui donnera pleine valeur. Comme le souligne Raoul Naz dans son traité de droit canonique,

L'Église montre sa défaveur pour la sécularisation en autorisant le religieux à la refuser, même lorsque le Saint-Siège l'a accordée, que le supérieur général a écrit le décret exécutoire et que le supérieur local en avertit l'intéressé. Il lui est encore temps de se ressaisir et de conserver le bienfait de sa vie religieuse... Mais supposons qu'un religieux refuse l'indult qu'on lui présente et, six mois plus tard, insiste pour s'en aller. S'il y a eu une vraie renonciation à l'indult, acceptée par le supérieur, il ne peut quitter l'état religieux sans un nouvel indult. Il en va autrement s'il a seulement hésité sans prendre nettement parti⁴.

L'explication du réputé canoniste s'appuie sur une réponse de la Sacrée Congrégation des religieux du 1^{er} août 1922⁵ et ce sera toujours par la suite la pratique de cette Sacrée Congrégation d'en juger ainsi. Cette jurisprudence sera intégrée dans le nouveau code de droit canonique qui précisera au canon 692 :

L'indult de sortie, légitimement accordé et notifié au membre, comporte de plein droit la dispense des vœux ainsi que de toutes les obligations issues de la profession, à moins que, au moment de la notification, l'indult n'ait été refusé par le membre lui-même.

L'acceptation du rescrit par le demandeur lui-même, d'après la pratique de la curie romaine et l'opinion commune des auteurs, exprimée par le fu-

4 - Raoul Naz, *Traité de Droit Canonique*, Paris, Lesouzé, 1948, tome 1, n° 907, et article « Rescrit » in *Dictionnaire de Droit Canonique*, Paris, Letouzey, 1965, col. 617-618.

5 - S. C. des religieux, réponse sur l'acceptation du rescrit de sécularisation et la dispense des vœux. *Acta Apostolica Sedis*, 1922, t. XIV, p. 501.

tur cardinal Pietro Palazzini (qui fut sous-secrétaire de la Sacrée Congrégation pour les religieux à partir de 1956), doit se faire par écrit :

La sécularisation ne devient effective que lorsque l'indultaire a accepté l'indult et manifesté son acceptation par sa signature. Car nul n'est tenu d'utiliser la grâce qui lui a été accordée⁶.

Elle peut même être inscrite sur le rescrit lui-même lors de sa remise.

Pour éviter les incertitudes sur l'acceptation ou non émise par le demandeur, à partir de 1951, la Sacrée Congrégation des religieux ajoute au rescrit d'indult de sécularisation la formule selon laquelle, si dans les dix jours il n'y a pas eu acceptation, il y a présomption de rejet de l'indult qui devient sans valeur⁷.

L'indult de sécularisation comporte la relève de tous les vœux publics de la religieuse (canon 640 § 1, 2°) :

Celui qui, après qu'ait été demandé l'indult de sécularisation, quitte l'institut religieux... se trouve relevé des vœux.

Enfin, bien que les rescrits en général puissent être demandés par des tiers au profit du bénéficiaire, le rescrit d'indult de sécularisation a cette particularité canonique qu'il doit être expressément demandé par le bénéficiaire et de façon tout à fait libre. Il est fondamental de le noter. Cette condition engage la validité canonique du rescrit accordé⁸.

La sortie illégitime

La sortie *illégitime* se fait par le *renvoi*.

Dans les congrégations religieuses de droit pontifical et pour les religieuses à vœux perpétuels, pour envisager un tel renvoi, il faut des fautes graves extérieures et l'incorrigibilité constatée (cf. canon 651 § 1 et constitutions, article 216).

Pour ces mêmes religieuses, ce renvoi ne peut être décidé que par la Sacrée Congrégation des religieux (canon 650 § 2, 2°) et non par la supérieure générale, ce qui est d'ailleurs rappelé dans l'article 217 des constitutions de la Congrégation des Sœurs dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus.

6 - Pietro Palazzini, article «Sécularisation» in *Dictionnaire de Droit Canonique*, Paris Letouzé, 1965, col. 910.

7 - Janusz Kowal s.j., *Uscita definitiva dall'istituto religioso dei professi di voti perpetui, evoluzione storica e disciplina attuale*, Rome, Editrice Pontificia Università Gregoriana 1997, chap. 4, «la secolarizzazione nel periodo intercodiciale 1917-1983», p. 142.

8 - Pietro Palazzini, *ibidem*.

Reste un cas particulier de renvoi à examiner : le renvoi *ipso facto*. Le droit canonique prévoit que dans trois cas particuliers de fautes extrêmement précises le renvoi est *ipso facto*, c'est-à-dire que la simple constatation canonique du délit entraîne obligatoirement le renvoi de la religieuse (canon 646). Ces trois cas sont : 1° l'apostasie publique de la foi catholique ; 2° la fuite avec un homme ; 3° la tentative de mariage.

Cependant, il ne faut pas confondre l'*apostasie publique de la foi* et l'*apostasie « a religione »* dont parle le canon 644 § 1 qui sont deux réalités canoniques très différentes⁹. La dernière signifie l'*« abandon de l'institut religieux »* par le religieux. L'*apostasie a religione* est certes une faute grave mais n'entraîne nullement le renvoi *ipso facto* car n'inclut pas, dans sa nature, l'abandon de la foi catholique, faute qui, de plus, met hors de l'Église.

2.3. Sortie de l'institut et cessation des vœux

Il est important de noter que, dans le droit commun des religieux, une religieuse à vœux perpétuels renvoyée (sortie illégitime) d'une Congrégation de droit pontifical, de soi reste liée par ses vœux (canon 669 § 1). Cependant les constitutions approuvées de chaque Congrégation peuvent en avoir statué autrement (canon 669 § 1). C'est le cas pour la Congrégation des Sœurs dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse dont les constitutions, à l'article 218, précisent que

la Sœur ayant des vœux perpétuels est déliée de tous ses vœux religieux par le renvoi canonique.

Quant à l'indult de sécularisation (sortie légitime), comme nous l'avons dit plus haut, il comporte le relèvement de tous les vœux publics de la religieuse (canon 640 § 1, 2°).

3. De facto : application du droit aux faits présentés

3.1. Les dominicaines de Fanjeux n'ont jamais été renvoyées de leur Congrégation.

Elles n'ont pas été renvoyées *ipso facto*.

Cela est évident puisqu'elles ne remplissent aucune des conditions prévues par le canon 646 § 1. Elles n'ont pas apostasié de la foi catholique. Elles ne se sont pas mariées avec un homme et elles ne se sont enfuies

9 - Pierre Bastien o.s.b., *Directoire canonique à l'usage des Congrégations à vœux simples*, Bruges, Abbaye de Maredsous, 1951, n° 620, note 2.

qu'avec Notre-Seigneur Jésus-Christ dans leur cœur. Les faits reprochés par l'administratrice générale pouvaient certes être l'occasion d'une décision de renvoi, mais en aucun cas ils ne constituaient un genre de faute qui peut faire encourir le renvoi *ipso facto*.

Elles n'ont pas fait l'objet d'une décision de renvoi.

Certes les Sœurs en question ont été menacées à plusieurs reprises par l'administratrice générale de cette sanction possible, en raison de leur désobéissance obstinée à ses préceptes.

Cependant, le renvoi d'un tel type de religieuse n'étant possible que par une décision de la Sacrée Congrégation des religieux, c'est seul un décret de cette même Congrégation romaine remis à chacune des religieuses concernées qui pourrait en faire foi. En effet, et c'est une question de droit naturel, un tel décret doit être manifesté pour :

1. informer la religieuse, qui risquerait sinon d'ignorer qu'elle n'est plus canoniquement religieuse ;
2. présenter les motifs du renvoi et ainsi permettre éventuellement le recours contre ce décret auprès de l'autorité compétente.

Or, d'un tel décret, aucune des religieuses concernées n'a eu connaissance. Donc, il faut affirmer que canoniquement il n'existe pas.

Elles n'ont donc jamais et en aucune manière été renvoyées.

Certes, elles en avaient été menacées. Puis, alors qu'on pouvait s'attendre à une décision de la Sacrée Congrégation pour les religieux dans ce sens, on ne vit rien venir... si ce n'est un rescrit d'indult de sécularisation selon la norme du canon 640 qui n'a rien à voir avec un renvoi. C'est pourquoi, on doit absolument affirmer que les religieuses concernées et qui vivent encore, appartiennent toujours à la Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse. *Ce n'est pas une opinion probable que nous présentons ici, mais une certitude canonique.*

3.2. La Sacrée Congrégation des religieux a accordé aux dominicaines de Fanjeux un indult de sécularisation qu'elles n'ont jamais demandé et encore moins accepté.

Nature du document de la Sacrée Congrégation des religieux du 7 juin 1976 remis aux religieuses de Fanjeux

Nous sommes en présence d'un rescrit (mot deux fois répété dans le document) signé par le secrétaire de la Sacrée Congrégation des religieux. Dans ce rescrit, aucune exposition de faute de la part de la religieuse n'est

présente. Aucune possibilité de recours n'est présentée. La seule référence canonique *donnant la raison du rescrit* est le canon 640 qui concerne une demande gracieuse d'un indult de sécularisation. La partie du texte du canon qui nous intéresse (640 §1, 1°) est la suivante :

*Qui, impetrato sæcularizationis indulto, religionem relinquit a sua religione separatur, habitus eiusdem exteriorem formam debet deponere, et in missa et horis canonicis, in usu et dispensatione sacramentorum sæcularibus assimilatur*¹⁰.

Le canon 640 précise bien qu'il y a eu demande : « *Qui impetrato sæcularizationis indulto* », c'est-à-dire « celui qui – après qu'un indult de sécularisation a été demandé – ». Nous sommes donc uniquement ici en présence d'un rescrit gracieux répondant à une demande, et qui donc n'a absolument rien à voir avec une condamnation ou une mesure de contrainte. Les Soeurs n'ont donc *jamais été condamnées par l'autorité romaine* à être déliées de leurs vœux de religion.

La raison de l'octroi d'une dispense de vœux est un élément fondamental pour sa validité, car nul ne peut dispenser d'un vœu sans cause réelle. Dominique Prümmer o.p., dans son manuel de théologie morale, précise :

Pour la dispense valide d'un vœu sont requises une juste cause et la faculté de dispenser. En ce qui concerne la juste cause, elle est requise tant à la licéité qu'à la validité de la dispense. En effet celui qui dispense n'agit pas en son nom propre mais au nom de Dieu. Or, ce serait causer une violation du droit de Dieu que, sans cause suffisante, de ne pas lui rendre ce qui a été promis par le vœu ou d'empêcher que cela lui revienne par une dispense donnée pour une cause futile. Ainsi, tant celui qui dispense que celui qui est dispensé pèchent en usant d'une dispense sans cause suffisante¹¹.

Il faut conclure de cela que la religieuse pour user de la dispense qui lui est accordée doit savoir s'il y a une cause suffisante de la dispenser. C'est pourquoi le rescrit doit indiquer la cause canonique de la dispense. Dans notre cas, la seule mention est l'expression utilisée *ad normam canonis* 640 : donc on doit logiquement conclure que le dispensateur a en-

10 - En français : Celui qui, ayant obtenu un indult de sécularisation, a quitté son institut religieux, n'appartient plus à cet institut religieux, doit abandonner la forme extérieure de l'habit de son institut, et en ce qui concerne à la messe, les heures canoniques, l'usage et l'administration des sacrements, il est désormais assimilé aux séculiers.

11 - Dominique Prümmer o.p., *Manuel de théologie morale*, Fribourg, Herder, 1961, t. II, n° 421.

tendu dispenser à la suite d'une demande légitime de sécularisation de la Sœur concernée! Comment une telle dispense serait-elle valide puisque, comme nous allons le voir dans le point suivant, les Sœurs de Fanjeaux ne l'ont en aucune façon demandée?

Qui a fait la demande de cet Indult?

Nous avons vu que, dans le cas particulier de l'indult de sécularisation des religieux, il était requis que la demande volontaire ait été faite par le bénéficiaire de l'indult, c'est-à-dire le religieux qui tiendrait à être sécularisé. C'est une question de validité de l'indult¹². Or il ne fait aucun doute que jamais les Sœurs n'ont fait explicitement une telle demande, qui doit d'ailleurs s'adresser nommément au Saint-Père et être remise à la Sacrée Congrégation des religieux¹³.

Si ce ne sont pas les Sœurs : qui alors serait à l'origine de la demande en question? Plusieurs solutions se présentent pour résoudre cette curieuse énigme.

Il est possible que le conseil général de la Congrégation du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse ait fait cette demande à la Sacrée Congrégation des religieux. D'ailleurs, l'administratrice générale, dans une lettre adressée à chacune des Sœurs, leur suggérerait explicitement de la faire (« *évidemment, vous savez que vous pouvez demander la dispense de vos vœux*¹⁴ »). Ce qui montre au moins que l'idée faisait son chemin chez les responsables de la Congrégation. Une des religieuses de Fanjeaux concernées a témoigné en janvier 2016 :

On nous a dit [alors] que c'était la Congrégation qui avait demandé que nous soyons relevées de nos vœux ; peut-on penser qu'on a pu considérer cela comme équivalent à une demande personnelle ?

Mais il est bien évident que ce n'est absolument pas équivalent. La supérieure majeure n'a tout simplement pas le pouvoir de demander un indult de sécularisation en nom et place de la religieuse. Palazzini rappelle d'ailleurs la conséquence possible d'une simple pression morale d'une supérieure sur la religieuse :

La requête risque d'être privée de toute valeur parce qu'elle n'est pas faite librement.

12 - Pietro Palazzini, *art. cit.*, col. 909.

13 - Janusz Kowal, *op. cit.*, p. 141.

14 - Lettre de mère Marie-Rose Tassy du 12 mars 1976.

Et il précise :

cette conséquence n'est pas toujours assez remarquée par la supérieure qui cherche par tous les moyens à déterminer un sujet indocile à demander sa sécularisation¹⁵.

Une autre solution possible serait que la Sacrée Congrégation des religieux se soit appuyée sur la fameuse demande d'« *indult d'absence* » faite en 1975 par les Sœurs de Fanjeaux. Cela n'avait certes rien à voir mais elle pouvait chercher à en prendre prétexte, dans un moment où personne, ni à Rome ni dans la Congrégation, ne semblait vouloir prendre la décision d'un renvoi canonique. La Sacrée Congrégation des religieux aurait perçu là comme une demande implicite d'indult de sécularisation. Mais cette demande d'indult d'absence, que d'ailleurs et Rome et l'administratrice générale avaient explicitement refusé d'accorder, n'est en rien une demande de séparation de l'institut. Elle ne peut même pas être rapprochée, selon les canonistes, d'une demande d'indult d'exclaustration qui permet à la religieuse de quitter quelque temps son institut religieux. Comme le soulignait la sommité romaine en matière de droit canonique que fut le père Felice Cappello :

L'exclaustration doit être distinguée de la « licence de demeurer en dehors de la maison » dont il est question au can. 606 § 2. La première est bien une séparation de l'institut, ce qui n'est pas le cas de la seconde¹⁶.

À plus forte raison, « l'indult d'absence » doit être distingué d'une demande de séparation définitive de la congrégation religieuse par un indult de sécularisation qui est bien plus qu'un simple indult d'exclaustration.

Quoi qu'il en soit, il ressort de tout cela que le rescrit donné le 7 juin 1976 est manifestement un pis-aller de l'autorité qui tente de régler une situation qui lui échappe tout en n'osant pas franchir la ligne rouge par la décision d'un renvoi. Le renvoi serait certes canoniquement possible, mais une conscience un tant soit peu honnête ne pouvait s'y résoudre dans le cas tout à fait unique de Sœurs qui fuient leurs communautés respectives pour vivre dans la plénitude des constitutions auxquelles elles se sont liées par des vœux définitifs. De plus, quand on sait que la mère générale, qui venait deux ans auparavant – sans faute de sa part – d'être dé-

15 - Pietro Palazzini, *ibidem*.

16 - Felice Cappello s.j., *Summa juris canonici*, Rome, Ed. Pontificie Universitatis Gregoriane, 1962, vol. II, n° 67.

posée par décret et privée de voix passive lors du prochain chapitre, était parmi les Sœurs concernées, on comprend le malaise que l'autorité romaine éprouvait à fourbir un décret de renvoi.

Alors la Sacrée Congrégation des religieux a voulu tourner la difficulté en émettant un indult de sécularisation *sui generis*, qui a d'ailleurs cette particularité *unique* de ne pas mentionner explicitement la demande de la Sœur, ce qui est pourtant toujours fait dans la première partie des rescrits d'indult de sécularisation. Le document omet aussi de rappeler le droit de la Sœur à refuser l'indult, ce qui était pourtant là aussi la pratique de cette Congrégation romaine depuis 1951 et une règle qui est toujours respectée depuis, même dans la nouvelle législation de 1983.

Les Sœurs de Fanjeaux n'ont pas accepté de bénéficier de cet indult.

C'est bien normal puisqu'elles n'en avaient pas demandé l'octroi ! Comme il a été dit plus haut, la religieuse concernée n'est pas tenue d'accepter l'indult. Celui-ci n'a de valeur que par son acceptation manifestée et transmise à l'autorité compétente dont elle dépend. Il n'est guère difficile d'affirmer que les Sœurs de Fanjeaux par leurs écrits, dires et attitudes, tant au moment de la réception de cet indult que par la suite, ont suffisamment prouvé leur intention de ne pas en bénéficier.

Il faut donc conclure que l'indult, quand bien même il aurait pu être valablement demandé, est caduc par le défaut d'acceptation formelle et canonique de la part du bénéficiaire.

Certains pourraient faire l'objection suivante : « Le rescrit remis aux Sœurs ne fait pas mention du rejet possible alors que c'était pourtant la coutume pour la Sacrée Congrégation des religieux de l'indiquer à la fin du document depuis 1951. Donc la Sacrée Congrégation des religieux n'a pas donné ce droit aux Sœurs concernées. » Il faut répondre que ce droit des religieux a été explicitement rappelé par le Saint-Siège en 1922. Il fait donc partie du droit commun. Il ne peut être présumé supprimé par un décret de faveur puisqu'une telle limitation serait une restriction du droit. D'ailleurs, avant 1951, alors que ce droit existait déjà (et explicitement depuis 1922), il n'était pas rappelé dans les rescrits. À titre informatif, voici comment se présentait un indult de sécularisation, en bonne et due forme (demande et réponse)¹⁷, pour une religieuse dans les années 1930 :

17 - Janusz Kowal, *ibidem*.

— *Beatissime Pater, N.N...* (nom de la Sœur) *professa votorum simplicium perpetuorum in N...* (nom de l'institut religieux), *cum ad onera vitæ religiosæ sustinenda se imparem sentiat, ad pedes S. V. provoluta, humillime implorat indultum sæcularizationis, ut in sæculum libere ac licite redire valeat. Et Deus, etc*¹⁸.

— *Vigore facultatum a SSmo Domino Nostro concessarum, Sacra Congregatio negotiis religiosorum sodalium præposita, benigne committit, ut oratrici... concedere valeat petitum indultum sæcularizationis ad normam can. 640 § 1, n° 2, ita ut, deposita exteriore forma habitus religiosi, in usu sacramentorum sæcularibus assimiletur, ac maneat liberata a votis ceterisque obligationibus suæ professionis, restituta ei dote, aut servato præscripto can. 643 § 2, si casus ferat. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Datum Romæ, etc*¹⁹.

En résumé

Les Sœurs de Fanjeaux reçoivent le 7 juin 1976 un indult de sécularisation *d'un genre particulier* qu'elles n'ont jamais demandé – ce qui est pourtant nécessaire à la validité de la dispense –, qu'elles n'ont jamais accepté – ce qui est pourtant aussi une condition de validité. *Cet indult ne peut donc avoir aucun effet juridique.*

3.3. Il n'y a jamais eu d'intervention du pape imposant la dispense des vœux.

Contrairement à l'affirmation de l'évêque de Carcassonne²⁰, le pape n'est jamais intervenu pour imposer la dispense des vœux aux Sœurs de Fanjeaux.

18 - Très Saint Père, N.N. (nom de la Sœur) ; professe de vœux simples perpétuels dans la N... (nom de l'Institut religieux) se sentant incapable de soutenir les obligations de la vie religieuse, prosternée humblement à vos pieds, demande l'indult de sécularisation, afin de retourner librement et licitement dans le monde.

19 - Par les facultés données par le Saint-Père, la Sacrée Congrégation des religieux accorde volontiers que soit concédé à la demanderesse l'indult de sécularisation demandé selon la norme du canon 640 § 1 n° 2, de telle sorte qu'ayant déposé l'habit de l'institut religieux, elle soit assimilée aux séculiers dans l'usage des sacrements, et qu'elle demeure libre de ses vœux et des obligations de sa profession, sa dot devant lui être restituée ou en respectant le canon 643 § 2, si le cas l'exige. Nonobstant toutes choses contraires. Donné à Rome le...

20 - Cf. *Semaine Religieuse du diocèse de Carcassonne*, n° 9, mars 1981 : « l'évêque de Carcassonne rappelle... que les dominicaines venues à la Clarté-Dieu de Fanjeaux ne sont plus ni dominicaines, ni religieuses, le pape leur ayant imposé la dispense de leurs vœux ; [que] les écoles ouvertes par elles sont des écoles privées qui ne dépendent ni de leur ancienne Congrégation ni de la Direction diocésaine de l'enseignement catholique (...) ».

En soi, le pape peut dispenser de tous les vœux publics même solennels. Il pourrait même l'imposer malgré la volonté du sujet pour une cause extraordinairement grave regardant le bien commun de l'Église ; c'est l'opinion commune. Il devrait agir alors par un décret spécial car, selon le droit commun, la Sacrée Congrégation des religieux ne dispense pas définitivement des vœux perpétuels au nom du pape *ad nutum* mais uniquement soit sur demande du religieux concerné (indult de sécularisation), soit en confirmant le renvoi d'un religieux coupable de sa Congrégation.

Or, d'une telle décision pontificale forçant le retour à la vie laïque – et qui donc ne pourrait être par définition en aucune façon un *indult* de sécularisation – là non plus nous n'avons pas la trace et ce n'est certainement pas un simple rescrit sans précision d'un mandat spécial et signé du secrétaire seul de la Sacrée Congrégation des religieux qui peut en tenir lieu. Il faut donc conclure que le pape n'a jamais *imposé* la dispense des vœux, contrairement aux affirmations répétées de l'évêque de Carcassonne.

On doit donc affirmer, en toute vérité canonique, que, d'une part, les Sœurs présentes en juillet 1976 à Fanjeaux n'ayant jamais été renvoyées de leur Congrégation comme expliqué plus haut, et que, d'autre part, le pape n'ayant jamais *imposé* la dispense de leurs vœux comme nous venons de le dire, les vœux des Sœurs restent valides même après les événements de juin 1976.

4. Conclusion

C'est pourquoi, tous ces éléments étant considérés tant en droit qu'en fait, il faut déclarer avec certitude que, canoniquement, les Sœurs professes de la Congrégation des Sœurs dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse qui ont reçu le 7 juin 1976 le rescrit de la Sacrée Congrégation des religieux ci-dessus mentionné, *appartiennent toujours à cet institut religieux et sont toujours liées par leurs vœux publics de religion* prononcés dans ce même institut.

En la fête de la purification de la très sainte Vierge à Paris, le 2 février 2016.

*Abbé Denis Puga de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X
Ancien professeur de droit canonique (1996 à 2008)
au séminaire international Saint-Pie X d'Écône*

Index des noms de personnes

A

- Abrahamovitch (ab.) 199
 Agrippa d'Aubigné 211
 Alice-Marie Puga (m.)
 3, 5, 8-10
 Amerio Romano 40, 60-
 61, 129, 361
 Angèle (ste) 99
 Angèle Bouchet (sr) 149
 Angelico (Fra) 101
 Anne-Marie Simou-
 lin (m.) 7, 8, 10, 13,
 16, 37, 44, 50, 56, 64,
 84-85, 87-89, 91, 93,
 97, 99, 101, 105, 164,
 169-178, 180, 184-
 186, 190, 192, 195,
 197-203, 205-208,
 210, 212, 219, 221-
 222, 231, 239-240,
 246, 249-251, 254,
 259-263, 267-268,
 274, 277-281, 283-
 284, 291-292, 294,
 296-297, 300, 303-
 305, 307-310, 312,
 314, 319-326, 328,
 330, 332, 339-340,
 347-349, 351, 355-
 357, 359, 382
 Antoniutti (card. Ilde-
 brando) 180, 184,
 249, 253, 264, 283-
 284, 286, 297
 Augustin (sr) 6, 109-
 110, 112-113, 343

B

- Baechler (ab.) 155, 362
 Barth Karl 188
 Barthe (Mgr Gilles)

- 195, 248, 293-297,
 299, 305, 309
 Bastien (P. Pierre) 369
 Bazin René 93, 218
 Beauduin (dom Lam-
 bert) 270
 Becauvène (chan.) 328
 Bède (sr) 212
 Benoit XVI 345
 Bernadette-Marie (sr)
 322
 Bernanos Georges 100,
 220
 Bernard-Marie (sr) 179
 Berner Anne 29, 362
 Bloy Léon 220
 Bonnetterre (ab. Didier)
 270-272, 361
 Borderies 322
 Bouchet 307
 Bouyer (P. Louis) 27-
 28, 270, 362
 Bozoul (ab.) 321-322
 Brasillach Robert 83
 Brœck (P. Van den)
 239, 246-247, 249,
 252-253, 256, 260,
 263, 283-287, 289,
 291, 310, 317
 Brot (Mgr) 137
 Bruckberger (P. Ray-
 mond-Léopold) 95
 Brulé des Varannes
 (Mgr) 97
 Brunet 322, 355
 Bugnini (Mgr Anni-
 bale) 7, 270, 275

C

- Calmel (P. Roger-Tho-
 mas) 6, 11, 16, 24, 34-

- 36, 41, 44-45, 47-50,
 52, 56-57, 61-64, 66-
 67, 70-73, 77-78, 80-
 81, 83, 90, 92, 94-98,
 103-104, 108, 113-
 116, 121, 124-127,
 131-133, 172-173,
 175, 177-180, 182,
 197, 198, 208, 214-
 215, 219, 231, 247,
 280, 283, 298, 303,
 310, 321, 354, 362,
 381
 Cappello (P. Felice) 373
 Casel (dom Odon) 270
 Cathala (P.) 19, 42-43,
 143, 222, 361
 Cathala (M^{re} Rémi) 222
 Cérigo 220
 Chapotin (P. Marie-Do-
 minique) 27
 Chardon (P.) 333
 Charles Lefebvre 155,
 362
 Charles X 19
 Chautard (dom Jean-
 Baptiste) 29
 Chenu (P. Marie-Domi-
 nique) 150
 Chivré (P. Hugues de)
 237, 238
 Choulot (ab.) 320, 321,
 322, 355
 Cicognani (card. Gaeta-
 no) 191
 Claudel Paul 209, 220
 Claude-Marie de Roton
 (sr) 87
 Claude-René Simoulin
 (m.) 332
 Cochin (Augustin) 97

Cocconnier (P.) 20, 96
 Colette Beuffeuil (sr)
 147
 Collini (Mgr André) 7,
 199, 263, 275-276,
 324
 Colomb (ab.) 188-189
 Compans (ab.) 309
 Congar (P. Yves) 150,
 187
 Cormier (P. Hyacinthe-
 Marie) 20, 143
 Corneille 211
 Courrèges (Mgr Louis
 de) 263
 Couturier (P. Marie-
 Alain) 97

D

Daguzan (m. Hélène)
 20, 34, 136
 Daniélou (card. Jean)
 150
 Debré (Michel) 140
 Decabooter (P. Alex-
 andre) 260-261, 324,
 326-327, 329, 344
 De Gaulle (général
 Charles) 140
 Deljoula (ab.) 321
 Descamps (Mgr Albert)
 312
 Didier (chan.) 35
 Diepen (don) 96
 Donceur (P. Paul) 270
 Donze (Mgr Henri) 248
 Dortel-Claudot (P. Mi-
 chel) 120, 126-127,
 166-168, 362
 Drelincourt (Laurent)
 211
 Dubois (Mgr Marcel-
 Marie) 264, 283
 Dulac (ab. Raymond)

200, 202, 253, 257-
 258, 274-275, 278,
 322-323, 336, 347,
 350-351
 Dumeste (P.) 41, 77-79
 Duval (P. André) 96

E - F - G

Élisabeth-Marie Blan-
 chot (sr) 229
 Elliot (Walter) 63
 Etchegaray (card. Ro-
 ger) 248
 Faitot (P.) 27
 Felici (card. Pericle) 145
 Fenton (Mgr Joseph
 Clifford) 141
 Fernandez (P. Anice-
 to) 203
 Fourcade (sr Saint-Yves
 ou Yves-Marie) 35,
 48, 77-79, 103
 Fréteillère 248, 289
 Gaidon (Mgr Maurice)
 196, 362
 Garcin (M^{le}) 355
 Gardeil (P.) 95-96
 Garrigou-Lagrange (P.
 Réginald) 95, 97
 Garrone (card. Gabriel-
 Marie) 7, 9, 77, 79,
 148-150, 152-154,
 185, 192
 Gibbons (card. James)
 63
 Giscard (M^{re}) 78, 91
 Godin (ab. Henri) 50
 Gut (card. Benno) 7,
 202, 274-276, 311,
 319
 Guyot (card. Jean) 169-
 170, 185, 190, 248,
 258-260, 262-263,
 269, 276, 296-297,

310

H - I - J

Hecker (P. Isaac) 62-63
 Heenan (card. John)
 311
 Hélène Daguzan : voir à
 Daguzan
 Hélène Jamet (m.) 6-7,
 16, 21, 23-24, 34-37,
 41, 44, 47, 49-50, 56,
 64, 66-67, 70, 72-73,
 77-79, 81, 83-91, 97-
 98, 103, 105, 108,
 115-116, 121, 125-
 126, 130-136, 138,
 142, 144, 148, 171-
 176, 179, 198, 208,
 212, 231, 247, 254,
 283, 309, 381
 Henri-Dominique Des-
 tenay (m.) 34, 42-43,
 136
 Hiriard (ab.) 321
 Hugo Victor 220- 221
 Hyacinthe Girard (sr)
 307
 Ireland (Mgr John) 62,
 361
 Jean de Matha (st) 40
 Jean-Baptiste de la Salle
 (st) 211
 Jean-Dominique Fabre
 (P.) 83, 104, 362
 Jeanne-d'Arc (m.) 176
 Jeanne-Thérèse Messal
 (m.) 148, 170, 306-
 307
 Jean XXIII 145, 152,
 159, 201, 280
 Jombart Émile 366
 Jounel Pierre 158, 361
 Jounet (card. Charles)
 74, 99, 225

Justine Robert (m.) 136

K - L

Kothé 322

Kowal (P. Janusz) 368,
372, 374

Küng (Hans) 150

La Tour Georges (de)
211Lacourt (P. François)
294Langlois Claude 138,
362Larraona (card. Arcadio)
114-115

Latourelle René 29, 361

Lavaud (P. Benoît) 79

Le Bot 322

Le Boulch (P. Joseph)
199

Le Du (P.) 188

Le Griel Hubert 301

Le Nain 211

Lefebvre (Mgr Marcel)
145, 159, 312, 322-
323, 351, 354, 356,
362

Lemaire 189

Léon XIII 21, 30, 63,
142, 155, 272Loubat (docteur) 298
Louis XVIII 19

Lubac (P. Henri de) 150

Lubienska (M^{me}) 229-
230

Luchini (P. Albin) 168

MMadiran Jean 92, 97,
189, 191, 321, 361Magdeleine-de-Jésus
Juès (m.) 148, 170,
195, 341, 347, 351

Magnaud (chan.) 321

Mandonnet (P. Pierre)
96Marie-Agnès Vergès
(m.) 88Marie-Angélique Les-
couzère (m.) 35, 88,
106, 121, 131-133,
135-137, 140, 144,
146-148, 198, 231,
382Marie-Aymard de Beau-
mont (m.) 88Marie-Béatrix Cambiez
(sr) 290

Marie Blohorn (sr) 189

Marie-Charles (sr) 171

Marie-Danielle Feral
(sr) 307Marie-de-Jésus Tarride
(m.) 135Marie-François Dupouy
(sr) 287Marie-Geneviève Rivière
(m.) 13, 339Marie-Germaine Col-
liou (m.) 148Marie-Irène (sr) 137,
179Marie-Jean Senacq (sr)
289Marie-Jeanne Toulouse
(sr) 198Marie-Joseph (m.) 172,
353Marie-Louis Bareyre (sr)
322, 333Marie-Luc Sidos (sr) 84,
150, 170, 287Marie-Paule Bruzard
(m.) 79-80, 88, 91,
103Marie-Rachel Mottet
(m.) 333

Marie-Réginald Chabert

(m.) 173

Marie-Rose Tassy (m.)
7, 121, 135, 146-151,156, 161-162, 174-
175, 178, 182, 198,231, 262-264, 274,
276-278, 307-309,319, 324-325, 328,
330-331, 340-341,

346, 353, 372, 382

Marie-Suzanne Bonne-
ton (m.) 135Marie-Xavier Durant
(m.) 136Maritain Jacques 96-97,
99, 235-236Martina (ab. Giacomo)
28-29, 361Masson (Mgr Jacques)
159, 321

Massoulié (P.) 333

Mattei Roberto (de)
142, 145, 150, 361Mayer (card. Paul Au-
gustin) 205, 247, 253,
284, 306, 319, 364

Monique Violet (sr) 330

Montagne (P. Bernard)
96

Montaigne 211

Montessori Maria 229-
230Mouisset (Mgr Jean)
299, 301**N - O - P**

Naz Raoul 335, 367

Neuville Raphaëlle (de)
321Nicolas (P. Marie-Jo-
seph) 97, 107, 109,
114-115, 131, 133,148, 169, 175, 178-
181, 225, 245-246,

255, 259-260, 297, 317
 Nocent (dom Adrien) 271-272, 362
 Nougareyde 355
 Onclin (Mgr Guillaume) 312
 Ousset Jean 321
 Palazzini (card. Pietro) 368, 372-373
 Parisse (P.) 199
 Parolek (Mgr) 199, 356
 Parsch (dom Pius) 270
 Paul VI 7, 119, 157, 162, 197, 201, 254, 272-273, 276, 279-281, 283, 287, 302, 305, 311, 337, 345
 Péguy Charles 99, 187, 220
 Pétain Philippe 173
 Philippe (P. Paul) 35, 105-107, 110, 112-114, 247
 Pie V (st) 7, 158, 273, 277-278, 311, 342
 Pie VI 17
 Pie X (st) 21-23, 89, 142-144, 155, 181, 201, 334, 376
 Pie XI 10, 23, 95, 155
 Pie XII 23-24, 31, 33-34, 36, 120-121, 124, 137-138, 140, 142, 144-146, 151, 153, 155, 201, 270, 280
 Porion (dom Jean-Baptiste) 235-237, 362
 Poulat Émile 30-31, 362
 Puga (ab. Denis) 376
 Provençères (Mgr Charles de) 248, 296-297
 Prümmer (P. Domi-

nique) 371
 Puech (Mgr Pierre-Marie) 8, 263-264, 267, 281, 325, 337, 353, 355

R - S

Rahner (P. Karl) 150
 Ratzinger (card. Joseph) 150, 190
 Raymond-Marie (sr) 229, 333
 Raynal (ab.) 355
 Régamey (P. Pie) 97, 225
 Rose de Séverat 18-20
 Rosmini (P. Antonio) 60-61
 Rousseau Jean-Jacques 220
 Roux (ab.) 321-322
 Roy (M^{re}) 299-300
 Saint Dominique 40, 98, 106, 110, 136, 205, 329, 343, 356
 Sainte-Foy (sr) 228
 Sainte-Térèse (m.) 322
 Saint-François Assémar (m.) 148, 170
 Saint-Gaudens (Mgr Sabbin) 170
 Saint Jean de la Croix 48
 Saliège (card. Jules) 34, 77, 79, 97, 172, 185
 Salleron Louis 189, 321
 Sauvage (fr. Michel) 167
 Schillebeckx (P. Edward) 150
 Schwalm (P. Marie-Benoît) 95
 Sentenac (P. de) 186, 292-294
 Sertillanges (P. Antoine) 96

Sève André 188
 Soulier (Mgr Léon) 248
 Suarez (P. Emmanuel) 110, 113
 Suhard (card. Emmanuel) 225

T - V - W - Y

Tabera (card. Arturo) 276, 306, 310, 319, 349
 Teilhard de Chardin (P. Pierre) 177
 Théas (Mgr Pierre-Marie) 136
 Thérèse (ste) 29
 Thibon Gustave 99, 321
 Thomas d'Aquin (st) 20, 65, 71, 83, 95-96, 99, 142, 144, 198, 200, 254, 315, 362
 Tissier de Mallerais (Mgr Bernard) 159, 362
 Torr (Mgr Roger) 248
 Vallat 222
 Vallet (P. François de Paule) 321
 Verdier (card. Jean) 137
 Vernet 85, 93
 Vesco (P. Jean-Luc) 355
 Vier Jacques 101
 Vignerot (Paul) 29, 63, 362
 Viguerie Jean (de) 11, 130, 141, 362
 Vincens (ab. François) 17-20
 Vincent de Paul (st) 211
 Wailliez (ab. Benoît) 157-159, 362
 Weygand (gén. Maxime) 321
 Wright (card. John) 312

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Dédicace	13
Introduction	15

1^{re} PARTIE: 1948-1954

LES NOUVELLES CONSTITUTIONS

Introduction	27
1. Le fond de la réforme	39
Les vœux	39
Vœu de pauvreté	45
Vœu de chasteté	53
Vœu d'obéissance	58
L'éducation et l'enseignement chrétiens	66
2. La situation et le droit de 1948 à 1953	77
3. Les personnalités en cause	83
Mère Hélène Jamet	83
Le père Calmel	92
4. Les résultats de la visite apostolique	105

2^e PARTIE: 1954-1971

LA CONGRÉGATION

DANS LA TOURMENTE CONCILIAIRE

Introduction	119
1. Le décret <i>Perfectæ Caritatis</i>	123

255, 259-260, 297, 317
 Nocent (dom Adrien) 271-272, 362
 Nougareyde 355
 Onclin (Mgr Guillaume) 312
 Ousset Jean 321
 Palazzini (card. Pietro) 368, 372-373
 Parisse (P.) 199
 Parolek (Mgr) 199, 356
 Parsch (dom Pius) 270
 Paul VI 7, 119, 157, 162, 197, 201, 254, 272-273, 276, 279-281, 283, 287, 302, 305, 311, 337, 345
 Péguy Charles 99, 187, 220
 Pétain Philippe 173
 Philippe (P. Paul) 35, 105-107, 110, 112-114, 247
 Pie V (st) 7, 158, 273, 277-278, 311, 342
 Pie VI 17
 Pie X (st) 21-23, 89, 142-144, 155, 181, 201, 334, 376
 Pie XI 10, 23, 95, 155
 Pie XII 23-24, 31, 33-34, 36, 120-121, 124, 137-138, 140, 142, 144-146, 151, 153, 155, 201, 270, 280
 Porion (dom Jean-Baptiste) 235-237, 362
 Poulat Émile 30-31, 362
 Puga (ab. Denis) 376
 Provençères (Mgr Charles de) 248, 296-297
 Prümmer (P. Domi-

nique) 371

Puech (Mgr Pierre-Marie) 8, 263-264, 267, 281, 325, 337, 353, 355

R - S

Rahner (P. Karl) 150
 Ratzinger (card. Joseph) 150, 190
 Raymond-Marie (sr) 229, 333
 Raynal (ab.) 355
 Régamey (P. Pie) 97, 225
 Rose de Séverat 18-20
 Rosmini (P. Antonio) 60-61
 Rousseau Jean-Jacques 220
 Roux (ab.) 321-322
 Roy (M^{re}) 299-300
 Saint Dominique 40, 98, 106, 110, 136, 205, 329, 343, 356
 Sainte-Foy (sr) 228
 Sainte-Térèse (m.) 322
 Saint-François Assémar (m.) 148, 170
 Saint-Gaudens (Mgr Sabrin) 170
 Saint Jean de la Croix 48
 Saliège (card. Jules) 34, 77, 79, 97, 172, 185
 Salleron Louis 189, 321
 Sauvage (fr. Michel) 167
 Schilleebeckx (P. Edward) 150
 Schwalm (P. Marie-Benoît) 95
 Sentenac (P. de) 186, 292-294
 Sertillanges (P. Antonin) 96

Sève André 188
 Soulier (Mgr Léon) 248
 Suarez (P. Emmanuel) 110, 113
 Suhard (card. Emmanuel) 225

T - V - W - Y

Tabera (card. Arturo) 276, 306, 310, 319, 349
 Teilhard de Chardin (P. Pierre) 177
 Théas (Mgr Pierre-Marie) 136
 Thérèse (ste) 29
 Thibon Gustave 99, 321
 Thomas d'Aquin (st) 20, 65, 71, 83, 95-96, 99, 142, 144, 198, 200, 254, 315, 362
 Tissier de Mallerais (Mgr Bernard) 159, 362
 Tort (Mgr Roger) 248
 Vallet 222
 Vallet (P. François de Paule) 321
 Verdier (card. Jean) 137
 Vernet 85, 93
 Vesco (P. Jean-Luc) 355
 Vier Jacques 101
 Vigneron (Paul) 29, 63, 362
 Viguerie Jean (de) 11, 130, 141, 362
 Vincens (ab. François) 17-20
 Vincent de Paul (st) 211
 Wailliez (ab. Benoît) 157-159, 362
 Weygand (gén. Maxime) 321
 Wright (card. John) 312

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Dédicace	13
Introduction	15

1^{re} PARTIE: 1948-1954

LES NOUVELLES CONSTITUTIONS

Introduction	27
1. Le fond de la réforme	39
Les vœux	39
Vœu de pauvreté	45
Vœu de chasteté	53
Vœu d'obéissance	58
L'éducation et l'enseignement chrétiens	66
2. La situation et le droit de 1948 à 1953	77
3. Les personnalités en cause	83
Mère Hélène Jamet	83
Le père Calmel	92
4. Les résultats de la visite apostolique	105

2^e PARTIE: 1954-1971

LA CONGRÉGATION

DANS LA TOURMENTE CONCILIAIRE

Introduction	119
1. Le décret <i>Perfectae Caritatis</i>	123

2. Le généralat de mère Marie-Angélique	131
3. Le généralat de mère Marie-Rose	147
Une élection étonnante	147
Les nouvelles orientations de l'Église	151
Vers un deuxième <i>aggiornamento</i> ?	156
4. Le généralat de mère Anne-Marie	171
La nouvelle mère générale	171
Les premières mesures	176
Les grands axes du généralat de mère Anne-Marie	185
La carte scolaire	185
Le catéchisme	186
La messe	199
L'œuvre scolaire de la Congrégation	207

3^e PARTIE: 1971-1974

DES TENSIONS À LA RUPTURE

Introduction	235
1. Chronologie des événements	239
La mère générale demande une visite apostolique	240
Un visiteur apostolique est nommé	245
Étrange premier rapport du visiteur	247
Vers une modification substantielle des constitutions	252
Le recours à Rome en forme canonique	253
Déposition de la mère générale	261
La rupture	262
2. Principales causes de rupture	267
Introduction	267
La question de la messe	269
La réforme liturgique	269
La Congrégation face à cette réforme liturgique	273
Les raisons des choix	278
La question des constitutions	282
Une visite canonique en rupture avec le droit	284
Les rapports avec les évêques diocésains	292
Le cas emblématique du procès de Grasse	299

3. Les sanctions canoniques	303
De Toulon à Brignoles	303
Le décret du 27 mai 1974	306
Le chapitre d'élection de juillet 1974	313
4. La scission	319
Relation des événements	319
Éléments pour un jugement canonique	334
<i>Un indult sans effet juridique</i>	334
<i>Aucune trace d'un renvoi canonique.</i>	337
<i>L'erreur de l'évêque de Carcassonne</i>	337
<i>La conclusion du canoniste</i>	338
La réponse des Sœurs de Fanjeaux	339
5. L'implantation à Fanjeaux	353

Bibliographie	361
----------------------------	-----

Annexe	363
1. Rappel des faits	363
2. <i>De jure</i> : rappel du droit	365
2.1. <i>Nature canonique d'un rescrit en lui-même</i>	365
2.2. <i>Modes de sortie d'une religieuse à vœux perpétuels</i> <i>d'un institut religieux de droit pontifical</i>	366
2.3. <i>Sortie de l'institut et cessation des vœux</i>	369
3. <i>De facto</i> : application du droit aux faits présentés	369
3.1. <i>Les dominicaines de Fanjeaux</i> <i>n'ont jamais été renvoyées de leur Congrégation.</i>	369
3.2. <i>La Sacrée Congrégation des religieux a accordé aux dominicaines de Fanjeaux un indult de sécularisation qu'elles n'ont jamais demandé et encore moins accepté.</i>	370
3.3. <i>Il n'y a jamais eu d'intervention du pape imposant la dispense des vœux.</i>	375
4. Conclusion	376

Index des noms de personnes	377
--	-----

RUPTURE OU FIDÉLITÉ

Le deuxième concile du Vatican (1962-1965) a donné à l'histoire de l'Église du ^{XX}e siècle sa note dominante, et projeté sur la vie des catholiques du monde entier le reflet de ses discussions. Ce concile a engagé l'Église dans la voie du dialogue avec le monde moderne.

Les congrégations religieuses ont été, du coup, confrontées à des choix sans précédent. La société nouvelle, et les réponses nouvelles que l'Église lui donnait, tout cela a bouleversé les conceptions traditionnelles de la vie religieuse et de l'enseignement catholique. Les dominicaines enseignantes du Saint-Nom-de-Jésus, comme toutes les religieuses, n'ont pas pu rester à l'écart des réflexions que ces bouleversements suscitaient. Elles ont, de ce fait, écrit l'histoire de leur congrégation au sein de ce qu'on appelle la « crise de l'Église ».

Dans cette tourmente, leur mère générale a un jour adressé ces mots aux évêques : *« Quand nous paraîtrons devant le Seigneur, je n'aurai à répondre que de moi, de mon gouvernement pendant cette époque déchirée et déchirante, et du service des âmes des enfants qui nous auront été confiées. J'aurai beau répondre que je n'ai volontairement sacrifié des âmes d'enfants que par obéissance à tel ou tel directeur diocésain, je n'en serai pas moins coupable et rien ni personne alors ne me viendra en aide pour justifier mes complicités... Malgré tout ce qui nous sépare, je vous redis, Excellence, ma volonté de ne servir que Jésus-Christ, même dans votre diocèse... Avec la certitude que le Seigneur qui a souffert et qui souffre en chacun de nous, par nous, avec nous et pour nous, est définitivement ressuscité, je prie pour que cette douloureuse passion que traverse l'Église à l'heure actuelle débouche sur la vie, la lumière et la vérité qui est le Seigneur Jésus-Christ. »*

C'est l'écho de ce combat et de ce déchirement que les pages de ce livre voudraient faire entendre.

Sœur Alice-Marie est membre de la congrégation des dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus de Fanjeaux où elle a prononcé ses vœux perpétuels en 2005. Titulaire d'un doctorat, elle a publié, aux éditions Privat, sa thèse qui retraçait l'histoire de cette Congrégation de 1800 à 1948. Le présent ouvrage s'inscrit dans la lignée de ce premier travail qu'il prolonge en évoquant les années plus récentes, de 1948 à 1975.

ISBN 978-2-35005-132-1



24 €